

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1187
30 janvier 1976

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 13 a) de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,
Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE ET DE SEGREGATION ET
LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS LES PAYS, EN PARTICULIER DANS
LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

RAPPORT DU GROUPE SPECIAL D'EXPERTS PREPARE CONFORMEMENT A
LA RESOLUTION 5 (XXXI) DE LA COMMISSION

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 16	1
<u>Chapitre</u>		
I. AFRIQUE DU SUD	17 - 303	4
A. Faits nouveaux relatifs à la politique d' <u>apartheid</u> et de discrimination raciale	17 - 90	4
1. Peine capitale	17 - 19	4
2. Massacres et allégations concernant des violations du droit à la vie	20 - 25	4
3. Déplacements forcés de populations	26 - 28	6
4. Traitement réservé aux prisonniers poli- tiques et aux combattants de la liberté capturés	29 - 65	7
5. Différence entre les salaires des travailleurs noirs et blancs et faiblesse des salaires versés aux travailleurs noirs	66 - 90	16
B. La politique des "homelands bantous"	91 - 129	23
1. Historique	93 - 97	23
2. Incidences de la politique des homelands séparés sur le droit à l'autodétermination	98 - 129	24

Table des matières (suite)

<u>Chapitre</u>		<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I.	<u>Afrique du Sud (suite)</u>		
	C. Le régime du travail agricole	130 - 172	32
	Introduction	130 - 133	32
	1. Méthode de recrutement des travailleurs agricoles africains	134 - 144	34
	2. Situation des travailleurs agricoles africains	145 - 156	37
	3. Analyse comparative de la situation des travailleurs africains dans le secteur agricole et dans les autres secteurs	157 - 164	40
	4. Etablissements pénitentiaires agricoles et bagnes privés	165 - 172	41
	D. Mouvements d'étudiants	173 - 242	46
	Introduction	173 - 174	46
	1. La législation universitaire en Afrique du Sud	175 - 190	46
	2. Origine des mouvements d'étudiants	191 - 207	50
	3. Conséquences de la politique d' <u>apartheid</u> sur les mouvements d'étudiants	208 - 218	56
	4. Agitation et protestations des étudiants ...	219 - 235	62
	5. Obstacles opposés aux organisations d'étudiants	236 - 242	69
	E. L' <u>apartheid</u> et la famille africaine	243 - 303	73
	1. Description de la famille africaine et analyse de son rôle	244 - 265	73
	2. Les conséquences à court et à long terme de l' <u>apartheid</u> pour la famille africaine	266 - 303	78
II.	NAMIBIE	304 - 449	88
	Introduction	304 - 319	88
	A. Faits nouveaux relatifs à la politique d' <u>apartheid</u> et de discrimination raciale	320 - 386	92
	1. Peine capitale	320 - 321	92

Table des matières (suite)

<u>Chapitre</u>		<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
II.	<u>Namibie</u> (suite)		
	2. Massacres et violations du droit à la vie ..	322 - 323	92
	3. Déplacements forcés de population	324	93
	4. Traitement des prisonniers politiques et des combattants de la liberté capturés	325 - 340	94
	5. Flagellations publiques	341 - 344	99
	6. Conditions des Africains dans les "homelands"	345 - 375	101
	7. Faiblesse des salaires versés aux travailleurs noirs	376 - 379	111
	8. Autres violations graves des droits de l'homme	380 - 386	112
B.	Mouvements d'étudiants	387 - 395	115
	Introduction	387	115
	1. Législation en la matière	388 - 389	115
	2. Groupements d'étudiants existants	390 - 393	115
	3. Entraves aux mouvements d'étudiants	394 - 395	117
C.	L' <u>apartheid</u> et la famille africaine	396 - 410	118
	Introduction	396	118
	1. Description de la famille africaine et analyse de son rôle	397 - 400	118
	2. Effets à court et à long terme de la poli- tique d' <u>apartheid</u> sur la famille africaine .	401 - 410	119
D.	Conférence de Dakar	411 - 449	122
	1. Organisation	411 - 420	122
	2. Travaux	421 - 431	123
	3. Résultats	432 - 449	125
<u>Annexe I.</u>	Déclaration de Dakar sur la Namibie et les droits de l'homme et programme d'action		128
<u>Annexe II.</u>	Liste des documents de la Conférence de Dakar sur la Namibie et les droits de l'homme		136

Table des matières (suite)

<u>Chapitre</u>		<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
III.	RHODESIE DU SUD	450 - 626	140
A.	Faits nouveaux relatifs à la politique d' <u>apartheid</u> et de discrimination raciale	450 - 597	140
	Introduction	450 - 457	140
	1. Peine capitale	458 - 472	144
	2. Massacres et violations du droit à la vie	473 - 487	147
	3. Déplacements forcés de population	488 - 518	150
	4. Traitement infligé aux prisonniers poli- tiques et aux combattants de la liberté capturés	519 - 553	159
	5. Disparité des salaires entre travailleurs blancs et travailleurs noirs et bas salaires des travailleurs noirs	554 - 565	168
	6. Autres violations graves des droits de l'homme	566 - 597	172
B.	L' <u>apartheid</u> et la famille africaine	598 - 626	180
	1. La famille africaine et son rôle	598 - 606	180
	2. Effets à court terme et à long terme de la politique d' <u>apartheid</u> sur la famille africaine	607 - 626	182
IV.	ADOPTION DU RAPPORT	627	189

INTRODUCTION

1. A sa trente et unième session, la Commission des droits de l'homme, par sa résolution 5 (XXXI), adoptée le 14 février 1975, a décidé que le Groupe spécial d'experts créé conformément à sa résolution 2 (XXIII) devrait continuer à observer et suivre attentivement les faits nouveaux survenus en ce qui concerne la politique d'apartheid et de discrimination raciale pratiquée dans la situation qui prévaut en Namibie et en Rhodésie du Sud (par. 12).

2. Par la même résolution, la Commission a prié le Groupe spécial d'experts d'étudier les systèmes de prisons privées et de fermes-prisons, l'évolution de la politique des homelands et ses effets sur le droit à l'autodétermination, ainsi que le système du travail agricole dans la République d'Afrique du Sud (par. 13), d'étudier également les conséquences de l'apartheid sur la famille africaine, et de se renseigner sur les difficultés particulières des mouvements estudiantins en Afrique du Sud et en Namibie (par. 14).

3. Aux termes du paragraphe 15 de sa résolution 5 (XXXI), la Commission a prié le Groupe de lui soumettre un rapport sur ses constatations, à sa trente-troisième session au plus tard, et de lui présenter un rapport d'activité à sa trente-deuxième session.

4. Le présent rapport d'activité est présenté conformément à cette demande. Il a été établi par le Groupe spécial d'experts lors des deux séries de réunions qu'il a tenues au Palais des Nations, à Genève, du 28 au 31 juillet 1975 et du 12 au 23 janvier 1976. Il est fondé essentiellement sur des renseignements rassemblés par ses membres et par le Secrétariat, notamment grâce à un dépouillement systématique des documents de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, des journaux officiels et des comptes rendus de débats parlementaires pertinents, de publications du Service de l'information de l'International Defence and Aid Fund for Southern Africa, de journaux et revues de divers pays, de certaines études sur les relations raciales, et d'ouvrages qui traitent de questions se rattachant au mandat du Groupe.

5. Ce rapport fait suite aux huit rapports que le Groupe spécial d'experts a présentés antérieurement à la Commission sur différentes questions relatives aux droits de l'homme en Afrique australe (E/CN.4/950, E/CN.4/984 et Add.1 à 19, E/CN.4/1020 et Add.1 à 3, E/CN.4/1050 et Corr.1, E/CN.4/1076, E/CN.4/1111, E/CN.4/1135 et E/CN.4/1159).

6. En établissant son rapport, le Groupe spécial d'experts a pris en considération les normes internationales de base qui régissent ses activités, telles qu'elles ont été énumérées dans ses précédents rapports, en particulier dans le rapport présenté à la Commission des droits de l'homme à sa trente et unième session (E/CN.4/1159). En outre, le Groupe spécial d'experts a pris en considération les résolutions suivantes adoptées par l'Assemblée générale à sa trentième session : 3383 (XXX), 3396 (XXX), 3397 (XXX), 3398 (XXX), 3399 (XXX), 3411 (XXX), 3412 (XXX), 3452 (XXX), 3453 (XXX).

7. A la 1335ème séance de la Commission des droits de l'homme, le 7 mars 1975, le Président de la Commission, conformément à l'article 31 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, a annoncé que la composition

du Groupe spécial d'experts mentionné au paragraphe 12 de la résolution 5 (XXXI), portant renouvellement du mandat du Groupe, serait la suivante :

- M. Kéba M'Baye (Sénégal), premier président de la Cour suprême;
- M. Branimir Janković (Yougoslavie), professeur de droit international, Belgrade;
- M. Amjad Ali (Inde), membre du Parlement, New Delhi;
- M. Annan Arkyin Cato (Ghana), conseiller, Mission permanente du Ghana auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York;
- M. Humberto Díaz Casanueva (Chili), professeur à Rutgers University (organisations internationales) et à Columbia University (littérature hispano-américaine), Etats-Unis d'Amérique;
- M. Felix Ermacora (Autriche), professeur de droit public, Vienne.

La Commission a décidé en outre que M. M'Baye (Sénégal) continuerait à assumer les fonctions de Président du Groupe.

8. Au cours de ses réunions au Palais des Nations, à Genève, en juillet 1975, le Groupe spécial d'experts a convenu que son Président continuerait d'exercer également les fonctions de Rapporteur, et M. Janković, celles de Vice-Président.

9. En ce qui concerne le plan du rapport, le Groupe spécial d'experts s'est conformé autant que possible au schéma tracé dans la résolution 5 (XXXI) de la Commission. Par ailleurs, compte tenu du paragraphe 12 de cette résolution, le Groupe a décidé de présenter, dans le cadre de son rapport, un aperçu sur l'évolution de la situation politique en Afrique australe.

10. Etant donné la situation particulière qui prévaut dans chacun des territoires relevant du mandat du Groupe, l'évolution politique en Afrique australe est analysée dans chacun des chapitres concernant respectivement l'Afrique du Sud, la Namibie et la Rhodésie du Sud.

11. D'une manière générale, il suffira de noter ici que, s'agissant de l'Afrique du Sud, le Groupe spécial d'experts a constaté que, même si certains signes portaient à croire que les autorités sud-africaines envisageaient d'assouplir certains aspects de la politique d'apartheid, les prétendues réformes ne tendaient nullement à éliminer cette politique mais s'inscrivaient au contraire dans le cadre de l'apartheid en ayant pour principal objectif de diviser la population noire.

12. En ce qui concerne la Namibie, les mesures de répression prises par les autorités sud-africaines à l'encontre des Namibiens ont pour principal objectif d'empêcher les Namibiens d'avoir des activités politiques de quelque nature que ce soit et de les laisser dans la misère. C'est ainsi que lors des élections qui ont eu lieu dans le "bantoustan" de l'Ovamboland, on a recouru à des mesures d'intimidation afin d'obtenir des Namibiens un appui à la prétendue "conférence constitutionnelle" qui devait se tenir le 1er septembre 1975.

13. S'agissant de la situation en Rhodésie du Sud, le Groupe spécial d'experts déplore que, en dépit des prétendus efforts en vue d'un règlement du problème de Rhodésie du Sud, le régime illégal continue d'appliquer des mesures répressives, notamment par l'emprisonnement et la détention arbitraire de dirigeants politiques et autres combattants de la liberté, la pratique du châtime^{nt} collectif et les déplacements forcés de populations.

14. Il convient de rappeler que dans son dernier rapport à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1159), le Groupe spécial d'experts, notant avec regret qu'aucune des recommandations contenues dans les rapports antérieurs n'avait été appliquée par les autorités sud-africaines, a réitéré ses recommandations antérieures.

15. On se souviendra en outre qu'à sa trente et unième session, la Commission des droits de l'homme a prié le Secrétaire général de transmettre aux ministres des affaires étrangères des Etats Membres les conclusions et recommandations découlant des investigations effectuées par le Groupe en 1973 et 1974 ^{1/}. Le texte des conclusions et recommandations a été transmis à tous les gouvernements par une note verbale en date du 3 juin 1975.

16. On signalera enfin qu'au cours des réunions qu'il a tenues à Genève en juillet 1975 et janvier 1976, le Groupe spécial d'experts a procédé à un échange de vues en ce qui concerne la mission qu'il doit effectuer en Afrique en 1976 dans le but de recueillir des éléments de preuve et d'entendre des dépositions concernant les faits nouveaux dans les domaines relevant de son nouveau mandat.

^{1/} Les conclusions et recommandations du Groupe spécial d'experts figurent au chapitre V du document E/CN.4/1159.

CHAPITRE I - AFRIQUE DU SUD

A. FAITS NOUVEAUX RELATIFS A LA POLITIQUE D'APARTHEID ET DE DISCRIMINATION RACIALE

1. Peine capitale

a) Aperçu de la législation en la matière

17. Les lois sud-africaines en vigueur qui prévoient la peine de mort ont été reproduites ou analysées dans des documents antérieurs du Groupe spécial d'experts (en particulier dans les documents E/CN.4/1020, par. 73 à 81 et E/CN.4/1111, par. 40 à 43). Ces documents appelaient tout spécialement l'attention sur la loi sur le sabotage (General Law Amendment Act N° 76 de 1962) et la loi sur le terrorisme (Terrorism Act N° 83 de 1967) (voir E/CN.4/1135, par. 18, et E/CN.4/1111, par. 42 et 43).

b) Analyse des renseignements recueillis

18. Selon les renseignements recueillis par le Groupe spécial d'experts, deux conférences juridiques tenues en Afrique du Sud pendant la période considérée - la conférence bisannuelle de l'Association of Law Societies et une conférence sur "la criminalité, le droit et la collectivité" - ont une fois de plus appelé l'attention sur le nombre exceptionnellement élevé de délits qui sont légalement passibles de la peine capitale et sur le nombre élevé d'exécutions dans la République 1/ (voir aussi le paragraphe 38 du précédent rapport publié sous la cote E/CN.4/1159). Malgré ces critiques publiques, M. Jimmy Kruger, Ministre de la justice, a déclaré en juillet 1975 qu'il n'y avait "aucune chance" que le Gouvernement réexamine la question de la peine capitale 2/. Le mandat de la Commission d'enquête sur le régime pénal exclut aussi tout examen de la question de la peine capitale (voir plus loin, par. 44).

19. De 1972 à 1974, 241 personnes ont été condamnées à mort par les tribunaux sud-africains et 127 d'entre elles ont été exécutées; 46 exécutions ont eu lieu en 1972, 45 en 1973 et 36 en 1974. En mars 1975, 77 personnes attendaient d'être exécutées (2 Blancs, 20 Métis et 55 Africains) 3/ et l'on a déjà enregistré 36 pendaisons au cours du premier semestre de 1975 4/.

2. Massacres et allégations concernant des violations du droit à la vie

a) Morts survenues en prison ou aux mains de la police

20. Selon les renseignements fournis au Parlement en mars 1975 par le Ministre de la police, 79 personnes sont mortes en détention en 1974; parmi les causes de décès

1/ Sunday Times (Johannesburg) du 6 avril 1975.

2/ Rand Daily Mail du 29 juillet 1975.

3/ House of Assembly Debates, 21 mars 1975; Observer (Londres) du 30 mars 1975.

4/ Cape Times du 24 juillet 1975.

indiquées, on note 10 cas de "suicide", 18 cas de "lésion cérébrale", 7 cas de "lésions internes" ou "lésions multiples" et 9 cas de "blessures mortelles subies lors d'une tentative d'évasion" 5/.

21. Il ressort d'autres statistiques fournies par le Ministre qu'en 1974, 101 personnes, dont 87 Africains, ont été abattues par des policiers agissant "dans l'exercice de leurs fonctions" 6/.

22. Parmi les décès survenus en prison au cours de la même période, on relève celui d'Alfred Khonza, prisonnier politique détenu à Robben Island, qui avait été condamné en 1963 à 20 ans de prison (sa peine avait été réduite par la suite à 12 ans) pour avoir quitté illégalement le pays en vue de recevoir une formation militaire à l'étranger. Il a été enterré à Dimbaza, en mars 1975; sa mort est survenue en prison quelques semaines seulement avant le moment où il devait être libéré 7/.

b) Décès survenus à la suite d'émeutes et de manifestations de travailleurs noirs

23. Selon les renseignements dont dispose le Groupe spécial d'experts, 131 mineurs ont perdu la vie lors d'échauffourées survenues dans des mines d'or et de charbon au cours de la période allant de septembre 1973 à mars 1975 8/.

24. Dans son rapport de 1974 (E/CN.4/1135, par. 152), le Groupe spécial d'experts a décrit les circonstances dans lesquelles 11 mineurs africains avaient été abattus par la police lors des troubles survenus dans la mine de Carletonville en septembre 1973 et, en 1975, il a recommandé que le gouvernement verse des indemnités aux familles des victimes 9/. L'incident le plus grave survenu dans les mines depuis lors a coûté la vie à 28 hommes, en mars 1975, dans la houillère de Northfield, près de Glencoe, au Natal. L'incident a été qualifié d'"émeute" par la presse blanche et le Ministre de la police a déclaré qu'il s'agissait "d'un simple affrontement entre Basutos et Xhosas" 10/.

25. Parmi les cas où la police a ouvert le feu sur une foule apparemment désarmée, on relève l'incident survenu à Thaba Nchu, dans le homeland du Bophuthatswana, en juillet 1975. Deux Africains ont été tués et quatre autres blessés lorsque des policiers "agissant en état de légitime défense" ont ouvert le feu sur des personnes assemblées pour protester contre les fonctionnaires du homeland qui essayaient, avec l'appui des forces de police de la République, de les obliger à réduire le nombre des bestiaux qu'ils possédaient et faisaient paître sur les terres locales 11/.

5/ House of Assembly Debates, 21 mars 1975.

6/ House of Assembly Debates, 6 septembre 1974 et 18 mars 1975.

7/ Dossiers de l'International Defence and Aid Fund for Southern Africa, mars 1975.

8/ Sunday Times du 9 mars 1975.

9/ Star du 8 mars 1975.

10/ Rand Daily Mail du 3 mars 1975. Le même numéro de ce journal contient un "journal des meurtres et mutilations" dans les mines pendant la période allant de septembre 1973 à mars 1975.

11/ Cape Times du 7 juillet 1975.

3. Déplacements forcés de populations

26. Selon les renseignements recueillis par le Groupe spécial d'experts, de vastes déplacements forcés de populations africaines se sont poursuivis, les autorités continuant d'exécuter leurs projets de ségrégation territoriale des races et de "remembrement" des "homelands bantous" (voir plus loin, section B). En février, le Vice-Ministre de l'administration et du développement bantous a déclaré devant le Parlement que 190 794 personnes au total avaient été évacuées des "îlots noirs" depuis 1948 12/.

27. Au cours des dix dernières années, 74 362 personnes ont été "réinstallées" 13/, dont 5 226 en 1974. Le Ministre n'a pas été en mesure d'indiquer le nombre de personnes qui doivent encore être déplacées 14/.

28. Parmi les projets qui ont suscité des heurts au cours de la période considérée et dont le Groupe spécial d'experts a eu connaissance, il convient de noter les suivants :

a) Le déplacement prévu de plusieurs milliers d'Africains du Cap oriental vers la nouvelle commune de Committeesdrift, au Giskei (voir par. 156 du rapport précédent publié sous la cote E/CN.4/1159). Les avis de déplacement ont déjà été signifiés aux autochtones du village de Fingo, à Grahamstown. Selon les renseignements que possède le Groupe spécial d'experts, la population en question vit sur ces terres depuis 1855 et en est propriétaire. Les premières maisons de la zone de réinstallation ne seront pas prêtes avant 1977 15/.

b) La menace de déplacement qui pèse sur 12 000 Zoulous de Charlestown, au Natal, installés sur des terres dont ils sont propriétaires mais qui ont maintenant été déclarées "zone blanche" 16/.

c) Le déplacement envisagé de 59 800 Souazis du lowveld vers les districts de Barberton, Caroline et Ermelo, qui doivent être rattachés au "homeland souazi". Au nom de 80 000 Souazis qui s'opposent à ce déplacement, sept chefs ont présenté des pétitions au Commissaire général 17/.

d) Le déplacement forcé de plusieurs centaines de familles de Thaba Nchu, dans le Bophuthatswana, et leur réinstallation à Witsieshoek, dans le Basotho Qwaqwa. Des personnes qui résistaient à ce déplacement auraient été arrêtées (selon

12/ House of Assembly Debates, 21 février 1975.

13/ House of Assembly Debates, 2 septembre 1974.

14/ House of Assembly Debates, 14 février 1975.

15/ House of Assembly Debates, 13 août 1974; Financial Mail du 5 juillet 1974; Cape Times des 2 septembre 1974 et 6 mai 1975.

16/ Cape Times du 23 août 1974.

17/ House of Assembly Debates, 27 août 1974; Star du 31 août 1974.

les autorités Sothos, certaines des familles déplacées n'étaient pas des Sothos, mais des Zouloues et des Khosas) 18/.

e) Le déplacement forcé de 2 000 Tswanas de Mayen (Cap septentrional) et leur réinstallation à Vaalboshoeck, dans le homeland du Bophuthatswana. Lorsque le chef Geoffrey Moseki et 900 de ses sujets ont quitté leurs foyers en mai 1975 et ont pris le maquis, le colonel Krige, commandant du district de Kimberley, les a menacés de "guerre" et de famine s'ils refusaient de quitter les lieux 19/.

f) Le projet concernant le déplacement de 28 000 Africains des communes de Bophelong et de Boipatong, près de Vanderbijlpark, sur le Rand, et leur réinstallation à Sebokeng, au nord de la ville, aux environs de 1985 20/.

4. Traitement réservé aux prisonniers politiques et aux combattants de la liberté capturés

a) Aperçu de la législation en la matière

29. La législation concernant la détention sans jugement et le traitement des prisonniers a été analysée dans les rapports précédents (voir E/CN.4/1159, par. 50). Toutes les lois sur la sécurité, en vertu desquelles un grand nombre d'actes politiques sont des délits punissables entraînant parfois une peine extrêmement sévère, ont aussi été examinées dans divers documents dont disposait le Groupe spécial d'experts et dans le rapport de 1973 (E/CN.4/1111).

30. Au cours de la période considérée, ces dispositions législatives ont encore été étendues par le deuxième General Law Amendment Act No 94 de 1974 (portant modification du Bantu Administration Act de 1927 en vertu duquel le fait de susciter, d'encourager ou de fomenter des sentiments d'hostilité entre groupes de population est un délit punissable d'une amende de 2 000 rands, d'une peine de 2 ans d'emprisonnement ou des deux peines à la fois) 21/.

31. Le principal acte législatif promulgué au cours de la période considérée et susceptible d'être utilisé au détriment des prisonniers politiques ou des combattants de la liberté capturés est la Proclamation for Rehabilitation Institutions in the Bantu Homelands No RL33, (Proclamation concernant les institutions de correction dans les homelands Bantu) publiée dans la Government Gazette du 6 juin 1975. Conformément à cette proclamation, il pourra être créé dans les homelands des centres qui resteront placés sous le contrôle du Gouvernement de la République et qui seront destinés à "accueillir, suivre et former" les personnes qui y seront envoyées en vertu du Bantu Laws Consolidation Act ou du Bantu Labour Act. Le Black Sash et d'autres observateurs ont trouvé cette législation fort inquiétante. Ils ont fait observer que ces lois concernent principalement des délits ayant trait

18/ Rand Daily Mail du 3 octobre 1974.

19/ House of Assembly Debates, 17 octobre 1974; Sunday Times du 16 février 1975; Rand Daily Mail des 20 et 21 février 1975 et du 8 mai 1975.

20/ Rand Daily Mail du 8 décembre 1974.

21/ Survey of Race Relations, 1974 (South African Institute of Race Relations), p. 71.

aux laissez-passer et des délits qualifiés qui entraînent normalement une peine allant jusqu'à trois mois d'emprisonnement; or, selon ces lois, les auteurs de tels délits pourront être arbitrairement condamnés à une peine allant jusqu'à trois années d'internement dans un centre de correction "en vue d'améliorer leur condition physique, mentale et morale" 22/. Les commentateurs ont aussi fait observer que bien des dispositions de proclamation en question semblent avoir été empruntées aux lois sur les prisons (Prisons Acts), notamment la disposition prévoyant que les détenus ne pourront recevoir que des visiteurs autorisés, que leur courrier sera censuré et que les rapports de presse sur les établissements seront soumis à des restrictions. Le Rand Daily Mail a décrit le projet comme étant une "campagne concertée de lavage de cerveau - l'expression officielle est 'réorientation' - des Africains pour les amener à accepter l'idéologie nationaliste des bantoustans". En outre, la section 25 du Bantu Urban Areas Consolidation Act englobe dans la notion d'Africains "indésirables" ceux qui se sont rendus coupables d'un délit considéré comme politique 23/.

32. Les dirigeants des homelands ont marqué leur méfiance et, dans certains cas, leur hostilité à l'égard du projet en déclarant tout ignorer des "consultations" qui auraient été engagées avec eux. Le chef Buthelezi, de KwaZulu, a déclaré que les centres de correction lui causaient de vives inquiétudes et a ajouté : "Je ne vois pas pourquoi les contrevenants aux lois sur les laissez-passer devraient nous retomber sur les bras". Le professeur Ntsanwisi, Ministre principal du Gazankulu, a déclaré : "C'est plus qu'un centre de correction; cela a tout l'air d'une prison." Pour leur part, les autorités du Lebowa et du Ciskei, où les deux premiers centres seraient déjà en construction, ont également déclaré ne rien savoir du projet 24/. Le Ministre principal du Bophuthatswana, le troisième gouvernement qui, selon le Ministre de l'administration et du développement bantous, aurait été consulté au sujet du projet, a affirmé que son gouvernement était "totalement opposé" au projet et ne tolérerait aucun centre sur le territoire du Bophuthatswana 25/.

b) Analyse des renseignements recueillis

33. Une fois de plus, il n'a pas été publié de statistiques générales concernant le nombre des personnes détenues en 1974 en vertu des diverses lois sur la sécurité. En septembre 1974, le Ministre de la police a déclaré que nul n'avait été détenu en vertu de la section 6 de la loi sur le terrorisme au cours du premier semestre de l'année 26/. En février 1975, il a confirmé que quelques personnes avaient été détenues en vertu de la loi sur le terrorisme à la suite de l'interdiction, en septembre 1974, d'une manifestation de soutien au FRELIMO 27/. Plus tard,

22/ Rand Daily Mail du 19 juillet 1975.

23/ Rand Daily Mail des 22 juillet et 5 août 1975.

24/ Rand Daily Mail du 22 juillet 1975.

25/ Rand Daily Mail du 5 août 1975.

26/ House of Assembly Debates, 27 septembre 1974.

27/ House of Assembly Debates, 4 février 1975.

en mars 1975, l'Attorney General, M. Percy Yutar, a indiqué que 26 personnes étaient encore détenues, mais il a précisé qu'il ne "connaissait même pas leur nom" 28/. A ce moment-là, douze détenus avaient déjà été traduits en justice, si bien qu'il semble qu'en septembre, 38 personnes au total avaient été arrêtées en vertu de la loi sur le terrorisme 29/.

34. Onze autres hommes au moins ont été détenus à Soweto et dans les communes métisses des environs de Johannesburg pendant la période allant de février à avril 1975, selon le Rand Daily Mail, qui a indiqué le nom de chacun d'entre eux et a relaté les circonstances de leur arrestation à l'aube 30/. Plusieurs de ces détenus auraient eu des liens avec le mouvement estudiantin noir.

35. En avril 1975, un document publié par la South African Students' Organization (SASO) donnait la liste de 24 membres d'organisations noires détenus depuis novembre 1974 et qui, pour la plupart, étaient encore en détention; il s'agissait de membres des organisations suivantes : South African Students' Organization, Black Peoples' Convention, Black Community Programme, Black Allied Workers' Union, Theatre Council of Natal et Peoples' Experimental Theatre 31/.

36. En mai, le Star a donné les noms de 14 personnes détenues en vertu de la loi sur le terrorisme et qui auraient été encore en détention à Johannesburg, et il a indiqué que 16 autres personnes étaient aussi détenues à Pretoria 32/.

37. En septembre, le Rand Daily Mail a dit que 38 personnes étaient encore détenues en vertu de la même loi et que 15 autres étaient encore détenues dans le Sud-Ouest africain en vertu du General Law Amendment Act. Le journal indiquait que 31 des détenus étaient des Africains, 9 étaient des Blancs, 17 des Métis et 2 des Indiens. Cinq d'entre eux étaient des femmes. La plupart étaient désignés nommément, notamment sept personnes qui auraient été détenues pendant près d'une année 33/. Plus tard, au cours du même mois, le journal a estimé que 68 personnes au moins étaient détenues en vertu de la loi sur le terrorisme et que 50 d'entre elles étaient tenues au secret; 21 d'entre elles étaient des Namibiens 34/.

38. A la suite d'une vague d'arrestations qui a eu lieu en août 1975, 12 personnes ont été détenues en vertu de la loi sur le terrorisme, notamment le poète afrikander Breyten Breytenbach, lauréat d'un prix, qui vit normalement à Paris, Mme Clara Rohm, dont le mari est un savant qui travaille pour le Conseil de l'énergie atomique

28/ Star du 15 mars 1975.

29/ Rand Daily Mail du 10 mars 1975.

30/ Rand Daily Mail du 5 avril 1975.

31/ "Second report on arrests, detentions and trials of members and supporters of SASO, BPC, BCP, BAWU, Tecon and PET" (publié par la SASO en avril 1975).

32/ Star du 24 mai 1975.

33/ Rand Daily Mail du 3 septembre 1975.

34/ Rand Daily Mail du 13 septembre 1975.

Karel Tip, Président de l'Union nationale des étudiants sud-africains (NUSAS), les étudiants Gerry Mare et Glenn Moss, et le journaliste Lawrence Dworkin 35/.

39. Il y a eu de nouvelles allégations concernant des mauvais traitements infligés à des prisonniers politiques au cours de la période considérée. Au paragraphe 58, il est question des tortures qui auraient accompagné l'interrogatoire des accusés lors du procès de la SASO. En février 1975, un porte-parole du Département des prisons a indiqué que M. Sathaisivan Cooper, anciennement chargé des relations extérieures de la Black Peoples' Convention, qui était détenu depuis la manifestation de soutien au FRELIMO de septembre 1974, s'était effondré à la prison centrale de Pretoria. Il était soigné pour ce que l'on croyait être des "convulsions" 36/.

40. En février 1975, le Ministre de la Justice a fourni au Parlement les statistiques suivantes concernant les condamnations prononcées en 1974 en vertu de certaines lois sur la sécurité 37/ :

	<u>Blancs</u>	<u>Métis</u>	<u>Asiatiques</u>	<u>Africains</u>
<u>General Law Amendment Act</u> (loi sur le sabotage, 1962)	0	0	0	1
<u>Suppression of Communism Act</u>	2	2	1	7
<u>Terrorism Act</u> (loi sur le terrorisme)	0	0	0	1

41. Au sujet des personnes qui, au 1er janvier 1975, purgeaient une peine en application de certaines lois sur la sécurité, le Ministre a donné les statistiques ci-après 38/ :

	<u>Blancs</u>	<u>Métis</u>	<u>Asiatiques</u>	<u>Africains</u>
<u>General Law Amendment Act, 1962</u>	7	3	9	219
<u>Suppression of Communism Act</u>	0	0	0	4
<u>Unlawful Organizations Act</u>	0	0	0	8
<u>Terrorism Act</u>	2	3	4	61

35/ Rand Daily Mail des 23, 27, 30 et 31 août 1975.

36/ Cape Times du 6 février 1975.

37/ House of Assembly Debates, 7 février 1975.

38/ Ibid.

42. Selon les renseignements dont dispose le Groupe spécial d'experts, le nombre total des détenus s'élevait à 96 587 personnes pour l'Afrique du Sud et la Namibie en octobre 1974 (on ne dispose pas de renseignements sur la répartition par race). En 1968-1969, 352 435 Africains et 71 867 Africaines ont été incarcérés; en 1972-1973, ces chiffres se sont élevés respectivement à 234 913 et 58 534 39/.

43. Le rapport du Département des prisons publié en mai 1975 indique cependant que du 1er juillet 1973 au 30 juin 1974, le nombre journalier moyen des détenus a atteint le chiffre record de 98 851 personnes, soit une augmentation de près de 10 % en dix ans. Pour l'année entière, le nombre des détenus a atteint au total 625 000. Sur 342 000 détenus condamnés, 288 000 étaient des Noirs, 45 000 des Métis, 7 000 des Blancs et 1 500 des Asiatiques 40/.

44. En octobre 1974, une commission d'enquête sur le régime pénal a été créée et placée sous la présidence du juge Viljoen. Elle avait pour mandat de faire une enquête sur le régime pénitentiaire de la République sud-africaine et de formuler des recommandations en vue de l'améliorer, sans toutefois étudier la question de savoir si la peine capitale devait être maintenue ou non 41/.

45. Les familles des prisonniers politiques envisagèrent aussitôt de signaler à la Commission les diverses restrictions dont souffraient les prisonniers politiques (voir plus loin, par. 49) 42/.

46. Le Ministre des prisons a cependant précisé qu'aucune enquête générale ne serait faite sur la situation dans les prisons sud-africaines, en invoquant le fait qu'il "faudrait trop de temps" pour enquêter sur les 242 prisons de la République 43/.

47. En février, il a été annoncé que la Commission avait rejeté les témoignages de Bram Fischer et de sept autres détenus politiques sur les conditions de leur détention car, selon le juge Viljoen, "la situation des prisonniers politiques ... n'entre pas dans le champ de l'enquête de ma Commission" 44/.

48. En février, une porte-parole du Département des prisons a annoncé que le Département pourrait prendre des mesures contre tout prisonnier qui enfreindrait la réglementation en vigueur dans les requêtes présentées à la Commission de la réforme pénitentiaire 45/. Par ailleurs, le Ministre de la justice a précisé

39/ House of Assembly Debates, 11 octobre 1974.

40/ Star du 17 mai 1975.

41/ Government Gazette, No 4446, 18 octobre 1974.

42/ Sunday Times du 20 octobre 1974.

43/ Rand Daily Mail du 25 octobre 1974.

44/ Rand Daily Mail des 4 février et 12 avril 1975.

45/ Rand Daily Mail du 22 février 1975.

que le témoignage fourni par Bram Fischer avait joué contre lui lorsqu'avait été prise la décision concernant son avenir (voir plus loin par. 53) 46/.

49. En octobre 1974, Mme Helen Suzman a indiqué devant le Parlement en quoi les prisonniers politiques étaient désavantagés par rapport aux prisonniers de droit commun. Elle a mentionné notamment le fait que leur peine n'était pas remise, qu'ils n'avaient pas accès aux journaux ou à d'autres moyens d'information, que les livres et le courrier étaient censurés, qu'ils se heurtaient à des difficultés lorsqu'ils voulaient étudier et que leur "privilège" de recevoir des visites et d'échanger de la correspondance était limité 47/.

50. En mai 1975, le Ministre des prisons a annoncé qu'il autoriserait "dans certaines circonstances" la publication dans la presse de photographies de prisonniers (ce qui est illégal, sauf autorisation, d'après le Prisons Act de 1959) 48/. La publication d'une seule photographie de Bram Fischer a été autorisée dans la presse après sa mort (voir plus loin, par. 53).

51. En janvier 1975, le Gouvernement a décidé que les requêtes adressées par des dirigeants de homeland en vue d'obtenir la libération de prisonniers politiques seraient examinées à condition qu'elles concernent des cas individuels et qu'elles soient "ethniquement justifiées" 49/.

52. Par ailleurs, il a été officiellement déclaré, à plusieurs reprises, que Nelson Mandela ne serait pas libéré 50/.

53. En décembre 1974, on a annoncé qu'Abram Fischer souffrait d'un cancer. Cet éminent juriste sud-africain, dirigeant du parti communiste sud-africain, était âgé de 66 ans; il avait été condamné à la prison à vie en 1966 pour "conspiration en vue de commettre des actes de sabotage". Aussi bien en Afrique du Sud qu'à l'étranger, sa libération a été aussitôt demandée, notamment par le Président du Comité spécial de l'Organisation des Nations Unies contre l'apartheid, l'Ambassadeur Edwin Ogbu. En décembre, le Gouvernement sud-africain a rejeté ces requêtes, malgré les appels que les deux filles de Fischer (son seul fils était mort pendant que son père était en prison) avaient adressés personnellement au Ministre de la justice et au Premier Ministre, et bien qu'on ne cessât d'annoncer que la santé du prisonnier s'altérerait. Ses filles ont été autorisées à lui rendre visite régulièrement, mais ce n'est qu'en mars que Fischer a été autorisé à quitter l'hôpital pour vivre chez son frère, le Dr Paul Fischer, à Bloemfontein. Le Ministre

46/ Rand Daily Mail du 31 janvier 1975.

47/ House of Assembly Debates, 24 octobre 1974, NB col. 6294 et suiv.

48/ Cape Times du 10 mai 1975.

49/ Rand Daily Mail du 15 janvier 1975.

50/ Rand Daily Mail du 31 janvier 1975.

a précisé qu'il demeurerait un détenu et ne pourrait recevoir de visiteurs sans l'autorisation du Département des prisons. Les seules personnes autorisées à lui rendre visite ont été ses proches parents. Il est mort le 8 mai 1975. Sa famille a reçu l'ordre de rendre ses cendres au Département des prisons après ses funérailles. La presse n'a été autorisée à publier qu'une seule photographie 51/.

54. Le Département des prisons a refusé de donner aucun renseignement sur l'état de santé de Govan Mbeki, l'un des accusés de Rivonia condamné à la prison à perpétuité et actuellement détenu à Robben Island, dont un journal a été informé par téléphone qu'il serait gravement malade. Un porte-parole a déclaré que "le Département n'a pas coutume" de discuter de l'état de santé des détenus 52/.

55. Au cours de la période considérée, la vie quotidienne dans les prisons a été marquée une fois de plus par des actes de violence. Selon les renseignements que possède le Groupe spécial d'experts, pas moins de 230 enquêtes internes ont été menées de janvier à septembre 1974 à la suite d'allégations concernant des voies de fait dont des gardiens de prison se seraient rendus coupables sur la personne de détenus 53/, et 40 personnes ont été reconnues coupables. Après la condamnation du gardien Potgieter, de la prison de Leeukop (voir par. 86 du rapport de 1975 publié sous la cote E/CN.4/1159), le Ministre des prisons a écrit une lettre dans laquelle il a "désapprouvé énergiquement" les voies de fait commises sur la personne de détenus. Mais il semble que la promotion de Potgieter au grade de capitaine n'ait pas été remise en cause à la suite de sa condamnation 54/.

Procès "Schlebusch"

56. Bien que les défenseurs aient obtenu gain de cause dans l'appel qu'ils ont interjeté devant la Cour suprême en 1974 après avoir été condamnés pour avoir refusé de déposer devant la Commission Schlebusch, l'Etat a obtenu gain de cause en appel dans le cas de M. Beyers Naude, Directeur du Christian Institute, devant la chambre d'appel. C'est en mars que la Cour suprême a été saisie de l'appel de M. Naude 55/.

51/ Sunday Times du 4 août 1974; Rand Daily Mail du 5 décembre 1974; Sunday Times du 8 décembre 1974; Rand Daily Mail des 9 et 18 décembre 1974; Times du 12 décembre 1974; Morning Star du 23 décembre 1974; Guardian du 23 janvier 1975; Rand Daily Mail des 3, 24 et 26 février 1975; Morning Star du 11 mars 1975; Cape Times du 11 mars 1975; Star du 15 mars 1975; Rand Daily Mail du 11 mars 1975; House of Assembly Debates, 5 février 1975; Cape Times du 9 mai 1975; Guardian du 9 mai 1975; Times du 10 mai 1975. Des extraits des déclarations faites par Bram Fischer au banc des accusés, lors de son procès en 1966, ont été reproduits dans : Nations Unies, Groupe de l'apartheid, notes et documents No 8/75.

52/ Rand Daily Mail du 10 septembre 1975.

53/ Sunday Times du 30 octobre 1974.

54/ House of Assembly Debates, 15 octobre 1974.

55/ Pour plus de renseignements sur la Commission Schlebusch, voir les précédents rapports E/CN.4/1135, par. 151 et E/CN.4/1159, par. 78; Rand Daily Mail du 26 mars 1975.

Le révérend Theo Kotze a aussi été inculpé pour refus de déposer; il a contesté le caractère secret des audiences de la Commission et indiqué qu'il craignait qu'il ne soit fait un mauvais usage des témoignages 56/. Le jugement a été reporté au 3 octobre, c'est-à-dire après la décision sur l'appel interjeté par M. Naude 57/.

57. En mai 1975, la Commission a présenté son rapport sur le Christian Institute. Elle l'a accusé d'encourager des "changements violents" en Afrique du Sud et elle a accusé ses dirigeants d'adopter une politique caractéristique des "méthodes révolutionnaires socialistes". Elle a estimé que puisque "91 %" des fonds du Christian Institute provenaient de l'étranger, l'Institute ne pouvait que "suivre les ordres" de ses bailleurs de fonds étrangers 58/. Le mois suivant, le Premier Ministre a déclaré que le Christian Institute était une "organisation affectée" au sens de l'Affected Organizations Act (voir E/CN.4/1159, par. 183 et 184), ce qui a eu pour effet de couper l'Institute de ses sources d'aide à l'étranger 59/.

Procès des terroristes de la SASO

58. Treize des détenus membres de la SASO et d'autres organisations noires, arrêtés après la manifestation de soutien au FRELIMO, organisée en septembre 1974, ont été traduits en justice, à divers moments, entre le 31 janvier et le 13 mars 1975 60/ (voir E/CN.4/1159, par. 79; voir aussi plus haut par. 33). Aux termes de leur acte d'accusation, qui couvrait 105 pages, ils étaient inculpés de divers délits en vertu de la loi sur le terrorisme 61/. Après que la défense eut demandé un complément d'information sur les chefs d'accusation 62/, le juge Boshoff demanda à l'Etat de fournir certains renseignements 63/. Le 11 juin, le juge estimait encore que l'acte d'accusation était "vague" 64/, et il a ajourné une fois de plus le procès. Pendant l'ajournement, l'Etat a renoncé à poursuivre deux des accusés 65/. En fait, à la

56/ Cape Times et Rand Daily Mail du 11 mars 1975.

57/ Star du 16 mars 1975.

58/ Times du 28 mai 1975.

59/ International Herald Tribune (qui cite le New York Times), des 7 et 8 juin 1975.

60/ Rand Daily Mail du 13 mars 1975.

61/ "Second Report on arrests, detentions and trials of members and supporters of SASO, BPC, BCP, BAWU, Tecon and PET" (publié par la SASO en avril 1975), p. 6.

62/ Cape Times du 6 mai 1975.

63/ Rand Daily Mail du 17 mai 1975.

64/ Rand Daily Mail du 12 juin 1975.

65/ Rand Daily Mail du 24 juin 1975.

reprise du procès, en août, il ne restait plus que neuf accusés 66/. Deux des treize personnes initialement inculpées devaient témoigner en faveur de la thèse de l'Etat et être accusées en vertu du Riotous Assemblies Act 67/. Les avocats de la défense ont soutenu que les accusés avaient été systématiquement battus et torturés lors des interrogatoires et que leurs dépositions n'étaient pas recevables "parce qu'elles leur avaient été extorquées sous la torture" 68/.

59. A la suite de la manifestation de soutien au FRELIMO organisée en septembre 1974, 18 membres de la SASO et d'autres organisations noires ont été jugés en août 1975 en vertu du Riotous Assemblies Act. Il semble que quatre d'entre eux aient disparu, renonçant à leur caution, et qu'un mandat d'arrêt ait été lancé contre eux 69/.

Mesures d'interdiction

60. C'est en vertu des sections 1 et 10 du deuxième Bantu Laws Amendment Act No 71 de 1974 que le pouvoir de prendre des mesures d'interdiction à l'encontre d'organisations et d'individus a été étendu aux gouvernements des homelands. La République continuera d'exercer ses pouvoirs législatif et exécutif dans les homelands, mais les gouvernements des homelands pourront interdire toute organisation qui compte des Africains parmi ses membres, interdire à une telle organisation de poursuivre ses objectifs, imposer des restrictions aux activités de n'importe quel employé africain d'une telle organisation, assigner tout Africain à résidence et interdire la publication de toute déclaration prononcée par un Africain. Cependant, le gouvernement d'un homeland ne pourra agir qu'avec l'approbation préalable du Ministre de l'administration et du développement bantous 70/.

61. Au 31 décembre 1973, le nombre d'arrêtés d'interdiction qui étaient en vigueur en vertu du Suppression of Communism Act s'élevait à 164 71/.

62. En 1973, 62 personnes au total faisaient l'objet d'un arrêté d'interdiction après avoir purgé une peine d'emprisonnement en vertu des lois sur la sécurité; au cours du premier semestre de 1974, le nombre correspondant était de 30 72/.

66/ Rand Daily Mail du 13 août 1975.

67/ Sunday Express du 23 mars 1975.

68/ Rand Daily Mail des 13 et 18 septembre 1975.

69/ SASO, op. cit., p. 4 et 5.

70/ Survey of Race Relations, 1974 (South African Institute of Race Relations), p. 69.

71/ House of Assembly Debates, 9 août 1974.

72/ House of Assembly Debates, 17 septembre 1974.

Censure

63. Parmi les périodiques interdits en 1975 figurent Bandwagon, publié par le révérend Theo Kotze et d'autres personnes (voir plus haut, par. 56) et Varsity, revue du Students Representative Council de l'Université du Cap 73/.

64. Le rédacteur du Daily News de Durban, accusé en vertu du Riotous Assemblies Act d'avoir fait de la publicité pour la manifestation de soutien au FRELIMO organisée en septembre 1974, qui avait été interdite, a été acquitté en janvier 1975 74/.

65. Trente et un éminents écrivains de langue afrikaans ont décidé de constituer une société littéraire afrikaans pour lutter contre la censure 75/.

5. Différence entre les salaires des travailleurs noirs et blancs
et faiblesse des salaires versés aux travailleurs noirs

66. Selon les renseignements recueillis par le Groupe spécial d'experts, les travailleurs noirs ont obtenu des augmentations de salaire au cours de la période considérée. Toutefois, ces augmentations se sont généralement accompagnées de nouvelles augmentations accordées aux travailleurs blancs, ainsi que d'une élévation continue du coût de la vie, si bien que l'écart entre les salaires des Blancs et des Noirs est sensiblement le même et que le niveau de vie de la grande masse des ouvriers noirs demeure inférieur au seuil de pauvreté admis.

67. Comme les années précédentes, les ouvriers africains qui ont essayé d'organiser des syndicats ont connu bien des déconvenues; des dirigeants syndicaux ont été interdits de séjour ou arrêtés. Toutefois, un petit nombre d'entreprises ont commencé à manifester quelque sympathie pour l'idée de créer des syndicats noirs. Les grèves des travailleurs noirs ont continué d'être réprimées; il y a eu des arrestations et des licenciements de grévistes.

68. Selon le Ministre du travail, M. Marais Viljoen, la politique du gouvernement est de ne pas reconnaître de syndicats africains; en outre, les travailleurs africains devraient recourir au mécanisme de liaison mis en place par le gouvernement, lequel ne fonctionne pas encore pleinement. Les employeurs devraient constituer des comités de travail ou de liaison, conformément au Bantu Labour Relations Regulations Act de 1973 76/.

73/ Rand Daily Mail du 22 mars 1975.

74/ Cape Times du 24 janvier 1975.

75/ Guardian du 14 juillet 1975

76/ Rand Daily Mail du 15 août 1974.

69. En septembre 1974, le Ministre du travail a déclaré devant le Parlement que 189 comités de travail et 1 230 comités de liaison avaient été créés depuis 1973 en vertu du Bantu Labour Relations Regulations Act 77/.

70. Les syndicats africains ont cependant tendance à considérer que ces comités n'ont d'autre but que de freiner le développement du syndicalisme africain.

71. En août 1975, il a été annoncé que les accords de salaires conclus entre les employeurs et les comités noirs de travail et de liaison acquerraient force obligatoire en 1976. Selon le Département du travail, les 2 112 comités existants regroupent 587 000 travailleurs noirs 78/.

72. Selon les renseignements que possède le Groupe spécial d'experts, l'écart entre les salaires continue de s'accroître, malgré les augmentations accordées aux travailleurs noirs. On trouvera dans le tableau ci-après les chiffres concernant les salaires mensuels moyens des Blancs et des Africains en avril 1975 et les chiffres correspondants d'avril 1973 (indiqués entre parenthèses) 79/.

SECTEUR	<u>Blancs</u>	<u>Africains</u>	<u>Effectif de la main-d'œuvre</u>
Mines et carrières	R593 (R405)	R67 (R27)	620 623 (684 054)
Manufacture	R486 (R376)	R100 (R67)	1 343 500 (1 260 100)
Construction	R472 (R376)	R95 (R67)	419 800 (384 700)
Electricité	R554 (R404)	R116 (R76)	31 900 (28 100)
Chemins de fer sud-africains	R493 (R365)	- -	248 135 (229 559)

77/ House of Assembly Debates, 20 septembre 1974.

78/ Star du 9 août 1975.

79/ Rand Daily Mail du 15 août 1975.

INDUSTRIES MANUFACTURIERES	<u>Blancs</u>	<u>Africains</u>	<u>Effectif de la main-d'oeuvre</u>
Principales branches :			
Alimentation	R446 (R343)	R91 (R58)	152 000 (138 300)
Boissons	R430 (R357)	R108 (R75)	27 200 (26 000)
Tabac	R434 (R348)	R117 (R84)	3 900 (4 100)
Textiles	R484 (R396)	R82 (R53)	97 000 (93 800)
Vêtements	R471 (R371)	R79 (R66)	129 700 (127 800)
Chaussures	R450 (R356)	R96 (R74)	34 800 (36 100)
Bois et liège	R464 (R323)	R72 (R52)	64 900 (60 800)
Meubles	R486 (370)	R91 (R72)	38 900 (37 200)
Papier et articles en papier	R506 (R402)	R116 (R86)	32 900 (32 200)
Cuir et articles en cuir	R444 (R337)	R89 (R63)	8 100 (7 800)
Articles en caouthouc	R471 (R432)	R114 (R81)	23 400 (22 800)
Produits chimiques	R510 (R399)	R97 (R71)	71 900 (68 000)
Produits minéraux non métalliques	R486 (R374)	R93 (R61)	107 400 (101 800)
Métaux de base	R541 (R396)	R115 (R72)	95 100 (89 100)
Produits métalliques	R493 (R396)	R103 (R72)	154 900 (145 800)
Machines	R506 (R384)	R123 (R77)	73 100 (65 400)
Equipement électrique	R462 (R359)	R125 (R82)	51 700 (47 100)
Matériel de transport	R475 (R371)	R121 (R83)	90 300 (80 600)
Divers	R486 (R392)	R95 (R70)	50 600 (48 100)

73. Un certain nombre d'études officielles et privées contiennent nombre de données qui confirment l'existence de ces écarts de salaires. Parmi ces études, celles de l'Institute of Personnel Management ^{80/} indiquent que les travailleurs blancs accomplissant le même travail que les travailleurs noirs reçoivent un salaire de 34 %

^{80/} Cape Times du 23 août 1975.

plus élevé; Market Research Africa a établi qu'entre 1963 et 1973, les salaires des Blancs ont augmenté de 101 % et ceux des Noirs de 120 % - ce qui revient à dire que le revenu moyen d'un ménage blanc est passé de 258 rands à 519 rands par mois tandis que celui d'un ménage noir est passé de 25 à 55 rands par mois 81/.

74. En février 1975, le Financial Mail a estimé que la répartition du revenu entre les races n'avait en réalité que fort peu changé depuis la première guerre mondiale, la part des Blancs s'élevant toujours à près de 75 % et celle des Africains à moins de 20 % 82/.

75. Quant à la fonction publique, les augmentations de salaires annoncées en 1974 ont peu contribué dans la pratique à réduire l'écart en question 83/ et, en octobre, certains employés africains attendaient toujours leur augmentation alors que d'autres l'avaient obtenue 84/.

76. Le Ministre des transports a fourni les chiffres suivants concernant les salaires annuels moyens des employés des chemins de fer sud-africains au 31 décembre 1974 85/ :

Blancs	5 153-89 rands
Métis	1 343-76 rands
Indiens	1 479-12 rands
Bantous	1 092-72 rands

77. Selon les renseignements que possède le Groupe spécial d'experts, les salaires des agents de la police sud-africaine présentent des écarts semblables 86/ :

"En ce qui concerne les agents de police noirs, le salaire mensuel est de 85 rands au début et peut atteindre 175 rands; pour les métis et les Indiens, il se situe entre 97,50 rands et 225 rands; les agents de police blancs avec dix années de scolarité normale débutent avec un salaire mensuel de 175 rands (ce qui correspond à l'échelon le plus élevé pour les Noirs) et plafonnent à 365 rands."

78. En mars 1975, on signalait que des travailleurs sociaux noirs quittaient la profession en raison de l'écart entre leurs salaires et ceux des travailleurs sociaux blancs et à cause des mauvaises conditions dans lesquelles s'effectuait leur travail. Souvent, après vingt années de service, les Noirs ne gagnent pas l'équivalent du salaire de début d'un Blanc 87/.

81/ Star du 3 août 1975.

82/ Financial Mail du 21 février 1975.

83/ Cape Times des 10 et 13 juillet 1974.

84/ Rand Daily Mail du 31 octobre 1974.

85/ House of Assembly Debates, 11 février 1975.

86/ Star du 26 avril 1975; voir aussi House of Assembly Debates, 9 août 1974.

87/ Star du 15 mars 1975.

79. En mars, le Président du Central Bantu Labour Board a demandé au Wage Board de porter de 8,60 rands à 20 rands par semaine le salaire des travailleurs non qualifiés employés par les communes 88/.

Seuils de pauvreté

80. Selon les renseignements dont dispose le Groupe spécial d'experts, les salaires moyens des fonctionnaires noirs étaient encore inférieurs, au début de 1975, aux seuils indicatifs de pauvreté; ceux-ci se situaient entre 82 rands et 104 rands par mois selon la région considérée, mais les fonctionnaires noirs non qualifiés gagnaient 75,17 rands et les employés des postes 77,17 rands 89/.

81. Sur dix Africains travaillant dans l'industrie, huit percevaient un salaire inférieur au seuil indicatif de pauvreté qui, selon les calculs effectués en juin 1975 par le South African Bureau of Market Research, était de 99 rands par mois pour un ménage de cinq à six personnes vivant dans une ville 90/.

82. Selon les témoignages recueillis par le Groupe spécial d'experts, les salaires des Noirs ne sont pas augmentés proportionnellement à l'inflation qui sévit dans la République. Le Bureau of Market Research a calculé qu'un ménage noir avait besoin, en février 1975, d'un revenu de 20 % supérieur à celui de mai 1974 pour couvrir ses besoins élémentaires de subsistance et que, au cours de la même période, le prix des denrées alimentaires avait augmenté de 25 % 91/.

83. M. F. Van Wyk, Directeur du South African Institute of Race Relations, a calculé en mai 1975 que 500 000 Africains avaient à Johannesburg un niveau de vie inférieur au seuil indicatif de pauvreté 92/.

84. Quant à la situation des travailleurs des "zones frontalières" entourant les "homelands bantous" créés conformément à la politique officielle de décentralisation, elle est encore pire que celle des travailleurs des villes. Les enquêteurs de la commission des salaires de la NUSAS de l'Université du Witwatersrand ont relevé à Babalegi, dans les environs de Pretoria, à la fin de 1974, des salaires n'atteignant que 2,44 rands pour 43 heures de travail par semaine, le salaire global moyen pour la région n'atteignant que 7,66 rands. On estimait que le seuil indicatif de pauvreté pour la région était de 16,82 rands par semaine. Les dispositions du Wages Act relatives au salaire minimum ne sont pas applicables dans les homelands 93/.

88/ Rand Daily Mail du 12 mars 1975.

89/ Star du 8 mars 1975.

90/ Sunday Express du 8 juin 1975.

91/ Financial Gazette du 25 avril 1975.

92/ Rand Daily Mail du 27 mai 1975.

93/ Rand Daily Mail et Financial Mail du 13 décembre 1974; Rand Daily Mail du 9 juin 1975.

Le personnel de maison des régions frontalières du Cap oriental travaillait 208 heures par mois pour un salaire horaire de 14,5 c, c'est-à-dire 30 rands par mois 94/.

Réservation d'emplois

85. La pénurie d'ouvriers qualifiés blancs continue d'influencer défavorablement la politique officielle concernant les emplois réservés; en mars 1975, on indiquait que, dans les chemins de fer, plus de 13 000 emplois réservés à des Blancs étaient occupés par des Noirs 95/; en outre, le conseil municipal de Johannesburg employait des Noirs "non qualifiés" à des postes normalement occupés par des Blancs "qualifiés" 96/. En juin, le Ministre du travail a cependant donné l'assurance aux travailleurs blancs que les emplois réservés aux Blancs et occupés par des Noirs reviendraient à des Blancs en cas de crise économique en Afrique du Sud 97/.

86. Dans un document dont dispose le Groupe spécial d'experts, l'Organisation internationale du Travail a proposé au Gouvernement sud-africain quatre mesures pour lui permettre de tenir la promesse qu'il a faite aux Nations Unies d'éliminer la discrimination raciale 98/. Ces quatre propositions concernent respectivement l'abrogation des lois sur les laissez-passer et la suppression du système des migrations de travailleurs, l'octroi aux travailleurs africains du droit syndical, la suppression des obstacles qui s'opposent à l'avancement par le travail (réservation d'emplois, etc.), et la suppression des disparités de salaires fondées sur la race ou le sexe 99/.

Harcèlement de syndicalistes africains

87. En décembre 1974, la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) a fourni au Groupe spécial d'experts des renseignements sur l'arrestation de Drake Koka, Secrétaire général de la Black Allied Workers' Union et de L. Mabandla, M. Mbeo et S. Cooper, organisateurs du BAWU à Durban. La CISL a élevé de vives protestations à la suite de ces arrestations et elle a affirmé que "des voies de fait et des tortures brutales" avaient été infligées aux détenus 100/. La plainte de la CISL a fait l'objet d'un rapport du Groupe spécial d'experts au Conseil économique et social à sa soixantième session.

94/ Rand Daily Mail du 24 février 1975.

95/ Rand Daily Mail du 4 mars 1975.

96/ Rand Daily Mail du 7 mars 1975.

97/ Rand Daily Mail du 24 juin 1975.

98/ Rand Daily Mail du 4 juin 1975.

99/ Onzième rapport spécial du Directeur général sur l'application de la Déclaration concernant la politique d'apartheid de la République sud-africaine (Genève, BIT, 1975), p. 55.

100/ Communication de la CISL figurant dans une note du Secrétaire général publiée le 18 mars 1975 sous la cote E/5638.

88. Selon les renseignements que possède le Groupe, malgré ces revers, la période considérée a été caractérisée par un certain développement des syndicats noirs. En juillet 1974, le Financial Mail a publié une liste de 22 syndicats noirs réunissant près de 40 000 membres 101/. A la fin de l'année, l'African Engineering and Allied Workers' Union indiquait que le nombre de ses membres avait augmenté de 42 pour cent en un an 102/.

89. Selon les renseignements recueillis par le Groupe spécial d'experts, la police est intervenue lors de 69 grèves au cours du deuxième semestre de 1974, et 826 travailleurs au total ont été inculpés à la suite de ces grèves 103/.

90. En tout, il y a eu 246 grèves de travailleurs africains en 1973 et 54 pendant le premier semestre de 1974 104/.

101/ Financial Mail du 19 juillet 1974.

102/ Sunday Times du 8 décembre 1974.

103/ House of Assembly Debates, 21 février 1975.

104/ House of Assembly Debates, 9 septembre 1974.

B. LA POLITIQUE DES "HOMELANDS BANTOUS"

91. Bien que la situation et l'histoire des "homelands bantous" aient été étudiées par le Groupe spécial d'experts dans ses rapports précédents, en particulier dans le rapport de 1970 (E/CN.4/1050), où se trouve retracé l'historique des "réserves indigènes", transformées en "homelands bantous" sous le gouvernement actuel, c'est la première fois que le Groupe spécial d'experts a l'occasion d'exposer le problème du point de vue du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, tel qu'il a été défini et établi par les Nations Unies.

92. Le Groupe spécial d'experts a entrepris d'étude de cette question en tenant compte de la position officielle du Gouvernement sud-africain qui prétend offrir l'"indépendance politique" aux homelands et, en particulier, envisage l'octroi de l'"indépendance" au Transkei en octobre 1976.

1. Historique

93. On se rappellera que la création par le Gouvernement sud-africain de "réserves indigènes" a pour origine la politique traditionnelle sud-africaine qui consiste à obliger les Africains à travailler pour l'économie blanche tout en limitant leur établissement dans les zones urbaines. En particulier, les "réserves" ont été institutionnalisées par le Land Act de 1913, qui a fixé rigidement la proportion de terres utilisables par les Africains, et par le Land Act de 1936 qui a énoncé le "règlement final" de la question agraire en "réservant" aux Africains 13 % de la totalité des terres d'Afrique du Sud, c'est-à-dire des terres effectivement occupées par des Noirs, plus 6,2 millions d'hectares qui seraient achetés par un organe de gérance constitué à cette fin 105/.

94. On se rappellera aussi que l'actuel gouvernement nationaliste, depuis son accession au pouvoir en 1948, a développé une politique d'"apartheid territorial", et qu'en 1955 il a créé la Commission Tomlinson chargée d'établir un rapport sur les conditions minimales nécessaires à la transformation des réserves en "homelands bantous" 106/.

95. Ce n'est toutefois qu'en 1962 que M. Verwoerd, alors Premier Ministre, a commencé à parler des bantoustans comme d'"Etats autonomes". Cette année-là, après l'isolement dans la communauté internationale qu'a valu Sharpeville à l'Afrique du Sud, il a déclaré :

105/ Voir E/CN.4/1050. Voir aussi Oxford History of South Africa, ouvrage publié sous la direction de Wilson et Thompson (dénommé ci-après Oxford History), Vol. II, chap. II.

106/ Ibid.; voir aussi B. Rodgers, The Bantu Homelands (International Defence and Air Fund, 1972), p. 3-4.

"Je pense qu'il faudrait permettre à ces gens-là (les Africains) d'avoir les Etats qu'ils désirent ... Je suis convaincu qu'en voyant ce qui se passe dans le reste de l'Afrique, ils éprouveront le besoin de resserrer leurs liens avec nous plutôt que de s'allier à des pays étrangers, ce qui entraînerait des conflits et le chaos ... Nous nous efforçons de créer près de nous de petits Etats noirs bien disposés à notre égard et de les protéger contre ce danger en leur rendant toutes sortes de services." 107/

96. Les précédents rapports du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1020, E/CN.4/1111, E/CN.4/1135) ont exposé les mesures prises depuis lors pour octroyer l'"autonomie" au Transkei (1963) et établir d'autres "homelands", qui étaient au nombre de sept en 1972; pour faire en sorte que chaque Africain soit citoyen d'un homeland, qu'il y habite ou non (1970); pour confier l'enseignement aux autorités du homeland (1970); pour permettre au pouvoir exécutif de constituer par proclamation les conseils législatifs des homelands (1971); et pour transférer le contrôle des forces de police intérieure aux "gouvernements des homelands" par voie de proclamation (1972).

97. Les rapports précédents font aussi état des mesures prises pour le remembrement des terres dans les homelands. En 1972, le KwaZulu était encore formé de 29 zones dispersées; le Ciskei et le Bophuthatswana, de 19 zones chacun; seul le Basotho Qwaqwa formait un tout 108/.

2. Incidences de la politique des homelands séparés sur le droit à l'autodétermination

a) Introduction

98. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est reconnu dans la Charte des Nations Unies, qui contient des dispositions établissant expressément ce droit, notamment dans l'Article premier, paragraphe 2 (Chapitre I, "Buts et principes") et dans l'Article 55 (Chapitre XI, "Coopération économique et sociale internationale"). De nombreuses résolutions et autres instruments adoptés par l'Assemblée ont précisé que, selon la Charte, le droit à l'autodétermination vaut pour les territoires sous tutelle comme pour les territoires non autonomes.

99. Lors de sa quinzième session l'Assemblée générale a, le 14 décembre 1960, adopté la résolution 1514 (XV), intitulée "Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux". Cette déclaration est l'un des actes les plus importants pour lesquels les Nations Unies ont contribué à définir et à imposer le concept du droit d'autodétermination, à condamner toutes les formes d'assujettissement des peuples à la domination et à l'exploitation étrangères contraires à ce droit comme aux autres droits fondamentaux de l'homme, à hâter le processus de décolonisation. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a été réaffirmé dans l'article premier des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats adoptée par l'Assemblée générale aux termes de la résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970, et dans la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale concernant "la souveraineté permanente sur les ressources naturelles".

107/ House of Assembly Debates, 23 janvier 1962, cité par Rodgers, op. cit., p. 4.

108/ Rodgers, op. cit., p. 15.

100. L'Assemblée générale a adopté sans opposition la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, où sont énoncés notamment les principes suivants :

- a) Tous les peuples ont un droit inaliénable à la pleine liberté, à l'exercice de leur souveraineté et à l'intégrité de leur territoire national;
- b) La sujétion des peuples à une subjugation, à une domination et à une exploitation étrangères constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme;
- c) Tous les peuples ont le droit de déterminer librement leur statut politique et de poursuivre librement leur développement économique, social et culturel;
- d) Il sera mis fin à toute action armée et à toutes mesures de répression, de quelque sorte qu'elles soient, dirigées contre les peuples dépendants;
- e) Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur;
- f) Toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies;
- g) Tous les Etats doivent observer fidèlement et strictement les dispositions de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, sur la base de l'égalité, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et du respect des droits souverains et de l'intégrité territoriale de tous les peuples. L'Assemblée générale, dans le but de suivre l'application de la résolution 1514 (XV), a créé le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, dit Comité des Vingt-Quatre, ou Comité de la décolonisation.

101. Le Groupe spécial d'experts se propose d'examiner à la lumière de ces principes la situation économique et sociale actuelle dans les homelands et les affirmations du Gouvernement sud-africain qui prétend promouvoir leur "indépendance".

- b) Situation politique économique et sociale dans les homelands
 - i) Lois répressives

102. Toutes les lois relatives à la sécurité (voir ci-dessus section A) qui s'appliquent à la République s'appliquent aussi aux homelands; en outre, le Chef de l'Etat, en tant que "Chef suprême" de tous les Africains des homelands a en matière d'arrestation et de détention, de larges pouvoirs dont il peut user

sans en référer au Parlement sud-africain 109/. Le Chef de l'Etat peut aussi ordonner le déplacement de toute tribu ou fraction de tribu, sans possibilité d'appel suspensif en justice 110/. Il peut aussi s'opposer à tout rassemblement ou interdire à toute personne d'y participer 111/.

103. Le ministère de l'administration et du développement bantou peut à tout moment déposer n'importe quel chef de tribu ou de clan, qui d'ailleurs est un fonctionnaire appointé 112/. La majorité (74) des membres de l'assemblée législative actuelle du Transkei sont des chefs, et seuls 50 membres sont élus directement 113/.

104. La proclamation R400 de 1960, encore en vigueur au Transkei, prévoit de larges pouvoirs d'exception permettant d'interdire des réunions et de procéder à des arrestations, mais elle sera "probablement" abrogée lors de la proclamation de "l'indépendance" 114/.

105. Aux termes du Second Bantu Amendment Act de 1974, les gouvernements des homelands peuvent, dans leur ressort, frapper d'interdiction des organisations ou des individus, sous réserve qu'il s'agisse d'Africains (voir ci-dessus section A).

106. Ces mesures répressives, ainsi que les plans annoncés par le Gouvernement durant la période examinée, qui consistent à établir dans les homelands des "centres de redressement" pour les "contrevenants" venant des zones blanches (voir ci-dessus section A) doivent être considérées à la lumière des principes c), d) et e) relatifs aux droits des peuples à déterminer librement leur avenir, qui figurent au paragraphe 100 ci-dessus.

ii) Remembrement des terres

107. Des propositions "définitives" ont été publiées au cours de la période examinée pour réduire à 36 les 113 zones différentes qui constituent les homelands. Pour réaliser ce projet, il faudrait encore déplacer 130 000 à 200 000 Africains 115/. On estime que la mise en oeuvre de ces propositions coûtera de 300 à 500 millions de livres et demandera dix ans 116/.

109/ Aux termes du Bantu Administration Act de 1927, article 5 amendé par la Loi 42 de 1964.

110/ Ibid.

111/ Ibid.

112/ Aux termes du Bantu Authorities Act No 68 de 1951; Proclamation No 180 de 1956; GN, 11 octobre 1957.

113/ Transkei Constitution Act, 1963, amendé en 1975, Act No 4628.

114/ Sunday Times, 7 septembre 1975.

115/ House of Assembly Debates, 14 février 1975; Rand Daily Mail, 28 mars 1975; Financial Mail, 18 avril 1975; Financial Times, 25 février 1975.

116/ Star, 8 février 1975; Financial Gazette, 21 février 1975.

108. Le découpage des territoires "indépendants" projetés, parmi lesquels le Transkei, qui paraît le plus viable économiquement, et sera formé de deux zones distinctes 117/, doit être considéré à la lumière des principes a) et f) figurant au paragraphe 100 ci-dessus.

109. Le remembrement des terres demeure le principal sujet de controverse publique entre les dirigeants des homelands et les autorités sud-africaines. Au début de 1974, huit de ces dirigeants ont déclaré qu'ils n'accepteraient l'indépendance que si d'autres terres leur étaient attribuées 118/; en juillet 1975, le chef Buthelezi a dit que c'était une farce de demander l'indépendance pour des parcelles séparées d'un territoire insuffisant quand il s'agit du groupe ethnique le plus important du pays 119/. En août 1975, on a annoncé que les pourparlers entre le Gouvernement d'Afrique du Sud et celui du Transkei avaient "renvoyé à plus tard" la question des terres et des limites territoriales 120/.

iii) Population

110. Les chiffres de recensement montrent que 8 060 773 individus qu'on a proclamés "citoyens" d'un homeland n'y vivent pas et que 6 997 179 seulement vivent dans des homelands 121/. Ces chiffres montrent aussi qu'il y a dans chaque zone une grande disproportion entre la population masculine et la population féminine, le nombre des femmes dépassant de 1 million celui des hommes dans les homelands, alors que c'est à peu près l'inverse dans les zones "blanches" 122/.

111. Il faut considérer ces chiffres à la lumière des principes f) et g) énoncés au paragraphe 100 ci-dessus et de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

iv) Africanisation

112. Au cours de la période examinée, certains chiffres ont été fournis au Parlement au sujet de l'augmentation dans les homelands du nombre des établissements d'enseignement, des commissariats de police (50) maintenant administrés par des Africains, des procureurs (62) et des magistrats (28) 123/. On a annoncé qu'une

117/ Rodgers, op.cit., p. 15.

118/ Times (Londres), 18 janvier 1974.

119/ Cape Times, 19 juillet 1975.

120/ Star, 16 août 1975.

121/ Muriel Horrell, The African Homelands of South Africa (South African Institute of Race Relations, 1973), p. 37.

122/ H. Bernstein, For Their Triumphs and for Their Tears (International Defence and Aid Fund, 1975), p. 66.

123/ House of Assembly Debates, 17 mars 1975, 16 août 1974, 6 septembre 1974.

formation diplomatique était dispensée à des fonctionnaires africains des homelands, dix d'entre eux étant candidats à des postes diplomatiques dans un Transkei "indépendant" 124/. Le Bantu Investment Corporation Board, qui contrôle les fonds d'investissement dans les entreprises des homelands reste entièrement aux mains des Blancs 125/.

v) Développement économique

113. Selon des informations en la possession du Groupe spécial d'experts, la principale critique dont fait l'objet le programme des "homelands indépendants" est qu'il n'apporte aucun changement réel à l'état de dépendance économique profonde des zones africaines par rapport au "noyau" économique que constitue l'industrie blanche. Aucune mesure n'a été prise jusqu'ici en faveur du "développement" des homelands aux fins de modifier ce fait essentiel.

114. Une étude sur l'économie des homelands, dont le Groupe spécial d'experts a pris connaissance, souligne que près de 53 % de la population relevant en droit des homelands vit dans des zones blanches où, en raison des salaires plus élevés, le revenu annuel par habitant s'élève à 112 rands, alors que le revenu annuel des habitants des homelands (y compris les travailleurs migrants) n'était que de 75 rands en 1966/67. Quelque 630 000 Africains sont des travailleurs migrants, ce qui représente plus du tiers des hommes résidant normalement dans les homelands 126/.

115. Cette dépendance excessive des salaires gagnés à l'extérieur est liée à la pauvreté et à la malnutrition extrêmes qui caractérisent tous les homelands et dont une description détaillée a été donnée dans des rapports précédents. Le salaire industriel moyen en 1974 était de 40 rands par mois, et les salaires payés par les employeurs les plus importants des homelands n'étaient que de 2,50 à 3,25 rands par semaine 127/.

116. L'étude citée ci-dessus mentionne huit facteurs expliquant cette dépendance économique.

- i) Emploi - les homelands ne peuvent offrir des occasions d'emploi en nombre suffisant;
- ii) Aide budgétaire - il est peu probable que les revenus locaux puissent suffire à couvrir les dépenses budgétaires d'aucun homeland; 75 % des crédits sont actuellement votés par le Parlement sud-africain;

124/ BBC, Londres, 4 octobre 1974; Star, 16 août 1975.

125/ Financial Mail, 12 juillet 1974.

126/ Dans une étude postérieure, Jill Matrass (Financial Mail, 19 septembre 1975) estime que le nombre des migrants des deux sexes en Afrique du Sud est de 1 750 000 à 2 000 000.

127/ Financial Mail, 25 octobre 1974, 11 octobre 1974.

- iii) Les institutions financières sont toutes intégrées dans le "noyau" blanc et leurs politiques dictées par lui;
- iv) Entreprises et capitaux se trouvent aux mêmes lieux;
- v) Il en est de même pour les compétences techniques;
- vi) Transports - la plupart des homelands n'ont pas de littoral, aucun ne possède un port et les South African railways and roads ont le monopole des transports sur des territoires morcelés;
- vii) Les autres moyens de communication, y compris la presse, les télécommunications et la radio sont également axés sur le "noyau";
- viii) Les pratiques commerciales sont déterminées par celles du "noyau"; les distributeurs et les marchés se trouvent tous dans le "noyau".

Le Transkei a déjà accepté de continuer à faire partie de l'union douanière sud-africaine et de la zone monétaire du rand 128/.

117. Notant qu'il n'y a pas même un plan de développement prévu pour les divers homelands, Maasdorp en conclut qu'"on peut sérieusement douter de la 'viabilité' économique des homelands", et qu'en outre "les pressions qui s'exercent à l'intérieur du parti au pouvoir sont telles que les développement des homelands ne saurait dépasser son rythme actuel. Les investissements dans les homelands impliquent une redistribution des revenus, autrement dit les revenus des Blancs s'accroîtront plus lentement. Diverses études ont montré que si les partisans du gouvernement approuvent la création de homelands séparés, seule une minorité est en faveur du développement des homelands" 129/.

118. Les efforts déployés pour attirer les investisseurs étrangers et sud-africains dans les homelands ont eu jusqu'ici peu de succès et l'on tente d'améliorer la situation par des concessions de plus en plus étendues. En 1974, le Gouvernement sud-africain a annoncé que les gouvernements des homelands pourraient s'entendre directement avec les investisseurs 130/. La Bantu Investment Corporation (BIC) faisait des efforts désespérés pour attirer les investisseurs, d'après le Financial Mail, et tentait de les séduire en faisant ressortir les avantages de sa politique de bas salaires (voir par. 115 ci-dessus).

119. La BIC a annoncé qu'elle envisageait la création de "20 000 emplois par an" en faisant de l'implantation d'industries "un projet attrayant" 131/; mais les chiffres communiqués au Parlement au cours de la période considérée montrent que

128/ Sunday Times, 7 septembre 1975.

129/ Maasdorp, op. cit., page 31.

130/ Financial Mail, 4 octobre 1974.

131/ Star, 3 mai 1975.

19 253 Africains seulement travaillent en usine dans des homelands 132/ - pour la plupart dans des entreprises appartenant à des Sud-Africains 133/ - et 110 000 dans la fonction publique; par ailleurs, 60 000 nouveaux demandeurs d'emploi arrivent chaque année sur le marché du travail des homelands 134/.

120. Tous ces faits, qui montrent la lenteur de l'africanisation et du développement économique, doivent être considérés à la lumière des principes énoncés en b), c) et e) au paragraphe 100 ci-dessus.

c) Conditions des Africains dans les camps de transit

121. Au cours de la période examinée, le Groupe spécial d'experts a reçu peu de renseignements nouveaux sur la situation des Africains dans les camps de transit. Cependant, il a appris qu'elle se détériorait dans la "ville de toile" établie à Rooigrond (Bophuthatswana) où le gouvernement du homeland refuse de prendre en charge les personnes chassées des territoires "blancs" 135/.

122. Le Groupe spécial d'experts a été informé aussi des mauvaises conditions qui règnent toujours dans la zone de réinstallation de Ciskei, près de Dimbaza, en dépit des 350 000 rands qui auraient été dépensés pour le logement et de l'intention manifestée par la Xhosa Development Corporation d'y investir 3 millions de rands; 1 450 personnes ne vivent encore que des rations qui leur sont distribuées; le kwashiorkor, la tuberculose, la gale, les "troubles mentaux" sont fréquents 136/.

d) Les véritables objectifs de la politique des homelands

123. Dans un document préparé en 1975 à l'intention de l'Organisation de l'unité africaine 137/ l'African National Congress of South Africa, s'efforçant d'analyser la politique des "homelands bantous" estime qu'elle a pour véritables objectifs : a) de légitimer la répartition inéquitable des terres; b) d'exclure définitivement du corps politique tous les Africains, qu'ils résident ou non dans les homelands. Il souligne aussi : c) que les "bantoustans" renforcent les divisions tribales entre Africains, affaiblissant ainsi leur résistance à l'oppression; d) que leur création abuse en outre l'opposition internationale à l'apartheid; e) qu'en formant une élite de dirigeants, de fonctionnaires, d'hommes d'affaires et de travailleurs intellectuels dans les homelands, le gouvernement blanc espère dresser un rempart pour se protéger d'une révolte populaire contre l'apartheid; f) que "les bantoustans sont destinés à devenir l'un des éléments du système de surexploitation des travailleurs".

132/ House of Assembly Debates, 25 février 1975.

133/ 11 249 Africains étaient employés en 1974 dans des entreprises sud-africaines, 2 159 dans des entreprises étrangères. House of Assembly Debates, 19 août 1974.

134/ Rand Daily Mail, 1er août 1974.

135/ Rand Daily Mail, 15 mars 1975.

136/ Cape Times, 19 septembre 1974; Rand Daily Mail, 5 octobre 1974.

137/ Reproduit dans Sechaba, juin-juillet 1975.

124. La fonction des homelands en tant que source inépuisable de main-d'oeuvre migrante bon marché pour l'économie blanche a été soulignée à nouveau dans un article paru dans Anti-Apartheid News, en novembre 1975, où l'on signale que "la viabilité économique n'est pas considérée comme une condition préalable à l'indépendance des Bantoustans", de sorte que ceux-ci se trouvent condamnés à "un état d'assujettissement économique à l'Afrique du Sud dont ils ne pourront jamais se libérer" 138/.

e) Perspectives d'avenir

125. Certaines informations reçues par le Groupe spécial d'experts montrent que le Gouvernement sud-africain entend aller de l'avant pour rendre "indépendants" les homelands et notamment, pour octroyer, en octobre 1976, l'"indépendance" au Transkei 139/.

126. L'"indépendance", telle qu'elle est conçue pour le Transkei, impliquera certaines contradictions dont voici deux exemples : les "Sud-Africains" pourront entrer dans le Transkei et en sortir librement, mais les citoyens du Transkei ne pourront pas entrer en Afrique du Sud sans un "laissez-passer"; les écoles d'Etat du Transkei seront non raciales, mais les écoles exclusivement réservées aux Blancs existeront toujours au Transkei et relèveront de l'administration sud-africaine du Cap 140/.

127. Le Transkei "indépendant" envisage de poser sa candidature aux Nations Unies et d'échanger des missions diplomatiques avec des pays étrangers 141/.

128. L'Afrique du Sud prévoit une "coopération militaire" avec les homelands bantous indépendants, qui "doivent trouver leur place dans l'armée sud-africaine, et non ailleurs" 142/.

129. Les causes permanentes de conflit entre le Gouvernement sud-africain et les autorités des "homelands" comprendront les questions agraires (voir par. 107-109 ci-dessus) et la situation des Africains dans les zones 'blanches' (respect des droits syndicaux, application de lois discriminatoires) et la répartition des revenus entre blancs et noirs 143/.

138/ Anti-Apartheid News, Londres, novembre 1975.

139/ Cf. Summary of Nationalist Policy, Survey of Race Relations, 1974, p. 1-2; Survey of Race Relations, 1973, p. 146.

140/ Sunday Times, 7 septembre 1975.

141/ Sunday Times, 7 septembre 1975.

142/ Star, 26 avril 1975.

143/ Cape Times, 6 août 1975.

C. LE REGIME DU TRAVAIL AGRICOLE

Introduction

130. C'est la première fois que le Groupe spécial d'experts a été prié d'étudier particulièrement le régime du travail agricole en Afrique du Sud, bien qu'il ait déjà abordé la question des salaires et des conditions du travail agricole dans des rapports précédents (voir par exemple, dans E/CN.4/1159, annexe 2, p. 10-13, le témoignage de Joel Carlson sur l'utilisation du travail des prisonniers dans l'agriculture).

131. Les informations sur les conditions d'emploi dans l'agriculture en Afrique du Sud sont rares et contradictoires. Les statistiques officielles elles-mêmes varient considérablement selon qu'il s'agit des recensements de la population effectués tous les dix ans, des recensements agricoles périodiques ou d'informations présentées au Parlement : par exemple, le chiffre de 980 000 Africains employés dans l'agriculture des Blancs, selon le recensement de 1970 144/ ne correspond pas au total de 1 461 620 qui figure dans le tableau détaillé ci-dessous 145/. Deux raisons expliquent, notamment, ces divergences : d'une part, les chiffres des recensements peuvent être mis en doute pour ce qui concerne les Africains des zones blanches car beaucoup y sont en situation "irrégulière" et préfèrent en conséquence ne pas fournir d'informations; d'autre part, les facteurs saisonniers influent sur les recensements - celui de 1970 a été effectué en mai, quand la demande de main-d'oeuvre agricole est au plus bas. Mais toutes les sources indiquent que c'est encore l'agriculture qui emploie le plus grand nombre de travailleurs en République sud-africaine, et que les Africains forment plus de 82 % de la main-d'oeuvre agricole. Ces chiffres ne comprennent pas les personnes à charge des travailleurs : en 1970, la population africaine totale des zones rurales blanches comptait environ 3,5 millions de personnes 146/.

132. Il est difficile au Groupe spécial d'experts de se rendre compte des conditions de salaires et de travail des ouvriers agricoles car il existe en la matière peu d'études globales - officielles, universitaires ou autres. Indépendamment des rapports sur les recensements agricoles officiels 147/, l'étude détaillée la plus récente date de 1958 et traite des conditions du travail agricole dans une zone du Cap oriental 148/. Depuis lors, l'exposé le plus important à signaler est le chapitre sur l'agriculture qu'a rédigé Francis Wilson pour l'Oxford History of South Africa 149/.

144/ Cité dans : Merle Lipton, White Farming : A Case History of Change in South Africa (South African Institute of Race Relations, 1975), p. 6.

145/ Rosalynde Ainslie, Masters and Serfs : Farm Labour in South Africa (International Defence and Aid Fund, 1973), p. 51.

146/ Ainslie, op.cit., p. 45; Lipton, op.cit., p. 12.

147/ Le Groupe de travail n'a pu consulter que ceux de 1968/69 et de 1971/72, mais un rapport sur le recensement de 1972/73 a dû être publié depuis lors.

148/ Margaret Roberts, Labour in the Farm Economy (South African Institute for Race Relations, 1958).

149/ Oxford History, vol. II : Farming 1866-1966.

Situation de l'emploi dans l'agriculture au 31 août 1969

		<u>Africains</u>	<u>Blancs</u>	<u>Métis</u>	<u>Asiatiques</u>
Travailleurs réguliers	Hommes	592 364	17 780	93 310	4 302
	Femmes	112 999	996	9 390	216
	Total	705 363	18 776	102 700	4 518
	Pourcentage	84,8	0,5	12,4	2,3
Travailleurs intermittents	Hommes	313 605	1 215	79 601	824
	Femmes	333 701	575	44 749	1 209
	Total	647 306	1 790	124 350	2 033
	Pourcentage	83,5	0,3	16,0	0,2
Personnel domestique des exploitations	Hommes	11 746	51	1 557	155
	Femmes	97 205	241	17 529	265
	Total	108 951	292	19 086	420
	Pourcentage	84,6	0,3	14,8	0,2
	Totaux généraux	1 461 620	20 858	246 136	6 971

133. D'une manière générale, l'agriculture est un secteur retardataire de l'économie sud-africaine et son coefficient d'emploi demeure élevé, malgré une certaine mécanisation et un certain développement des cultures marchandes depuis la deuxième Guerre mondiale ^{150/}; la demande de main-d'oeuvre bon marché de la part des exploitants agricoles reste un thème souvent évoqué dans la vie politique et économique de la République.

^{150/} En 1967, il y avait 170 000 tracteurs, soit près de 2 par exploitation; Lipton, op.cit., p. 5.

1. Méthode de recrutement des travailleurs agricoles africains

a) Historique

134. Les exploitants ont besoin d'une main-d'oeuvre noire bon marché depuis les tout premiers jours de la colonisation et de la conquête alors que les colons blancs prenaient possession de vastes étendues de terrain qu'ils ne pouvaient cultiver à eux seuls. Dépossédés de leurs terres, les Africains sont devenus tenanciers (métayers) ou squatters dans les exploitations "blanches" 151/.

135. Le système d'impôts payables en espèces servait à forcer les Africains à gagner de l'argent dans l'économie blanche; et les diverses lois dites Masters and Servants Laws permettaient de limiter les déplacements de travailleurs africains, en liant ceux-ci aux exploitations agricoles du fait qu'ils ne pouvaient sans se rendre coupables d'un grave délit quitter un employeur, rompre un contrat ou désobéir à un ordre "légal" 152/.

136. Les lois sur les laissez-passer ont été promulguées à partir de la fin du XIXème siècle pour limiter l'entrée des Africains dans les villes (où les salaires étaient supérieurs à ceux des exploitations agricoles) 153/.

137. Les lois agraires (Land Acts) de 1913 et de 1936, en limitant les terres des Africains, ont poussé un plus grand nombre d'Africains en âge de travailler à s'intégrer dans l'économie blanche 154/.

138. Les salaires, dans les exploitations agricoles, étaient inférieurs à ceux des villes, et accablantes les conditions de travail, mais les travailleurs agricoles conservaient l'avantage de pouvoir selon leurs traditions, vivre avec leur famille, cultiver un lopin de terre ou élever à leur profit un peu de bétail (voir par. 139 ci-dessous).

b) Types de main-d'oeuvre agricole 155/

i) Travailleurs tenanciers

139. Traditionnellement, le travail agricole avait pour base un système de tenure selon lequel les familles africaines vivaient sur des terres "blanches" dont elles payaient la jouissance en travaillant pendant une période convenue pour le propriétaire (généralement six mois par an).

151/ H.J. et R.E. Oxford History, vol, I, chap. VI et IX.

152/ Simons, Class and Colour in South Africa (London, 1969), p. 23; Ainslie, op.cit., p. 11 et 12.

153/ Oxford History, vol. I, chap. IX; vol. II, chap. III, IV et IX; Ainslie, op.cit., p. 12.

154/ Oxford History, vol. II, chap. III, IV et IX; Ainslie, op.cit., p. 12 et 13.

155/ Voir Ainslie, op.cit., p. 20 à 22.

Depuis quelque temps, le Gouvernement a pour politique de remplacer ces travailleurs sédentaires par des travailleurs migrants sous contrat dont les familles restent dans leur "homeland". En 1960, il y avait près de 200 000 tenanciers travaillant dans des exploitations blanches, mais à la fin de 1970, il n'en restait que 27 585. En 1973, il n'y en avait plus aucun au Cap, au Transvaal ou dans l'Etat libre d'Orange et plus que 16 350 au Natal 156/.

ii) Squatters

140. Ce système était complété par un autre, tacitement admis, selon lequel des familles s'installaient sans autorisation expresse sur des terres "blanches" en échange de quoi leurs membres (y compris les enfants) devaient travailler pour le propriétaire quand il en avait besoin. Les administrations successives se sont efforcées de supprimer ce système, mais en 1967, il y avait encore plus de 77 000 familles de squatters, qui devaient représenter environ 422 000 personnes 157/.

iii) Travailleurs immatriculés

141. Le Bantu Laws Amendment Act de 1964 a institué l'immatriculation des travailleurs agricoles africains. Ceux-ci sont enregistrés lorsqu'ils reçoivent des contrats annuels, et ils sont recrutés soit parmi les tenanciers locaux, soit parmi les squatters, soit - de plus en plus souvent au cours des dix dernières années - directement dans les "homelands" par l'intermédiaire des bureaux officiels de la main-d'oeuvre. Ce processus va de pair avec la politique du Gouvernement qui tend à remplacer les travailleurs installés avec leur famille dans des exploitations par des travailleurs migrants sous contrat annuel. A la fin de 1972, 402 518 travailleurs agricoles africains, dont près de 35 000 étaient déjà inscrits dans les bureaux tribaux (c'est-à-dire dans les homelands), ont été immatriculés dans les bureaux de la main-d'oeuvre 158/.

iv) La main-d'oeuvre carcérale

142. Depuis le XIXème siècle, des prisonniers travaillent dans des exploitations agricoles d'Afrique du Sud pour répondre à la demande constante de main-d'oeuvre des exploitants agricoles blancs. En 1957/58, 199 312 prisonniers étaient loués annuellement à ces exploitants. En 1972, il existait 22 "établissements pénitentiaires agricoles", 12 dans la province du Cap, 9 au Transvaal et 1 dans l'Etat libre d'Orange 159/ (pour complément d'information, voir par. 165 à 172 ci-dessous).

156/ House of Assembly Debates, 8.5.73; Some Notes on the Size and Distribution of the African Population (South African Institute of Race Relations, 1972); Ainslie, op.cit., p. 20.

157/ Ainslie, op.cit., p. 21.

158/ Ainslie, op.cit., p. 21; F. Wilson, Migrant Labour in South Africa, (Johannesburg, Spro-Cas, 1972), chap. 3.

159/ Ainslie, op.cit., p. 22.

v) Le système du "volontariat"

143. Conçu après la deuxième guerre mondiale par accord entre le Département des affaires indigènes, le Secrétaire à la justice et le Commissaire à la police, mais jamais annoncé au Journal officiel, ce système permettait aux Africains appréhendés en application des lois sur les laissez-passer de "choisir" entre des poursuites judiciaires, et six à douze mois de travail dans une exploitation agricole. L'amende la plus forte pour ces infractions mineures était en fait d'une ou deux livres. Une fois dans l'exploitation agricole, ces hommes étaient pratiquement des prisonniers, souvent enfermés à clé la nuit dans des bâtiments spéciaux, travaillant sous surveillance pendant la journée. N'ayant pas de laissez-passer, ils ne pouvaient en aucun cas espérer s'échapper. En 1959, après un scandale dénoncé dans la presse (voir les témoignages de Joel Carlson, E/CN.4/1159, annexe annexe 2) 160/, il a été mis fin à ce système 161/. Mais le système actuel des centres d'aide (voir les rapports précédents : E/5622, par. 76 à 78; E/CN.4/1111, par. 92) est considéré en un certain sens comme une remise en vigueur de l'ancien système du "volontariat". En effet, au lieu de les traduire en justice, on "aide" les Africains appréhendés dans les agglomérations urbaines pour des infractions mineures à trouver un emploi.

vi) Emploi d'enfants dans les exploitations agricoles

144. Les enfants des squatters ont toujours travaillé comme leurs parents pour les propriétaires blancs (voir alinéa ii) ci-dessus). Mais ceux-ci sont souvent accusés de forcer les enfants habitant sur leurs terres à travailler pour eux, ou de recruter ailleurs des enfants par la force. D'après les parents du petit métis tué au cours de l'incident décrit au paragraphe 155 a) ci-dessous, "on avait forcé" l'enfant à travailler; et les autres enfants ont déclaré qu'ils étaient fouettés lorsqu'ils refusaient de travailler. Une mère a déclaré à un journaliste : "Nous ne pouvons rien faire, ni rien dire. Quelqu'un vient à l'aube avec son camion et rassemble les enfants. Parfois, ils se sauvent en pleurant. Nous sommes alors forcés de les attraper nous-mêmes de crainte d'être chassés de nos maisons si nos enfants ne travaillent pas." 162/ Le Département des affaires bantoues a mené une enquête en août 1975 après que l'on eut accusé un propriétaire du Natal d'avoir amené par une ruse 13 enfants africains à travailler dans ses champs de canne à sucre pour un salaire peu élevé, en leur offrant de faire "une promenade en auto" ou de les ramener "chez eux dans le Transkei". Le consentement des parents n'avait pas été demandé comme le prévoit la loi. Les salaires étaient de 4 ou 5 rands par mois, mais les enfants n'en recevaient qu'une petite partie, pour le cas où ils s'échapperaient 163/.

160/ Pour de plus amples renseignements, voir Joel Carlson, No Neutral Ground (Londres, Davis-Poynter, 1973), chap. 3.

161/ Ainslie, op.cit., p. 21 et 22.

162/ Sunday Times, 24 février 1974.

163/ Sunday Times, 10 août 1975.

2. Situation des travailleurs agricoles africains

a) Méthodes de contrôle

145. Toute une série de mesures répressives, les principales étant constituées par les lois sur les laissez-passer qui restreignent l'entrée dans les zones urbaines, se conjuguent pour faire en sorte qu'une fois devenu travailleur agricole, un homme (ou une femme) le reste indéfiniment : i) les masters and Servants Laws (voir par. 135 ci-dessus) sont restées en vigueur jusqu'en 1974, date à laquelle elles ont été abrogées en vertu du General Laws Amendment Act; ii) le Bantu Laws Amendment Act de 1964 a institué les conseils de contrôle de la main-d'oeuvre bantoue dont relèvent tous les travailleurs agricoles et qui peuvent décider du nombre d'Africains à employer dans toute exploitation 164/; iii) le Bantu Labour Act No 67 de 1964 a étendu aux homelands le système des bureaux de main-d'oeuvre locaux et de district fonctionnant déjà dans les zones "blanches" - tout demandeur d'emploi doit se faire inscrire dans un bureau, qui établit son dossier de travailleur et "règle l'offre de main-d'oeuvre" sur la "demande" 165/.

146. A la fin de 1972, 2 829 740 travailleurs africains avaient été immatriculés dans les bureaux de la main-d'oeuvre - dont 402 518 comme ouvriers agricoles. Ils ne peuvent sans commettre un délit quitter une zone tribale autrement que par l'intermédiaire d'un bureau, et la durée des contrats ne peut plus dépasser un an. Ce système est critiqué parce qu'il tend à orienter la main-d'oeuvre africaine vers les travaux les moins populaires et les moins bien payés - c'est-à-dire les travaux agricoles 166/. Le Bantu Affairs Administration Act de 1971 a centralisé encore un peu plus le contrôle de la main-d'oeuvre noire en transférant des autorités locales aux Conseils d'administration des affaires bantoues le contrôle des Africains vivant dans les zones blanches. Un expert en agriculture siège dans chaque conseil.

b) Salaires et conditions de travail

147. Les derniers chiffres officiels sur les salaires de la main-d'oeuvre agricole africaine proviennent du recensement agricole de 1971/72 d'après lequel le salaire agricole moyen des Africains (en espèces et en nature) s'élèverait à 154 rands par an (12,80 rands par mois). En 1972, le Financial Mail estimait que les travailleurs agricoles africains du Transvaal gagnaient de 12 à 16 rands par mois et selon des estimations plus récentes pour différentes régions du pays, leurs salaires varieraient largement entre 3,75 et 40 rands par mois 167/.

164/ Ainslie, op.cit., p. 37.

165/ Ainslie, op.cit., p. 38 et 39; Bulletin of the Wages Commission, Students Representative Council, University of Natal, Durban.

166/ Ainslie, op.cit., p.42.

167/ Ainslie, op.cit., p. 26 à 31; Report of the Wages Commission, Students Representative Council, University of Natal, Pietermaritzburg : Survey of the Wattle-growing industry of the Natal mist Belt, 1973; Cape Times, 15 et 16 août 1972; Financial Mail, 13 octobre 1972; Star, 30 décembre 1972; Guardian (Londres), 16 juillet 1973; Cape Times, 18 septembre 1973; Financial Mail, 5 octobre 1973; Rand Daily Mail, 24 octobre 1973; Times (Londres), 25 octobre 1973; Rand Daily Mail, 12 août 1974, 17 et 18 octobre 1974; Star, 5 octobre 1974; Cape Times, 28 mars 1975.

148. D'après une enquête menée en 1973 sur 29 exploitations agricoles du district d'Albany (Cap oriental) - apparemment seule enquête détaillée de cette nature sur les travailleurs agricoles depuis 1958 - les travailleurs agricoles recevaient 118,76 rands par an en espèces, ce qui représentait d'après les estimations des employeurs, 25,23 % de leur salaire total - le reste, considéré comme reçu en nature, comprenait le logement, l'eau, le droit d'élever du bétail, la distribution de rations alimentaires et les soins médicaux. 168/

149. Ce chiffre, bien que s'élevant à moins de 10 rands par mois en espèces, représentait une augmentation sensible par rapport aux sommes versées en 1958 au moment de l'enquête intitulée "Labour in the farm economy" (la main-d'oeuvre dans l'économie agricole). 169/ En 1958, les salaires mensuels en espèces et en nature s'élevaient en moyenne à 7.7.8 livre soit 15 rands. 170/

150. La South African Agricultural Union a indiqué le chiffre de 42 rands par mois comme salaire des travailleurs agricoles. 171/

151. L'étude Black Sash de 1973 a montré que 80 % des travailleurs agricoles interrogés habitaient dans des maisons en briques de boue séchée ou en tôle, construites par eux-mêmes ou par leurs employeurs, mais qu'un tiers seulement des maisons avaient l'eau courante et que 84 % n'avaient pas d'installations sanitaires. 172/

152. L'enquête a montré aussi qu'il existait des écoles rurales allant jusqu'au sixième niveau (c'est-à-dire à peu près la huitième année d'enseignement) mais que "probablement" 5 % seulement des enfants de travailleurs agricoles passaient dans l'enseignement secondaire. Les écoles existent grâce à la bonne volonté des exploitants agricoles qui doivent les construire eux-mêmes, bien qu'ils reçoivent des subventions du gouvernement. Il y a un enseignant pour 50 enfants. 173/

153. D'après les témoignages rassemblés par le Groupe spécial d'experts, il semble que le Gouvernement s'abstient délibérément d'encourager l'instruction des enfants des travailleurs agricoles africains pour qu'elle ne devienne pas pour eux un moyen d'échapper au travail agricole. Le ministère de l'éducation bantoue a décidé en 1959 que, lorsqu'un exploitant agricole voulait que les enfants de ses ouvriers fréquentent l'école, une partie des études devait être consacrée à une "formation aux travaux normaux de l'exploitation pour inculquer à ces enfants l'amour du travail et pour leur faire comprendre en particulier que l'instruction n'est pas incompatible avec les travaux manuels ..." 174/

168/ Jill Joubert, "Down on the farm", The Black Sash, août 1975.

169/ Roberts, op. cit.

170/ Roberts, cité dans Joubert, op. cit.

171/ Financial Mail, 2 novembre 1975.

172/ Joubert, op. cit.

173/ Ibid.

174/ Survey of Race Relations, 1958-59, pp. 260 et 261, cité dans Ainslie, op. cit., p. 31.

154. Des témoignages recueillis au fil des années, et tout récemment celui de Joel Carlson, ont attiré l'attention du Groupe sur les actes habituels de brutalité commis par les employeurs sur la personne de leurs ouvriers agricoles noirs. 175/ D'après d'autres indications, la presse sud-africaine publierait régulièrement des articles sur les cas de brutalité dont les tribunaux sont saisis depuis une vingtaine d'années au moins, et les affaires de ce genre ne semblent nullement devoir disparaître du rôle des tribunaux. 176/

155. Les journaux sud-africains ont parlé en 1974 des affaires suivantes :

a) Un exploitant agricole du Cap a reconnu avoir battu (avec un fouet de cuir) des enfants employés dans son exploitation au cours d'une enquête sur le décès d'un petit métis de 12 ans dont le bras avait été sectionné par la courroie de transmission d'une pompe à eau alors qu'il arrosait un champ à minuit avec d'autres enfants. La nuit suivante, d'après ces derniers, l'exploitant avait fouetté les autres enfants pour leur paresse parce qu'ils refusaient d'aller travailler après cet accident qui les avaient épouvantés. 177/

b) Un exploitant agricole de Kamelldrift s'est vu infliger une amende de 20 rands ou une peine de 20 jours de prison pour avoir "giflé" un ouvrier qui, souffrant d'une fracture du crâne et d'une hémorragie, est resté en partie paralysé. 178/

c) Un exploitant de Worcester a été convaincu d'homicide volontaire et condamné à verser une amende de 600 rands (ou à faire 12 mois de prison) après qu'un enfant de 6 ans eut été tué d'un coup de feu tiré "à titre d'avertissement" par l'exploitant. Ce dernier a déclaré qu'il avait voulu éloigner, en les effrayant, des enfants qui jouaient près de chez lui. 179/

d) Un exploitant blanc et deux de ses employés ont été reconnus coupables de coups et blessures pour avoir battu deux Africains - dont l'un a dû être hospitalisé pendant une semaine - et les avoir ensuite badigeonnés de peinture "argent". 180/

156. Le Groupe spécial d'experts se rappelle qu'en 1953 un Comité spécial du travail forcé ONU/OIT a défini le système de main-d'oeuvre existant en Afrique du Sud comme étant un système de travail forcé et s'est déclaré :

"persuadé qu'il existait un système législatif appliqué uniquement à la population indigène et qui était destiné à maintenir une barrière infranchissable entre cette population et les habitants d'origine européenne. Cette

175/ Voir "Les lois sur les laissez-passer et les prisons - Comment les Blancs maintiennent la suprématie raciale en Afrique du Sud" (E/CN.4/1159, annexe 2) et l'ouvrage de J. Carlson, No Neutral Ground (New York, Thomas Y. Crowell, 1973) dont on trouvera un extrait au paragraphe 156 ci-dessous.

176/ Dans : Ainslie, op. cit., on trouvera l'énumération de dix affaires de ce genre choisies parmi celles dont ont parlé les journaux sud-africains de 1954 à 1972.

177/ Sunday Times, 24 février 1974.

178/ Rand Daily Mail, 30 juillet 1974.

179/ Cape Times, 2 et 3 août 1974.

180/ Rand Daily Mail, 20 septembre 1974.

législation avait indirectement pour effet de pousser le gros de ladite population vers les travaux agricoles et manuels et de procurer ainsi, en permanence, une main-d'oeuvre abondante et peu coûteuse ...

Ce système aboutissait, en dernière analyse, à obliger la population indigène à contribuer, par son travail, à la réalisation de la politique économique du gouvernement; toutefois, le caractère obligatoire et non volontaire de cette contribution découlait bien plus de la situation particulière que créait une législation spéciale applicable aux seuls habitants indigènes, que de mesures coercitives destinées à contraindre ceux-ci à travailler, encore que de telles mesures, qui étaient la conséquence inéluctable de la situation décrite se trouvaient également, ainsi que l'avaient révélé les investigations du Comité.

De l'avis du Comité, c'était donc un système indirect de travail forcé qui semblait exister dans l'Union sud-africaine et jouer un rôle d'une certaine importance pour l'économie du pays."

Le Groupe a l'impression que cette définition convient particulièrement au système de recrutement et aux conditions de travail des travailleurs agricoles qui existent actuellement en Afrique du Sud.

3. Analyse comparative de la situation des travailleurs africains dans le secteur agricole et dans les autres secteurs

157. Les systèmes de calcul pour les salaires, les assurances (sauf pour les accidents du travail visés par l'Industrial Injuries Act) et les rémunérations des travailleurs ne s'appliquent pas aux ouvriers agricoles. Aucune limite n'est fixée au nombre d'heures pendant lesquelles ils peuvent être obligés de travailler; ils n'ont ni congé payé, ni congé de maladie; leurs femmes et leurs enfants peuvent être eux aussi tenus de travailler pour le propriétaire agricole, sans salaire supplémentaire. 181/

158. Les ouvriers agricoles et les domestiques sont aussi exclus expressément de l'application de l'Industrial Conciliation Act, du Wages Act et du Bantu Labour (Settlement of Disputes) Act : autrement dit, il n'existe aucun mécanisme permettant la révision de leurs salaires, l'expression de leurs demandes ou de leurs plaintes en matière de salaires, ou le règlement des différends. 182/

159. Par suite de ces restrictions, les salaires des ouvriers agricoles demeurent les plus bas de l'Afrique du Sud. En 1971, un chroniqueur financier a estimé qu'en un siècle, loin de s'améliorer, ils avaient sans doute baissé. 183/

160. Les ouvriers agricoles n'ont pas davantage bénéficié des augmentations générales de salaire accordées depuis 1973 aux travailleurs noirs dans l'industrie. 184/

181/ Ainslie, op. cit., p. 26; voir également le rapport précédent E/5622, par. 113 à 115.

182/ Ainslie, op. cit., p. 26.

183/ Financial Mail, 23 avril 1971.

184/ Voir E/5622, par. 115, indications données par le représentant de l'OIT.

161. En 1973, la détermination des salaires - avec fixation d'un salaire minimum réglementaire - pour les ouvriers non qualifiés de l'industrie variait, selon la région, de 7,80 à 11 rands par semaine 185/. Deux années plus tard (voir section A ci-dessus, par. 72), nombre de salaires avaient augmenté d'au moins 30 % - pour les mineurs, de près de 150 %. D'après le tableau figurant au paragraphe 72 ci-dessus, en avril 1975, les salaires allaient de 15 à 56 rands environ par semaine.

162. En revanche, le Groupe spécial d'experts ne trouve aucune indication que les salaires des travailleurs agricoles aient augmenté sensiblement depuis le recensement agricole de 1971/72 cité par l'OIT en 1974 : les ouvriers agricoles africains recevaient environ 154 rands par an (12,8 rands par mois) dont 119 rands seulement en espèces (9,92 rands par mois). D'après Mme Helen Suzman, en 1974, le salaire agricole moyen s'élevait en 1974 à 7,50 rands par mois seulement 186/.

163. Les travailleurs agricoles se trouvent dans une situation particulière en ce sens qu'ils reçoivent en nature une grande partie de leur salaire, qui est calculé par leur employeur (voir par. 147 ci-dessus).

164. D'après la South African Agricultural Union (syndicat agricole sud-africain), le salaire des ouvriers agricoles s'élèverait à 42 rands par mois (voir par. 150 ci-dessus), mais même ce chiffre est inférieur aux salaires les plus bas des travailleurs non qualifiés de l'industrie.

4. Etablissements pénitentiaires agricoles et bagnes privés

165. Il y a plus d'un siècle, en 1860 187/, l'Etat se servait des détenus noirs dans la province du Cap pour construire des routes et des ports. Peu après, en 1889, il a commencé à louer de la main-d'oeuvre carcérale aux viticulteurs de cette province. Grâce à la rapidité de la croissance économique qu'a entraînée la dévaluation de la livre en 1932, l'écart entre les salaires agricoles et les salaires industriels s'est élargi, ce qui a entraîné une pénurie de main-d'oeuvre agricole, situation qui ne s'était pas produite depuis l'adoption de la loi agraire de 1913 (Land Act). Comme le problème s'aggravait et que les agriculteurs se plaignaient de plus en plus vivement, deux mesures ont été prises par le département des prisons pour aider les agriculteurs à se procurer de la main-d'oeuvre. En premier lieu, la réglementation relative aux laissez-passer a été appliquée plus strictement. En deuxième lieu, on a établi en 1934 le système dit "sixpenny scheme". Avec ce système, les condamnés à de courtes peines de prison (généralement pour infraction aux règlements sur les laissez-passer) sont tenus de purger leur peine en travaillant dans des exploitations agricoles qui versent six pence par jour et par prisonnier au département des prisons 188/.

185/ Ibid., par. 182.

186/ E/5622, par. 115 : Rand Daily Mail, 17 octobre 1974.

187/ Oxford History, vol. II p. 146.

188/ "La main-d'oeuvre africaine en Afrique du Sud", Notes et documents No 25/74, Groupe de l'apartheid des Nations Unies, août 1974, p. 12.

166. La mesure la plus importante qui ait été prise par la suite en la matière date de 1947. Elle avait deux aspects : des établissements pénitentiaires agricoles étaient créés et les Africains appréhendés étaient incités "à se porter volontaires" pour travailler dans des exploitations agricoles. Le premier "établissement pénitentiaire agricole" pour les détenus condamnés à de longues peines de prison a été construit dans la province du Cap occidental. Ce système a été pleinement appliqué après la venue au pouvoir du parti nationaliste en 1948. Les frais entraînés par la construction de ces nouvelles prisons étaient à la charge des propriétaires locaux, dont chacun pouvait se procurer de la main-d'oeuvre proportionnellement au nombre de parts du capital ainsi investi qu'il détenait. Le département des prisons était responsable de l'administration de l'établissement et était chargé notamment de rémunérer les gardiens et de payer les frais de nourriture des prisonniers. Les propriétaires exploitants versaient de 15 à 50 centimes par jour et par détenu 189/. En 1952, il existait quatre prisons de ce genre dans la région de Bethal, et une autre pouvant recevoir 350 détenus a été créée cette année-là. La même année, de grandes prisons ont construites à Klein Drakenstein pour les viticulteurs de Paarl, et près de Welkom dans l'Etat libre d'Orange. En 1954, deux nouvelles prisons ont été établies dans la région de Paarl, et en 1966, il en existait 23 pouvant recevoir plus de 6 000 détenus condamnés à de longues peines d'emprisonnement. Treize de ces établissements se trouvaient dans la province du Cap occidental où les lois sur les laissez-passer étaient rigoureusement appliquées, neuf dans le Transvaal oriental et un dans l'Etat libre d'Orange. Dans toutes ces régions, la main-d'oeuvre noire était attirée par les mines ou les entreprises industrielles, où les salaires étaient le double ou le triple de ceux que versaient les agriculteurs blancs. Les exploitants agricoles propriétaires de ces établissements pénitentiaires tiraient profit de la délinquance et n'admettaient pas qu'une prison leur ayant coûté de 50 à 70 000 rands fût vide de détenus. Le droit d'utiliser la main-d'oeuvre carcérale d'un établissement pénitentiaire agricole augmentait la valeur de l'exploitation agricole, comme l'ont déclaré les propriétaires de parts à des journalistes. Dans la province du Cap occidental, le droit d'employer de la main-d'oeuvre carcérale était estimé à 1 000 rands par détenu 190/. En 1959, le Directeur des prisons a dit, à Riverdale, dans la province du Cap : "Les agriculteurs veulent que nous leur fournissions de la main-d'oeuvre; nous ne pouvons pas répondre à toutes les demandes, mais nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour y faire face." En 1963, la Klapmut's Farmers Association a demandé instamment la création d'un établissement pénitentiaire agricole; les autorités lui ont répondu que plus d'une trentaine de demandes analogues figuraient déjà sur une liste d'attente.

167. La deuxième méthode employée pour obtenir de la main-d'oeuvre carcérale a été adoptée en 1947. Le système du "volontariat" a d'abord été appliqué à Johannesburg. Les contrevenants aux lois sur les laissez-passer appréhendés par la police étaient traduits devant un tribunal où, avant toute procédure, ils "étaient incités à se porter volontaires" pour aller travailler dans une exploitation agricole. Le système a été étendu à tout le pays et, en 1954, le département de l'administration et de la justice bantoues et le Commissaire à la police ont adopté la "General Circular 23" dont les trois premiers paragraphes méritent d'être cités.

189/ F. Wilson, op. cit., p. 21.

190/ Oxford History, vol. II, p. 148.

"Paragraphe 1. Il est de notoriété publique que tous les jours un grand nombre d'autochtones sont arrêtés et poursuivis pour des infractions de caractère purement technique.

Paragraphe 2. Ces arrestations coûtent cher à l'Etat et ne servent à rien.

[Non souligné dans le texte original.]

Paragraphe 3. Le Ministère de la justice, la police sud-africaine et la Direction des prisons ont donc tenu des consultations à ce sujet et ont mis au point un système qui a pour objet d'inciter les chômeurs autochtones qui errent dans les rues de divers quartiers urbains à accepter un emploi hors de ces quartiers."

168. Les conditions de travail dans les exploitations agricoles étaient horribles entraînant des brutalités et parfois la mort. Voici un extrait d'une déposition faite sous serment; le propriétaire incriminé s'est refusé à venir à la barre des témoins pour contester ce témoignage.

"A propos de sa première journée à la ferme, un des ouvriers agricoles a déclaré ce qui suit : 'Quand je suis arrivé dans le champ, j'ai vu Potgieter assis sur le capot de sa Ford, qui surveillait tous les travailleurs dans le champ. Peu après m'être mis à travailler, j'ai vu s'approcher de moi deux des surveillants, Abram et Philip, qui m'ont demandé si j'avais de l'argent. Je leur ai répondu que je n'en avais pas. Ils se sont mis à me frapper à la tête et sur tout le corps avec leur canne. J'ai commencé à saigner de la bouche, je suis tombé, et l'un d'eux m'a porté des coups de pied à la tête. Pendant tout ce temps, Potgieter était là; je l'ai revu quand je me suis relevé. J'ai également remarqué que les deux surveillants frappaient également les autres nouveaux et qu'ensuite ils se mettaient à frapper tous les ouvriers alors qu'ils se déplaçaient parmi eux.

Ces actes de brutalité se reproduisaient régulièrement, et j'ai remarqué que dès que Potgieter arrivait à l'endroit où nous étions en train de travailler et donnait un coup de klaxon, les surveillants commençaient aussitôt à circuler parmi nous et à frapper tous ceux qui se trouvaient à portée de leur canne, tout en nous criant de travailler plus vite. De temps en temps, Potgieter criait aussi : 'Slaan hulle dood' (Battez-les jusqu'à ce que mort s'ensuive).

Au début, je voulais rendre les coups reçus, mais ceux qui étaient arrivés avant moi m'ont conseillé de n'en rien faire. Ils m'ont dit qu'en novembre, l'un des surveillants avait tué un homme à coups de canne sur la tête. Ils m'ont montré l'endroit où on l'avait enterré.

J'ai vu des cas où mes compagnons de travail, après avoir été battus ou après s'être évanouis parce qu'ils n'avaient rien à boire par une journée très chaude, étaient étendus, inanimés, sur le sol et où les surveillants, Abram et Philip, leur urinaient dans la bouche et nous invitaient à en faire autant pour faire reprendre connaissance à ces malheureux. Il est aussi arrivé que ceux qui s'étaient évanouis étaient encore battus par Potgieter lui-même, qui affirmait que c'étaient des paresseux qui faisaient semblant de se trouver mal.

Les ouvriers faisaient continuellement des projets d'évasion et je n'ai jamais abandonné l'espoir de pouvoir m'enfuir. Dans ma première tentative, j'ai échoué en me faisant reprendre le lendemain. Cette fois-là, 34 ouvriers ont réussi à s'échapper, mais le fils de Potgieter m'a retrouvé ainsi qu'un autre ouvrier, Léonard. J'ai été ramené à l'exploitation et Potgieter m'a battu avec une canne. Il m'a frappé sur les reins et m'a porté un coup à la nuque, je me suis écroulé. Le fils de Potgieter a tout vu, ainsi que les surveillants et quelques-uns des autres ouvriers. Potgieter m'a traité de singe et m'a dit que je ne pourrais rien faire contre lui. Je suis resté dans son exploitation environ quatre mois. Je n'ai jamais reçu un penny pour mon travail - et je n'ai jamais vu un ouvrier recevoir de l'argent. Finalement, au mois de mars, j'ai réussi à m'échapper. Un certain nombre d'autres ouvriers se sont évadés en même temps que moi 191/."

169. Ces volontaires étaient incités à travailler de trois à six mois (en journées de travail) pour 9 pence par jour, versés à la fin du contrat.

170. Après que la presse eut accordé une large publicité à toute une série de demandes invoquant l'habeas corpus, une telle indignation s'est élevée tant en Afrique du Sud qu'à l'étranger que le ministre responsable a dû mettre fin à ce système en 1959. Mais, en vertu de la loi sur les prisons de 1959, ce système a été remplacé par un nouveau régime de mise en liberté surveillée. Cette loi prévoyait des peines sévères pour quiconque révélait la situation dans les prisons et les endroits où travaillaient les détenus, et personne n'a plus essayé de faire des révélations de cette nature. Certains actes de brutalité commis par des exploitants agricoles sont encore signalés par la presse à l'occasion de poursuites engagées par l'Etat pour meurtre mais à part ces cas-là, on parle peu des affreuses conditions dans lesquelles les détenus libérés sur parole travaillent dans les exploitations agricoles.

171. En 1971 et en 1972, le ministre des prisons a déclaré devant le Parlement que le gouvernement envisageait l'abolition des prisons agricoles malgré l'opposition des propriétaires. Mais, ce système est toujours en vigueur. Qui plus est, en juin 1975, le Gouvernement sud-africain a promulgué la proclamation R.133 portant création d'"institutions de rééducation dans les homelands bantous". Les Africains qui ne respectent pas les lois sur les laissez-passer peuvent être envoyés dans une institution de rééducation pour une période allant jusqu'à trois ans. Dans ces institutions, les Africains doivent faire le travail que leur commande le directeur de l'établissement. Ni la nature, ni les conditions de leur travail ne sont indiquées, mais ils sont obligés de travailler. Le directeur jouit de pouvoirs discrétionnaires, bien qu'on n'exige des candidats à ce poste aucune qualification minimale. Sans surveillance ni contrôle, sans règlement protégeant les détenus, il est inévitable que des abus soient commis contre ce nouveau genre de "forçats".

172. Comme le fait observer J. Carlson :

"L'OIT a condamné l'emploi de prisonniers comme main-d'oeuvre depuis longtemps déjà, et de nombreux pays ont promulgué des lois interdisant l'importation des produits fabriqués par cette main-d'oeuvre. Ainsi, aux

191/ Joel Carlson, No Neutral Ground, (New York, Thomas Y. Crowell, 1973).

Etats-Unis, le Tariff Act de 1930 interdit l'importation de produits du travail de prisonniers ou de personnes engagées sous contrat non résiliable. C'est une disposition qui n'avait jamais été appliquée. Dernièrement, en 1974, l'Attorney General des Etats-Unis en Alabama et l'avoué représentant le Syndicat des mineurs ont entrepris des démarches en justice pour empêcher les Etats-Unis d'importer du charbon (2,5 millions de tonnes) en provenance d'Afrique du Sud. Etant donné que le South African Master and Servants Act adopté, il y a près de cent ans, prévoyait des dispositions pénales contre les travailleurs noirs non qualifiés, et que cette loi et d'autres lois analogues s'appliquent aux mineurs noirs, le tribunal a été prié d'interdire ces importations. Pour faire échec à cette mesure, le ministre de la justice de l'Afrique du Sud a fait adopter précipitamment par le Parlement une loi abrogeant les dispositions pénales. Selon le Star de Johannesburg du 9 novembre; cette mesure "semble avoir contrecarré l'une des plus ingénieuses et des plus dangereuses" des attaques lancées jusqu'à présent contre le commerce entre l'Afrique du Sud et les Etats-Unis.

D'autres syndicats et d'autres gouvernements pourraient bien suivre cet exemple. L'emploi de prisonniers comme travailleurs en Afrique du Sud est contraire à l'esprit de libre concurrence qui anime l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Par l'intermédiaire des fermes-prisons, les agriculteurs, la police et la Direction des prisons profitent de la criminalité. Il est évident que des fermiers qui construisent une prison qui leur coût 25 000 livres sterling seront mécontents s'il n'y a pas assez de prisonniers pour la remplir. La raison d'être de la ferme-prison est d'accueillir des prisonniers qui sont forcés à travailler. Dans la province du Cap, une annonce publiée récemment dans la presse au sujet de la vente d'une femme contenait l'indication suivante : "Prix : 120 000 livres sterling, y compris les chais et 10 forçats". Le système des travailleurs migrants et des fermes-prisons est le système d'esclavage le plus ingénieux et le plus solidement établi qui existe de nos jours.

Ce régime est fondamentalement contraire à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Tous les pays qui font du commerce avec l'Afrique du Sud doivent comprendre sur quelle base ce commerce est fondé. Dans un très grand nombre de pays, il existe des lois qui interdisent ce commerce. Il faut que les syndicats prennent conscience des diverses formes d'exploitation de la main-d'oeuvre qui sont pratiquées en Afrique du Sud. Aucun travailleur syndiqué ne devrait toucher des marchandises venant d'Afrique du Sud.

Les Sud-Africains ont réagi promptement à une faible menace venant du Syndicat des mineurs des Etats-Unis, en modifiant près de 41 lois et règlements. Le combat contre l'apartheid, contre un système qui est un crime contre l'humanité, doit être livré sur tous les fronts. Tout acte, qu'il soit politique, social ou économique qui apporte un appui à l'apartheid, aide l'apartheid à survivre et fait obstacle au changement. La communauté des Etats membres des Nations Unies, le monde syndical et la communauté mondiale n'auraient qu'un petit effort à faire pour trouver les moyens d'isoler le système cruel de la suprématie blanche et d'y mettre un terme 192/."

D. MOUVEMENTS D'ETUDIANTS

Introduction

173. Les faits réunis les années passées par le Groupe spécial d'experts sur les manifestations graves d'apartheid, et les conclusions qu'il en tirait portaient notamment sur la discrimination raciale dans le domaine de l'enseignement. Le Groupe signalait qu'une ségrégation raciale rigoureuse était pratiquée dans l'enseignement supérieur, comme dans tous les secteurs de l'enseignement et qu'une surveillance stricte s'exerçait sur les étudiants des collèges réservés aux Noirs et placés sous l'autorité des Blancs 193/. Les données recueillies mettraient aussi en évidence la répression des mouvements d'étudiants qui contestaient la politique officielle dans le domaine de l'enseignement et s'y opposaient 194/.

174. Cependant, c'est la première fois que le Groupe spécial d'experts étudie spécialement la question des mouvements d'étudiants en Afrique du Sud. Aussi estime-t-il nécessaire de replacer ces mouvements et leurs activités dans le contexte général de l'évolution du système universitaire sud-africain et en particulier des politiques de discrimination raciale et d'apartheid dans l'enseignement supérieur.

1. La législation universitaire en Afrique du Sud

175. Deux types de législation et de réglementation s'appliquent aux mouvements d'étudiants : l'ensemble de lois visant à instituer et à maintenir la pratique de l'apartheid dans l'enseignement supérieur et les lois relatives à la sécurité qui visent les étudiants tout comme les autres membres de la population.

a) Lois prévoyant l'application de l'apartheid aux universités et collèges

176. Les neuf universités blanches d'Afrique du Sud dotées d'un internat sont administrées en vertu de la Universities Act No 61 de 1955, modifiée en 1959, 1961 et 1969. Cette loi place ces universités et l'Université d'Afrique du Sud (qui offre des cours hors faculté, principalement par correspondance) sous la juridiction du ministère de l'éducation, des arts et des sciences. En vertu de ses dispositions, un comité consultatif universitaire est nommé par le Ministre et un comité de recteurs donne son avis sur les questions concernant l'admission des étudiants, la durée des périodes de cours, etc. Les universités décident elles-mêmes de la nomination des membres de leur personnel et de l'inscription des étudiants 195/.

193/ Voir le rapport précédent du Groupe spécial d'experts E/CN.4/1159, par. 172.

194/ Ibid., par. 173. Le même rapport mentionne les procès politiques intentés récemment à des militants du SASO (South African Students' Organisation) pour contravention à des arrêtés d'interdiction (par. 76 et 77) et, en vertu du Riotous Assemblies Act, pour avoir participé à une réunion interdite de soutien au FRELIMO (par. 79).

195/ Pour plus de détails, voir l'apartheid : ses effets sur l'éducation, la science, la culture et l'information (UNESCO, 1972).

177. Le principal instrument juridique permettant d'imposer l'apartheid à l'université est l'Extension of University Education Act No 45 de 1959, qui a rendu illégale la fréquentation d'une université blanche par un non-Blanc sans l'autorisation du ministre qui prévoit la création d'établissements d'enseignement supérieur distincts - collèges tribaux - pour les Noirs. Il est interdit aux Blancs de fréquenter ces nouveaux collèges, sous peine d'une amende maximum de 200 rands ou de six mois de prison. En outre, le ministre peut décider qu'un collège n'admettra que des étudiants appartenant à un certain groupe, ethnique ou autre. Les étudiants doivent renouveler leur inscription chaque année. Le ministre peut toujours s'opposer à l'inscription d'un étudiant s'il estime que tel est l'intérêt de l'établissement universitaire; il peut aussi déléguer ce pouvoir au Conseil. La loi confère aussi à l'Etat le pouvoir de fixer le délai au-delà duquel les étudiants non-blancs de certains groupes, qui n'étaient pas encore inscrits et n'avaient pas reçu l'autorisation écrite du ministre ne seraient plus autorisés à fréquenter l'université. Cette disposition a eu des répercussions sur la fréquentation par les étudiants non-blancs des universités "ouvertes".

178. Selon les règlements officiels régissant la direction des nouveaux collèges 196/, chaque collège réservé aux Noirs a à sa tête un recteur qui est nommé par le ministre compétent, lequel définit ses pouvoirs et ses obligations. Chacun a un conseil (blanc) et un conseil consultatif (non blanc). Les membres de l'un et l'autre organes sont nommés par le Président de l'Etat intéressé qui désigne le président de chaque organe. De même, chacun a un sénat (blanc) et un sénat consultatif (non blanc). Le recteur est président de droit du premier, les membres étant des professeurs ou chargés de cours choisis par le ministre après consultation du Conseil. La création de chaque collège est décidée par le ministre. A l'origine, tous les postes devaient être des postes publics, le pouvoir de nommer, promouvoir ou congédier étant dévolu au ministre compétent, sous réserve de consultation préalable du Conseil.

179. La même année a été adoptée le University College of Fort Hare Transfer Act No 64, 1959, loi qui a transféré les pouvoirs du conseil d'administration du collège de Fort Hare au ministre de l'éducation bantoue, et qui limite l'inscription dans cet établissement aux Africains, sauf si le ministre fait une exception en faveur d'autres non-Blancs. Aucun Blanc n'y est admis. Les dispositions relatives à la direction et à l'administration de Fort Hare sont les mêmes que celles établies pour les nouveaux collèges par l'Extension of University Education Act.

180. Le University Education Amendment Act No 32, de 1960, a modifié les deux lois susmentionnées en disposant que les fonds nécessaires à l'équipement des collèges universitaires bantous pourraient être avancés par le compte des prêts au compte de l'éducation bantoue aux conditions fixées par le ministre de l'éducation bantoue et le ministre des finances 197/.

196/ Avis officiels 2 049 de 1959 et 59 de 1960; les règlements révisés pour l'Université du Nord figurent dans l'Avis officiel 554 du 5 avril 1962. Voir Muriel Horrell, A Decade of Bantu Education, (Johannesburg, South African Institute of Race Relations), p. 148. Ces règlements sont examinés dans Survey of Race Relations 1959-1960, p. 231 à 234.

197/ Survey of Race Relations, 1959-1960, p. 211.

181. L'Extension of University Education Act No. 29, de 1971, a élargi les pouvoirs des ministres compétents pour leur permettre de rendre encore plus stricte la réglementation sur l'inscription des étudiants non-Blancs dans des universités autres que celles réservées à leur groupe racial, à l'Université d'Afrique du Sud, qui ne donne que des cours par correspondance, et à l'école de médecine du Natal 198/.

182. Par la promulgation, en 1969, de la University of Fort Hare Act No. 40, de la University of Zululand Act No. 43 et de la University of the North Act No. 47, les trois collèges tribaux africains sont devenus des "universités"; ce même statut a été conféré, la même année, aux collèges universitaires pour les Indiens et pour les métis en vertu respectivement du University of Durban-Westville Act No. 49 et du University of the Western Cape Act No. 50. Les trois universités africaines sont administrées par le ministère de l'éducation bantoue, l'université indienne par le ministère des affaires indiennes et l'université métisse par le ministère des affaires métisses. Le Universities Amendment Act No. 67 de 1969 a établi ensuite qu'aux fins de la plupart des dispositions de la loi principale de 1955, le terme "université" ne s'appliquerait pas aux universités réservées aux Africains, aux Métis et aux Indiens.

183. La University of Durban-Westville Amendment Act No. 60, de 1973, a abrogé les dispositions relatives à la création d'un conseil consultatif et d'un sénat consultatif à l'université de Durban-Westville. Du reste, selon le ministre des affaires indiennes, le sénat consultatif n'a jamais été créé. Le moment venu, le conseil deviendra un organe entièrement indien 199/.

184. La Bantu Universities Amendment Act No. 6, de 1973, a modifié la University of Fort Hare Act, la University of Zululand Act et la University of the North Act, en spécifiant le siège de chaque université et prévoyant son développement éventuel, "étant entendu que l'université pourra également poursuivre ses activités dans les autres lieux que le ministre [de l'éducation bantoue], après consultation du conseil, pourra approuver". Les universités sont habilitées à investir, à prêter et à emprunter des fonds. En cas d'emprunt, l'approbation du ministre est nécessaire 200/.

b) Admission, surveillance et expulsion des étudiants

185. Alors que les universités blanches sont des personnes morales créées par une loi, qui reçoivent une aide de l'Etat, mais sans être soumises à son autorité, et sont administrées par un conseil universitaire jaloux de son autonomie, les "collèges tribaux" pour Africains relèvent presque directement de l'autorité de l'Etat.

198/ Survey of Race Relations, 1971, p. 288.

199/ Survey of Race Relations, 1973, p. 335.

200/ Ibid.

Leur recteur, homologue du recteur ou vice-recteur des autres universités, est nommé par le ministre de l'éducation bantoue. Le Conseil ne dispose que des pouvoirs que le ministre veut bien lui déléguer. Les membres du sénat et du sénat consultatif sont choisis par le ministre en consultation avec le conseil. Le personnel et les étudiants sont assujettis à divers règlements restrictifs. Les conseils des représentants des étudiants, quand ils existent, relèvent des autorités universitaires. La "clause de conscience", observée par toutes les universités sud-africaines (sauf Potchefstroom), selon laquelle le corps enseignant et les étudiants ne doivent faire l'objet d'aucune discrimination fondée sur la religion, ni d'aucune mise à l'épreuve des convictions religieuses, ne s'applique pas aux universités réservées aux non-Blancs. 201/ Les collèges sont financés par l'Etat en application du Bantu Education Act, les fonds nécessaires provenant presque entièrement des impôts versés par la population africaine elle-même. 202/

186. Les règles relatives à l'admission, à la surveillance et au renvoi des étudiants des collèges universitaires bantous ont été publiées officiellement. 203/ Elles prévoient des restrictions touchant les sorties des étudiants hors de l'enceinte du collège sans autorisation; les organisations d'étudiants et les activités de ces organisations sans autorisation préalable du recteur; la tenue de réunions dans l'enceinte du collège sans autorisation du recteur; la libre circulation de revues, brochures ou publications rédigées en tout ou en partie par des étudiants, sans autorisation du recteur, accordée en consultation avec le sénat consultatif et le sénat; enfin, les déclarations à la presse faites sans l'autorisation du recteur. Tout étudiant qui, de l'avis du recteur, contrevient à ces règlements se rend coupable de mauvaise conduite et peut être suspendu ou renvoyé. 204/

187. Lorsque le Collège de Fort Hare ayant été placé sous l'autorité du département de l'éducation bantoue, plusieurs enseignants n'ont pas conservé leur poste et plusieurs étudiants n'ont pas été réadmis, 205/ de vives protestations se sont élevées et ont abouti à la décision des étudiants de dissoudre le conseil des représentants. Quelques jours après ces troubles, chaque étudiant a été informé qu'il devait signer une déclaration réaffirmant son acceptation du règlement du collège, faute de quoi il serait renvoyé et de nouvelles règles plus strictes ont été publiées. Désormais, les étudiants doivent demander chaque année l'autorisation

201/ Martin Legassick "The National Union of South African Students : Ethnic cleavage and ethnic integration in the universities", Occasional Paper No 4, African Studies Center, University of California, Los Angeles, p. 12-13.

202/ Ibid., p. 13.

203/ Avis officiel 2049 du 18 décembre 1959 relatif au University College of the North et R. 59 du 15 février 1960 relatif au University College of Zululand, voir Survey of Race Relations, 1959-1960, p. 231.

204/ Survey of Race Relations, 1959-1960, p. 231-232.

205/ Le ministre de l'éducation bantoue a déclaré que leur réadmission "n'était pas dans l'intérêt du collège en raison de leurs activités de 1959", House of Assembly Debates, 8 mars 1960, col. 2927 et 3 mai, col. 6530-6531.

de renouveler leur inscription en joignant à leur demande un certificat de bonne conduite délivré par un ministre du culte, un responsable des affaires bantoues ou un magistrat. Les parents ou tuteurs doivent garantir le paiement anticipé des droits de scolarité, se déclarer responsables de tout dégât matériel que le candidat pourrait causer au collège et accepter qu'il soit soumis aux règles de discipline de l'établissement. 206/

188. En vertu de la réglementation appliquée dans les universités réservées aux Africains, les organisations d'étudiants et la formulation de plaintes sont assujetties au contrôle des autorités universitaires, qui interdisent expressément les activités de certains groupements d'étudiants (voir par. 238 et 239).

c) Lois relatives à la sécurité

189. Les lois relatives à la sécurité que les étudiants, tout comme les autres membres de la population, sont tenus de respecter, sont notamment : la Suppression of Communism Act, de 1950, la General Law Amendment Act No 37, de 1963, la Terrorism Act No 83, de 1967, et la General Law Amendment Act No 101, de 1969. Des dirigeants de mouvements d'étudiants ont été poursuivis en exécution de plusieurs de ces lois (voir les rapports précédents, notamment E/CN.4/1135, par. 119 à 135, et E/CN.4/1159, par. 73, 76, 77 et 79).

190. La censure, les interdictions et d'autres mesures prises par l'Etat servent à limiter la liberté de l'enseignement universitaire et les activités des étudiants. 207/

2. Origine des mouvements d'étudiants

191. Les règles élaborées par le Gouvernement régissant la structure des mouvements d'étudiants sud-africains et plus particulièrement les entraves mises à leur organisation et à leurs activités illustrent la politique que suit depuis longtemps l'Etat dans le domaine de l'enseignement et qui consiste à appliquer systématiquement la ségrégation fondée sur la race et la couleur; cette politique a trouvé son épanouissement dans les mesures prises par le Gouvernement nationaliste en exécution de sa politique d'apartheid depuis 1943.

192. Le mouvement en faveur de la création d'un établissement spécial d'enseignement supérieur pour les non-Blancs, et plus précisément les Africains, remonte aux premières années du siècle. Il a abouti, à l'ouverture, en 1916, du South African Native College à Fort Hare. 208/ Cet établissement avait pour tâche de

206/ Pour plus de détails concernant ces règles, voir Survey of Race Relations, 1959-1960, p. 232-234; Horrell, *op. cit.*

207/ Voir The Open Universities in South Africa and Academic Freedom, 1957-1974, publié par les Academic Freedom Committees des Universités du Cap et de Witwatersrand; Sunday Times, 19 janvier 1975.

208/ Rebaptisé Fort Hare University College en octobre 1953. Pour l'historique du Collège, voir Alexander Kerr, Fort Hare 1915-1948 (New York, Humanities Press).

préparer les étudiants à l'examen de fin d'études secondaires, mais il dispensait aussi une formation universitaire limitée. Destiné avant tout aux étudiants africains, il admettait également ceux appartenant à d'autres groupes raciaux. Jusqu'en 1935, il ne décernait qu'un seul titre universitaire, celui de Bachelor of Arts; à cette date, il a commencé à préparer aussi les élèves à un diplôme scientifique. En 1937, la préparation au diplôme de fin d'études secondaires a été supprimée. En 1949, le Collège comptait 343 étudiants inscrits, et leur nombre est demeuré constant à 350 au cours des années suivantes. Fort Hare était rattaché à l'Université d'Afrique du Sud jusqu'en 1951, année où il s'est affilié à la Rhodes University. 209/ Après la guerre, le nombre des Africains désireux de faire des études supérieures a beaucoup augmenté.

193. Jusqu'au moment où l'apartheid a été introduit à l'université, les étudiants non-blancs pouvaient fréquenter les universités "ouvertes" du Cap et de Witwatersrand qui pratiquaient la "ségrégation de l'enseignement"; ils pouvaient aussi s'inscrire à l'Université du Natal, où les classes étaient séparées (encore que, dans la mesure du possible, les professeurs fussent les mêmes pour les étudiants blancs et non-blancs); enfin, ils pouvaient s'inscrire au Collège de Fort Hare ou au petit Collège Kelege ya Bana ba Afrika de Pretoria qui dispensait un enseignement à temps partiel. Ils pouvaient également faire leurs études en suivant les cours par correspondance de l'Université d'Afrique du Sud qui a son siège à Pretoria. 210/ Les universités de langue afrikaans de Stellenbosch, de Pretoria, de l'Etat libre et de Potchefstroom étaient fermées aux étudiants non-blancs. L'Université de Rhodes admettait parfois un Africain désireux de suivre un cours post-universitaire, qui n'existait pas à Fort Hare. 211/ La création d'une école de médecine destinée principalement aux non-Blancs était à l'étude avant 1948, date à laquelle le parti nationaliste est arrivé au pouvoir; le Gouvernement nationaliste a poursuivi les travaux dans ce sens.

194. L'application du principe de l'apartheid dans le domaine de l'enseignement était à prévoir après la constitution, en 1949, de la Native Education Commission placée sous la présidence de W.W.M. Eiselen, alors secrétaire aux affaires indigènes. 212/

209/ Voir M.V. O'Dowd, John M. Didcott et P. Tobias, The African in the Universities, document rédigé au nom de la National Union of South African Students, décembre 1954.

210/ Horrell, op. cit., p. 121.

211/ Ibid.

212/ La Commission avait notamment pour mandat de "formuler les principes et les buts de l'enseignement des indigènes en tant que race indépendante, en tenant compte de leur passé et de leur situation présente, des qualités propres à leur race, de leurs caractéristiques et aptitudes particulières, et de leurs besoins dans leurs conditions sociales en constante évolution; et d'étudier dans quelle mesure les systèmes actuels d'enseignement primaire, secondaire et professionnel des indigènes et la formation des enseignants indigènes devaient être modifiés quant au contenu et à la forme des programmes d'études, afin de se conformer aux principes et aux buts envisagés et de mieux préparer les indigènes à leurs occupations futures".

La Commission de l'enseignement technique et professionnel (Commission De Villiers) constituée à l'arrivée au pouvoir du parti nationaliste, a recommandé que le système d'enseignement des Africains ait la même structure que celui des Blancs, mais qu'en le planifiant, on tienne dûment compte de l'origine et du milieu des Africains et de leurs possibilités d'emploi 213/. Le rapport de la Commission Eiselen, publié en 1951 214/, a eu pour effet de transférer la responsabilité de l'enseignement scolaire des Africains des autorités provinciales compétentes au gouvernement central, et plus particulièrement au département des affaires indigènes. Le Ministre des affaires indigènes s'est vu conférer un pouvoir de décision personnel illimité touchant des questions telles que le contenu de l'enseignement scolaire des Africains, les conditions d'emploi des enseignants et la création et l'enregistrement des établissements scolaires 215/.

195. A cette époque, la politique de l'enseignement a été définie dans les discours du Ministre des affaires indigènes, H.F. Verwoerd 216/. Le Ministre a déclaré que "l'éducation des indigènes" devait être organisée en conformité avec la politique de l'Etat. Il était impossible que de bonnes relations existent "quand l'enseignement [était] donné sous l'autorité de personnes qui [éveillaient] de faux espoirs chez l'indigène". L'enseignement avait pour but de "former et d'enseigner conformément aux chances de l'élève et à son milieu". Dans une déclaration ultérieure, Verwoerd a dit que le système d'enseignement antérieur formait aveuglement des élèves sur le modèle européen; ce qui suscitait chez les Bantous le vain espoir de pouvoir occuper des postes dans la communauté blanche malgré la politique d'apartheid du pays. Dans leur propre secteur, les portes étaient ouvertes aux Africains. L'enseignement devait donc "être fermement implanté dans les réserves et plonger ses racines dans l'esprit et la nature d'une société bantoue" 217/.

213/ Horrell, op. cit., p. 3-4.

214/ Pour les conclusions pertinentes, voir par. 754 à 961.

215/ O'Dowd, Didcott et Tobias, op. cit., p. 16.

216/ Discours cités par Horrell, op. cit., p. 5-6, en particulier House of Assembly Debates, 17 septembre 1953, col. 3576 et 3585.

217/ Discours prononcé au Sénat, le 7 juin 1954, cité par Horrell, op. cit., p. 6.

196. En 1959, le Ministre de l'éducation bantoue, M. W.A. Maree, a déclaré ce qui suit :

"Le principe essentiel à suivre en matière d'éducation de l'enfant [africain] dans les zones urbaines doit être exactement le même que dans les réserves : en d'autres termes, il s'agit d'essayer de faire en sorte que l'enfant reste un enfant de sa communauté nationale, parce que, selon le principe de base de l'éducation bantoue en général, notre objectif est que l'enfant bantou demeure un enfant bantou ... Le Bantou doit être formé de manière à ne pas vouloir devenir l'imitateur [des blancs, mais] à vouloir demeurer essentiellement bantou. 218/"

197. Le Bantu Education Act de 1953, modifié en 1954, 1956, 1959 et 1961, ne porte que sur les grandes lignes du système arrêté par le gouvernement, et c'est au ministre compétent qu'il incombe d'établir des règlements pour toutes les autres questions 219/.

198. Ces déclarations de principe et la promulgation du Bantu Education Act No 47, de 1953, sous sa forme modifiée, sont les causes initiales directes de l'élimination des étudiants africains des universités "ouvertes" auxquelles ils avaient eu accès en petit nombre. En décembre 1953, le gouvernement a constitué la Commission Holloway et l'a chargée "d'étudier la possibilité de créer des locaux et moyens d'enseignement séparés pour non-Blancs dans les universités, ainsi que les incidences financières de cette mesure, et de faire rapport sur la question". L'examen de l'opportunité de cette séparation ne figurait pas dans le mandat. Plusieurs universités ont indiqué à la Commission qu'elles préféreraient le maintien de leur propre système. La National Union of South African Students (NUSAS) a exprimé le même avis et, dans la deuxième édition d'une publication intitulée The African in the Universities, elle a publié une enquête sur les moyens d'enseignement supérieur dont disposaient alors les étudiants non blancs, accompagnée d'une étude sur les systèmes de ségrégation et de non-ségrégation à l'université. Elle a soutenu que les établissements qui pratiquaient la ségrégation étaient loin d'offrir à bien des égards les mêmes moyens que ceux où elle n'existait pas 220/.

199. Dans son rapport, publié en février 1955, la Commission Holloway a repoussé, surtout pour des raisons financières, la proposition visant à créer dans un proche avenir des universités réservées aux non-Blancs ou des sections séparées pour les non-Blancs aux universités du Cap et de Witwatersrand, conformément au système en vigueur au Natal. Selon elle, si l'on jugeait la ségrégation souhaitable, le système le plus commode serait de concentrer les étudiants non-Blancs surtout à Durban et Fort Hare, mais en opérant le transfert progressivement 221/.

218/ House of Assembly Debates, 17 juin 1959, col. 8318-8319, cité par Horrell, op. cit., p. 6.

219/ Les détails de cette loi figurent dans Horrell, op. cit., p. 10-11.

220/ O'Dowd, Didcott et Tobias, op. cit., en particulier chap. 7, 8 et 9.

221/ Horrell, op. cit., p. 123.

200. Vers la fin de 1955, le Gouvernement a créé un comité interdépartemental chargé de réunir d'autres renseignements, en particulier sur les incidences financières de la création d'installations séparées, et de donner son avis sur la manière de procéder. Avant que les conclusions du comité ne soient rendues publiques, le Gouvernement a présenté au Parlement, en mars 1957, un projet de loi sur l'enseignement universitaire séparé. Il l'a retiré lorsque des protestations se sont élevées, mais pour en présenter une version modifiée destinée à être communiquée à un comité spécial à la session parlementaire de 1957. Le Journal officiel (Government Gazette) du 15 novembre 1957 a annoncé l'intention du ministre des affaires indigènes de présenter l'année suivante un projet de loi relatif au transfert du Collège de Fort Hare 222/.

201. Les protestations contre l'introduction de la ségrégation à l'université ont duré deux ans, de 1955 à 1957 223/. Avant que le projet de loi ait été adopté en deuxième lecture ou que la Commission ait été nommée, le Gouvernement a commencé la construction de deux collèges pour Africains, l'un à Ngoya, au Zouloulouland, et l'autre à Turfloop près de Pietersburg dans le nord du Transvaal 224/.

202. L'Extension of University Education Act No 45, de 1959, a été promulguée malgré l'opposition soulevée (voir le par. 176 du présent rapport). Cette loi prévoit la création de collèges universitaires pour les non-Blancs. Elle définit l'enseignement universitaire comme "un enseignement d'un niveau équivalent à celui dispensé par les universités créées en vertu d'une loi". Les collèges pour Africains doivent être financés sur des fonds prélevés par le Parlement sur le Compte de l'éducation bantoue et placés sous l'autorité du ministre de l'éducation bantoue. Ultérieurement, il a été décidé que le collège pour Métis relèverait du département des affaires métisses et le collège pour Indiens du département des affaires indiennes, leur financement étant assuré par le Compte des recettes générales 225/.

222/ Ibid., p. 124.

223/ Ibid., pp. 125 à 128. Ces protestations ont pris la forme notamment de réunions de masse des étudiants et d'assemblées aux universités du Cap et de Witwatersrand. Les conseils des représentants des étudiants des universités, représentés à un congrès de la NUSAS en juillet 1956, sont convenus de charger cet organisme de coordonner une campagne d'étudiants en vue de résister à toute atteinte au principe de la non-ségrégation à l'université.

224/ Horrell, op. cit., p. 128.

225/ Horrell, op. cit., p. 129.

203. Le collège universitaire du Western Cape a été ouvert à Bellville South à l'intention des étudiants métis et deux nouveaux collèges ont été ouverts pour les Africains : le University College of the North à Turfloop, près de Pietersburg, principalement destiné aux étudiants Sotho, et le University College of Zululand à Ngoya, destiné aux Zoulous et aux Swazis. Les nouveaux étudiants africains admis à Fort Hare ont été choisis principalement dans l'ethnie Xhosa 226/.

204. En 1963, les locaux temporaires du collège universitaire réservé aux Indiens et situé sur l'île de Salisbury dans la baie de Durban ont été agrandis. Des bâtiments permanents étaient à l'étude. Les étudiants étaient inscrits dans les facultés des lettres, des sciences et du commerce, et à l'école normale, mais des étudiants indiens avaient été admis dans diverses universités pour y étudier la médecine, l'art dentaire, l'architecture, le génie civil, le droit et la sociologie 227/.

205. Le University College of Fort Hare Transfer Act No 64 de 1959 a donné au Gouvernement le pouvoir de transférer la responsabilité du collège de son conseil d'administration au ministre de l'éducation bantoue. A l'époque, le collège universitaire de Fort Hare était un établissement multiracial : en 1959, le corps enseignant comprenait 28 Blancs, 10 Africains et 1 Métis. Sur les 489 étudiants, 38 % seulement étaient d'origine Xhosa ou Fingo et 34 % appartenaient à d'autres ethnies africaines; 14 % étaient des Métis et 14 % des Indiens. L'entretien, la gestion et la direction de l'établissement ont été placés sous l'autorité du ministre à partir du 1er janvier 1960. Les protestations des étudiants et du corps enseignant et leurs répercussions à Fort Hare sont exposées au par. 220 ci-après 228/. Dès l'adoption de la politique de regroupement des étudiants par ethnie, les inscriptions à Fort Hare ont fortement diminué. Non seulement les étudiants qui n'étaient pas de langue xhosa n'y étaient plus admis, mais encore le nombre des étudiants de langue xhosa a diminué 229/.

206. L'admission des Africains dans les universités antérieurement "ouvertes" s'est fortement restreinte après la publication au Journal officiel 230/ de la décision en vertu de laquelle aucun étudiant non-Blanc qui n'était pas déjà immatriculé ne pouvait s'inscrire dans une université, sinon avec le consentement du ministre compétent. En 1961, trois Africains seulement ont été autorisés à s'inscrire dans une université "ouverte", et en 1962 il n'y en a eu que deux 231/.

207. En 1974, les étudiants inscrits dans toutes les universités se répartissaient ainsi 232/ :

226/ Survey of Race Relations, 1959-1960, p. 228.

227/ Survey of Race Relations, 1964, p. 294.

228/ La réaction des autorités de l'université de Fort Hare devant le rapport qui a abouti à la Loi est étudiée par Clifford P. Dent dans Fort Hare and the Report of the Fort Hare Commission, 1955. M. Dent était alors le recteur du collège.

229/ Survey of Race Relations, 1962, p. 198.

230/ Nos 221 et 222 du 16 octobre 1959.

231/ Horrell, op. cit., p. 139.

232/ Survey of Race Relations, 1974, p. 369.

<u>Universités</u>	<u>Blancs</u>	<u>Métis</u>	<u>Indiens</u>	<u>Chinois</u>	<u>Africains</u>	<u>Total</u>
Le Cap	8 449	404	82	31	6	8 972
Durban-Westville	-	-	2 342	-	-	2 342
Fort Hare	-	-	-	-	1 029	1 029
Natal	7 198	91	347	8	256	7 900
Etat libre d'Orange	6 685	-	-	-	-	6 685
Port Elizabeth	1 967	-	-	-	-	1 967
Potchefstroom	6 415	2	-	-	4	6 421
Pretoria	14 313	-	-	-	-	14 313
Rand Afrikaans	2 143	-	-	-	-	2 143
Rhodes	2 299	-	3	39	1	2 342
Stellenbosch	9 284	-	-	-	-	9 284
Afrique du Sud	26 981	1 177	1 946	60	3 995	34 159
Nord	-	-	-	-	1 509	1 509
Western Cape	-	1 440	-	-	-	1 440
Witwatersrand	9 855	28	143	231	42	10 299
Zululand	-	-	-	-	1 003	1 003
Total	<u>95 589</u>	<u>3 142</u>	<u>4 863</u>	<u>369</u>	<u>7 845</u>	<u>111 808</u>

3. Conséquences de la politique d'apartheid sur les mouvements d'étudiants

208. Comme les divisions introduites par l'apartheid dans la société sud-africaine se retrouvent dans le caractère "ethnique" des universités, qui les perpétue, les mouvements d'étudiants sud-africains traduisent eux aussi ces divisions. Elles s'étendent à l'existence d'universités séparées de langue anglaise et de langue afrikaans, qui ont leurs organes d'étudiants propres. L'Union nationale des étudiants sud-africains (la NUSAS) a été fondée en 1924, ses membres provenant des universités afrikaans et anglaises. Le Collège de Fort Hare n'avait pas été admis à en faire partie, et il n'y avait pas d'étudiants non-Blancs aux universités "ouvertes" de Witwatersrand et du Cap 233/. En 1933, trois des établissements de langue afrikaans - le Grey University College (devenu plus tard l'université de l'Etat libre d'Orange)

233/ Legassick, op.cit., p. 15.

Potchefstroom et Pretoria - ont quitté la NUSAS pour constituer l'Afrikaans Nasionale Studentebond 234/. En 1948, les universités de langue afrikaans ont constitué une nouvelle organisation, l'Afrikaans Studentebond (ASB).

L'Afrikaans Studentebond (ASB)

209. L'ASB continue de représenter les universités de langue afrikaans^{235/}. En 1965, les représentants des universités et écoles normales de langue afrikaans ont organisé un rassemblement au cours duquel on a reproché à la NUSAS d'être un organe "de gauche" 236/. A son congrès de juillet de la même année, l'ASB a accusé la NUSAS de saper le mode de vie traditionnel de l'Afrique du Sud et d'essayer de mettre le gouvernement dans l'embarras 237/. Au congrès de 1966, l'ASB a souligné la nécessité pour tous les Afrikanders de s'unir et affirmé que son rôle était de servir les intérêts du peuple afrikander 238/. En 1972, une réunion des dirigeants des mouvements d'étudiants de huit établissements affiliés à l'ASB a recommandé d'apporter des changements radicaux à la structure et à la politique de l'organisation. Elle a recommandé que l'ASB change de nom, cesse de "suivre dogmatiquement la ligne politique du parti nationaliste" et s'intéresse à des projets concrets, surtout dans les bantoustans 239/. A la suite de ces recommandations, certains établissements ont été chargés de s'occuper du "développement des homelands, des services communautaires, des services d'étudiants et du contact avec les non-Blancs". La NUSAS et les récentes manifestations d'étudiants ont à nouveau été critiquées 240/.

234/ Les raisons de la scission politique des étudiants blancs à cette époque sont indiquées dans Legassisk, op.cit., p. 16.

235/ Voir Johan C. Kick, "Afrikaner student politics - past and present", Student Perspectives on South Africa, ed. H.W. Van der Merwe et D. Welsh, (Le Cap, 1972).

236/ Rand Daily Mail, 9 avril 1965, cité dans Survey of Race Relations, 1965, p. 279.

237/ Rand Daily Mail, 7 juillet 1965; Survey of Race Relations, 1965, p. 279-280.

238/ Survey of Race Relations, 1966, p. 44, citation de la communication d'un observateur; Rand Daily Mail, 9 juillet 1965.

239/ Rapport, 9 avril 1972; Sunday Times, 19 mars et 9 avril 1972, cité dans Survey of Race Relations, 1972, p. 396.

240/ Ibid.

La National Union of South African Students (NUSAS)

210. La NUSAS a admis le Collège de Fort Hare comme membre en 1945. Cette décision, ainsi que l'intention déclarée de l'ASU de "combattre par tous les moyens possibles ... les objectifs de la NUSAS" a rendu impossible la réconciliation des centres universitaires de langue afrikaans et de langue anglaise. Plusieurs périodes de négociations (1949-1950, 1957-1961) ont suscité une série de conférences, de débats et d'échanges de correspondance, ainsi que des propositions de lier ou de remplacer les organes d'étudiants existants par des structures fédérales, mais sans succès. Les centres affiliés à la NUSAS insistaient sur leur droit de nommer les délégués de leur choix, les centres de langue afrikaans exigeant de leur côté que les universités "mixtes" ne soient représentées que par des étudiants blancs 241/. En 1951, la NUSAS était fermement opposée à la politique du Gouvernement nationaliste dans le domaine de l'enseignement et aux mesures discriminatoires dans d'autres secteurs intéressant les étudiants, en particulier aux ingérences de la Christian National Education et de l'Etat dans les affaires des universités 242/.

211. La NUSAS stigmatise surtout la politique officielle de l'enseignement 243/, mais ses critiques de l'apartheid s'étendent à tous les domaines 244/. En 1962, elle avait passé des campagnes consacrées à des questions intéressant exclusivement les étudiants à "la lutte pour la reconnaissance de l'égalité et de la dignité de tous" 245/. Les protestations de masse des étudiants ont coïncidé avec l'élaboration de la législation sur l'apartheid à l'université; la NUSAS a organisé des marches pour protester contre le projet de loi sur l'enseignement universitaire séparé, qui était à l'étude 246/. Dans le domaine de l'enseignement, la NUSAS a participé à des projets tels que le South African Committee for Higher Education, le Student Defence and Aid Fund et un programme pour l'enseignement dans les établissements pénitentiaires 247/. Elle a également condamné les lois sur le laissez-passer, le Sabotage Act de 1962 et le General Law Amendment Act de 1963.

241/ Legassick, op. cit., p. 17.

242/ Ibid., p. 18 et 19.

243/ Voir "The policy on education", document adopté par le 51ème Congrès de la NUSAS, juillet 1974 (ronéotypé).

244/ Les origines de l'évolution de la politique de la NUSAS sont décrites par M. Legassick, op. cit., surtout aux p. 15 à 31, 32 et 38; voir aussi M. Marshall, "Student resistance to apartheid", Unit on Apartheid, Notes and Documents, No 11/73, avril 1973; C. Bundy, "Embattled and embittered", Guardian, 8 octobre 1974. Un exposé plus détaillé des débuts de la NUSAS figure dans Survey of Race Relations, 1965, p. 278-279; Defence and Aid Information Service, janvier-juillet 1969, p. 277-278.

245/ Voir Legassick, op. cit., p. 31.

246/ Ibid., p. 36-37.

247/ Ibid., p. 40.

212. A partir de 1963 le gouvernement s'est opposé ouvertement à la NUSAS et à sa politique 248/. Des mesures ont été prises contre des dirigeants de la NUSAS 249/ : refus de passeport, arrêtés d'interdiction de séjour, incarcération ou expulsion. Des membres de la NUSAS ont été placés sous la surveillance de la police et des indicateurs de la police de sûreté se sont infiltrés dans l'organisation 250/. En 1972, les protestations des étudiants se sont multipliées d'une part pour soutenir les grèves et d'autre part par solidarité avec les collègues universitaires noirs qui protestaient contre le renvoi d'un dirigeant des étudiants Turfloop (Université du Nord) (voir par. 221 à 223 ci-après). En mai 1972, la NUSAS a lancé sa campagne pour la gratuité de l'enseignement : elle s'est traduite par de grandes réunions d'étudiants, des réunions publiques et la diffusion de renseignements dans tous les campus affiliés à la NUSAS, et l'on a appelé particulièrement l'attention sur les événements survenus à Turfloop ce même mois. La police a réagi en dispersant à la matraque une réunion tenue au Cap sur les marches de la cathédrale St-Georges. De même, un défilé d'étudiants a été dispersé à Johannesburg 251/. Arrestations et procès ont suivi 252/.

213. Commissions salariales des étudiants. En 1971 a été créé le National Union of Students' Welfare Department (Service social de l'Union nationale des étudiants) : cet organisme avait pour objet d'encourager les cours d'alphabétisation et les cours par petits groupes, de faire campagne en faveur de l'égalité de rémunération pour un travail égal, et d'entreprendre des activités de développement communautaire 253/. En 1972 et 1973, les commissions salariales des étudiants de divers centres universitaires affiliés à la NUSAS ont publié une charte des droits des travailleurs en dix points, qu'elles avaient élaborée en commun, et ont mené une campagne pour le relèvement des salaires et des conditions de travail des ouvriers noirs 254/. Elles ont aussi rassemblé des renseignements concrets sur les conditions de travail dans diverses industries, procédé à des études budgétaires, visité des usines afin de faire une compilation des réponses à des questionnaires sur les salaires des ouvriers et organisé l'occupation des bureaux de sociétés 255/.

248/ Ibid., p. 44 à 49.

249/ On trouvera des détails sur les mesures précises que le gouvernement a prises à l'encontre des dirigeants des étudiants dans Marshall, op. cit., p. 8. Voir aussi : Survey of Race Relations.

250/ Marshall, op. cit. Voir aussi Defence and Aid Information Service, octobre-décembre 1967, p. 105 et 106.

251/ Survey of Race Relations, 1972, p. 392 et 393.

252/ Ibid., p. 393 et 394.

253/ Survey of Race Relations, 1971, p. 292 et 293.

254/ Survey of Race Relations, 1973, p. 343. Voir aussi le Cape Times du 25 novembre 1972, les Bulletins of Wages Commission of SRC of University of Natal (No 4 du 1er février 1972 et No 5 du 10 février 1972), et le Guardian des 2 et 18 avril 1973.

255/ Cape Times, 17 décembre 1973; Guardian, 2 avril 1973; Rand Daily Mail, 18 avril 1973; Cape Times, 5 avril 1973; Rand Daily Mail, 21 mars 1973.

University Christian Movement (Mouvement chrétien universitaire)

214. Le University Christian Movement, organisation interconfessionnelle d'étudiants chrétiens, s'est constitué en 1969. Après s'être efforcée pendant cinq ans de conserver son caractère multiracial, elle a décidé de se dissoudre. Trois raisons ont été invoquées : i) les tracasseries de la police de sûreté; ii) la suppression de l'appui des Eglises, à l'exception de la United Congregational Church; iii) la prise de conscience croissante par les adhérents noirs de l'organisation de leur identité, en raison de quoi ils n'ont plus voulu travailler dans une organisation multiraciale. Au congrès, quand la décision touchant la dissolution a été prise, on a déclaré que les adhérents étaient fermement attachés à l'idée de faire de l'Afrique du Sud une société sans discrimination raciale, mais qu'une polarisation opposant Blancs et Noirs était provisoirement nécessaire, parce que la situation des Blancs était très différente de celle de la majorité des membres du mouvement 256/. Le Mouvement avait été gravement gêné dans son action par les mesures d'interdiction et autres mesures restrictives dont son bureau avait été l'objet 257/.

South African Students' Organisation (SASO) (Organisation des étudiants sud-africains)

215. La SASO s'est constituée en juillet 1969 258/. Sa conférence inaugurale a eu lieu à l'Université du nord (Turfloop). L'exposé officiel 259/ des facteurs ayant conduit à la création de cette organisation a été envoyé à tous les présidents des conseils des représentants des étudiants des universités d'expression anglaise ou afrikaans, et aussi à d'autres organisations. Dans l'historique de la constitution de la nouvelle organisation on citait i) l'application en 1960 de la Fort Hare Transfer Act, loi en vertu de laquelle le Collège universitaire de Fort Hare avait été placé sous l'autorité directe du gouvernement, supprimant ainsi les contacts entre les étudiants de cette université et les autres étudiants; ii) l'existence de collèges universitaires distincts pour les étudiants métis, les Zoulous, les étudiants de langue sotho et les Indiens, où les autorités pouvaient opposer leur veto à l'adhésion des étudiants à la NUSAS; iii) la situation des étudiants noirs dans les organisations "ouvertes" comme la NUSAS et le University Christian Movement (on a cité comme élément décisif à cet égard la conférence de la NUSAS de 1967, où les Noirs étaient hébergés dans un bâtiment ecclésiastique de l'endroit

256/ Survey of Race Relations, 1971, p. 294; Survey of Race Relations, 1974, p. 31.

257/ Cape Times, 10 juillet 1972.

258/ Voir l'exposé sur la constitution de la SASO à la page 245 du Survey of Race Relations, 1970, et à la page 42 du Survey de 1971.

259/ South African Students' Organisation. Circulaire SB/2/70 (polycopié). L'objet de cette organisation est exposé à la page 5. Il s'agit notamment "de cristalliser les besoins et les inspirations des étudiants non blancs et de chercher à faire connaître leurs griefs", et "de faire accepter les étudiants non blancs, aux conditions choisies par eux, comme partie intégrante de la communauté sud-africaine".

et amenés tous les jours en automobile dans le local où avait lieu la réunion;
iv) le choix d'une direction entièrement blanche au congrès de la NUSAS de 1968. Telles étaient les raisons qui avaient fait que lors d'une réunion en 1968, les conseils des représentants des étudiants des universités noires avaient opté à une écrasante majorité en faveur d'une organisation d'étudiants noirs.

216. La structure de la SASO repose sur les conseils des représentants des étudiants qui exercent le pouvoir d'affiliation pour le compte des étudiants. Lorsqu'il n'existe pas de conseil, la SASO accepte la décision de la majorité des étudiants pour l'affiliation automatique à un centre. Les adhésions individuelles sont également prévues. Le conseil d'administration de la SASO est le conseil général des étudiants, composé de la direction et de délégués des divers centres. Il se réunit chaque année et c'est lui qui définit la politique officielle de la SASO.

217. La politique de l'organisation a été précisée dans diverses déclarations ultérieures. Dans un manifeste politique publié en août 1971, il est dit que 260/ :

"1. La SASO est une organisation d'étudiants noirs qui oeuvre pour libérer les Noirs, d'abord de l'auto-oppression psychologique que suscitent en lui des sentiments d'infériorité, et ensuite de l'oppression dont il est victime du fait qu'il vit dans une société blanche raciste.

2. Les Noirs constituent un groupe de la société sud-africaine qui, en vertu de la loi ou de la tradition, sont l'objet d'une discrimination politique, économique et sociale et chez qui il s'est créé un sentiment d'unité dans la lutte pour la réalisation de leurs aspirations.

...

4. a) La SASO soutient l'idée de la prise de conscience des Noirs et voit dans leur lutte en commun le moyen le plus logique et le plus sûr de débarrasser les Noirs des entraves qui les vouent à la servitude perpétuelle 261/."

Dans la même déclaration, la politique d'intégration préconisée par le Parti progressiste et d'"autres institutions libérales" était rejetée parce que ces efforts "ne visaient qu'à libéraliser certaines lois oppressives et à autoriser la présence des Noirs dans une société blanche". La politique a été esquissée dans divers discours prononcés en 1971 et les années suivantes 262/. Le rapport d'une commission sur l'enseignement des Noirs a été présenté à la deuxième conférence de l'organisation : il a eu pour conséquence l'adoption d'une Déclaration des droits des étudiants 263/.

260/ SASO Newsletter, août 1971.

261/ Voir "The definition of the Black Consciousness" (document miméographié).

262/ On trouvera des références à cette question dans Survey of Race Relations, 1971, p. 42 et 43; Survey of Race Relations, 1972, p. 29 et 30, 386 et 387. Voir aussi SASO 1972, document officiel sur l'historique, les buts et la structure de la SASO, qui donne aussi des indications sur la direction de la SASO.

263/ Mimeo graphié.

218. En 1971, la SASO a prévu des activités concernant la formation au rôle de dirigeant, le développement communautaire et les programmes d'alphabétisation 264/. Des membres de l'Ecole de médecine du Natal ont créé un dispensaire gratuit de médecine préventive 265/. Des étudiants appartenant aux sections de la SASO de l'Université du Nord (Turfloop), de Fort Hare et de Ngoya (Zululand) et de la division noire de l'Université du Natal ont mené pendant deux mois, avec des ecclésiastiques, une campagne d'alphabétisation 266/. Des étudiants de l'Université du Natal (division noire) avaient conseillé des communautés sur l'établissement de budgets pour les groupes à faibles revenus, donné des cours d'alphabétisation et réuni des fonds pour l'installation d'une pompe à eau 267/. Près de Wentworth, des étudiants membres de la SASO ont assuré le fonctionnement d'un dispensaire pour les pauvres de la communauté de couleur 268/. En 1972, la SASO comptait, semble-t-il, 6 000 membres et le nombre continuait d'augmenter 269/.

4. Agitation et protestations des étudiants

219. Troubles dans les écoles africaines

Dans les écoles africaines, l'agitation a été la conséquence du système. En 1959, les élèves de l'Amanzimtoti Zulu Training School ont quitté l'école à la suite de plaintes concernant les frais de scolarité; à la Kilnerton High School près de Prétoria les cours ont été boycottés et on a tenté d'incendier les bâtiments; à Thaba Nchu des troubles ont éclaté au Moroka Training Institute à la suite de plaintes concernant la nourriture 270/. En 1961, il y a eu beaucoup d'agitation dans plusieurs écoles et collèges universitaires africains lorsque la République a été proclamée, ce qui a entraîné la fermeture du Collège de Fort Hare trois semaines avant la date prévue. Au cours de la même période, la police a fait une descente au Healdtown Training College et à la Healdtown High School; et la Lovedale United Theological School a été fermée. Il y a eu des troubles dans plusieurs autres établissements d'enseignement, notamment dans la partie orientale de

264/ Survey of Race Relations, 1971, p. 293.

265/ Rand Daily Mail, 7 juillet 1971, cité dans Survey of Race Relations, 1971, p. 293. Voir "New Farm" Project on Preventive Medicine (miméographié).

266/ Survey of Race Relations, 1972, p. 386 et 387.

267/ Ibid.

268/ Ibid.

269/ Ibid., p. 387.

270/ Pour plus de détails voir Survey of Race Relations, 1959-1960, p. 220 et 221. Pour plus de précisions sur l'agitation dans les écoles et sur les mesures disciplinaires prises par les autorités, voir Survey of Race Relations, 1961, p. 238 à 241; Survey of Race Relations, 1962, p. 183 et 184.

la Province du Cap. Au cours du premier semestre de 1971, il y a eu des troubles dans dix écoles africaines 271/ et il y en a eu aussi en 1973 272/.

220. Troubles dans les universités

A Fort Hare, le comble du mécontentement a été atteint lorsqu'en 1960 le conseil des représentants des étudiants a été dissous 273/; en 1964, les étudiants ont boycotté de nouveau la cérémonie de remise des diplômes 274/.

221. En mars 1972, au Collège universitaire du Nord (Turfloop) les étudiants ont brûlé tous les agendas quand les autorités ont ordonné qu'on en arrache les pages contenant le manifeste de la SASO et la Déclaration des droits des étudiants 275/.

222. En avril 1972, lors de la cérémonie de remise des diplômes au Collège universitaire du Nord, M. O.R. Tiro, ancien président du conseil des représentants des étudiants de Turfloop, s'est vigoureusement élevé contre le fait que les universités noires étaient placées sous l'autorité presque exclusive des Blancs contre la discrimination dont les autorités faisaient preuve à l'égard des Noirs, et contre l'ensemble du système d'enseignement des Bantous. M. Tiro a été exclu par le Comité de discipline de l'Université, composé exclusivement de Blancs. Après qu'une pétition demandant la réintégration de M. Tiro eut été rejetée, les étudiants ont commencé l'occupation des lieux. Les autorités ont suspendu le conseil des représentants des étudiants, ont interdit toute réunion et ont annoncé l'exclusion de 1 146 étudiants. La police armée de matraques et accompagnée de chiens est arrivée sur le campus. Le 6 mai, le campus était désert et la police en empêchait l'accès 276/. Les étudiants n'ont été réadmis que sous réserve de l'acceptation des conditions fixées par les autorités universitaires. Lorsqu'ils ont été réadmis, les 22 membres du conseil de représentation des étudiants, qui avaient été suspendus, avaient été l'objet de mesures d'exclusion 277/.

223. En mai 1972, la SASO a demandé aux étudiants noirs de procéder à un boycottage national. Au cours d'une réunion, les chefs des étudiants de sept campus noirs ont exigé des conseils d'administration et conseils d'université (sénats) noirs, et la liberté pour les organisations d'étudiants 278/.

271/ Defence and Aid Information Service, janvier-juin 1971, col. 443.

272/ Ibid., juillet-décembre 1973, col. 388.

273/ Survey of Race Relations, 1959-1960, p. 236.

274/ Survey of Race Relations, 1964, p. 293.

275/ Survey of Race Relations, 1972, p. 387.

276/ Star, 6 mai 1972, cité dans Survey of Race Relations, 1972, p. 387 et 388.

277/ Star, 6, 7 et 14 juin 1972, cité dans Survey 1972, p. 388.

278/ Sunday Express, 14 mai 1972, cité dans Survey 1972, p. 388. Voir aussi "Alice Declaration on Turfloop Crisis" (miméographié), 14 mai 1972.

224. En mai 1972 également, des étudiants de l'Université de Durban-Westville, de l'Université du Zululand, de l'Ecole normale de Springfield, du Collège technique M. L. Sultan et de l'Ecole normale du Transvaal ont participé à des mesures de protestation 279/.

225. En juillet 1972, les étudiants de la University of the Western Cape ont commencé à boycotter les cours par solidarité avec les étudiants de Turfloop 280/. De nouveaux règlements applicables aux étudiants de la University of the Western Cape ont interdit la formation d'associations non approuvées par les autorités et l'adhésion à ces associations. Le recteur a fait venir la police sur le campus, où les étudiants se refusaient à mettre fin à la visite du président de la SASO 281/.

226. En juin et juillet 1973, les protestations des étudiants contre la manière dont était dirigée la University of the Western Cape ont abouti à des manifestations au cours desquelles on a demandé la démission du recteur. Celui-ci a fermé l'Université pour un mois et a annoncé que les étudiants qui demanderaient leur réadmission seraient contraints de remplir une formule comportant la promesse de se conformer à tous les règlements et règles de l'Université 282/. Les étudiants se sont plaints notamment de la médiocrité de l'enseignement, du caractère généralement oppressif des règles et règlements 283/ du fait que les autorités refusaient de motiver l'exclusion de quatre étudiants, et de l'absence d'autonomie universitaire. Les travaux d'un comité d'enquête interne ont amené le gouvernement à faire procéder à une enquête dirigée par le juge J.T. Van Wyk (voir par. 233 et 242).

227. En octobre 1974, plus de 1 400 étudiants africains de l'Université du Nord (Turfloop) ont marché sur le Commissariat de police de Mankoenq qu'ils ont occupé pendant une heure. Les étudiants ont remis à la police une pétition où ils exigeaient que le président de leur conseil des représentants, M. G.K. Sedibe, soit libéré. Au cours de cette occupation, M. Cyril Ramaphosa, président du Comité local de la SASO, a été arrêté. Dans leur pétition, les étudiants exigeaient aussi la remise en liberté d'autres étudiants arrêtés en même temps que leur président à la suite d'une manifestation qui avait eu lieu à l'université le 25 septembre 1974 en faveur du FRELIMO.

279/ Survey of Race Relations, 1972, p. 388 à 391.

280/ Cape Times, 9 et 12 mai 1972.

281/ Survey of Race Relations, 1972, p. 389.

282/ Cape Times, articles cités dans Defence and Aid Information Service, janvier-juin 1973, p. 128.

283/ Les nouveaux règlements applicables aux étudiants de ce collège universitaire ont été promulgués par le ministre aux affaires métis, ce qui a donné force de loi aux règles disciplinaires internes. Ces règles étaient au nombre de 73. Voir Survey of Race Relations, 1972, p. 389.

Les étudiants exigeaient la modification de certaines lois, dont le Riotous Assemblies Act, le Suppression of Communism Act, la loi sur le terrorisme et la loi sur le sabotage 284/. Par la suite, l'occupation s'est étendue aux bâtiments de l'université. Le sixième jour, des forces de police attendaient sur le campus 285/. Les autorités universitaires ont proposé aux étudiants une mesure d'amnistie à condition qu'ils retournent à leurs cours 286/. A la suite de la manifestation des étudiants, une commission gouvernementale a été nommée pour enquêter sur cet incident (voir par. 234 et 235).

Commission d'enquête sur certaines organisations, dont la NUSAS

228. En février 1972 287/, le Premier Ministre a annoncé devant le Parlement qu'une commission d'enquête serait constituée pour enquêter et faire rapport sur les buts, l'organisation, les activités et le financement de quatre organisations, dont la NUSAS 288/. Le Premier Ministre a annoncé que, "selon les renseignements dont disposaient les autorités compétentes, l'affaire semblait indiscutablement bien fondée". Ces renseignements, a-t-il déclaré, seraient mis à la disposition de la Commission d'enquête. Celle-ci devait avoir compétence pour recueillir des dépositions et demander des documents. Au Parlement, le United Party, parti d'opposition, a contesté cette motion en arguant qu'elle était mal fondée et il a proposé que l'enquête soit menée par une commission judiciaire; cependant, l'opposition a participé aux travaux de la commission, composée de huit membres du Parlement : cinq membres du parti nationaliste et trois membres du United Party 289/.

229. La NUSAS a annoncé qu'elle boycotterait la commission parlementaire créée pour enquêter sur elle, à moins que la loi ne la contraigne à témoigner. Elle a annoncé aussi qu'un certain nombre de documents demandés par la commission parlementaire d'enquête ne pouvaient être remis à la commission parce que la police de **sécurité** les avait saisis lors d'une perquisition plus d'un an auparavant et ne les avait pas restitués à la NUSAS 290/. En avril 1972, M. Paul Pretorius, président de la NUSAS, a été sommé de comparaître devant la commission. Il a déclaré que sa

284/ Rand Daily Mail du 17 octobre 1974.

285/ Cape Times du 21 octobre 1974; Rand Daily Mail du 21 octobre 1974.

286/ Rand Daily Mail du 23 octobre 1974.

287/ House of Assembly Debates, 10 février 1972, col. 723 à 729; pour les débats sur la question, voir les colonnes suivantes.

288/ Les trois autres organisations étaient le South African Institute of Race Relations, le University Christian Movement et le Christian Institute of South Africa. Pour plus de renseignements, voir le Star du 12 février 1972, p. 7.

289/ House of Assembly Debates, 10 février 1972, col. 729 à 732.

290/ Rand Daily Mail du 13 mars 1972.

comparution était conforme à une décision du Conseil national de la NUSAS, qui lui avait donné mandat de ne témoigner que s'il y était contraint par la loi 291/.

230. Le cabinet du Premier Ministre a annoncé que la commission parlementaire d'enquête serait transformée en commission d'enquête afin qu'elle puisse terminer ses travaux pendant les vacances du Parlement 292/. La constitution de la commission et l'élargissement de son mandat ont fait l'objet d'une publication au journal officiel 293/. Le mandat élargi a conféré à la commission le pouvoir de formuler des recommandations et d'enquêter sur les personnes et les organisations ayant des liens avec les quatre organisations qui faisaient l'objet de l'enquête. La commission avait aussi le pouvoir nouveau de citer des témoins à comparaître sous peine d'amende. Les règles figurant dans une proclamation du Président de l'Etat prévoyaient aussi le secret le plus strict dans les enquêtes de la commission 294/. M. A.L. Schlebusch, Ministre adjoint de la police et membre du parti nationaliste représentant Kreenstad au Parlement, a été nommé président de la commission, à qui a été donné le nom de Commission Schlebusch 295/. Au cours du deuxième semestre de 1972, un certain nombre d'universitaires ont été sommés de comparaître devant la commission pour déposer 296/.

231. Au commencement de la session parlementaire de 1973, la commission Schlebusch a saisi le Parlement de deux rapports intérimaires. Dans l'un de ces rapports, la commission recommandait que des mesures soient prises d'urgence contre huit dirigeants de la NUSAS; dans l'autre, elle recommandait la création d'une commission parlementaire permanente sur la sécurité intérieure. Les deux rapports avaient été adoptés à l'unanimité et les recommandations étaient approuvées sans réserve par les quatre parlementaires membres principaux de l'opposition qui faisaient partie de la commission 297/. A la suite de ces deux rapports, le Gouvernement a pris des mesures d'interdiction contre les huit dirigeants de la NUSAS en question. Le Gouvernement a annoncé aussi qu'un projet de loi serait présenté en vue de créer

291/ Cape Times du 4 avril 1972.

292/ Cape Times du 13 juillet 1972, selon une citation de Defence and Aid Information Service, juillet-décembre 1972, p. 528.

293/ Government Gazette, 14 juillet 1972, vol. 85, No 3613; arrêté gouvernemental No 1238.

294/ Voir la règle No 14 de l'arrêté gouvernemental No 1238.

295/ Star du 5 août 1972.

296/ Rand Daily Mail du 25 octobre 1972; Cape Times du 25 octobre 1972.

297/ Rhodesia Herald du 5 mars 1973. Les mesures d'interdiction prises par le Gouvernement ont suscité des protestations dans les journaux de l'opposition et au sein du United Party; Mme Catherine Taylor, ministre éventuel de l'éducation d'un gouvernement issu des rangs de l'opposition, s'est démise de ses fonctions parce qu'elle estimait que l'opposition, en acceptant de participer, avalisait les mesures d'interdiction prises par le Gouvernement contre les étudiants. Voir Rand Daily Mail du 5 mars 1973; voir aussi Sunday Times du 11 mars 1973.

une commission de la sécurité intérieure 298/. Selon les témoignages recueillis par la commission, la NUSAS se serait rendue coupable d'activités politiques dirigées par une "clique" et visant à renverser l'ordre politique établi; son non-conformisme social, ses déclarations traduisant le mépris de la loi et l'argent qu'elle recevait de l'étranger 299/ constituaient d'autres actes coupables.

232. La NUSAS a publié un rapport détaillé dans lequel elle a rejeté les conclusions de la commission Schlebusch. Dans son contre-rapport, la NUSAS analysait les preuves sur lesquelles avaient été fondées les mesures d'interdiction prises contre huit dirigeants étudiants. Elle y réfutait certaines allégations, donnait des précisions d'ordre financier pour rejeter l'accusation selon laquelle elle était tributaire de fonds étrangers suspects, et niait qu'elle fût manipulée par une "clique" de gens vivant en communauté collectiviste 300/.

Université du Cap occidental

233. A la suite de désordres auxquels avaient participé une partie importante de la communauté de couleur et des étudiants de l'Université du Cap occidental, qui exigeaient la réintégration inconditionnelle de dirigeants sanctionnés à la suite de protestations d'étudiants, le Gouvernement a constitué une commission d'enquête présidée par le juge Van Wyk et chargée d'étudier les plaintes des étudiants 301/. Au cours du conflit, 17 étudiants ont été suspendus. Dans le rapport qu'elle a publié en mars 1974, la commission Van Wyk a déclaré que le Gouvernement devait ou bien supprimer le caractère ethnique de l'Université noire, ou bien empêcher que d'éventuels fomentateurs de troubles ne s'y introduisent. D'après elle, les causes immédiates de l'agitation étaient issues des activités de la SASO. Le mécontentement provenait aussi du fait que l'Université était aux mains des Blancs et non des gens de couleur. La commission a estimé qu'à quelques exceptions près, les objections formulées contre les règles et règlements étaient sans fondement ou exagérées 302/.

298/ Pour les débats consacrés au rapport de la commission d'enquête, voir House of Assembly Debates, 16 août 1974, col. 829 à 914.

299/ Sunday Times du 18 mars 1973. L'auteur de l'article faisait observer qu'au vu des preuves correspondant aux cinq catégories d'allégation, il n'y avait pas de quoi fouetter un chat. Selon M. Japie Basson, parlementaire de l'opposition, les preuves produites par la commission Schlebusch ne justifiaient pas les mesures d'interdiction prises contre les huit dirigeants étudiants de la NUSAS. Voir Sunday Times du 22 avril 1973.

300/ Rand Daily Mail du 16 août 1974. Voir aussi Cape Times du 14 août 1974 et l'édition spéciale que Varsity (journal étudiant de l'Université du Cap) a consacrée au rapport Schlebusch.

301/ Rand Daily Mail du 1er mars 1974; Sunday Times du 1er mars 1974.

302/ On trouvera dans Defence and Aid Information Service de juillet-décembre (col. 383 et 384) un compte rendu des articles de presse.

Commission d'enquête pour l'Université du Nord (Turfloop)

234. En novembre 1974, le Gouvernement a constitué une commission chargée d'enquêter sur "certaines questions concernant l'Université du Nord" 303/. M. J.H. Snyman, juge à la Cour suprême (Division du Transvaal), était président et membre unique de la commission. Celle-ci devait enquêter sur les événements survenus à l'Université le 25 septembre afin de déterminer quelles en étaient les causes et quel rôle avaient joué la direction de l'Université, le conseil de représentation des étudiants ou toute autre organisation. Le corps des étudiants, comptant 1 000 membres, avait donné mandat au conseil de représentation des étudiants pour qu'il comparaisse devant la commission et avait confié à M. I. Mahomed, avocat, le soin de les conseiller pour leurs dépositions 304/. Un ancien dirigeant étudiant qui s'était réfugié au Botswana après avoir été détenu à la suite de la manifestation en faveur du FRELIMO a fait savoir qu'il ne pourrait témoigner devant la commission que si l'audition avait lieu en "terrain neutre" 305/.

235. En témoignant devant la commission, un universitaire noir membre du personnel enseignant a soutenu que l'agitation qui s'était manifestée sur le campus était l'expression de griefs dus à la discrimination à laquelle les Noirs étaient constamment en butte à l'Université 306/. Cinquante-deux universitaires ont plaidé en faveur d'un changement radical des méthodes de nomination du conseil de l'Université, ainsi que du conseil d'administration, du recteur, des professeurs et du personnel administratif. Les observations ont été présentées par la Black Academic Staff Association (BASA) 307/. Selon les témoignages de la police devant la commission, il était amplement prouvé que l'agitation des étudiants à l'Université était due essentiellement aux activités de la SASO et que les étudiants étaient manipulés dans l'intérêt du "communisme" et en vue d'un affrontement avec l'Etat. La BASA était impliquée aussi, puisque son idéologie "n'était que le prolongement de l'idéologie de la SASO" 308/. Le dernier jour de l'enquête, M. Mahomed a résumé dans son rapport final la position du personnel et des étudiants noirs de l'Université. Dans l'article de presse consacré à son rapport figurait le passage suivant :

"Si l'administration de Turfloop et celle d'autres universités noires faisaient l'objet de réformes internes radicales visant à instaurer une administration conforme au principe d'une université qui soit 'non seulement

303/ Government Gazette du 1er novembre 1974; arrêté gouvernemental No 2051. Voir aussi Rand Daily Mail des 2 et 9 novembre 1974.

304/ Rand Daily Mail du 21 novembre 1974. On trouvera dans le Rand Daily Mail des 21, 27 et 30 novembre 1974 certains détails sur la première partie des témoignages et des travaux de la commission.

305/ Rand Daily Mail du 6 décembre 1974.

306/ Rand Daily Mail du 5 mars 1975.

307/ Sunday Times du 30 mars 1975.

308/ Rand Daily Mail des 25 et 26 mars 1975; Star du 29 mars 1975.

une université pour les Noirs, mais encore une université de Noirs dirigée par des Noirs', ceux qui ont affaire avec elle en tireraient un sentiment de dignité personnelle et en éprouveraient un plus fort sentiment d'engagement qui contribuerait à assurer une meilleure gestion de l'Université. Il n'y a aucune raison, a-t-il dit, pour que la majorité des membres du Conseil de l'Université ne soient pas des Noirs issus de groupements noirs responsables - gouvernements des homelands, organisations de parents africains des zones urbaines africaines. Nommer à Turfloop un recteur ou un secrétaire africain aiderait les Africains du campus à se débarrasser de leur complexe d'infériorité suscité par les pratiques discriminatoires qui ont cours sur le campus. Le fait que dans une zone destinée à devenir un homeland, des Blancs continuent de diriger une université africaine, a-t-il déclaré, est la source d'un mécontentement intense et profond. Les étudiants et les professeurs de Turfloop s'expriment clairement, ont un idéal et sont profondément conscients de leur propre dignité. C'est pourquoi les pratiques discriminatoires ont été un puissant catalyseur dans l'aliénation séparant l'administration des étudiants. Ce qui 'remue le couteau dans la plaie' ce n'est pas le fait que les salaires, les facilités offertes et les congés d'études des Blancs et des Noirs soient différents, a dit M. Mahomed, mais le fait que ces différences ne sont fondées que sur la couleur de la peau" 309/.

5. Obstacles opposés aux organisations d'étudiants

236. Dans des rapports antérieurs, le Groupe spécial d'experts a décrit comment les dirigeants étudiants qui critiquaient explicitement l'apartheid ont fait l'objet de mesures d'interdiction (voir notamment les documents E/CN.4/1135, E/CN.4/1111, E/CN.4/1159). C'est ainsi qu'au commencement de l'année universitaire 1973, sept étudiants et un professeur liés à la NUSAS ont fait l'objet de cinq ans d'interdiction sur la base du rapport intérimaire de la commission Schlebusch 310/. La même année, des mesures analogues ont été prises à l'encontre de la SASO. Le bureau de la SASO a été cambriolé et des dossiers confidentiels y ont été dérobés. Par la suite, huit militants de la SASO ont fait l'objet de mesures d'interdiction 311/. Sur 29 membres et sympathisants d'organisations noires arrêtés et interrogés entre novembre 1974 et mars 1975, dont la SASO a publié la liste au cours de la période considérée, huit au moins ont été présentés comme étudiants, ou expressément comme membres de la SASO 312/.

309/ Rand Daily Mail du 27 mars 1975.

310/ Defence and Aid Information Service, janvier-juin 1973, col. 126.

311/ Cape Times du 1er février 1973; Rand Daily Mail du 6 février 1973; Rand Daily Mail des 1er et 3 mars 1973; Star du 17 mars 1973 (cités par Defence and Aid Information Service).

312/ "Second Report on arrests, detentions and trials of members and supporters of South African Students' Organisation, Black Peoples' Convention, Black Community Programme, Black Allied Workers' Union, Theatre Council of Natal, Peoples' Experimental Theatre" (publié par la SASO en avril 1975).

237. Dans une de ses publications, l'Academic Freedom Committee de l'Université du Cap et de l'Université du Witwatersrand a soutenu qu'il y avait des indicateurs de police sur les campus 313/. Selon cette publication, le fait de savoir ou de soupçonner que ces indicateurs assistaient aux cours ou aux réunions créait un climat d'insécurité : personnel enseignant et étudiants craignaient de faire l'objet de rapports, vrais ou faux, aux autorités, lesquelles pourraient prendre des mesures en fonction de ces rapports sans possibilité de recours judiciaire. Quelques mois après la publication de cette brochure, le chef des services de sécurité du Cap occidental a confirmé que l'un de ses agents avait rencontré secrètement un étudiant. Un journal a publié des extraits de la conversation, au cours de laquelle l'étudiant a déclaré que des agents des services de sécurité le harcelaient depuis 1972; on lui avait offert plusieurs fois de l'argent contre des renseignements 314/.

238. En tout état de cause, restreindre la liberté d'expression des étudiants fait partie du système des universités noires. Par exemple, quand le collège universitaire du Nord et le collège universitaire du Zululand se sont ouverts, il a été interdit d'adhérer à la NUSAS ou à toute autre organisation d'étudiants 315/. A partir du début de 1971, tout étudiant sollicitant son admission au collège universitaire du Nord (Turfloop) devait signer une déclaration de loyauté envers le collège. Le texte de cette déclaration a été communiqué au Parlement le 12 mars 1971 316/. Il a été confirmé que le Conseil du collège avait interdit toute protestation, pacifique ou violente 317/.

239. A la suite de la constitution de la SASO, le Department of Indian Affairs et le Department of Coloured Relations auraient déclaré que les étudiants des universités placées sous leur autorité ne seraient pas autorisés à adhérer à la SASO 318/.

313/ The Open Universities in South Africa and Academic Freedom 1957-1964. Parmi les signataires figuraient les responsables des deux universités, les présidents des conseils d'université, des universitaires et un dirigeant étudiant. On trouvera un article sur cette publication dans Sunday Times du 19 janvier 1975.

314/ Rand Daily Mail du 22 avril 1975; Cape Times du 22 avril 1975. Dans Defence and Aid Information Service de janvier-juillet 1969, on trouvera à la page 278 des renseignements plus anciens sur la surveillance et l'intimidation policières.

315/ Horrell, op. cit., p. 151.

316/ House of Assembly Debates, 12 mars 1971, col. 482.

317/ Rand Daily Mail du 12 mars 1971, cité dans Defence and Aid Information Service, janvier-juin 1971, col. 443.

318/ Rand Daily Mail du 7 juillet 1971, cité dans Survey of Race Relations, 1971, p. 293.

En mars 1973, huit dirigeants de la SASO ont été frappés de cinq années d'interdiction. D'autres membres de la SASO qui ont remplacé dans leur rôle ceux qui venaient d'être interdits ont à leur tour fait l'objet de mesures d'interdiction 319/. Ultérieurement, la même année, la SASO aurait été interdite sur les campus de Fort Hare, de l'Université du Nord et de l'Université du Cap occidental, ainsi que dans la zone contrôlée par le Gouvernement de Bophuthatswana 320/. Le Conseil de l'Université du Nord a annoncé que les activités de la SASO étaient interdites et qu'il avait été décidé de dissoudre le conseil de représentation des étudiants pour procéder à de nouvelles élections 321/. La SASO s'est plainte du fait que l'Université avait non seulement interdit ses activités sur le campus, mais encore refusé d'admettre certains étudiants membres de l'organisation 322/. Il avait été révélé l'année précédente que 130 étudiants noirs qui, après avoir été exclus ou suspendus de collèges tribaux, avaient demandé à entrer à l'Université d'Afrique du Sud (qui donne des cours par correspondance), s'étaient heurtés à un refus 323/.

240. Le 1er février 1974, M. O.R.A. Tiro, dirigeant de la SASO qui s'était enfui au Botswana, a été tué par un colis piégé. Après sa fuite, il était devenu président de la South African Students Union, dont la deuxième conférence devait se tenir en juin à Gaborone 324/.

241. Dans un rapport précédent (E/CN.4/1159, par. 79), le Groupe spécial d'experts a signalé les arrestations et les mises en jugement qui ont suivi la manifestation interdite organisée en faveur du FRELIMO. Au début de février 1975, 12 Noirs détenus depuis quatre mois à la suite de cette manifestation ont été déférés devant un tribunal de Pretoria qui devait statuer en procédure sommaire sur des accusations relevant de la loi sur le terrorisme. Dans les 81 pages que comportait l'acte d'accusation, la SASO était nommément désignée, et il était affirmé qu'entre 1968 et 1974, les prévenus avaient conspiré entre eux et avec d'autres personnes pour commettre divers actes, notamment pour tenter de transformer l'Etat par des moyens inconstitutionnels, violents ou révolutionnaires 325/. Quelques jours plus tard, un treizième détenu est venu rejoindre les autres pour répondre d'accusations relevant de la loi sur le terrorisme 326/.

319/ Ibid. Les noms des dirigeants de la SASO frappés d'interdiction y sont cités.

320/ Rand Daily Mail (édition urbaine) du 8 septembre 1973, cité dans Survey of Race Relations, 1971, p. 344.

321/ BBC Monitoring Service, 20 février 1975.

322/ Rand Daily Mail du 20 février 1975.

323/ Star du 6 juillet 1974.

324/ Defence and Aid Information Service, janvier-juin 1974, col. 665.

325/ Times (Londres) du 8 février 1975.

326/ "Second report on arrests, detentions and trials of members and supporters of SASO, BPC, BCP, BAWU, Tecon and PET" (publié par la SASO en avril 1975).

242. Au début de 1975, la commission Van Wyk-De Vries a formulé dans son rapport sur les universités les recommandations suivantes : mettre la NUSAS hors la loi, donner aux universités des pouvoirs politiques pour mettre fin aux activités politiques sur les campus, supprimer les subventions aux universités qui ne font pas cesser les activités du personnel enseignant et des étudiants, et écarter en ces matières la juridiction des tribunaux 327/.

327/ Star du 15 février 1975; Sunday Times du 16 février 1975; Rand Daily Mail des 12 février et 4 mars 1975.

E. L'APARTHEID ET LA FAMILLE AFRICAINE

243. C'est la première fois que le Groupe spécial d'experts examine cette question en détail, bien qu'il ait déjà signalé dans divers rapports les bouleversements qu'apporte l'apartheid dans la vie de la famille africaine.

1. Description de la famille africaine et analyse de son rôle

244. Dans l'organisation sociale traditionnelle de la tribu on distinguait une unité sociale, la famille ou le ménage, qui comprenait dans les cas les plus caractéristiques un homme, avec sa femme ou ses femmes et ses enfants à charge, ainsi que toute autre personne apparentée ou non pouvant être à sa charge. Outre sa fonction biologique, la famille jouait un rôle éducatif. C'était en outre une unité essentiellement autonome pour ce qui est de la production et de la consommation de nourriture 328/.

245. La structure de la famille africaine dans l'ordre social (patriarcat, domination masculine, primogéniture masculine, polygamie de l'homme, mariages arrangés, sororat et lévirat) offre une protection à la femme et à la famille et garantit ses droits lorsqu'elle fait partie d'un ménage économiquement autonome dans une communauté paysanne 329/.

246. Bien que les répercussions de la conquête blanche et l'expansion de l'économie urbaine des Blancs aient elles-mêmes contribué à disloquer la société traditionnelle africaine, le bouleversement le plus violent du système familial s'est produit au XXème siècle après l'institutionnalisation du système de la main-d'oeuvre migrante, dont l'origine remontait à l'industrie du diamant au milieu du XIXème siècle 330/.

328/ I. Schapera, Western Civilisation and the Natives of South Africa (Routledge, 1934), voir chap. 1, p. 6-10.

329/ H.J. Simons, African Women : Their Legal Status in South Africa (Evanston, Ill., North-western University Press, 1968), p. 79-84, 87-93, 100-106. Pour de plus amples détails sur les liens de parenté et l'organisation en clans dans la société traditionnelle, voir Schapera, op. cit., p. 15-19; sur les différences selon le sexe et l'âge : ibid., p. 19-22; E.J. Krige, dans I. Schapera, ed., The Bantu-Speaking Tribes of South Africa (Routledge, 1937), p. 95-118; sur la structure sociale différenciée par groupes : Monica Wilson, "The Nguni people", dans The Oxford History of South Africa, Monica Wilson et Leonard Thompson, éditeurs (Oxford, Clarendon Press, 1969) (désigné ci-après sous le titre Oxford History), vol. I; Monica Wilson, "The Sotho, Venda and Tsonga", dans Oxford History, vol. I, voir en particulier les pages 153-155, 158-163.

330/ Oxford History, vol. II, p. 214. Voir également Francis Wilson, Migrant Labour in South Africa (Johannesburg, Spro-Cas, 1972), voir le chapitre premier en particulier : "Historical background".

247. Le système de la main-d'oeuvre migrante a été engendré, puis perpétué, par des politiques de contrôle appliquées a) aux terres et à la ségrégation territoriale; b) à la main-d'oeuvre; et c) à l'admission des Africains dans les zones urbaines.

a) Les terres

248. Le Native Land Act No 27 (loi sur les terres indigènes) de 1913 a été le premier texte législatif où se trouvent consacrés les principes de la séparation territoriale. Les travaux de plusieurs commissions qui avaient pour fonction de déterminer le tracé permanent de la ligne de démarcation territoriale ont abouti à l'adoption de nouvelles mesures en 1936, notamment le Native Trust and Land Act No 18 de 1936 (pour un résumé de cette loi, voir le rapport de la Commission Tomlinson 1951-1955, p. 44-45, paragraphes 30-35; voir également le document E/CN.4/1050) 331/.

249. La limitation des terres réservées aux Africains était directement liée aux besoins de main-d'oeuvre des exploitants agricoles et des industriels blancs : c'est-à-dire que les restrictions visant les terres des Africains de même que les impôts en espèces auxquels les Africains ont été assujettis à partir du XIXème siècle avaient pour but de les contraindre à gagner de l'argent dans le système économique blanc 332/.

b) Travailleurs sous contrat et travailleurs migrants

250. Certaines industries, comme les mines, engagent de la main-d'oeuvre masculine en vertu de contrats qui empêchent le travailleur d'obtenir un emploi avec sa famille 333/.

251. Les statistiques de la main-d'oeuvre reflètent l'augmentation importante et régulière du nombre des travailleurs migrants 334/. Dans les seules mines d'or, le nombre des travailleurs noirs employés a presque doublé entre 1910 (183 793) et 1939 (321 400) 335/.

331/ On trouvera un exposé récent de la situation de fait sur le plan territorial dans : M. Horrell, The African Reserves of South Africa (SAIRR, 1969); et M. Horrell, The African Homelands of South Africa (SAIRR, juin 1973).

332/ "L'intention initiale était de placer les résidents autochtones dans ces lotissements recensés, sans rien prévoir pour absorber l'accroissement naturel de la population, l'excédent devant aller chercher du travail ailleurs... de sorte que... à la génération suivante, il n'y aurait qu'un nombre limité d'agriculteurs, c'est-à-dire des fermiers autochtones - le reste devant aller travailler ailleurs" extrait de "Native location surveys", cité par M. Wilson.

333/ Francis Wilson, Labour in the South African Gold Mines, 1911-1969 (London and Cambridge, Cambridge University Press, 1972), voir en particulier les pages 2 à 5.

334/ Sheila van der Horst, Native Labour in South Africa (Cass reprint 1971); voir p. 216 pour l'augmentation de la main-d'oeuvre africaine entre 1904 et 1939.

335/ F. Wilson, op. cit., p. 157-158.

252. Plusieurs commissions gouvernementales (avant 1948) ont condamné le système des travailleurs migrants : en 1942, le rapport du Comité interdépartemental chargé d'étudier la situation sociale, sanitaire et économique des Africains vivant dans les villes ou Comité Smit (Interdepartmental Committee on the Social, Health and Economic Conditions of Urban Africans the Smit Committee) (par. 8) et en 1946, le Conseil de planification économique et sociale (Social and Economic Planning Council), dans son rapport No 9 intitulé "The Native Reserves and their place in the economy of the Union of South Africa" (par. 11). Dans son rapport, la Native Laws Commission, de 1946-1948, (Commission Fagan) a considéré que la ségrégation totale était absolument inapplicable, et elle a déclaré qu'il y avait dans les zones urbaines une population africaine établie de façon permanente (p. 19, par. 28). Le Comité Smit en particulier a souligné les répercussions du système sur la vie de la famille africaine, signalant que "le demi-siècle écoulé avait été marqué par une perte de stabilité de la vie familiale des autochtones, ce qui était un danger pour toute la nation - pour les Blancs comme par les Noirs - en ce qui concerne la santé, les moeurs et la structure sociale en général, la paix publique, l'ordre, l'existence d'un sentiment raisonnable de satisfaction, la bonne volonté, le sens de la solidarité nationale" 336/.

253. Mais après avoir gagné les élections de 1948, le Gouvernement nationaliste a désavoué la Commission Fagan et réaffirmé les conclusions formulées en 1922 par la Commission Stallard, à savoir que le droit de résidence permanente dans les villes était un droit exclusivement réservé aux Blancs. La politique suivie visait à geler le nombre d'Africains vivant dans les villes et à empêcher de nouvelles familles africaines de s'y installer 337/.

c) Admission dans les zones urbaines

254. La politique consistant à combattre l'installation des Africains dans les villes, sauf comme travailleurs temporaires, remonte aux années antérieures à l'Union sud-africaine 338/, et après la création de l'Union, la Native (Urban Areas) Act (Loi sur les autochtones dans les zones urbaines) de 1923 a jeté les bases de cette politique 339/.

255. A partir de 1948, on a vu s'intensifier la politique gouvernementale consistant à réduire et à refouler tout ce qui n'était pas considéré comme essentiel dans la main-d'oeuvre affluant vers les zones urbaines. C'est à l'article 10 de la Bantu (Urban Areas) Consolidation Act No 25, telle qu'elle a été modifiée, que l'on trouve la clause cruciale limitant l'admission et la présence des Africains dans les zones urbaines. En vertu de cette législation, aucun Africain ne peut séjourner dans une zone urbaine pendant plus de 72 heures à moins d'être titulaire

336/ Cité dans Oxford History, vol. II, p. 189.

337/ Oxford History, vol. II, p. 191.

338/ Oxford History, vol. II, p. 186.

339/ Oxford History, vol. II, p. 187-188.

d'un permis l'autorisant à travailler ou à chercher du travail, ou à moins d'échapper à cette interdiction pour avoir vécu dans cette zone urbaine depuis sa naissance ou pendant 15 ans de suite, ou pour y avoir travaillé 10 ans pour le même employeur, ou pour être l'épouse, la fille ou le fils célibataire âgé de moins de 18 ans d'un Africain lui-même exempté de cette interdiction qui, "après être entré légalement dans ladite zone, y réside normalement avec l'Africain en question"

256. En 1952, l'article 10 du Native (Urban Areas) Consolidation Act est devenu applicable aux femmes africaines au même titre qu'aux hommes.

257. L'article 10 de cette loi a été appliqué de plus en plus strictement à la fin des années 50. (Une femme célibataire peut recevoir l'ordre de quitter une ville si elle ne remplit pas les conditions requises pour y demeurer, si elle perd son emploi et ne trouve pas d'emploi correspondant. Une femme mariée peut se voir contrainte de quitter une ville si son mari meurt ou l'abandonne. 340/)

258. En 1974, parmi les personnes arrêtées en vertu des lois sur les laissez-passer on comptait plus d'une femme sur cinq personnes (60 273 femmes et 214 368 hommes) 341/.

259. Une révision de la réglementation concernant la main-d'oeuvre autochtone (Native Labour Regulations) a été publiée en 1959 (Government Notice No 63 de janvier 1959); pour la première fois, cette législation a été rendue applicable aux femmes africaines exerçant un emploi, qui n'étaient plus autorisées à travailler si elles ne se présentaient pas au bureau local de la main-d'oeuvre 342/.

260. Le Bantu Laws Amendment Act No 76 de 1963 concernait a) l'admission dans les zones urbaines et b) l'emploi des gens de maison dans les zones urbaines 343/.

261. Le Bantu Laws Amendment Act No 42 de 1964 a renforcé les mesures destinées à limiter la présence et l'emploi des Africains 344/.

262. Les Bantu Labour Regulations (Réglementations concernant la main-d'oeuvre bantoue), publiées le 3 décembre 1965, régissent l'admission des épouses dans les zones urbaines, et comportent des mesures visant à restreindre la possibilité pour les femmes de louer une maison à bail (il n'est pas donné suite à une demande de location à bail présentée par une mère célibataire; dans le cas d'une divorcée, le bail ne peut lui être transféré si son ancien mari n'a pas accepté volontairement de lui céder son droit à bail;

340/ Survey of Race Relations, 1957-1958, p. 47.

341/ House of Assembly Debates, 11 février 1975; voir également les statistiques des arrestations d'hommes et de femmes dans Survey of Race Relations, 1966, p. 163-164.

342/ Survey of Race Relations, 1958-1959, p. 104-107.

343/ Survey of Race Relations, 1963, p. 124-127.

344/ Survey of Race Relations, 1964, p. 174-181 (les clauses concernant les femmes sont mentionnées aux pages 179 et 180).

dans le cas d'une veuve, elle doit prouver que son mariage était légal, qu'elle peut payer le loyer et qu'elle remplit les conditions voulues pour séjourner dans la région) 345/.

263. Les enfants mineurs peuvent se trouver dans l'impossibilité d'habiter avec leurs parents. Ce peut être faute d'un logement suffisant - il y avait 14 000 familles africaines sur la liste d'attente à Johannesburg en 1973 346/ et la politique du gouvernement est d'encourager l'hébergement en foyers plutôt que le logement de type familial pour les Africains vivant dans les zones urbaines (voir le paragraphe 280 ci-dessous). Ce peut être aussi parce que l'un des deux parents de l'enfant ne remplit pas les conditions voulues pour résider dans la zone urbaine, ou parce qu'il s'agit de l'enfant d'une mère célibataire qui n'a pas le droit d'inscrire ses enfants sur son permis de résidence 347/.

264. Le paragraphe 1 de l'article 10 de la loi sur les zones urbaines (Urban Areas Act) a pratiquement fermé les villes aux nouvelles résidentes 348/. Les contrats des employés de maison comportent un engagement de leur part à ne pas autoriser leurs enfants à les rejoindre dans les locaux de leurs employeurs, et en cas de violation de cet engagement, les employeurs comme les employés sont passibles d'une peine 349/.

265. Les parents qui souhaitent que leurs enfants poursuivent leurs études au-delà du niveau primaire sont obligés de les envoyer dans les "homelands" car le gouvernement pratique une politique délibérée tendant à réduire le nombre des écoles secondaires dans les villes 350/.

345/ Survey of Race Relations, 1966, p. 165.

346/ Memorandum on the pass laws and in flux control (Mémoire sur les lois sur les laissez-passer et la limitation de l'entrée dans les villes), Sash, Johannesburg, février 1974.

347/ Survey of Race Relations, 1966, p. 165; Hilda Bernstein, For their Triumphs and for their Tears : Women in apartheid South Africa (International Defence and Aid Fund, 1975).

348/ House of Assembly Debates, 18 février 1975, col. 962-963; Survey of Race Relations, 1966 : aucune femme n'a été admise dans la zone municipale de la ville du Cap, p. 162.

349/ Le Star du 18 septembre 1973, cité dans X-Ray, février 1974, vol. 4, No 5, p. 1-2.

350/ Bernstein, op. cit., p. 30.

2. Les conséquences à court et à long terme de l'apartheid
pour la famille africaine

a) Conséquences pour les familles rurales

i) Disparité entre la population masculine et féminine

266. Les statistiques pour 1936 et 1946 (deux années de recensement) font apparaître la disparité entre la population masculine et la population féminine, pour les zones urbaines et les zones rurales 351/ :

Zones urbaines	1936	100 000 hommes de plus que de femmes
	1946	100 000 hommes de plus que de femmes
"Zones rurales non bantoues"	1936	71 000 femmes de plus que d'hommes
	1946	19 000 hommes de plus que de femmes
"Zones rurales bantoues"	1936	490 000 femmes de plus que d'hommes
	1946	528 000 femmes de plus que d'hommes
Zones minières, convois, <u>compounds</u> , etc.	1936	500 000 hommes de plus que de femmes
	1946	500 000 hommes de plus que de femmes

267. Le rapport quantitatif entre les deux sexes dans la population d'une réserve africaine fait apparaître un déséquilibre extrême pour la période où les parents sont en âge de travailler et d'élever une famille. L'une des études les plus complètes concernant les effets du système des travailleurs migrants sur une réserve africaine - il s'agit de la Keiskammahoek Rural Survey - a révélé "une absence absolument disproportionnée d'hommes en âge de travailler et de lourdes charges pour la population en âge de travailler devant assurer l'entretien des jeunes et des personnes âgées ... Etant donné la baisse continue du nombre des hommes en âge de travailler et l'augmentation du nombre des enfants et des vieillards, la tendance actuelle conduit à l'apparition d'une population composée essentiellement de vieillards et de jeunes" et "Déjà, (en 1946) les personnes de 65 ans et plus et les enfants de moins de 15 ans constituent plus de la moitié de la population, et au rythme auquel cette évolution s'est poursuivie pendant les 10 ans écoulés entre les deux recensements (1936-1946) ces deux groupes représenteront 60 % de la population totale à la prochaine génération" 352/.

351/ UG 53 de 1951, rapport de la Commission Eiselen, voir tableau X, p. 17. Le tableau XII indique le pourcentage élevé de femmes vivant dans les réserves africaines, ainsi que les très faibles changements enregistrés entre 1936 et 1946. En 1960, la population africaine totale des villes se composait de 2 000 929 hommes et de 1 443 021 femmes (note de bas de page 27).

352/ D. Hobart Houghton et Edith M. Walton, "The Economy of a Native Reserve" (désigné ci-après sous le titre "Keiskammahoek Survey", vol. 2, 1952, voir en particulier le tableau 8, p. 35 et les pages 20 à 35).

ii) Evolution de la structure de la famille

268. Les renseignements dont dispose le Groupe spécial d'experts indiquent que le système des travailleurs migrants a instauré un nouveau mode de vie entre les conjoints, qui vivent séparés, l'homme chef de famille étant absent pendant de longues périodes 353/. L'étude intitulée Keiskammahoek Survey a montré combien étaient rares les homesteads (exploitations agricoles) où le chef de famille vivait à la maison. Sur un échantillon de cinq villages, par exemple, il y avait un homme chef de famille dans 59 % seulement des fermes. Dans plusieurs autres fermes, le chef de famille était une veuve. La composition du ménage était "en perpétuel changement" 354/.

269. On a dit que les conséquences économiques de l'absence de l'homme dans la famille rurale étaient à la fois le résultat et la cause de la faiblesse économique des Réserves, car le fait que tant d'hommes dans la force de l'âge sont absents freine le progrès économique et explique le faible niveau de la productivité agricole 355/.

270. Les femmes se retrouvent seules dans les réserves pour élever leur famille. Encore ont-elles de la chance si elles ont un peu de terre et si le mari absent leur envoie de l'argent régulièrement. C'est à elles qu'il incombe de prendre soin des vieillards et d'élever les enfants "sans père" 356/.

271. Les camps de réinstallation sont des zones des homelands dans lesquelles sont envoyés les vieillards, les femmes et les enfants qui n'ont pas le droit de résider dans des zones urbaines. Le malheur des familles dispersées vivant dans ces camps est peut-être encore plus grand que celui des autres familles se trouvant dans les réserves, car il s'agit de gens des villes, qui n'ont pas l'habitude de travailler la terre, qui ne trouvent là ni équipements sociaux ni possibilités d'emploi, et qui se voient allouer des terres souvent sans eau et sans valeur 357/.

353/ M.B. Mbata, "The African in the city and his family", exposé présenté au South African Institute of Race Relations, Durban, 1960, p. 3, cité dans Oxford History, vol. II, p. 214.

354/ Keiskammahoek Survey, p. 53-54, voir le tableau 25, p. 60, ainsi que le tableau 26.

355/ Keiskammahoek Survey, p. 51-52, 112-113. Voir également le témoignage du Secrétaire à la Santé devant la Commission Fagan (Rapport de la Commission des lois relatives aux autochtones, 1946-1948), p. 40.

356/ Phyllis Ntantala, "The widows of the reserves", Africa South, Vol.2, No 3, avril-juin 1958, p. 9-13. Voir également "Apartheid and the disabilities of women in South Africa", Groupe de l'apartheid, Notes et Documents, décembre 1973, et en particulier les p. 4-8 de l'anglais, contenant des citations du rapport de la Commission d'étude sur le christianisme dans la société de l'apartheid (Study Commission on Christianity in apartheid Society) intitulé Towards Social Change.

357/ D'après Cosmas Desmond, The Discarded People, Christian Institute of South Africa. Voir également le Financial Mail du 15 juin 1973.

iii) Conséquences socialesRupture de la famille

272. On évalue à 54 % et 72 % dans certains districts le pourcentage d'hommes absents des réserves 358/.

Perturbation des relations conjugales

273. L'absence prolongée des hommes se traduit, d'après les renseignements dont dispose le Groupe, par une forte proportion de familles désunies. Les hommes qui se trouvent dans des villes et qui sont séparés pendant de longues périodes de leur épouse ont tendance à nouer d'autres relations et, cédant à des pressions financières et autres, à abandonner leur famille rurale. Les femmes, elles aussi, peuvent se sentir solitaires et se lier à une autre personne 359/.

Enfants illégitimes

274. Les séparations prolongées et les familles désunies expliquent l'existence d'un grand nombre d'enfants illégitimes. Certains d'entre eux sont nés de mères abandonnées; d'autres sont les enfants de femmes vivant dans les villes, qui ne peuvent pas s'occuper de leurs enfants et les envoient à des parents vivant à la campagne pour qu'ils les élèvent. Dans la réserve de Keiskammohok, un enfant sur quatre est illégitime 360/.

Conséquences pour la condition de la femme

275. La situation de la femme africaine, en ce qui concerne la tutelle et la garde des enfants mineurs, le mariage et le droit de propriété, est compliquée par des conflits entre la loi écrite et le droit coutumier africain. Certains aspects du droit africain, en outre, ont été renforcés par le gouvernement actuel, ce qui a pour conséquence d'aggraver la situation de mineure perpétuelle de la femme, qui est privée de tout droit patrimonial, notamment de son droit de succession, n'a pas la liberté de se marier sans l'autorisation de son père, n'a pas le droit de garde à l'égard de ses enfants si le père les réclame 361/.

358/ Monica Wilson "Let no man put asunder", SA Outlook, janvier 1974.

359/ Ellen Hellmann, "The effects of industrialisation on social structure and family life" (texte mimeographié, 1968), p. 13. Voir également "Children of the Ciskei", par le Dr Trudi Thomas, Fact Paper 8, X-Ray, décembre 1973.

360/ Keiskammohok Survey, p. 11-12 et chap.3, tableau 29. Voir également "Migrant labour : Churches' statement" (Christian Council of South Africa, SA Outlook mars 1956; et Dr Trudi Thomas, op. cit.).

361/ Le compte rendu des débats du Parlement sur les incapacités juridiques de la femme africaine figure dans les House of Assembly Debates du 18 février 1975, col. 954-996. Voir également "Apartheid and the disabilities of women in South Africa", Groupe de l'apartheid, Notes et documents, décembre 1973.

Conséquences pour les enfants des zones rurales

276. Les conséquences du système des travailleurs migrants sur les enfants africains vivant dans le homeland de Ciskei a fait récemment l'objet d'une étude du Dr Trudi Thomas, doctoresse blanche attachée à une mission dans le homeland de Ciskei 362/. Les statistiques du Dr Thomas, établies d'après des questionnaires, montrent que 60 % des enfants mal nourris sont des enfants illégitimes et que 80 % d'entre eux ont été abandonnés par leur père qui travaille en ville dans la plupart des cas. Le Dr Thomas est extrêmement préoccupée par les conséquences affectives de la séparation : privé d'affection, écrit-elle, "l'enfant ne peut plus donner d'affection; négligé, il devient indifférent; sans soutien, il ne soutiendra personne. Le système de la main-d'oeuvre migrante favorise et accentue les attitudes brutales, les comportements durs et irresponsables".

b) Effets sur les familles urbaines

i) Disparité entre la population masculine et la population féminine

277. Les chiffres indiquant la disparité entre la population masculine et la population féminine des zones urbaines et des zones rurales figurent au paragraphe 266 ci-dessus.

ii) Evolution de la structure de la famille

278. Les renseignements dont dispose le Groupe spécial d'experts montrent que l'industrialisation opérée dans le cadre du régime de la main-d'oeuvre migrante a apporté des changements dans la structure et le rôle de la famille dans les zones urbaines : remplacement de la famille traditionnelle élargie par la famille nucléaire, accompagné d'un relâchement des liens avec les parents plus éloignés 363/.

279. On trouve dans les familles des villes, tout comme dans les familles rurales, une forte proportion de ménages dirigés par des femmes - cela bien que les hommes soient plus nombreux que les femmes dans les zones urbaines 364/.

280. Dans les villes, l'évolution de la structure des ménages s'explique en grande partie par la pénurie de logements familiaux 365/. Il y a depuis longtemps une crise du logement pour les Africains vivant dans les villes, qui sont inscrits sur de

362/ The Children of Apartheid (Africa Publications Trust), cité dans X-Ray, décembre 1973.

363/ Hellman, op. cit., p. 13.

364/ Oxford History, vol. II, p. 215. Voir également M. Wilson et A. Mafeje, Langa (1963), p. 79.

365/ University of Natal, Institute for Social Research, "The Baumannville Community", p. 24, cité dans Oxford History, p. 216; Wilson et Mafeje, op. cit., avec des exemples tirés de Langa, p. 75.

longues listes d'attente (voir le par. 263 ci-dessus); mais cette crise a encore été aggravée par la politique gouvernementale actuelle qui consiste à détruire les logements familiaux pour ne construire que des foyers 366/.

iii) Conséquences sociales

Rupture de la famille

281. Les allocations de logement dans la ville du Cap ne sont versées au chef de famille que s'il s'agit d'un homme, ce qui fait que les veuves, les divorcées, les femmes abandonnées et les mères célibataires ne peuvent pas payer un logement pour leurs enfants 367/.

282. Dans une allocution prononcée en septembre 1973, le Ministre adjoint de l'éducation bantoue a dit que, dans certains cas, le gouvernement autoriserait les travailleurs africains à habiter avec leur épouse, mais que les enfants devraient rester dans les homelands 368/. Certaines concessions ont également été faites en 1975 en ce qui concerne l'accès des Africains à la propriété du logement dans les zones urbaines 369/.

283. Toutefois, d'après les renseignements dont dispose le Groupe spécial d'experts, une classification de la population noire de Johannesburg faite en juin 1971, avec indication du type de logement attribué à chaque groupe, fait apparaître une augmentation rapide du nombre des hommes logés individuellement, et aussi des femmes dans quelques cas (environ 100 000 personnes sur une population de 736 134). Ce total ne comprend pas les résidents des compounds ni les domestiques vivant chez leurs employeurs. Ces chiffres indiquent également le nombre des personnes vivant a) dans des foyers et b) dans des compounds 370/.

284. On peut également évaluer l'effectif des travailleurs migrants de Port Elisabeth d'après les tableaux donnant une liste détaillée des foyers municipaux et des compounds d'employeurs à la fin de 1971 371/.

366/ Le Rand Daily Mail des 11 et 15 avril 1975; voir également les House of Assembly Debates des 20 et 30 août 1974, concernant le nombre d'unités de logement familiales construites et la liste d'attente; voir également l'étude intitulée Survey of Race Relations, 1974, p. 165-168.

367/ Survey of Race Relations, 1967, p. 176.

368/ Le Rand Daily Mail du 20 septembre 1973, cité dans Survey of Race Relations, 1973, p. 135.

369/ Le Times (Londres), 3 mai 1975.

370/ F. Wilson, Migrant Labour in South Africa, op. cit., tableau 7, p. 30. Pour de plus amples détails sur les foyers municipaux, voir le tableau 8, p. 31-32.

371/ F. Wilson, op. cit., tableau 24, p. 65-66.

285. L'intensification des plans concernant le transfert des familles noires "superflues" en dehors des zones urbaines, de façon à créer une main-d'oeuvre domiciliée dans les zones rurales, qui émigrera ensuite vers les zones urbaines à titre individuel, a abouti à un programme massif de construction de foyers 372/.

286. Dans la province de Western Cap, la limitation de l'accès des zones urbaines a eu des effets particulièrement graves sur la vie familiale, d'après les renseignements dont dispose le Groupe spécial d'experts 373/. Les autorités ont en effet annoncé, en 1961, qu'aucune Africaine ne serait désormais autorisée à entrer dans la province de Western Cap, ni pour obtenir un emploi ni pour rejoindre son conjoint à titre définitif 374/.

287. Des familles sont sans cesse dispersées par suite de l'arrestation d'Africains - et aussi d'Africaines - accusés d'infraction aux lois et à la réglementation sur la limitation des déplacements. Près de 10 500 000 arrestations ont été effectuées en vertu de la loi sur les laissez-passer entre 1948 et 1973 375/.

288. Le Groupe spécial d'experts a été invité à examiner divers dossiers concernant des familles dispersées du fait de l'application des lois sur le laissez-passer et de la réglementation sur la main-d'oeuvre, et à la suite des programmes de déplacement de la population. Il s'agit de femmes accompagnées de leurs enfants auxquelles on a refusé l'autorisation de résider avec leur conjoint et qui se sont vues contraintes de quitter les zones urbaines, sans savoir où aller 376/.

372/ "Hostels for South Africa's urban workers", Africa Bureau Document Paper 6, X-Ray, juin 1973. En ce qui concerne les foyers de la municipalités d'Alexandra (près de Johannesburg), voir le Rand Daily Mail du 19 août 1972, cité dans X-Ray, de juin 1973; le Rand Daily Mail du 20 mars 1975 et du 21 avril 1975; le Star, du 22 août 1973, cité dans X-Ray de février 1974, p. 3. En ce qui concerne les plans gouvernementaux visant à loger plus de 27 000 travailleurs à Pinetown (Natal), voir le Rand Daily Mail, du 29 septembre 1974; les House of Assembly Debates du 13 août 1974.

373/ Survey of Race Relations, 1957-1958, p. 47, citant un "Memorandum on Some of the Effects of the Implementation of the Native (Urban Areas) Consolidation Act.. and other Restrictive Legislation", mémoire établi par l'Office régional de Western Cap de l'Institut sud-africain des relations raciales, mai 1958, à la suite d'une enquête portant sur des cas précis.

374/ Survey of Race Relations, 1961, p. 128.

375/ Pour les statistiques sur les arrestations opérées au titre de la limitation des déplacements, voir Survey of Race Relations, 1958-1959, p. 108; pour les arrestations de femmes au cours de rafles, voir également Survey, 1967, p. 180; le Rand Daily Mail du 4 février 1975; le Financial Mail du 26 juillet 1974; les House of Assembly Debates du 11 février 1975; le Rand Daily Mail du 8 février 1975.

376/ Données rassemblées par le "Black Sash", citées dans le document intitulé "Africa Bureau Document Paper", X-Ray, août 1972; et X-Ray de juin 1974, p. 4.

289. Le Groupe spécial d'experts a également pris note du programme d'installation supplémentaire (Supplementary Settlement Scheme) mis au point par les autorités en 1969, en vertu duquel certaines femmes ne sont autorisées à prendre un emploi qu'à la condition d'envoyer les personnes à leur charge dans des zones rurales. Ces enfants perdent le droit de retourner là d'où ils viennent 377/.

Conséquences pour la population féminine des zones urbaines

290. Les femmes peuvent perdre le droit de résider dans des zones urbaines ou se voir refuser l'autorisation de vivre avec leur mari 378/. En fait, d'après une analyse des incapacités de la femme africaine qui a été faite par l'Organisation internationale du Travail dans son rapport spécial sur l'apartheid, même si une Africaine qui remplit les conditions énoncées à l'article 10, paragraphe 1, alinéas a) ou b) du Bantu (Urban Areas) Consolidation Act (voir le paragraphe 255 ci-dessus) épouse un Africain qui vit dans une autre zone et si elle va vivre avec lui, elle perd ses droits dans sa zone d'origine. Même si son époux remplit les conditions énoncées à l'article 10, paragraphe 1), alinéas a) et b), dans sa zone à elle, elle-même ne pourra acquérir ses droits dans cette zone, bien qu'elle ait perdu ses droits dans sa propre zone. Même si son mari peut obtenir pour elle l'autorisation de vivre avec lui et peut la loger, elle n'acquerra aucun droit permanent et, si elle devient veuve ou si elle divorce, elle aura perdu son statut légal dans les deux zones. Si, avant de se marier, elle remplissait les conditions requises à l'article 10, paragraphe 1, alinéa c) comme étant la fille célibataire d'un Africain satisfaisant aux exigences requises, elle perd le bénéfice de la situation si elle épouse un Africain qui ne remplit pas les conditions requises dans sa zone à elle 379/.

291. Comme les Africaines des campagnes, les femmes des villes sont également victimes du système d'apartheid en raison tant de leur couleur que de leur sexe. Mis à part les restrictions concernant leur droit à prendre un logement à bail (voir le paragraphe 281 ci-dessus), les incapacités dont elles sont frappées en vertu du droit coutumier (voir le paragraphe 275 ci-dessus) et leur statut de dépendance par rapport à leur mari (par exemple, en ce qui concerne les conditions limitant le droit à résidence, telles qu'elles sont décrites aux paragraphes 255 et 290 ci-dessus), elles font l'objet de discrimination en ce qui concerne le barème des salaires - qu'elles soient ou non le seul soutien de famille - la sécurité sociale et d'autres avantages sociaux 380/.

377/ X-Ray, mars 1972, document de l'Africa Bureau intitulé "The Flesh and Bones of apartheid".

378/ Survey of Race Relations, 1974, p. 175.

379/ Onzième rapport spécial du Directeur général la Déclaration concernant la politique d'apartheid (Genève, OIT, 1975), p. 36-37.

l'application de la République sud-africaine

380/ Ibid., p. 37-38.

Une fois qu'elles sont mariées, même la faible valeur qu'elles ont pu représenter pour l'économie est censée disparaître; les femmes et leurs enfants, ainsi que les personnes âgées, sont considérés comme des "appendices superflus" qui risquent à tout moment d'être expulsés des zones "blanches".

292. Quand les femmes sont autorisées à travailler dans des zones urbaines, elles sont logées dans des foyers réservés aux femmes, même si elles sont mariées et si leur mari travaille dans la même zone. Les foyers qui fonctionnent actuellement à Alexandra, aux abords de Johannesburg ont été qualifiés "prisons"; ils sont construits selon un système cellulaire, dotés de leur propre poste de police et d'une salle de commande d'où l'on actionne les grilles de sécurité en acier installées à chaque étage. Aucune visite masculine n'est autorisée, pas même celle des maris, et les enfants qui viennent voir leur mère ne peuvent pas la rejoindre dans sa chambre, mais doivent coucher à part dans une pièce spéciale 381/.

293. En résumé, les femmes sont la catégorie de la population africaine la plus vulnérable à la conception officielle qui ne voit dans l'Africain qu'un "passant provisoire" dans l'économie blanche 382/, et les témoignages recueillis par le Groupe spécial d'experts donnent à penser que cette insécurité, ou cette illégalité flagrante, qui fait partie intégrante de leur existence dans les zones urbaines, se traduit par un taux élevé de criminalité chez les femmes 383/.

Conséquences pour les enfants des zones urbaines

294. Une vie de famille instable, la pauvreté et l'insécurité, l'abandon, la misère et la violence, tels sont les éléments qui, selon le Dr Trudi Thomas, composent le climat dans lequel grandissent les enfants africains des zones urbaines. "Si vous décidiez délibérément, pour faire une expérience de science du comportement, de produire un individu méchant et brutal, il serait difficile de trouver un meilleur dosage de privations." 384/

295. Les naissances d'enfants illégitimes représentent entre 30 et 70 % du total des naissances d'enfants africains dans les grandes villes 385/.

296. Les renseignements dont dispose le Groupe spécial d'experts montrent que de telles conditions de vie se traduisent par un taux élevé de délinquance juvénile dans les villes sud-africaines. Les "enfants clochards", par exemple, qui sont parfois âgés de 7 ou 8 ans seulement, abondent. Il s'agit dans certains cas

381/ Pour de plus amples détails, voir Bernstein, op. cit., p. 33; ainsi que le Rand Daily Mail du 20 mars 1975 et du 7 avril 1975.

382/ Voir Hellman, op. cit., p. 12, pour un exposé détaillé de la portée de cette notion de "provisoire".

383/ Le Cape Times du 25 juin 1975.

384/ Cité dans Bernstein, op. cit., p. 29-30.

385/ Bernstein, op. cit., p. 29.

d'enfants dont les parents ont été arrêtés en vertu de la législation sur les laissez-passer; d'autres sont des enfants qui n'ont pas trouvé de place à l'école; il s'agit plus souvent encore d'enfants venant de foyers détruits qui échappent à toute "surveillance adulte". Beaucoup de ces enfants sont à la ville illégalement car leurs familles ont été expulsées dans des "homelands" 386/.

297. Plus de 60 % des enfants africains admis à l'Hôpital Baragwanath de Johannesburg sont soignés pour malnutrition. Il en va de même dans les hôpitaux et les dispensaires de toute l'Afrique du Sud. Le Professeur John Hansen, Chef du Département de pédiatrie de l'Université du Witwatersrand, a indiqué, parmi les causes de malnutrition, la pauvreté et l'instabilité ou la dispersion de la famille 387/.

298. Les renseignements dont dispose le Groupe spécial d'experts montrent en particulier que les enfants africains des zones urbaines ne peuvent terminer leur scolarité car la politique gouvernementale consistait à encourager les écoles secondaires pour Africains dans les "homelands" seulement (voir le paragraphe 265 ci-dessus). Les enfants qui sont envoyés dans les "homelands" pour y faire leurs études perdent le droit de revenir en ville.

Conséquences pour la population masculine des zones urbaines

299. Pour l'homme des zones urbaines le fait d'être travailleur migrant signifie la séparation de sa famille, la solitude et l'insécurité, et pour les familles, l'abandon. Par conséquent, il arrive souvent que l'homme fonde une deuxième famille dans la zone urbaine et doive supporter une charge financière intolérable 388/.

300. De plus, l'existence de célibataire qui est imposée aux hommes habitant les compounds et les foyers de célibataires des municipalités a notamment pour conséquences l'alcoolisme et l'ivrognerie, la prostitution et les maladies vénériennes, l'homosexualité, la violence et le crime 389/.

301. La limitation des déplacements, qui oblige tant de gens à mener une existence crépusculaire en marge de la loi, a été citée parmi les causes du taux élevé de criminalité : il y a 1 000 meurtres par an à Soweto, ville noire située en dehors de Johannesburg 390/.

386/ "Twilight children", le Sunday Times du 28 juillet 1974.

387/ Le Rand Daily Mail du 29 juin 1973, cité dans X-Ray de novembre 1973, p.1.

388/ Bernstein, op. cit.

389/ Voir F. Wilson, Migrant Labour ... op. cit., dernier chapitre; et le rapport de l'Organisation mondiale de la Santé intitulé "Conséquences sanitaires de l'apartheid en Afrique du Sud", mars 1975.

390/ Le Rand Daily Mail des 23 et 26 novembre 1974; voir également les statistiques de la criminalité dans les House of Assembly Debates du 20 septembre 1974.

302. On sait également depuis plusieurs dizaines d'années que le système de la main-d'oeuvre migrante a un effet néfaste sur la santé physique des travailleurs migrants 391/ ; et d'après l'OMS, ce système est aussi une cause de troubles mentaux. "Pour tous les membres de la famille, d'après l'OMS, le fait d'être séparés, de ne pouvoir mener une vie familiale normale et de se savoir regardés et traités en inférieurs ne peut qu'être nocif pour la santé mentale." L'OMS note dans ce rapport que près des deux tiers des Africains admis dans les hôpitaux psychiatriques sud-africains sont "schizophrènes" 392/.

303. C'est à la "structure socio-économique de la population" qu'a été imputée l'"avalanche sans cesse croissante de malades" dans les hôpitaux africains des villes 393/.

391/ Pour des témoignages détaillés, voir les exposés communiqués par le Dr Gale, Secrétaire à la santé, pour le rapport de la Native Law Commission, 1946-1948, p. 38-40.

392/ Rapport de l'OMS sur les conséquences sanitaires de l'apartheid, op.cit.

393/ Cours inaugural du Professeur Shamroth, Professeur de médecine, signalé par le journal Star du 23 mars 1974 et cité dans X-Ray de juillet 1974, p.3.

II. NAMIBIE

Introduction

304. Les procédés illégaux par lesquels l'Afrique du Sud n'a cessé d'étendre sa juridiction sur la Namibie ont été exposés dans le rapport de 1975 du Groupe spécial d'experts 1/. Dans ce rapport, le Groupe a appelé l'attention sur la flagellation publique de personnes qu'on soupçonnait d'être membres ou sympathisants de la South West African People's Organisation (SWAPO) par la police "tribale" de l'Ovamboland, sur le déploiement d'unités des forces de défense sud-africaines dans la bande de Caprivi et le long de la frontière nord avec l'Angola, sur la détention des dirigeants de la SWAPO et de la ligue des jeunes de la SWAPO en application des dispositions du Terrorism Act, et sur la décision prise par l'organe exécutif du Parti nationaliste du Territoire de tenir une conférence "multiraciale" avec les représentants des "groupes ethniques" du Territoire sur l'avenir constitutionnel de la Namibie 2/. Dans des rapports antérieurs, on avait également examiné le Development of Self-Government for Native Nations in South West Africa Amendment Act, N° 20 de 1973 (portant modification de la loi sur l'autonomie des nations autochtones dans le Sud-Ouest africain) qui habilitait le Président de l'Etat à accorder l'"autonomie" à des "homelands" sans en référer au Parlement, et le South West African Affairs Act, N° 25 de 1969, qui allait encore plus loin dans l'intégration illégale de la Namibie à l'Afrique du Sud en étendant considérablement les domaines qui échappent à la juridiction de l'administration du Sud-Ouest africain 3/.

305. L'Afrique du Sud a maintenu et renforcé son occupation illégale de la Namibie en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice en 1971, des contacts établis par le Secrétaire général des Nations Unies entre février 1972 et décembre 1973, de la nomination en janvier 1974 d'un Commissaire des Nations Unies pour la Namibie à temps complet, des activités du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et des nombreuses résolutions par lesquelles l'Organisation des Nations Unies a demandé à l'Afrique du Sud de retirer son administration de la Namibie (notamment de la résolution 366 (1974) du Conseil de sécurité en date du 17 décembre 1974, par laquelle l'Afrique du Sud était invitée à déclarer solennellement qu'elle se conformerait aux résolutions des Nations Unies avant le 30 mai 1975). Pendant la période considérée, l'Afrique du Sud a continué d'appliquer des mesures d'apartheid au Territoire, notamment en consolidant les structures des "homelands", en organisant de nouvelles élections dans l'Ovamboland, en recourant fréquemment à l'arsenal des lois répressives (illégalement appliquées dans le Territoire) pour empêcher toute activité politique de la population africaine, et en tenant à Windhoek une prétendue "conférence constitutionnelle" à laquelle ont pris part les représentants des différents "groupes ethniques" mais dont se sont trouvées écartées la SWAPO et d'autres organisations politiques ayant une composition multiraciale 4/.

1/ Voir E/CN.4/1159, par. 194.

2/ Ibid., par. 196-199, 208-236.

3/ E/CN.4/1135, par. 196, 198-201, 245-250; E/CN.4/1020/Add.1, par. 2 et 3.

4/ Se reporter aux débats du Conseil de sécurité du 17 décembre 1974 (S/PV 1811 et S/PV 1812) et du 30 mai 1975 (S/PV 1823).

306. Les lois qui concernent expressément la peine capitale, les déplacements forcés de populations, le traitement des prisonniers politiques et des combattants de la liberté capturés, les flagellations publiques, la condition des Africains dans les "homelands", la situation des mouvements étudiants et de la famille africaine sont examinées dans les sections correspondantes du présent chapitre.

307. L'état d'urgence proclamé dans l'Ovamboland en vertu de la Proclamation R 17 du 4 février 1972 est demeuré en vigueur pendant toute la période considérée 5/. Pendant les élections de janvier 1975 pour le renouvellement du Conseil législatif de l'Ovamboland, la SWAPO et les églises luthériennes ont dénoncé les contraintes et les manoeuvres d'intimidation généralisées auxquelles les électeurs ont été soumis; et le fait que des réunions organisées en faveur de l'appel de la SWAPO au boycottage du scrutin ont été déclarées "illégales" et dispersées par la police tribale. Après l'attentat commis le 16 août 1975, contre le ministre principal de l'Ovamboland, Filemon Elifas, le Ministre sud-africain de la Justice a ordonné à la police sud-africaine de sécurité d'arrêter les suspects éventuels, parmi lesquels se trouvaient des dirigeants et des sympathisants de la SWAPO, des membres du clergé et des fidèles des églises luthériennes, ainsi que divers opposants au Gouvernement de l'Ovamboland. Les accusations n'ont pas été officiellement précisées.

308. D'autres mesures contre les dirigeants de la SWAPO et de la Namibia National Convention (NNC) ont été prises par les forces de sécurité à Windhoek et à l'intérieur de "la zone policière" au cours de la période considérée. On a signalé que les personnes arrêtées avaient été, en vertu des dispositions du Terrorism Act et du Suppression of Communism Act, mises au secret de sorte qu'elles ne pouvaient communiquer ni avec un avocat ni avec leurs proches (voir par. 333-338 ci-dessous).

309. Pendant la période considérée, les autorités sud-africaines ont continué leurs brimades contre les membres des églises à prédominance africaine ou multiraciale, en refusant de leur délivrer des laissez-passer, en les expulsant et en les emprisonnant. L'évêque suffragant du diocèse anglican de Damaraland a été expulsé en juin; certains membres du clergé des églises évangéliques luthériennes ont été arrêtés en août 1975 (voir par. 336 et 337 et 367 à 369 ci-dessous).

310. Selon les renseignements recueillis par le Groupe spécial d'experts, l'activité des forces armées sud-africaines dans le Territoire au cours de la période considérée a pris une grande extension. Le président de la SWAPO, M. Sam Nujoma, dans la déclaration qu'il a faite le 30 mai 1975 devant le Conseil de sécurité 6/, a parlé du renforcement des effectifs et de la création de nouvelles bases militaires près des frontières de l'Angola et du Botswana. En septembre, le Gouvernement sud-africain a officiellement reconnu que des unités de ses "forces de défense" cantonnées dans le Nord de la Namibie avaient franchi la frontière angolaise, en principe pour protéger les installations hydroélectriques du fleuve Cunene contre une action éventuelle de guérillas. A la suite d'une prétendue attaque, en octobre, d'un poste frontière de l'Ovamboland par des guérilleros de la SWAPO, Pretoria avait donné l'ordre aux forces de défense de prendre des "mesures appropriées". (Voir E/CN.4/1159, par. 244-246, et par. 359-360 ci-dessous).

5/ Government Gazette, N° 3377. Pour un résumé des pouvoirs d'urgence, voir E/CN.4/1111, par. 149, 164 et 192.

6/ Voir S/PV 1823, 30 mai 1975.

311. L'exécution du projet du parti nationaliste consistant à soumettre la question de l'avenir du Territoire à une prétendue "conférence constitutionnelle" qui a effectivement eu lieu en septembre 1975, et les réactions qu'ont eues à cet égard la SWAPO et d'autres organisations politiques de Namibie sont exposées dans la section D ci-après. La réunion de la conférence a été annoncée dans la réponse officielle qu'a faite le Gouvernement sud-africain à la résolution 366 (1974) du Conseil de sécurité et qui a été transmise le 27 mai 1975 par le ministre des affaires étrangères sous la forme d'une lettre au Secrétaire général des Nations Unies, M. Kurt Waldheim.

312. Au cours de la période considérée, les décisions à prendre au sujet de la Namibie concernaient principalement l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et le Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

313. A sa vingt-neuvième session, l'Assemblée générale, après examen par la quatrième Commission des rapports pour 1974 du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et du Comité spécial, a adopté le 13 décembre 1974 la résolution 3295 (XXXIX) sur la question de Namibie, par laquelle elle approuvait notamment le rapport du Conseil pour la Namibie; réaffirmait le droit inaliénable et imprescriptible du peuple Namibien à l'autodétermination et à l'indépendance et exigeait le retrait immédiat et inconditionnel de l'Afrique du Sud de la Namibie. En outre, elle priait instamment le Conseil de sécurité de prendre sans délai des mesures appropriées et demandait aux Etats qui ne respectaient pas encore les dispositions pertinentes des résolutions des Nations Unies de cesser toutes relations directes ou indirectes avec l'Afrique du Sud lorsqu'elle prétendait agir au nom de la Namibie ou en ce qui la concernait.

314. Le 17 décembre 1974, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 366 (1974) exigeant que l'Afrique du Sud fasse une déclaration solennelle par laquelle elle s'engagerait à se conformer aux résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies et à l'avis consultatif de la Cour internationale de justice en date du 21 juin 1971 concernant la Namibie et reconnaîtrait l'intégrité territoriale et l'unité de la Namibie en tant que nation, ladite déclaration devant être adressée au Conseil de sécurité. Le Conseil exigeait également que l'Afrique du Sud prenne les mesures nécessaires pour opérer, conformément aux résolutions 264 (1969) et 269 (1969), le retrait de l'administration illégale qu'elle maintenait en Namibie et pour transférer le pouvoir au peuple de Namibie. En attendant ce transfert, le Conseil exigeait en outre que l'Afrique du Sud se conforme entièrement, dans ses intentions et dans la pratique, aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, libère tous les prisonniers politiques namibiens, abolisse l'application en Namibie de toutes les lois et pratiques entachées de discrimination raciale et politiquement répressives, accorde à tous les Namibiens actuellement en exil des facilités pour rentrer dans leur pays sans risque d'arrestation, ou d'intimidation. Enfin, le Conseil de sécurité décidait de demeurer saisi de la question et de se réunir le 30 mai 1975 au plus tard afin d'examiner l'observation par l'Afrique du Sud des dispositions de la résolution.

315. Le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a tenu à Lisbonne une session d'une semaine, qui s'est ouverte le 12 juin 1975. C'était la première fois qu'une session du Comité spécial se tenait en Europe. Aux termes d'un consensus concernant la Namibie et adopté le 18 juin, le Comité a

condamné la politique sud-africaine concernant la Namibie et l'escalade du "règne de la terreur", a demandé que les élections libres soient organisées sans tarder sous la surveillance et le contrôle des Nations Unies; a réaffirmé le droit inaliénable du peuple Namibien à l'autodétermination et à l'indépendance ainsi que l'appui et la solidarité qu'il ne cessait d'offrir au peuple de Namibie dirigé par la SWAPO; a engagé les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud et les autres milieux intéressés qui contribuaient à l'épuisement des ressources naturelles de la Namibie à cesser d'apporter ainsi leur appui et leur collaboration à l'Afrique du Sud; enfin, a demandé instamment au Conseil de sécurité de prendre des mesures d'un caractère obligatoire contre l'Afrique du Sud conformément au chapitre VII de la Charte des Nations Unies 7/.

316. A sa 209ème séance qui s'est tenue à New York le 27 septembre 1974, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie a, conformément au mandat que lui a confié l'Assemblée générale par sa résolution 2248 (S-V) du 19 mai 1967, promulgué un Décret sur les ressources naturelles de la Namibie. Il s'agissait là de la première mesure législative prise par le Conseil; ce décret visait à protéger les ressources naturelles du Territoire au nom du peuple namibien et à éviter que ces ressources ne soient exploitées sans le consentement du Conseil pour la Namibie. Il prévoyait notamment que tout produit naturel qui serait retiré du Territoire sans l'assentiment du Conseil pourrait être saisi et confisqué et que tout véhicule, navire ou conteneur dans lequel seraient découverts de tels produits pourrait également être saisi et confisqué par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie 8/.

317. Le Conseil, en tant que gardien du Fonds des Nations Unies pour la Namibie, a adopté des directives spécifiant les fins auxquelles devait servir ce Fonds : éducation et formation; assistance sociale et médicale; défense en justice; reconnaissance internationale de la souveraineté de la Namibie. Il a approuvé un plan prévoyant la création d'un Institut des Nations Unies pour la Namibie qui serait provisoirement établi à Lusaka (Zambie), et qui aurait pour mandat de "permettre aux Namibiens d'entreprendre, sous l'égide du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, des activités de recherche, de formation et de planification et des activités connexes eu égard en particulier à la lutte pour la liberté de la Namibie et à la création d'un Etat namibien indépendant".

318. A la suite d'une requête présentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, la Conférence générale de l'UNESCO a admis la Namibie comme membre associé de l'Organisation le 21 octobre 1974.

319. Sur l'invitation du Gouvernement sénégalais et sur la proposition du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie, l'Institut international des droits de l'homme a organisé, avec le concours de la Commission internationale des juristes et de l'Association internationale des juristes démocrates, une conférence internationale sur la Namibie et les droits de l'homme, qui s'est tenue à Dakar du 6 au 8 janvier 1976. Cette conférence répondait à la préoccupation de la Commission des droits de l'homme comme elle résulte du paragraphe 8 de sa résolution 5 (XXXI) du 14 février 1975.

7/ Voir A/AC.109/495, 26 juin 1975.

8/ Décolonisation, vol. I No 3, décembre 1974, Question de Namibie, p. 24.

A. FAITS NOUVEAUX RELATIFS A LA POLITIQUE D'APARTHEID
ET DE DISCRIMINATION RACIALE

1. Peine capitale

a) Aperçu de quelques lois pertinentes

320. Le rapport du Groupe spécial d'experts pour 1975 donne un aperçu des dispositions du Second General Law Amendment Bill, qui définit les pouvoirs des high courts dans les "homelands" pour l'application de la peine de mort dans les régions sous leur juridiction. Le ministre de la justice, M. J. Kruger, a informé le Parlement, lors de la première lecture du projet, que l'article 3 visait simplement à dissiper toute incertitude quant au lieu où devait être exécutée toute sentence de mort prononcée par les futures cours suprêmes ou high courts des "homelands". L'application de cet article a été étendue au territoire : actuellement, il n'y a pas de tribunaux pouvant condamner à mort dans aucun des "homelands" du territoire 9/.

b) Analyse des renseignements recueillis par le Groupe spécial d'experts

321. Un travailleur contractuel africain de l'Ovamboland a été reconnu coupable du meurtre du directeur adjoint des affaires bantoues à Walvis Bay en mars 1975 par la Cour suprême du sud-ouest africain à Swakopmund. Il était accusé d'avoir tué d'un coup de poignard ce fonctionnaire au cours d'une émeute qui avait éclaté dans le camp des travailleurs, le 1er janvier 1975. Aucun appel n'a été interjeté contre la peine de mort 10/.

2. Massacres et violations du droit à la vie

322. Selon des renseignements reçus par le Groupe spécial d'experts, un Africain a été tué sur le coup et 13 autres blessés lorsque la police a ouvert le feu sur des travailleurs contractuels dans le camp de Katutura, le 23 avril 1975. Les travailleurs protestaient contre le port obligatoire du laissez-passer. Le général W. Louw, Commissaire divisionnaire de la police du territoire, a déclaré que la police avait été obligée d'ouvrir le feu pour se défendre contre le soulèvement des 5 000 travailleurs du camp. Ce rassemblement avait provoqué une descente de police à l'aube pour la vérification des papiers d'identité et des laissez-passer; plusieurs de ceux qui avaient

9/ Les autres articles de la loi qui ne s'appliquaient pas au territoire prévoyaient une amende de 2 000 rands et/ou deux années d'emprisonnement pour des paroles ou des actes dénotant l'"intention" d'encourager ou de susciter l'hostilité entre différentes sections de la population de la République. Etait considéré comme un délit le fait de fournir des renseignements sur des activités menées à l'intérieur ou à l'extérieur de la République conformément à des ordres, des directives ou une lettre émanant de l'étranger, sans la permission du ministre des affaires économiques. La loi prévoyait aussi l'abolition du Masters and Servants Act. (Government Gazette, No 4510, Loi No 94 de 1975; House of Assembly Debates, 31 octobre 1974, col. 7265; South Africa Press Mirror, Londres, vol. 1, No 39).

10/ Windhoek Advertiser, 17 mars 1975, Rand Daily Mail, 18 et 24 mars 1975.

été contrôlés avaient alerté les autres et une foule importante avait alors tenté de s'échapper par la porte du camp, bloquée par des renforts de police. Par la suite, un Africain a été trouvé mortellement blessé; 10 autres ont été admis à l'hôpital. Des patrouilles motorisées ont été mises en état d'alerte pour un temps indéterminé tout autour du camp et de nombreuses personnes ont été arrêtées, dont 168 pour n'avoir pas été en possession de papiers leur permettant de demeurer à Windhoek, et 127 pour avoir commis des actes de violence. Au cours du procès de 76 personnes accusées de voies de fait, des témoins ont affirmé sous serment que, dans cette affaire, la police était seule responsable. M. David Meroro, président national de la SWAPO dans le territoire, a déclaré que la fusillade avait été en fait un massacre; des témoins avaient vu la police ouvrir le feu sans avertissement, sans la moindre tentative de contenir la foule par d'autres moyens. Des indications contradictoires ont été fournies sur le nombre des morts; un journal avait parlé de trois morts, mais il a ensuite rectifié ce chiffre pour qu'il cadre avec la version de la police. L'hôpital local a refusé de donner des détails sur les blessés qui y ont été admis; dans la plupart des cas, les parents, trop éloignés, n'ont pu fournir des indications sur l'identité des victimes 11/.

323. Selon des renseignements recueillis par le Groupe spécial d'experts, les pertes en vies humaines qu'a subies la population civile dans la période considérée ont été dues aux activités des troupes et de la police militaire sud-africaine dans la partie septentrionale de la Namibie. Au cours d'opérations dirigées contre des rebelles, cinq civils auraient été tués par des coups de feu et beaucoup d'autres blessés par balles, ce qui aurait entraîné leur admission à l'hôpital d'Oshakati. Des villages et des régions isolées auraient été bombardées et selon des sources angolaises et zambiennes, des réfugiés angolais récemment arrivés en Zambie auraient parlé de raids d'avions militaires sud-africains survolant l'Angola à basse altitude 12/.

3. Déplacements forcés de population

324. Les renseignements reçus par le Groupe spécial d'experts semblent indiquer qu'il n'y a pas eu de déplacement de population au cours de la période considérée. D'après les indications figurant dans le rapport précédent du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1159, par. 247 à 250), il faudrait déplacer plus du quart de la population africaine de la Namibie pour appliquer intégralement les plans établis pour les "homelands". En 1974, le ministre chargé des relations avec les Métis et des affaires des Rehoboths a fourni au Parlement des renseignements sur les transferts de terres destinés à consolider les limites de plusieurs "homelands". Au total 1 004 374 hectares appartenant aux Blancs devaient être transférés au Namaland et 73 790 hectares au Rehoboth Gebiet, tandis que 209 052 hectares du Namaland seraient attribués aux Blancs, opération qui devait coûter en tout à l'Etat 13 994 247 rands. Jusqu'alors 3 227 750 hectares avaient été achetés aux Blancs pour être intégrés aux "native homelands", ce qui avait imposé à l'Etat une dépense de 26 554 785 rands 13/.

11/ Windhoek Advertiser, 23 et 24 avril 1975; Guardian, 24 avril 1975; Namibia News, mai-juin 1975; communiqué de presse de la SWAPO, 29 avril 1975.

12/ Communiqués de presse de la SWAPO, L/9/75/1, 1er septembre 1975, et L/9/75/3, 10 septembre 1975.

13/ House of Assembly Debates, 27 août 1974.

4. Traitement des prisonniers politiques et des combattants de la liberté capturés

a) Aperçu de quelques lois pertinentes

325. Comme les rapports précédents du Groupe spécial d'experts l'ont déjà indiqué, les lois sud-africaines de sécurité qui prévoient des peines sévères d'emprisonnement et de détention sans jugement pour des activités anti-apartheid et des délits politiques sont devenus expressément applicables à la Namibie 14/. Parmi ces lois figurent le Prisons Act, No 8 de 1959 et les General Law Amendment Acts, No 76 de 1962 et No 101 de 1969. En outre, certaines proclamations concernent exclusivement la Namibie 15/ : notamment la Proclamation R17 de 1972 soumettant l'Ovamboland à la loi d'urgence, et la Proclamation R304 de 1972 renforçant les pouvoirs de la police sud-africaine dans la Namibie septentrionale 16/. Un précédent rapport du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1050, par. 264-267) a fait état de l'incorporation des forces de police sud-ouest africaines dans la police sud-africaine, celle-ci étant ainsi habilitée à exercer les pouvoirs antérieurement confiés à celles-là par la législation du territoire sous mandat. Le directeur général de la police sud-africaine exerce son commandement, son autorité et son contrôle sur les forces de police en Namibie par l'intermédiaire du commissaire divisionnaire de la police de Windhoek et sous la direction du ministre de la police.

326. Il y a en Namibie trois types de police. Les unités de la police sud-africaine stationnées ou détachées en Namibie sont fortement armées et disposent de véhicules, de jeeps et d'hélicoptères militaires. Jusqu'en juin 1974, elles avaient pour mission de patrouiller la frontière nord avec l'Angola. Il n'y a pas de chiffres officiels indiquant leurs effectifs; selon la dernière estimation dont on dispose, ceux-ci s'élèveraient au total à 17 000 hommes, policiers et militaires 17/. La police municipale, qui comprend des agents africains placés sous le commandement d'officiers blancs, dépend des autorités urbaines blanches. La police tribale de l'Ovamboland et du Kavangoland relève des autorités tribales de ces régions et n'est pas soumise aux règlements administratifs ou au contrôle des pouvoirs publics 18/.

14/ Voir E/CN.4/1020/Add.1, par. 9.

15/ Voir E/CN.4/AC.22, où se trouvent des renseignements sur la Native Urban Areas Proclamation, No 56 de 1951; E/CN.4/1050, par. 261-263, où figurent des renseignements sur la Native Administration Proclamation, No 15 de 1928.

16/ Voir E/CN.4/1135, par. 252.

17/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 23 (A/8423/Rev.1), par. 23.

18/ Voir E/CN.4/1135, par. 210, E/CN.4/1159, par. 243-244 et les sections pertinentes du présent rapport.

b) Analyse des renseignements recueillis par le Groupe spécial d'experts

327. Les renseignements recueillis par le Groupe spécial d'experts peuvent être analysés sous différentes rubriques comme dans les rapports précédents :

- a) renseignements concernant les arrestations récemment effectuées et le nombre des prisonniers politiques;
- b) allégations concernant les tortures et les traitements cruels, inhumains et dégradants infligés aux prisonniers politiques;
- c) allégations concernant les violations du droit de l'accusé à un procès juste et public, et procédures de plaintes et de recours.

328. Le Groupe spécial d'experts a examiné les renseignements analysés ci-dessous en tenant compte en particulier des normes internationales énoncées dans les instruments suivants : Charte des Nations Unies, Déclaration universelle des droits de l'homme, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966), Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966), Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, Conventions de Genève, Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1975).

i) Renseignements concernant les arrestations récemment effectuées et le nombre des prisonniers politiques

329. Durant toute la période considérée, la police a continué à opérer des descentes dans les camps de travailleurs migrants africains et dans les lieux où se trouvent rassemblés des Africains pour vérifier les papiers d'identité et les laissez-passer.

330. La police municipale d'Outjo aurait procédé à l'arrestation de 39 responsables et sympathisants de la SWAPO accusés d'avoir tenté de tenir une réunion publique sans autorisation. Cinq organisateurs de la SWAPO avaient parcouru la ville en voiture pour annoncer la réunion. Tous ont été détenus pendant le week-end après avoir refusé de payer des amendes pour "culpabilité reconnue". Traduits par la suite devant le tribunal de police d'Outjo, ils ont été accusés de ne pas avoir produit les documents d'identité et les papiers que leur avait demandés la police municipale. Ils ont été condamnés chacun à une amende de 10 rands ou à dix jours de prison 19/.

331. En dépit des démentis des autorités du régime sud-africain, les renseignements recueillis par le Groupe spécial d'experts indiqueraient que 38 Namibiens seraient actuellement détenus dans l'île de Robben et 9 dans la prison de Prétoria; 11 dirigeants de la SWAPO seraient en prison cellulaire pour des périodes allant jusqu'à 6 mois, en application du Terrorism Act. Parmi ces derniers figure le Président de la SWAPO, M. David Meroro. Dans une réponse au Parlement, en octobre 1974, le ministre des prisons a déclaré qu'il y avait 8 maisons d'arrêt en Namibie où 1 514 personnes étaient détenues 20/.

19/ Windhoek Advertiser, 10 et 12 février 1975.

20/ Times, 17 février 1975; Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie (Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, supplément No 24 (A/9624)), vol. II, p. 14-15); House of Assembly Debates, 11 octobre 1974, col. 720.

332. Selon des renseignements reçus par le Groupe spécial, le ministre de la justice, M. J. Kruger, envisage de mettre fin à l'utilisation de l'île de Robben comme lieu de réclusion présentant le maximum de sécurité. La raison officielle invoquée par l'administration des prisons est le manque d'eau potable, qu'il faut faire venir par bateau du continent. On a signalé ultérieurement que le ministre de la justice allait examiner la possibilité de transférer en Namibie les prisonniers du Territoire détenus dans l'île de Robben 21/.

333. Après la session du Conseil de sécurité des Nations Unies de juin 1975, les autorités du Territoire ont pris plusieurs mesures contre les activités politiques des Africains. La Convention nationale de la Namibie (Namibia National Convention), coalition d'organisations politiques dont fait partie la SWAPO, avait annoncé son intention de protester contre l'occupation du Territoire par l'Afrique du Sud. Le Conseil municipal de Windhoek s'est opposé à toute manifestation; par la suite, M. C.J. Botha, magistrat principal par intérim, a reçu l'ordre d'interdire le rassemblement et la marche qui devaient avoir lieu soit à Windhoek soit ailleurs dans le district de Windhoek. L'interdiction a été signifiée en vertu de l'Ordonnance 9 de 1930, Riotous Assemblies Ordinance, et de l'article 19 de la South West African Affairs Act de 1969. Il a été signalé que le 14 juin 1975, la police armée a arrêté 18 porteurs de pancartes de la Convention nationale de la Namibie qui défilaient dans la Kaiser Street à Windhoek. La marche de 3 000 personnes venant de Katutura a été refoulée sans incident par la police armée. Les manifestants ont été relâchés deux jours plus tard après avoir comparu devant un juge. D'autres réunions publiques ont été interdites, notamment celle qu'avait organisée la SWAPO Youth League en face du centre bancaire français de Windhoek. L'interdiction de cette réunion a été signifiée par le magistrat principal de Windhoek, M. H.S. van der Walt, sur l'ordre du ministre de la justice, conformément à l'article premier de l'Ordonnance 9 de 1930. Un autre endroit, Katutura, a été proposé; par la suite, le comité directeur du conseil municipal a pris de nouvelles mesures au sujet des réunions et des rassemblements politiques, qui ne peuvent désormais avoir lieu que dans la région du groupe ethnique qui les organise 22/.

334. D'après les renseignements reçus par le Groupe spécial d'experts, la police de sécurité a procédé à une série d'arrestations à Windhoek et dans l'Ovamboland, après l'assassinat, le 16 août 1975, à Oniipa près d'Ondangwa, du ministre principal de l'Ovamboland, le chef Filemon Elifas (voir par. 363 ci-après). Parmi les personnes arrêtées figuraient les dirigeants de la SWAPO et de la Convention nationale de la Namibie dans le Territoire, ainsi que des ministres du culte et des membres des deux églises noires évangéliques luthériennes. Ces arrestations ont été opérées en vertu des dispositions du Terrorism Act, du General Law Amendment Act et de la Proclamation RL7 de 1972. M. Jannie de Wet, commissaire général pour les peuples indigènes, a accusé la SWAPO d'être responsable du meurtre, déclarant que les autorités savaient que le chef Elifas avait été à plusieurs reprises menacé de mort par la SWAPO, et, la dernière fois, quelques semaines seulement avant les faits. M. David Meroro, président national de la SWAPO, a publié une déclaration à Windhoek affirmant que la SWAPO n'était pour rien dans

21/ Guardian, 10 avril 1975, 6 juin 1975.

22/ Windhoek Advertiser, 10, 19, 25 juin 1975; Lutheran World, Federation News Service, 21/75.

le meurtre. La police a refusé de dire officiellement que le chef Elifas avait été assassiné et quelle était la nature du meurtre; le ministre de la justice, M. J. Kruger, a annoncé que la police procéderait à une enquête approfondie. M. Vorster aurait promis que son gouvernement mettrait tout en oeuvre pour arrêter les assassins; lors de sa visite officielle en Uruguay, il a déclaré aux journalistes que toutes mesures seraient prises pour que l'ordre public soit maintenu "quelles qu'en soient les conséquences" 23/.

335. Le commissaire divisionnaire de la police, le général W. Louw, a confirmé que cinq responsables de la SWAPO étaient détenus pour interrogatoire en vertu des dispositions de la loi sur le terrorisme, après avoir été trouvés dans des conditions suspectes près du domicile du chef Clemens Kapuuo, dirigeant herero à Katutura. Il s'agissait des membres suivants de la SWAPO : MM. Axel Johannes, secrétaire national, Aaron Machimba, administrateur national, Othniel Kaakunda, secrétaire administratif, David Munjaro, secrétaire aux affaires étrangères, Alpheus Naruseb, membres de la section de Windhoek. Ils ont été appréhendés par le garde du corps du chef Kapuuo de la Tribu herero et livrés à la police. Le chef Kapuuo a affirmé que son nom figurait en tête d'une liste d'assassinats à perpétrer dressée par la SWAPO. Le général Louw a déclaré que la police armée, renforcée par des unités d'Afrique du Sud, gardait les domiciles du chef Kapuuo et des délégués à la Conférence constitutionnelle qui devait se tenir à Windhoek le 1er septembre 1975. Une certaine tension se serait manifestée entre les membres des communautés herero et ovambo à Katutura, à la suite d'une réunion de travailleurs contractuels au cours de laquelle on avait applaudi à la mort du chef Elifas et crié que le chef Kapuuo serait la prochaine victime 24/. Il a été confirmé que le chef de la police de sécurité à Windhoek, le colonel Koos Myburgh, avait perquisitionné aux domiciles de M. David Meroro, président national de la SWAPO, et de M. D. Tjongarero, secrétaire de la Convention nationale de la Namibie, pour l'information et la propagande. M. Tjongarero a déclaré que des affiches des publications et des coupures de journaux avait été saisies par la police. M. Meroro, après s'être caché pour échapper à une nouvelle arrestation, se serait enfui au Botswana et, de là, à Lusaka (Zambie) 25/.

336. Quatre membres de l'Eglise évangélique luthérienne ont été arrêtés lors d'une réunion que la Convention nationale de la Namibie avait organisée pour y donner des renseignements au sujet des arrestations antérieures des membres suivants de la SWAPO : le Révérend Jeremiah Kameeta, du Paulinum Theological Seminary, le Révérend Festus Maholo, membre du même séminaire et secrétaire de la section de Walvis Bay de la SWAPO; M. Alexander Kangueni, professeur à la Martin Luther High School d'Okombahe et président de la Convention nationale de la Namibie; M. Emmanuel Guiteb, administrateur bénévole du diocèse de Otjiwarongo. Bien que la réunion de Katutura fût licite, des policiers et des soldats en armes, utilisant des chiens, ont fait irruption dans l'enceinte et ont mis fin à la réunion. Un cinquième luthérien, le Révérend Sebulon Ekandjo, directeur de la publication

23/ Star, 18 août 1975; Guardian, 18 août 1975; Times, 18 août 1975; Daily Telegraph, 18 août 1975.

24/ Windhoek Advertiser, 19 août 1975; Star, 18 août 1975; Financial Times, Guardian, Times, 20 août 1975; communiqué de presse de la SWAPO du 1er septembre 1975, L/9/75/1.

25/ Star, 13 et 20 septembre 1975.

antigouvernementale Omukweto de l'Eglise évangélique luthérienne, imprimée à Oniipa dans l'Ovamboland, a été arrêté séparément. Tous les cinq ont été mis au secret en application de la loi sur le terrorisme; ni sa famille ni les membres de l'église n'avaient le droit de leur rendre visite, alors que l'un d'eux était gravement malade et que la police ne donnait aucune garantie quant aux soins médicaux. A la suite de ces arrestations, M. Lukas de Vries, président de l'Eglise évangélique luthérienne, a fait parvenir une pétition à l'administrateur sud-africain du Territoire, et la Fédération luthérienne mondiale à Genève a également envoyé des lettres de protestation 26/

337. Au cours de la période considérée, des membres de la SWAPO et des ecclésiastiques auraient été arrêtés dans l'Ovamboland : parmi les dirigeants de la SWAPO identifiés, il y avait M. Sam Shivute, secrétaire de la section du Nord de la SWAPO; M. Reuben Hauwanga, secrétaire de la SWAPO pour la propagande dans le Nord; M. Skinny Hilundwa, président de la section du Nord de la SWAPO; M. Emmanuel Hatutale et M. Theophilus Kalimba. Les détenus auraient été mis au secret, leurs proches, leurs avocats et les membres du clergé n'ayant pas le droit de leur rendre visite; les chefs d'accusation n'ont pas été précisés. Il a été signalé aussi qu'un certain nombre de dirigeants et de membres de l'église évangélique luthérienne étaient détenus.

338. La SWAPO a réaffirmé l'importance qu'elle attache à la libération des prisonniers politiques dans le territoire et en Afrique du Sud, ainsi qu'à la liberté d'action politique; dans une proclamation publiée simultanément à Windhoek et à Lusaka. Elle y demandait la libération des détenus et l'abrogation de l'ordre d'expulsion lancé contre M. Immanuel Macuilili, président par intérim de la SWAPO, ce qu'elle considérait comme deux des conditions préalables à tous pourparlers constitutionnels avec le Gouvernement sud-africain. Ces exigences ont été reprises dans une déclaration que la SWAPO a publiée en juillet et dans laquelle elle énumérait huit conditions préalables 27/.

ii) Tortures et traitements cruels, inhumains et dégradants infligés aux prisonniers politiques et aux combattants de la liberté capturés

339. Le président national de la SWAPO, M. David Meroro, a donné, dans une déclaration faite sous serment lors de la reprise de son procès en avril 1975, des renseignements détaillés sur les tortures qui lui avaient été infligées pendant sa détention en application de la loi sur le terrorisme. Des membres du corps diplomatique assistaient aux débats en tant qu'observateurs et sa déclaration a été confirmée par d'autres détenus. M. Meroro était accusé de détention de publications interdites découvertes à la suite d'une descente de police à son domicile et à son magasin de Katutura en février 1974; depuis lors, il avait comparu plusieurs fois devant la justice au cours d'un procès prolongé. M. Meroro a déclaré qu'il avait été torturé, une corde attachée autour du cou, et qu'on lui avait demandé "d'écouter les fantômes". Cette déclaration a été démentie par deux témoins de la police, le major W.F. Schoon et le capitaine J.G. Coffee.

26/ Lutheran World Federation News Service, 31/75, p. 1 et 2; communiqué de presse de la SWAPO du 1er septembre 1975, L/9/75/1, et du 10 septembre 1975, L/9/75/3.

27/ A/10023/Add.3, par. 117; communiqué de presse de la SWAPO, 17 janvier 1975; Star, 26 juillet 1975.

M. David Sogget, défenseur de M. Meroro, a demandé au tribunal de prendre en considération l'"effondrement psychologique" causé par cinq mois de régime cellulaire, et de prononcer une condamnation avec sursis en raison de cette épreuve, de la désagrégation de la personnalité de son client, et de son âge (57 ans). Le juge du tribunal régional, M. L.V. de Kock, en prononçant la sentence, a reconnu que les cinq mois de mise au secret constituaient un "lourd châtement". M. Meroro a été condamné à deux mois de prison avec suspension de la peine pendant un an 28/.

340. Le bureau de Londres de la SWAPO aurait reçu une lettre d'un des membres de la SWAPO, détenu dans le Nord, M. Theophilus Kalimba, dans laquelle ce dernier donne des renseignements sur son arrestation, sa détention et les tortures qu'il a subies. Il y décrit son évasion de la prison d'Oshikango où d'autres membres de la SWAPO, MM. Sam Shivute et Reuben Hauwanga notamment, étaient détenus. Cette lettre est ainsi conçue :

"Je voudrais vous dire comment nous sommes traités en prison.

Nous sommes accusés du meurtre de Filemon Elifas. On nous lie les jambes et les bras, on nous suspend au toit, et on nous torture. On ne nous donne qu'un verre d'eau à midi ... Le Gouvernement sud-africain cherche à anéantir les Namibiens physiquement et mentalement. Les détenus sont surveillés par des soldats qui les empêchent de dormir. A vrai dire, et je parle en connaissance de cause, si les autres sont traités comme je l'ai été moi-même lorsque j'étais en prison, ils ne survivront pas ou leurs facultés mentales seront atteintes. J'imagine difficilement ce que peut devenir une personne à qui on interdit nuit et jour de dormir, ne fût-ce qu'une demi-seconde."

Cette lettre, ainsi que d'autres témoignages recueillis par la SWAPO concernant les détentions actuelles dans le Territoire, devrait être portée par M. Meroro à l'Assemblée générale des Nations Unies et à la quatrième Commission. Le commissaire par intérim de la police sud-africaine, le général Prinsloo, aurait déclaré que personne de ce nom n'avait été arrêté et qu'il n'y avait pas eu d'évasion de la prison d'Oshikango 29/.

5. Flagellations publiques

341. Dans un rapport antérieur (E/CN.4/1159, par. 260 à 271), le Groupe spécial d'experts a parlé en détail des flagellations publiques imposées par les autorités tribales de l'Ovamboland vers la fin de 1973 à plus d'une centaine d'hommes et de femmes accusés d'être membres ou partisans de la SWAPO. Au cours de la période considérée, les dirigeants des églises anglicane et luthérienne ont poursuivi leurs efforts en vue d'obtenir l'interdiction définitive des flagellations pour activités prétendument politiques.

28/ Windhoek Advertiser, 14 et 17 mars 1975; Namibia News, mai-juin 1975; Anti-Apartheid News, mai 1975; voir également les paragraphes correspondants du rapport E/CN.4/1159 de 1975.

29/ Communiqué de presse de la SWAPO, 6 octobre 1975, L/10/75/7; Star, 11 octobre 1975; Africa, novembre 1975.

342. D'après les renseignements recueillis par le Groupe spécial d'experts, la Cour suprême d'Afrique du Sud a imposé des limitations à la flagellation des opposants politiques au Gouvernement de l'Ovamboland. Dans l'affaire Wood et d'autres personnes c. Ondangwa Tribal Authority et une autre personne, la juridiction d'appel a pris, à Bloemfontein, le 25 février 1975, la décision suivante :

"Il est interdit aux défendeurs (il s'agit des autorités tribales) d'arrêter, de détenir et de châtier une personne pour le motif qu'elle est ou est soupçonnée d'être membre du Demkop ou de la SWAPO, ou qu'elle a mené ou est soupçonnée d'avoir mené les activités légales de ces organisations."

Le juge Rumpff, Chief Justice d'Afrique du Sud, a ordonné que les autorités tribales paient le coût de la requête. Cette dernière avait été initialement présentée, non seulement par une victime de la répression illégale, M. Thomas Komati - l'un des dirigeants des jeunes de la SWAPO qui était détenu pendant une grande partie de l'action antérieure - mais aussi par l'évêque Richard Wood de l'Eglise anglicane qui, depuis 1973, essayait d'obtenir qu'il soit mis fin aux flagellations publiques en Namibie. La juridiction d'appel a rendu sa sentence plus d'un an après que le Gouvernement sud-africain eut refusé d'interdire les flagellations sous prétexte qu'il s'agissait là d'une "affaire tribale" dans laquelle il ne pouvait pas s'immiscer. Le Chief Justice a déclaré que les juges Badenhorst et Strydom de la Cour suprême de Windhoek avaient commis une erreur en n'interdisant pas d'une façon permanente les flagellations en mars 1974, date à laquelle la requête des demandeurs avait été rejetée sous prétexte qu'un particulier n'avait pas le droit d'ester en justice dans l'intérêt de la collectivité et que les demandeurs n'avaient pas lieu d'intervenir. Il a déclaré :

"Il serait évidemment inconcevable que toutes les personnes menacées d'être arrêtées et flagellées illégalement engagent chacune une action en l'appuyant de déclarations sous serment, en particulier lorsqu'elles résident à 800 km de l'endroit où siège le tribunal et que l'assistance judiciaire ne peut être accordée aisément. Je pense que, vu les circonstances et les conditions extraordinaires qui existent dans ces régions, le tribunal de première instance aurait dû interdire aux autorités tribales de procéder à des flagellations."

Une action en justice a été intentée pour la première fois en novembre 1973, date à laquelle une interdiction provisoire a été ordonnée par la Cour suprême de Windhoek 30/.

343. Il ressort des renseignements recueillis par le Groupe spécial d'experts que les flagellations avaient continué dans l'Ovamboland malgré cette décision. D'après M. Johannes Nangtswana, dirigeant du DEMKOP, on recourt encore à la flagellation pour intimider les opposants politiques. M. Jannie de Wet, commissaire général pour les peuples indigènes, aurait dit, lors d'une conférence de presse à Oshakati devant 24 chroniqueurs politiques sud-africains, que le chef Elifas et ses conseillers

30/ International Herald Tribune, Times, Windhoek Advertiser, 25 février 1975; Lutheran World Federation News Service, 7/75; Namibia News, mars-avril 1975.

avaient fait une série de concessions à cet égard. Il avait été convenu qu'il n'y aurait plus de flagellations publiques ni de flagellations de femmes ou d'opposants politiques au chef Elifas. Mais des flagellations non publiques continueraient d'être infligées pour d'autres délits. Un système d'appel à un tribunal Ovambo, dont les membres ont été nommés par le gouvernement, a été établi. En réponse à certaines questions concernant les flagellations infligées aux membres de la SWAPO, le chef Elifas a déclaré qu'aucune n'avait eu lieu sans jugement préalable des tribunaux tribaux de Ovamboland 31/.

344. Un document indiquant les violations des droits de l'homme qu'impliquent les flagellations, a été transmis par le secrétariat international d'Amnesty International au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Il y était dit que, selon Amnesty International, les violations signalées, en particulier celles des articles 2, 5 et 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, étaient des manifestations particulièrement odieuses de la cruauté du gouvernement 32/.

6. Conditions des Africains dans les "homelands"

a) Historique

345. Le système des "réserves indigènes" organisé par l'administration allemande avant la période du mandat, repris par la suite et élargi par le Gouvernement sud-africain, a été décrit dans un précédent rapport du Groupe spécial d'experts; les incidences de la politique des "homelands", telle qu'elle a été établie par la "Commission Odendaal" de 1964, ont également été décrites 33/. Dans ses rapports de 1974 et 1975, le Groupe a résumé les lois promulguées depuis février 1973 qui ont permis au Gouvernement sud-africain de continuer à établir des "homelands" destinés aux nations dites "autochtones", conformément aux dispositions du Development of Self-Government for Native Nations in South West Africa Amendment Act, No 20 de 1973 34/.

b) Résumé des mesures législatives récemment adoptées

346. La plupart des mesures législatives promulguées pendant la période considérée étendaient ou renforçaient le processus législatif analysé dans les précédents rapports du Groupe spécial d'experts et entraînaient la consolidation des structures des bantoustans dans le Territoire.

347. Les Proclamations R177 et R178 de septembre 1974 prévoyaient la création d'"administrations communautaires" pour la communauté mbandero du secteur de Rietfontein et pour la communauté herero de Okamatapati, toutes deux situées

31/ Rand Daily Mail, Star, 23 mai 1975.

32/ "Communication from Amnesty International concerning a consistent pattern of gross and reliably attested violations of human rights perpetrated by the Government of South Africa upon inhabitants of Namibia", Londres, août 1974.

33/ Voir E/CN.4/1020/Add.1, par. 29-36, et A/8723/Add.2, par. 11-40.

34/ Voir E/CN.4/1135, par. 245-252; E/CN.4/1159, par. 239-242.

dans le Hereroland. Les administrations, créées en vertu des dispositions du Development of Self-Government for Native Nations Act, devaient fonctionner conformément aux "lois et coutumes locales" 35/.

348. Une série de proclamations et d'avis officiels ont modifié la nature et le mode d'élection de l'"Elected Coloured Council for South West Africa". Le Conseil, dont le siège est à Windhoek, comprend six circonscriptions électorales : Empelheim, Khomasdal, Krönlein, Narraville, Nautilus, Tamariskia. Le Conseil dont le Comité exécutif est composé de trois personnes, est désigné pour cinq ans et peut être dissous à tout moment par le Président de l'Afrique du Sud 36/.

349. Le Department of Coloured Relations and Rehoboth Affairs (Département des relations avec les métis et des affaires des Rehoboths) est officiellement désigné, depuis le 1er novembre 1974, sous le nom de Department of Coloured, Rehoboth and Nama Relations (Département des relations avec les métis, les Rehoboths et les Namas). La raison en est que, dans le recensement de 1970, les Namas sont considérés comme formant non plus une communauté "indigène", mais une communauté "métisse" 37/.

350. L'Ovambo Constitution Proclamation No R104 de 1973 et l'Ovambo Election Proclamation No R105 de 1973 ont été modifiées au cours de la période considérée en ce sens que chaque électeur doit être obligatoirement porteur d'une carte d'immatriculation ou d'un document valide délivré en vertu de l'article 10 de l'Ovambo Nation Registration Enactment No 5 de 1972 38/.

351. Les dispositions relatives à l'élection en mars des membres du Conseil consultatif du Rehoboth Gebiet ont été prises en vertu d'un avis officiel publié conformément à la Rehoboth Gebiet Affairs Proclamation No 9 de 1928, telle qu'elle a été modifiée. Celle-ci fixe la procédure à suivre pour désigner les candidats aux cinq sièges du Conseil consultatif. Une proclamation prévoit l'application au Rehoboth Gebiet de l'Income Tax Ordinance No 5 de 1974 pour la période allant du 1er mars 1975 au 29 février 1976 39/.

352. La création des premiers éléments d'une structure de bantoustans pour le Namaland a été prévue par la Proclamation 160 de juillet 1975 : "Proclamation to provide for the establishment of a Nama Council, Tribal Authorities and Village Management Boards in Namaland", (Proclamation concernant l'établissement dans le Namaland d'un Conseil Nama, d'autorités tribales et de conseils d'administration de village). Le Conseil Nama se compose des chefs des administrations tribales, de conseillers nommés par les autorités tribales,

35/ Government Gazette, Nos 4397 et 4398.

36/ Government Gazette, Nos 4375, 4382, 4384, 4391, 4403; Proclamation 158; Government Notice R 1599; Proclamations 168, 172, 185.

37/ Government Gazette, No 4491; Proclamation 20.

38/ Government Gazette, No 4558; Proclamations R14 et R15.

39/ Government Gazette, No 4597; Government Notice R 392; Government Gazette, No 4740; Proclamation 134.

et de six conseillers désignés par le ministre après certaines consultations. Rien n'est prévu pour l'organisation des élections; le Président du Conseil est nommé par le ministre 40/.

c) Analyse des renseignements recueillis par le Groupe spécial d'experts

i) Droits politiques et pouvoirs de la police

353. Certains renseignements disponibles montrent que dans la période considérée les Namibiens qui ont voulu exercer leurs droits politiques ont eu à subir des brimades constantes de la part de la police des autorités tribales de l'Ovamboland et des policiers et soldats sud-africains stationnés dans le Nord du pays. C'est ce qu'ont montré précisément les élections pour le renouvellement du Conseil législatif de l'Ovambo qui se sont déroulées du 13 au 17 janvier 1975. La dissolution du Conseil existant, dominé par les créatures du ministre principal, le chef Elifas, a été annoncée en octobre par le Commissaire général sud-africain, M. de Wet; il s'agissait officiellement de reconstituer le Conseil sur une base plus représentative et de choisir les délégués de la Communauté Ovambo aux prochains pourparlers constitutionnels 41/.

354. M. de Wet aurait invité "tous les partis" à prendre part librement aux élections; mais aucune réunion publique ne pouvait avoir lieu sans autorisation préalable. Les porte-parole de la SWAPO ont qualifié ces élections de "tribales" parce qu'elles devaient se tenir dans un bantoustan et ils ont lancé un appel au boycottage des urnes. Aux élections d'août 1973, le boycottage s'était révélé efficace, la participation n'ayant été que de 2,8 %. L'Evêque Richard Wood a publié une déclaration pour appuyer l'appel au boycottage, où il indiquait que l'abstention signifierait le refus de la politique des bantoustans et d'un tribalisme périmé. La réglementation d'urgence ayant été maintenue, la SWAPO n'a pas pu faire campagne par des rassemblements de masse. Cependant, une réunion publique qu'elle avait tenté d'organiser à Oluno, près d'Ondangwa, aurait été dispersée par la police tribale sur l'ordre du frère du chef Elifas. La SWAPO avait distribué des tracts pour annoncer la réunion; dans un discours radiodiffusé, le chef Elifas, parlant en sa qualité de chef de tribu de la région, a déclaré que la réunion serait illégale, aucune autorisation n'ayant été demandée. La police tribale, postée à l'endroit où devait se tenir la réunion a dispersé brutalement environ 200 personnes, dont plusieurs ont été blessées et ont dû par la suite être hospitalisées; l'une d'entre elles, M. Jairus Muleka, s'était évanouie sous les coups 42/.

355. Les responsables de la SWAPO ont établi un rapport sur les actes d'intimidation de la police tribale et les fraudes électorales des fonctionnaires sud-africains, rapport qu'ils ont présenté au Conseil des Nations Unies pour la Namibie et au Commissaire pour la Namibie en août 1975. M. Sam Nujoma en a parlé devant le Conseil de sécurité en mai 1975 43/.

40/ Government Gazette, No 4785; Proclamation 160.

41/ Rand Daily Mail, 2 octobre 1974; Africa, avril 1975.

42/ Star, 2 novembre 1974; Financial Mail, 28 novembre 1974, Windhoek Advertiser 6 janvier 1975 et 13 janvier 1975.

43/ Namibia News, mars-avril 1975; compte-rendu de la 1823^{ème} séance du Conseil de sécurité (S/PV.1823), 30 mai 1975.

356. Les méthodes employées pour intimider les électeurs de l'Ovamboland ont été les suivantes :

a) Les 116 bureaux de vote étaient fréquemment visités par la police, la police tribale de l'Ovamboland et l'armée, et ils étaient constamment survolés par des hélicoptères.

b) Le bureau de placement d'Oluno a fait savoir à environ 2 à 3 000 hommes en quête d'emploi dans le Sud du pays que, pour trouver du travail, ils devaient absolument voter; une marque spéciale était apposée au verso de la carte d'identité de ceux qui votaient;

c) Tous ceux qui avaient besoin d'un permis ou d'un document de voyage ont été avertis qu'ils ne les obtiendraient qu'à condition d'avoir rempli leur bulletin de vote;

d) Les fonctionnaires, les chefs, les notables ont dit que tous ceux qui refuseraient de voter seraient privés des services médicaux;

e) Les personnes âgées, les aveugles, les handicapés physiques et mentaux titulaires d'une pension de l'Etat ont été avisés qu'ils risquaient de la perdre s'ils ne votaient pas;

f) La Bantu Investment Corporation (BIC) a informé officiellement ses employés qu'ils avaient à choisir entre le vote et le renvoi;

g) Le chef Josia Taapopi de Uukwaluudhi a sillonné la région pour informer la population des châtiments qu'il lui réservait si elle ne votait pas; des agents de la police tribale armés de matraques et d'épées ont forcé certaines personnes à quitter leur domicile ou leur champ et à les suivre jusqu'au bureau de vote;

h) On ne s'est pas préoccupé de savoir si les votants avaient conscience de ce qu'ils faisaient, et le secret de l'urne n'était nullement assuré. M. William Hashili, fonctionnaire des services d'entretien, a été amené au bureau de vote d'Oluno et invité à voter. Un scrutateur lui a lu des noms et lui a proposé les meilleurs candidats; M. Hashili n'en connaissait que deux. Le scrutateur a rempli pour lui le bulletin de vote en ajoutant quatre autres noms pour arriver au total de six 44/.

357. La SWAPO et les dirigeants ecclésiastiques de l'Ovamboland se sont plaints des manœuvres d'intimidation qui ont été pratiquées après l'annonce que 66 100 personnes avaient voté, ce qui représentait une participation de plus de 55 % des 120 000 électeurs inscrits. Des observateurs ont relevé que le dépôt des bulletins, qui a duré cinq jours, avait d'abord été lent et que moins de 5 % des 14 000 travailleurs contractuels ovambo du Sud avaient exercé leur droit de vote. Le chef Elifas et M. de Wet ont salué le résultat du vote comme un coup porté à la SWAPO et une approbation de la politique des "homelands". Le général Louw a promis une "enquête officielle" sur les irrégularités alléguées. La majorité des 111 candidats qui briguaient les 42 sièges à pourvoir étaient classés comme indépendants. On a signalé que cinq seulement des 14 membres du parti dominant de

l'indépendance pour l'Ovamboland, favorables au chef Elifas, et trois seulement des principaux chefs et sous-chefs de clans avaient été élus 45/.

358. Selon les renseignements recueillis par le Groupe spécial d'experts, les personnes qui, dans la période post-électorale, s'étaient efforcées de rassembler des preuves des manoeuvres d'intimidation ont eu à subir des brimades. M. Sam Shivute, un responsable de la SWAPO dans le Nord, aurait été menacé de mort par des policiers tribaux qui auraient forcé son domicile et violenté son épouse. Par la suite, il a dû se cacher; une déposition sous serment ayant été présentée en son nom, la Cour suprême de Windhoek a rendu une ordonnance provisoire enjoignant aux autorités tribales de l'Uukwambe d'éviter que M. Shivute et son épouse ne soient l'objet de violences, de brimades ou de tracasseries. D'autres personnes qui auraient pu témoigner devant le tribunal ont été menacées par la police tribale de la perte de leur emploi. On a signalé la présence, dans des réunions politiques qui ont eu lieu ultérieurement, d'un grand nombre de membres de la police de sécurité qui jouaient souvent le rôle d'agents provocateurs 46/.

359. Selon des renseignements émanant de la SWAPO, il y aurait eu pendant la période considérée un renforcement continu des forces armées sud-africaines dans le Nord de la Namibie. De nouvelles bases militaires ont été créées à Onuno et à Ohanguerra, près de la frontière de l'Angola, à Nkongo dans le Nord-Est de la Namibie et à Gobabis près de la frontière du Botswana. Les renforts, dirigés vers le nord sous prétexte d'assurer le maintien de la sécurité le long de la frontière, auraient soumis à un "régime de terreur" tous ceux qui s'opposaient à leur présence dans le pays. Les maisons de trois personnes au moins, dont deux prêtres, auraient été brûlées, et des civils tués ou blessés. En novembre 1974, le général D.R. Marais a pris le commandement des forces de défense du Territoire. Interviewé ultérieurement par des journalistes à Outjo, il a déclaré que 2 à 3 000 exilés, membres de la SWAPO, recevaient une formation de "terroristes" en Angola et que 500 ayant récemment terminé leur stage se trouvaient, bien instruits et bien armés, dans des camps situés exactement de l'autre côté de la frontière. Dans le Territoire, le pouvoir militaire était essentiellement constitué par des milices armées et des commandos : la défense était assurée par des hommes et du matériel venant d'Afrique du Sud. Le général Marais a ajouté qu'il était nécessaire d'établir un pouvoir militaire auquel tous les groupes nationaux contribueraient. A Pretoria, le général F. Armstrong, chef par intérim des forces de défense sud-africaines, a démenti le tableau qui avait été fait de la situation à la frontière. On avait signalé auparavant que des officiers de l'armée et de la police avaient tenu une conférence à Oshakati au sujet d'affrontements entre troupes angolaises noires et unités de l'armée et de la police sud-africaines 47/.

360. Le ministre sud-africain de la défense, M. P.W. Botha, a déclaré à l'ouverture de la troisième session du Conseil législatif du Kavangoland que les forces de défense se préparaient à former des soldats kavango. Grâce à un programme d'entraînement intensif, une force de police kavango serait prête à prendre en main le

45/ Times, 13, 15, 16 et 19 janvier 1975; Windhoek Advertiser, 10 février 1975.

46/ Windhoek Advertiser, 7 avril 1975; Star, 31 mai 1975; Namibia News, mai-juin 1975.

47/ Times, 3 juillet-1975; Windhoek Advertiser, 2 mars 1975.

contrôle du barrage à la frontière du Botswana et du Kavangoland et le poste de contrôle situé entre Grootfontein et Rundu sur la frontière du Kavangoland et de la Namibie 48/.

361. Selon certaines informations, le ministre sud-africain de la défense aurait reconnu, en septembre 1975, que des troupes venant du Nord de la Namibie avaient franchi la frontière pour passer en Angola du Sud. Ces mouvements de troupes avaient été signalés à Lisbonne à la suite de la publication d'une note officielle de Pretoria; en Afrique du Sud, il est interdit aux journaux, en vertu des dispositions du Defence Act, de publier quoi que ce soit au sujet des mouvements de troupes. M. P.W. Botha, ministre de la défense, a déclaré qu'une patrouille de 30 hommes avait été envoyée aux chutes de Ruacana pour protéger les installations hydro-électriques du fleuve Cunene et leur personnel contre des attaques possibles de guerrillas. Selon la MPLA et la SWAPO, des troupes sud-africaines comptant environ 800 hommes auraient poussé jusqu'à Pereira de Eca, à 50 km de la frontière, et attaqueraient des villages situés des deux côtés de la frontière au cours d'opérations anti-insurrectionnelles 49/.

362. Lors d'une réunion convoquée d'urgence, le cabinet Ovambo aurait demandé au Gouvernement sud-africain d'envoyer des renforts à la frontière à la suite d'une attaque qui aurait été dirigée contre deux postes-frontière par des guérilleros de la SWAPO, au cours de laquelle huit Africains, six agents de la police tribale et un chef et son épouse auraient été tués. Les unités des forces de défense auraient reçu du commandement de Pretoria l'ordre de prendre "des mesures appropriées". On a appris par la suite qu'au cours d'une "action consécutive" deux bases de la SWAPO situées en Angola du sud avaient été découvertes et détruites, du matériel militaire saisi et sept guerilleros de la SWAPO tués. Le communiqué des forces de défense ne précisait pas l'endroit où avait eu lieu cette opération ni si les troupes avaient effectivement franchi la frontière angolaise 50/.

363. Aux paragraphes 334 à 337 ci-dessus, il est fait état des nombreuses arrestations de membres de la SWAPO et de ministres des églises luthériennes qui ont été opérées à la suite du meurtre du chef Filemon Elifas, le 16 août. Celui-ci a reçu un coup de feu au moment où il sortait de chez un ami à Oniipa, près d'Ondangwa, qu'il avait l'habitude d'aller voir le samedi soir, et il est mort à l'hôpital d'Oshakati. On pensait que son successeur, le pasteur Cornelius Ndjoba, serait lui aussi favorable à l'apartheid. Plusieurs semaines avant sa mort, au cours d'une rencontre avec M. Vorster, le chef Elifas aurait manifesté le vif désir de voir l'Ovamboland acquérir l'indépendance politique, devenir "interdépendant" avec d'autres Etats du Territoire. M. Vorster aurait consenti au transfert de pouvoirs supplémentaires au Conseil législatif, notamment en ce qui concerne la santé, l'information et les transports routiers. Les forces de défense resteraient en place aussi longtemps que leur présence serait indispensable au maintien de l'ordre public 51/.

48/ Windhoek Advertiser, 21 avril 1974.

49/ Guardian, 6 et 9 septembre 1975; Star, 13 septembre 1975; Financial Times, 2 septembre 1975; communiqués de presse de la SWAPO, L/9/75/1 et L/9/75/3, septembre 1975.

50/ Guardian, 14, 15 et 18 octobre 1975; Windhoek Advertiser, 14 octobre 1975.

51/ Star, 9 août 1975; Guardian, 18 août 1975; Financial Times, 27 août 1975.

364. Le ministre de l'administration bantoue, M. M.C. Botha, aurait proposé, au cours d'une visite officielle à Ngozi, que le homeland du Caprivi oriental entre dans la phase finale de "l'autonomie". On devait créer un nouveau conseil législatif, comprenant des membres élus, et un cabinet de ministres pour que le Caprivi oriental ait un statut constitutionnel analogue à celui de l'Ovamboland et du Kavangoland, impliquant des pouvoirs législatifs plus étendus 52/.

ii) Liberté individuelle et liberté de déplacement

365. Un document émanant des églises catholique romaine, anglicane et luthérienne ovambokavango et de la Congrégation baptiste a expliqué les raisons de l'exode, de juin à septembre 1974, de jeunes Namibiens dont le nombre était estimé à 3 ou 4 000 53/. Ce document signalait que le système des autorisations et des documents de voyage limitait considérablement les déplacements à l'intérieur du pays. Les passeports étaient soit refusés, soit accordés avec difficulté : alors qu'un Blanc ne versait que trois rands pour obtenir un passeport, un Africain devait y ajouter un dépôt de 200 à 400 rands. La proclamation R.17 avait limité la liberté d'expression et de circulation, ainsi que la liberté de participer à des activités politiques sans risques d'ennuis, et cela contrairement aux promesses que M. Vorster avait faites en 1972 à M. Escher, envoyé du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

366. Selon des informations en possession du Groupe spécial d'experts, le Gouvernement sud-africain a faussement prétendu avoir abrogé les "lois relatives au port de laissez-passer" dans le Territoire. L'abolition de diverses lois réglementant le port de permis a été mentionnée dans un passage de la lettre adressée le 27 mai 1975 par M. Hilgard Muller au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (voir paragraphe 311 ci-dessus); il y était indiqué que "certaines lois jugées restrictives avaient été abrogées". Les lois en question, qui concernaient les déplacements et l'emploi pour certains secteurs de la communauté africaine, avaient en effet été supprimées du Code en avril 1975. Il s'agissait des dispositions législatives suivantes : Extra-Territorial and Northern Natives Control Proclamation No 9 de 1935, article 19 de la Native Administration Proclamation No 11 de 1922, Masters and Servants Proclamation No 34 de 1920, Control and Treatment of Natives on Mines Ordinance No 3 de 1917. Leur abrogation signifiait qu'il n'y aurait plus de cartes d'identité pour les Africains des "homelands" du nord, dont la situation deviendrait identique à celle des Africains résidant à l'intérieur de la "zone de police". Ceux du Sud, établis dans des zones urbaines ou des exploitations agricoles recevraient des cartes d'identité délivrées par l'administration des "homelands" ou des certificats attestant qu'ils avaient un emploi. M. Dirk Mudge, président du Comité exécutif de l'Assemblée législative du Sud-Ouest africain, a déclaré qu'ils pouvaient circuler partout, mais ne pouvaient, sans contrats de service, se fixer en un lieu. La réglementation des "entrées" demeurerait en vigueur, car son abrogation provoquerait le "chaos et le chômage" à Windhoek. Le haut commissaire aux affaires bantoues, M. P.E.S. Lude, aurait dit que l'on pourrait envisager d'abroger aussi les lois relatives aux passeports intérieurs. Le Masters and Servants Act, qui régissait l'emploi des travailleurs agricoles et des domestiques et prévoyait la mention de diverses sanctions pénales dans les contrats

52/ Star, 27 juin 1975.

53/ "Why people are leaving Namibia", Lutheran World Federation News Service, 38/74, 23 octobre 1974.

de travail, avait été abrogé dès 1974 en Afrique du Sud par le Ministre de la justice 54/. Dans une déclaration faite à ce sujet, le Commissaire des Nations Unies pour la Namibie a dit qu'il était faux de prétendre que les "lois relatives aux laissez-passer" avaient été abrogées, car bon nombre des mesures qui imposaient aux Africains le port de papiers d'identité, de permis ou de quittances demeuraient en vigueur. De nombreux arrêtés municipaux exigeaient des Africains qu'ils soient porteurs de laissez-passer pour le couvre-feu, de quittances d'impôt et de loyer, et ces arrêtés pouvaient être appliqués si l'ordre en était donné par la South West African Administration. La législation en vigueur comprenait la majeure partie de la Native Administration Proclamation No 11 de 1922, la Urban Areas Proclamation No 56 de 1951 et les Employment Regulations de 1972 55/.

367. Durant la période considérée, plusieurs mesures répressives ont été prises à l'encontre des pasteurs et des membres laïques des églises anglicane et luthérienne.

368. On a signalé que le clergé de la United Evangelical Mission allemande s'était trouvé réduit à cinq membres par suite du refus de l'administration de renouveler le permis de séjour du Révérend Hans-Jochen Messerschmidt. Envoyé dans le Territoire quatre ans auparavant, le Révérend Messerschmidt en est reparti à la fin de mars 1975. Une manifestation de sympathie organisée à l'aéroport par de jeunes membres de l'Eglise a été dispersée par la police. L'effectif de la mission a été ramené de 50 à 20 personnes au cours des trois dernières années 56/.

369. L'administrateur sud-africain du Territoire a lancé en juin un mandat d'expulsion contre l'évêque Wood et son épouse et contre M. Rolf Friede, directeur laïque du Christian Center de Windhoek. Ils ont été déclarés "résidents indésirables", mais aucune autre raison n'a été fournie ni aucune accusation portée contre eux. On leur a donné une semaine pour quitter le Territoire. Ces mesures ont été prises à la suite d'une campagne menée dans les milieux officiels et dans la presse contre Mgr. Wood, accusé de soutenir la SWAPO et d'être l'auteur de pamphlets politiques; Mgr. Wood a joué un rôle éminent dans la campagne juridique menée contre la flagellation en Ovamboland et dans les tentatives faites pour contester la légalité des élections devant les tribunaux. L'hostilité des Blancs à l'égard de ces trois ecclésiastiques aurait été manifeste. Par une lettre adressée le 22 septembre 1975 à toutes les églises et à tous les comités nationaux membres de la Lutheran World Federation, M. Carl Mau, secrétaire général de la fédération, a fait connaître le texte de celle qu'il a écrite à M. Vorster pour protester contre les "tracasseries systématiques" dont faisaient l'objet les églises du Territoire. Il a déclaré :

"Devant l'arrestation d'un grand nombre de pasteurs, de professeurs et de membres de nos églises, ainsi que d'autres églises chrétiennes, et devant l'expulsion de pasteurs et de chefs des églises chrétiennes de la région, nous nous voyons forcés de conclure que le Gouvernement sud-africain a décidé de mener contre les églises chrétiennes de Namibie une lutte systématique, d'un

54/ Windhoek Advertiser, 29 mai 1975; Rand Daily Mail, 29 mai 1975; Financial Times, 30 mai 1975; Times, 30 mai 1975; voir paragraphe 15 ci-dessus.

55/ Windhoek Advertiser, 5 juin 1975.

56/ Lutheran World Federation News Service, 12/75, 21 avril 1975.

caractère intolérable, qui constitue un affront pour la communauté mondiale des églises luthériennes. C'est d'autant plus grave que, souvent, il n'est pas possible aux chefs des églises ou aux familles des prisonniers de voir ceux qui sont actuellement détenus, alors qu'aucune accusation n'a été retenue contre eux. C'est en vain que leurs familles ou leurs chefs spirituels ont demandé plusieurs fois à les voir. La brutalité avec laquelle sont actuellement appliquées de telles mesures ne peut qu'offenser la conscience des peuples épris de liberté et de paix dans le monde entier 57/.

iii) Santé

370. On a signalé que la fermeture de deux hôpitaux de la Mission anglicane aura probablement de graves répercussions sur les services médicaux de l'Ovamboland. Ces hôpitaux et les cinq dispensaires qui en dépendent soignaient plus de 200 000 malades par an, 2 000 environ étant hospitalisés chaque année. L'hôpital d'Odibo était le seul du Territoire à pouvoir assurer une formation en anglais au personnel infirmier; les autorités ont toujours refusé aux infirmiers et infirmières l'autorisation de recevoir une formation qui leur permettrait d'obtenir un diplôme officiel. L'archidiacre de l'Ovamboland, le Révérend Lazerus Haukongo, a déclaré que c'était la cause de beaucoup de décès et de souffrances et que de vastes régions de la Namibie du nord demeuraient privées de services médicaux adéquats 58/.

371. La police de sécurité aurait refusé l'entrée du Territoire à des fonctionnaires de l'Organisation mondiale de la santé venus pour enquêter sur une épidémie de peste bubonique dans l'Ovamboland. A la fin de novembre 1974, il avait été signalé que sur 252 cas de peste enregistrés depuis le mois de septembre, il y avait eu 7 décès, et que 11 personnes étaient encore hospitalisées. Le Dr Libertin Appolus Amathila, représentant de la SWAPO à l'OMS depuis mai 1974, avait demandé qu'une enquête officielle soit faite au sujet de cette épidémie. Sur les instructions du colonel Jan Griebenau, de la police de sécurité, les fonctionnaires de l'immigration à l'aéroport ont déclaré aux Drs B. Cvjetanovi et A.A. Arata que, n'ayant pas de visas, ils ne pouvaient pas être admis dans le Territoire 59/.

372. Les renseignements ci-après concernant les services de santé dans les "homelands" du Territoire ont été fournis en 1974 au Parlement par un ministre, en réponse à une question. Il existerait à ce moment 22 hôpitaux dirigés par des missions, 5 hôpitaux et 50 dispensaires dépendant des pouvoirs publics, ce qui représentait au total 3 441 lits. Le personnel hospitalier comprenait 39 médecins blancs, 213 infirmières blanches, 575 infirmières noires, un dentiste blanc, 7 chimistes blancs, 6 physiothérapeutes blancs, 5 radiologues blancs, 10 inspecteurs de santé blancs, 2 inspecteurs de santé noirs, 10 assistants sanitaires blancs, 7 assistants sanitaires noirs.

57/ Windhoek Advertiser, 16, 18 et 24 juin 1975; Lutheran World Federation News Service, 20/75, 18 juin 1975; 21/75, 25 juin 1975; 33/75, 26 septembre 1975; Anti-Apartheid News, septembre 1975.

58/ Namibia News, février 1975.

59/ Windhoek Advertiser, 9, 21 et 29 octobre 1974, 27 novembre 1974; Namibia News, février 1975.

Aucun renseignement n'a été fourni sur la répartition de ce personnel entre les différents "homelands" 60/.

373. Selon les informations officielles publiées par le Gouvernement sud-africain, depuis 1973 il existerait en tout 183 hôpitaux et dispensaires répartis sur tout le Territoire, dont 145 seraient destinés aux groupes ethniques noir et métis, 17 à tous les groupes, 21 au groupe ethnique blanc. Ce dernier disposerait de 1 085 lits et les groupes ethniques non-blancs de 6 300 lits, soit une proportion de 10 lits pour 1 000 habitants blancs. Le Territoire compterait 143 praticiens de médecine générale et 19 spécialistes et un effectif total de 2 330 infirmières dont 1 530 appartiendraient aux groupes ethniques noir et métis. Depuis l'ouverture en 1966 de l'hôpital public d'Oshakati, une équipe de spécialistes s'y rend par avion deux fois par mois. Dans le secteur méridional, autrement dit dans la zone de police, il y aurait 4 spécialistes et 20 médecins des services de santé publique qui exerceraient les fonctions de chirurgiens de district. Dans les régions septentrionales, les médecins des services de santé publique jouaient le rôle de chirurgiens de district 61/.

374. Une étude des incidences de l'apartheid sur la santé en Afrique du Sud, publiée par l'Organisation mondiale de la santé, comportent des données d'un grand intérêt sur la situation dans le Territoire. Le Comité spécial contre l'apartheid des Nations Unies avait invité l'OMS à préparer une étude sur les conséquences de l'apartheid dans les domaines de la santé et de la médecine. Les renseignements ainsi rassemblés portent sur la santé mentale et physique, les taux de mortalité infantile, la malnutrition, les maladies contagieuses, les établissements de soins et la situation du personnel sanitaire des groupes ethniques métis et noir 62/. Il résulte des conclusions tirées de cette étude que la situation actuelle qui découle de la politique d'apartheid empêche d'amener tous les individus au plus haut niveau de santé possible. En effet, la prévalence massive de maladies évitables et de décès prématurés est due principalement aux carences nutritionnelles et aux infections. Les mesures discriminatoires auxquelles sont assujettis les Noirs ne peuvent de ce fait que nuire à leur santé.

iv) Possibilités économiques

375. Selon les renseignements parvenus au Groupe spécial d'experts pendant la période considérée, le niveau des possibilités économiques est demeuré faible dans les "homelands", d'où la persistance de pressions économiques qui incitent la main-d'oeuvre à émigrer vers le Sud pour y chercher du travail. On estime que le nombre des chômeurs dans l'Ovamboland représente 70 % de la population active, qui compte 135 000 personnes environ. Selon une étude préliminaire portant sur l'économie et la main-d'oeuvre namibiennes qu'a effectuée un économiste de l'Université de Cape Town, l'effectif total de la main-d'oeuvre dans le Territoire serait

60/ House of Assembly Debates, 15 février 1975, col. 95.

61/ South West Africa Survey, 1974 (South African Department of Foreign Affairs), p. 66.

62/ Unit on Apartheid, Notes and Documents, No 5/75 (mars 1975), "Health implications of apartheid in South Africa".

de 302 000 travailleurs environ, dont 37 000 métis, 32 000 blancs, 233 000 Africains; les migrants représentant 54 % de la main-d'oeuvre masculine et 37 % de l'effectif total de la main-d'oeuvre ovambo. Les principales difficultés dans ce domaine seraient dues à la faible productivité des travailleurs agricoles dans les "homelands", au coefficient peu élevé de la main-d'oeuvre dans les industries extractives, aux médiocres possibilités d'emploi dans les industries manufacturières et à la perspective de voir se développer dans l'avenir un important chômage déclaré. On estime qu'à partir de 1975 l'effectif total de la main-d'oeuvre s'accroîtra chaque année de 8 à 9 000 travailleurs environ 63/.

7. Faiblesse des salaires versés aux travailleurs noirs

376. Selon les informations dont dispose le Groupe spécial d'experts pour la période considérée, les gains en espèces des travailleurs non blancs demeurent faibles tant dans le secteur commercial que dans le secteur de l'économie de subsistance. On trouve dans une étude officielle récente des chiffres relatifs aux salaires bruts moyens versés aux Noirs en Namibie dans les différentes industries :

Chiffres estimatifs des salaires mensuels bruts en Namibie
(En rands)

Secteur

Industries extractives	R30
Construction	25
Métallurgie	40
Industries alimentaires	27

Selon les estimations, le Poverty Datum Line (PDL) (seuil de pauvreté) était à Windhoek de 81,75 rands par mois en 1973, la plupart des travailleurs africains gagnant moins de la moitié du PDL. Le taux d'augmentation du prix des denrées alimentaires en Namibie était de 17 % par an 64/.

377. D'après une étude faite par l'Institut de recherche et de planification de l'Université de Port Elizabeth, le coût de la vie dans le Territoire a augmenté de 40 % au cours de l'année 1974. Le PDL a été porté à 112,74 rands par mois pour une famille africaine de six personnes. L'expression employée par l'Institut est HSL - Household Subsistence Level (niveau de subsistance des ménages). Pour une famille métisse de cinq personnes, le PDL a été estimé à 138,79 rands par mois 65/.

63/ Jo Morris, "The role of foreign firms in Namibia" (Africa Publications Trust, Londres, 1974), p. 137; W.H. Thomas, "The economy of South Africa : an over-all perspective", Université de Cape Town, février 1975 (document multigraphié), p. 7, 8, 15, 16.

64/ Morris, op. cit., 2 décembre 1974, p. 141 et 142.

65/ Windhoek Advertiser, 2 décembre 1974.

378. L'étude officielle sur la situation dans le Territoire a indiqué le niveau des rémunérations en espèces et en nature des travailleurs africains 66/. Selon ces données, la rémunération moyenne en espèces du personnel africain de la Consolidated Diamond Mines était en 1973 de 87,38 rands par mois, et la rémunération moyenne garantie du groupe le moins payé se situait entre 49 et 62 rands par mois. On estimait que les avantages en nature - nourriture, logement, soins médicaux, etc. - représentaient en outre 25,9 rands par mois et par travailleur. A la Tsumeb Corporation Ltd., qui exploite dans le Territoire trois mines de métaux communs, les rémunérations moyennes en espèces étaient en 1973 de 36,63 rands par mois, les avantages en nature étant évalués à 34,78 rands par mois. Dans l'industrie de la pêche, la rémunération "type" d'un travailleur de conserverie, pendant les six mois que durait la campagne de pêche, se décomposait en 1974 de la façon suivante : salaire de base en espèces, 27,30 rands; heures supplémentaires, 26 rands; primes, 8,66 rands; paiement de congé, 1,43 rand; soit au total 63,39 rands par mois. En outre, l'entreprise versait en moyenne 17 rands par mois pour chaque travailleur logé dans des camps. Les membres des équipages recevaient un salaire mensuel de base de 80 rands pendant huit mois, et de 40 rands pendant les quatre autres mois 67/.

379. Le mécontentement persistant des travailleurs et des employeurs au sujet du fonctionnement du système révisé des contrats de travail, en ce qui concerne notamment le niveau des salaires, a été signalé par le Ministre adjoint de l'administration bantoue dans le discours qu'il a prononcé lors d'une conférence d'industriels de Windhoek. Il a déclaré qu'en 1974, sur les 3 300 travailleurs agricoles qui avaient sollicité un contrat de travail, plus de 1 000 avaient quitté par la suite leur poste avant la fin de l'année 68/.

8. Autres violations graves des droits de l'homme

380. Selon certains renseignements reçus par le Groupe spécial d'experts, les consultations politiques, organisées en septembre 1974 par le Comité exécutif du National Party en vue d'apporter une "solution mutuellement satisfaisante" aux problèmes concernant l'avenir du Territoire, se sont accompagnées d'une campagne de répression accrue contre les organisations politiques visant à établir sur une base unitaire l'indépendance nationale du Territoire. Ces organisations comprennent notamment la SWAPO et la Convention nationale de la Namibie, groupement d'organisations politiques et tribales alliées à la SWAPO. Bien que les chefs du National Party aient déclaré que l'acceptation de la politique des "homelands" n'était pas une condition sine qua non pour la prétendue conférence multiraciale envisagée, et que toutes les options pourraient y être examinées, de la création d'une fédération à la constitution d'un Etat unitaire, seuls en fait pouvaient participer à cette prétendue conférence les dirigeants africains qui consentaient à représenter les "intérêts particuliers" d'un "groupe ethnique". La décision officielle dans laquelle l'Assemblée législative, uniquement composée de Blancs, a approuvé la proposition de pourparlers multiraciaux reconnaissait l'existence de différents groupes de population ayant chacun le droit de préserver sa culture et sa langue; excluait la participation des partis politiques non blancs aux pourparlers en faisant valoir que personne ne savait précisément qui ils représentaient; écartait toute solution fondée sur la règle de la majorité; et notait que "l'ordre public" devait être maintenu par l'Afrique du Sud au cours du processus conduisant à l'autodétermination 69/.

66/ South West Africa Survey, 1974, p. 58-61.

67/ Namib Times, 31 janvier 1975.

68/ Star, 7 juillet 1975.

69/ A/10023/Add.3, par. 106-110.

381. Dans une déclaration faite à Lusaka le 26 septembre 1974, les porte-parole de la SWAPO ont tenu à souligner que l'annonce des pourparlers était une manoeuvre politique calculée et délibérée visant à perpétuer la "bantoustanisation" et à annexer la Namibie à l'Afrique du Sud. Dans une déclaration faite à Windhoek, M. Axel Johannes, secrétaire administratif de la SWAPO en Namibie a indiqué que cette organisation serait disposée à envisager des pourparlers avec le Gouvernement sud-africain à condition que celui-ci décide de renoncer à la politique des "homelands" et de rétablir les droits de l'homme pour les habitants du Territoire. Le peuple de Namibie avait connu "les massacres, les meurtres, la torture, la prison, les flagellations barbares en public et toutes les formes de négation des droits de l'homme fondamentaux pendant des années", mais il était prêt à reconnaître un changement d'attitude sincère 70/.

382. Lors d'une conférence de presse tenue à Windhoek le 17 janvier 1975, M. Axel Johannes, Secrétaire administratif de la SWAPO, a réitéré le refus de son organisation de participer aux prétendus pourparlers multiraciaux parce que ceux-ci étaient conçus sur une base tribale et que les dirigeants authentiques du peuple namibien, n'y participeraient pas, et il a répété les conditions préalables à des négociations avec le Gouvernement sud-africain. Il a déclaré que tout futur gouvernement formé par la SWAPO promulguerait une Charte garantissant le respect des droits de l'homme fondamentaux dont le peuple du Territoire avait été privé. Ces conditions préalables, au nombre de six; étaient que l'Afrique du Sud devait : i) reconnaître et proclamer le droit du peuple namibien à l'indépendance et à la souveraineté nationale; ii) admettre comme principe le caractère absolu et inviolable de l'intégrité territoriale namibienne; iii) reconnaître dans la SWAPO le seul représentant authentique du peuple namibien; iv) libérer tous les prisonniers politiques en Namibie et en Afrique du Sud; v) permettre à tous les Namibiens actuellement exilés de revenir librement dans leur pays sans crainte d'arrestation ou de brimades; vi) s'engager avant tous pourparlers à retirer du Territoire namibien l'ensemble de ses troupes et forces de police 71/.

383. A la neuvième session extraordinaire du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine tenue à Dar es-Salam du 7 au 10 avril, une résolution sur la Namibie adoptée à l'unanimité a condamné l'Afrique du Sud qui continuait à occuper illégalement la Namibie et intensifiait les méthodes de répression à l'égard du peuple namibien 72/.

384. Le président de la SWAPO, M. Sam Nujoma, a fourni des renseignements sur ce qu'il a appelé "les mesures prises par l'occupant dans sa campagne visant à empêcher le peuple namibien de progresser vers l'autodétermination et une véritable indépendance nationale". Il a notamment parlé du renforcement des troupes sud-africaines dans le Territoire et des élections forcées dans les bantoustans de l'Ovamboland 73/.

385. Il a été signalé que les fonctionnaires sud-africains en poste dans le Territoire tentaient de créer une alliance contre la prétendue domination ovambo en exploitant la crainte éprouvée par les petits groupes ethniques de se trouver écrasés

70/ Ibid., par. 116, Conférence de presse de la SWAPO, 30 décembre 1974.

71/ Conférence de presse de la SWAPO, le 17 janvier 1975.

72/ SWAPO Information Bulletin, New York, 16 avril 1975.

73/ S/PV.1823, 30 mai 1975.

sous le nombre dans un état unitaire, situation qu'un système fédéral garantissant les droits des minorités permettrait d'éviter. Un document de la SWAPO exposant un projet de dispositions constitutionnelles pour le Territoire a été communiqué à la presse du monde entier quelques jours avant le début des pourparlers constitutionnels à Windhoek le 1er septembre. Dans ces propositions, le parti s'engageait à supprimer le racisme, à accorder sans réserve la citoyenneté namibienne à tous les individus nés dans le pays ou y ayant résidé cinq années avant l'indépendance. Une Déclaration des droits d'une large portée pourrait être invoquée par les citoyens à l'encontre du pouvoir exécutif ou de l'administration; la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et les deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme seraient ratifiés. En outre, le Protocole facultatif du Pacte international relatif aux droits civils et politiques serait respecté : il permet d'engager une action internationale contre les gouvernements qui n'assurent pas à leurs citoyens les droits de l'homme. Le régionalisme ethnique, la représentation proportionnelle dans une chambre unique, une assemblée législative de 100 membres élus, autant d'éléments qui sont écartés, mais la création d'une chambre de chefs tribaux, en tant que seconde chambre ayant des fonctions consultatives, est prévue 74/.

386. Une réunion de représentants de partis et de groupes politiques anti-apartheid se serait tenue à Okahandja les 13 et 14 septembre 1975. Elle comprenait des représentants de la Convention nationale de la Namibie et des communautés damara, nama et herero. Elle a abouti à une déclaration dénonçant le caractère non-représentatif et tribal de la prétendue conférence constitutionnelle convoquée par le Gouvernement sud-africain, les délégués ne pouvant exprimer les aspirations de la population du Territoire. Alors que le gouvernement prétendait rechercher une solution pacifique, la police arrêtait et menaçait les dirigeants politiques et leurs partisans. La conférence était illégale, car elle était organisée au mépris du statut international du Territoire. Les auteurs de ce texte se montraient favorables à une constitution unitaire fondée sur la Déclaration universelle des droits de l'homme. Lors de l'examen de la question de Namibie, à la trentième session de l'Assemblée générale, la Quatrième Commission, conformément à une décision prise à sa 2134^{ème} séance, tenue le 30 septembre 1975, a fait droit à la demande d'audition formulée dans un télégramme daté du 22 septembre 1975 adressé au Secrétaire général par les représentants des partis et groupes politiques anti-apartheid en Namibie.

B. MOUVEMENTS D'ETUDIANTS

Introduction

387. Cette question est évoquée pour la première fois dans le rapport du Groupe spécial d'experts. Les renseignements et les faits parvenus à la connaissance du Groupe indiquent que l'enseignement en Namibie s'inspire de conceptions si restrictives et si autoritaires que la population noire et métisse du Territoire se trouve privée d'une éducation digne de ce nom. La Namibie n'a pas d'université mais elle a un certain nombre d'instituts techniques et théologiques, ainsi que des écoles supérieures appliquant la ségrégation où l'on peut considérer les études comme sérieuses. Ces établissements comprennent l'Augustineum de Windhoek, une école secondaire, un centre de formation technique et pédagogique, l'institut de formation professionnelle technique et pédagogique d'Ongwediva dans l'Ovamboland qui dépend de l'Etat, le Paulinum Theological Seminary et l'école secondaire Martin Luther, qui dépend de l'Eglise luthérienne. Les seuls diplômés noirs viennent des universités sud-africaines (voir ci-dessus le chapitre premier sur l'Afrique du Sud, section D).

1. Législation en la matière

388. En 1958 la Commission Van Zyl a recommandé l'adoption dans le Territoire de la politique ségrégationniste appliquée en Afrique du Sud à l'enseignement bantou. Cela implique que l'enseignement est dispensé selon le plan d'étude du département de l'enseignement bantou : il est donné dans la langue maternelle du groupe ethnique et les écoles de mission sont remplacées par des écoles de l'Etat. D'après le rapport Odendaal, en 1962, 89 % des écoles accueillant des métis, et 57 % des écoles accueillant des Africains étaient celles des missions 75/.

389. Jusqu'en 1969, l'enseignement des Africains dépendait de l'administration du Sud-Ouest africain à Windhoek. Après la promulgation du South West African Affairs Act No 25 de 1969, la charge de l'enseignement a été transférée, pour les Africains, au département de l'administration et de l'enseignement bantous, et pour les métis, les Rehoboths et les Namas, au département Sud-africain des relations avec les métis, les Rehoboths et les Namas. L'application du Bantu Education Act No 47 de 1953, amendé, a été étendue à la Namibie en 1970, et le système d'enseignement dans le Territoire est calqué sur celui de la République. Des dispositions législatives prévoyant un enseignement distinct pour les différentes ethnies et le transfert aux autorités des "homelands" du contrôle de l'enseignement local ont été mises en vigueur.

2. Groupements d'étudiants existants

390. Pour autant qu'on le sache, il n'existe pas en Namibie de groupements d'étudiants à proprement parler, étant donné les structures que le Gouvernement sud-africain impose aux établissements d'enseignement. Jusqu'à la fin de la décennie 1960, le Gouvernement sud-africain négligeait à peu près complètement l'enseignement supérieur dans le Territoire; en 1962, les études primaires représentaient 98 % de tout l'enseignement, et 46 % seulement des enfants africains

75/ Rapport de la Commission d'enquête sur les affaires du Sud-Ouest africain, 1962-63 (rapport Odendaal) cité dans "Education policy and results", South West Africa, Travesty of Trust, M. K. McGill, R. First et R. Segal Ed. 1967.

fréquentaient l'école. Cette même année, il n'y avait en tout et pour tout que 3 Africains en propédeutique (c'est-à-dire se préparant à entrer à l'Université) 76/. D'après les derniers renseignements disponibles, il y a au total dans le Territoire sept écoles secondaires, quatre centres de formation professionnelle, et cinq écoles normales. Il n'existe pas d'établissement d'enseignement supérieur. Sur les 451 écoles officiellement répertoriées en 1973, 407 étaient des écoles communautaires appliquant le programme d'enseignement bantou. Soixante-quinze pour cent des élèves africains quittaient l'école au cours des trois premières années. En 1971, six seulement des 1 911 enseignants africains du Territoire étaient titulaires d'un diplôme universitaire. Les étudiants namibiens qui se sont fait inscrire à l'université ont été au nombre de 39 en 1973 et de 29 en 1974; 33 au total poursuivaient leurs études dans les universités (bantoues) sud-africaines 77/.

391. Malgré leur énorme besoin d'éducation de base, les jeunes Africains hésitent à fréquenter les écoles de l'Etat où l'enseignement est médiocre, empreint de partis pris idéologiques et linguistiques et d'autoritarisme. Ceux qui ne peuvent s'inscrire dans les écoles des missions, qui dispensent un assez bon enseignement, préfèrent parfois aller travailler plutôt que de fréquenter une école de l'Etat. Depuis que l'Afrique du Sud administre le Territoire, le nombre des écoles de mission est passé de 211 en 1922 à 36 en 1973.

392. Un grand nombre de jeunes Namibiens réussissent à s'échapper pour faire des études à l'étranger. Pendant les décennies 1950 et 1960, la communauté herero et d'autres communautés africaines ont épargné pour pouvoir envoyer à l'étranger des jeunes gens particulièrement doués, dont beaucoup sont devenus par la suite les porte-parole des organisations nationalistes SWAPO et SWANU. Au cours des dix dernières années, ces mouvements ont eux-mêmes patronné l'envoi d'étudiants dans des pays africains, en Europe occidentale et orientale et aux Etats-Unis. Tous ces facteurs ont contribué à empêcher la formation d'une communauté étudiante en Namibie 78/.

393. Dans les écoles et les centres de formation certaines activités politiques n'en continuent pas moins depuis 1971, date à laquelle avaient été signalées des démonstrations et des grèves d'étudiants en faveur de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice de 1971. En août 1973, a été créée la SWAPO Youth League qui compte parmi ses membres de nombreux étudiants. Ses activités et les mesures de répression dont elle a été l'objet par la suite ont été brièvement exposées dans de précédents rapports du Groupe spécial d'experts; la répression policière contre les étudiants a continué pendant toute la période considérée. En 1974, la fuite de jeunes Namibiens hors de Namibie a été attribuée en partie à l'application de la ségrégation dans l'enseignement; à l'expulsion d'écoliers et d'étudiants

76/ Gottfried Geingob, "Experience as a Student and Teacher", publié dans South West Africa, Travesty of Trust; Rapport Odendaal; Breaking Contract : The Story of Vinnia Ndadi (Canada), LSM Press, 1974.

77/ Survey of Race Relations, 1974 (SAIRR), pages 342-353; Morris, op. cit., p. 166-167 et 177; House of Assembly Debates, 18 mars 1975.

78/ Geingob; op. cit. p. 221.

désireux de poursuivre leurs études et aux déplacements forcés d'enseignants, en particulier des opposants au régime. Des étudiants namibiens ont récemment été expulsés des Universités de la République ou renvoyés de leur école ou de leur emploi dans le Territoire, parce qu'ils étaient soupçonnés d'appartenir à la SWAPO ou d'avoir tenté d'organiser des réunions publiques 79/.

3. Entraves aux mouvements d'étudiants

394. Les principaux obstacles au développement des mouvements d'étudiants dans le Territoire, outre ceux qui sont mentionnés ci-dessus, semblent être la ségrégation entre étudiants africains et étudiants métis ainsi que les dispositions du Bantu Education Act et des Education Acts for Coloureds, Namas and Rehobothers, qui prévoient le renvoi et la punition des élèves par les autorités pour toute une série de prétendus manquements à la discipline 80/.

395. Dans les "homelands" septentrionaux de l'Ovamboland et du Kavangoland, le département de l'administration bantoue et les autorités des "homelands" se partagent en théorie la direction de l'enseignement. Les conflits politiques croissants dans ces zones et le climat général d'intimidation ont été décrits dans le dernier rapport du Groupe spécial d'experts 81/.

79/ Voir E/CN.4/1135, par. 208, 220, 221, 223, 228-32; Magdalena Shamena "Letter from a Namibian Woman" dans Objective Justice, mars 1975; Lutheran World Federation News Service, 38/74, 23 octobre 1974; Namibia News, mai-juin 1975.

80/ South West Africa Survey, 1974, p. 62-63; Survey of Race Relations, 1974, p. 342, 347, 352, 353; cf. E/CN.4/1159, par. 275; Breaking Contract : The story of Vinnia Ndadi, (Canada, LSM Press, 1974).

81/ E/CN.4/1159, par. 196, 276.

C. L'APARTHEID ET LA FAMILLE AFRICAINE

Introduction

396. Cette question est examinée ici pour la première fois par le Groupe spécial d'experts. Les structures du système de la ségrégation raciale, les réglementations sur les laissez-passer, les permis et les migrations, le système de la main-d'oeuvre sous contrat - autant de facteurs qui s'opposent à la vie de la communauté et de la famille africaines - ont été examinés dans les sections y relatives du présent rapport et des rapports précédents du Groupe. Ces questions sont traitées ici du point de vue général des effets de l'apartheid sur la famille africaine.

1. Description de la famille africaine et analyse de son rôle

397. D'une manière générale, il existe peu d'informations originales sur la famille africaine qui aient spécifiquement trait à la Namibie. Une grande partie des études portant sur la famille et son rôle en Afrique du Sud concernent en fait la situation en Namibie. En conséquence, on trouvera dans le chapitre premier du présent rapport l'exposé des effets exercés sur la famille africaine par l'urbanisation, les déplacements de population, le système de la main-d'oeuvre migrante, les lois sur les laissez-passer, la ségrégation des groupes ethniques.

398. Certaines études portant sur la population, la pyramide des âges, la vie familiale et sociale des Africains dans les zones rurales, les réserves et les centres urbains, ont été rassemblées après la deuxième guerre mondiale par le Département des affaires indigènes bantoues. Elles concernent la situation de la famille africaine avant la "banboustanisation" et l'application du "Rapport Odendaal" relatif aux "Homelands" des différents groupes ethniques. Le gros de cette documentation a trait aux familles et aux individus des communautés herero et damara (Bergdama) 82/. Ces études portent sur les réserves d'Otjituo (Herero), de Waterberg East (Herero), d'Okombahe (Damara), d'Otjohorongo (Herero), d'Epukeiro (Herero), d'Aminuis (Tswana/Herero), d'Otjimbingwe (Herero/Damara), d'Ovitoto (Herero), et sur les localités de Grootfontein, Otjiwarongo, Omaruru, Gobabis, Karibib, Usakos et Okahandja, dont la population se compose d'Africains de plusieurs communautés, de métis et de travailleurs migrants venus des zones du Nord. Ces études montrent qu'en général les Hereros vivent au sein de familles élargies, tandis que chez les Damaras, c'est le noyau familial qui prédomine; mais dans les deux cas, il n'y a pas d'équilibre entre la population masculine et la population **féminine**, les hommes de 16 à 30 ans travaillant au loin, soit dans des fermes appartenant à des blancs soit dans les villes. Ces études montrent aussi que, dans toute la mesure du possible, des liens étroits sont maintenus entre les familles et leurs proches se trouvant dans les réserves rurales ou dans les centres urbains, et qu'il y a un grand nombre de mariages mixtes entre les différentes tribus et communautés africaines dans les zones urbaines.

82/ Study of the Grootfontein District, EP No 45, Dept. of Bantu Administration, 1959; Study of Otjiwarongo District, EP No. 44, 1959; Study of Omaruru District, EP No. 43, 1959; Study of Gobabis District, EP No. 42, 1959; Study of Karib District, EP No 40, Dept. of Native Affairs, 1958; Study of Okahandja District, EP No 38, 1957.

399. La situation actuelle dans les centres urbains du Territoire, en particulier à Katutura, faubourg africain de Windhoek, a été analysée dans plusieurs études récentes. Celles-ci soulignent l'importance des problèmes sociaux causés par l'incapacité où se trouve lié souvent le chef de famille de procurer aux siens plus que le strict minimum vital, et par l'isolement qu'imposent aux travailleurs migrants, même dans les quartiers africains, les restrictions à la liberté de déplacement et de résidence 83/.

400. Le Groupe spécial d'experts n'a pas eu à sa disposition des études historiques ou anthropologiques relatives à la vie de la famille africaine hors de la "zone de police" - c'est-à-dire dans l'Ovamboland, le Kavangoland, le Kaokoveld et le Caprivi. Une série d'études concernant les effets qu'exerce sur la vie de la famille le système de travail sous contrat ont été cependant effectuées après la grève générale en 1971 des travailleurs migrants originaires de l'Ovamboland et d'autres régions du Nord. Elles montrent les conséquences néfastes, d'une part, de l'absence des maris et des pères, les travaux agricoles et l'éducation des enfants étant alors à la charge des femmes et des mères, d'autre part, des lois sur les laissez-passer, des règlements sur les migrations et de la ségrégation entre "groupes ethniques" africains résidant dans les zones blanches. Dans les réserves, l'absence des hommes empêche les familles africaines de cultiver convenablement le sol, ce qui leur permettrait de subvenir à leurs besoins 84/.

2. Effets à court et à long terme de la politique d'apartheid sur la famille africaine

a) Effets sur les relations conjugales

401. Les effets dissolvants du système de la main-d'oeuvre sous contrat ont été largement analysés : ils comprennent l'alcoolisme, l'adultère, les maladies vénériennes, la rupture des mariages. Les périodes répétées de travail sous contrat font qu'un mari passe les deux tiers de son temps hors de son foyer. Les restrictions rigoureuses imposées aux migrations - et que le gouvernement a récemment déclaré vouloir maintenir dans le Territoire quels que soient les assouplissements apportés à la politique d'apartheid - empêchent femmes et enfants de suivre le travailleur dans ses déplacements. L'une des principales revendications des grévistes de 1971 consistait à demander que leurs familles soient autorisées à les accompagner quand ils changeaient de lieux de travail 85/.

402. Les travailleurs sous contrat ressentent profondément les effets destructeurs de ce système sur leur vie et en éprouvent une certaine amertume comme l'a montré une enquête effectuée par Rauha Voipio pour le synode des églises évangéliques luthériennes en Namibie. Des questionnaires ont été envoyés aux travailleurs sous contrat et à

83/ Morris, op.cit., pp. 148-152; W. Pendleton, Marriage and Urban Tribalism among Africans, Paper No. 30 (Johannesburg, Institute for the Study of Man in Africa, 1972); W. Pendleton, Katutura, A Place Where We Do Not Stay (San Diego State University Press, 1974).

84/ John Kane-Berman, "Contract labour in South West Africa" (South African Institute of Race Relations, document RR/30/72, avril 1973); Breaking Contract : The Story of Vinnia Ndadi (Canada, LSM Press, 1974), p. 14-15.

85/ Kane-Berman, op. cit., p. 22 à 24; appendice II, XI-XIV.

leurs épouses, aux bergers de l'Ovamboland et au personnel des centres industriels et miniers. Près de 1 000 de ces questionnaires ont été remplis et constituent la source d'information la plus complète au sujet des effets du travail migrant sur la vie de famille des Africains dans le Territoire. On y voit que les travailleurs passaient en moyenne 12 à 18 mois de suite hors de leur foyer; les périodes de 6 à 12 mois deviennent plus fréquentes depuis l'introduction en 1972 du système "révisé" de recrutement 86/.

403. On estime que la proportion des hommes adultes se trouvant éloignés de leur foyer est en tout temps de 37 %. Il s'ensuit que les mariages subissent une tension constante, qu'il s'agisse de l'épouse restée au foyer ou du mari livré à lui-même dans les camps de travailleurs ou dans les exploitations agricoles 87/.

404. Les précédents rapports du Groupe spécial d'experts fournissent des renseignements sur les réglementations du travail et les mesures anti-migration qui entraînent la séparation des familles 88/.

405. Les études officielles susmentionnées parlent longuement du déséquilibre entre la population masculine et la population féminine dans les réserves situées hors de la "zone de police". Le manque d'emplois à proximité du foyer oblige les hommes à rester éloignés de leur famille pendant de longues périodes 89/.

b) Effets sur les relations entre parents et enfants

406. Les enfants des familles se trouvant dans les zones du Nord grandissent sans la présence de leur père; ils finissent souvent par oublier leur père, quand son absence a duré trop longtemps. "A cause de mon travail sous contrat, mes enfants ne me connaissent pas", telle est l'une des réponses faite au questionnaire de 1972 90/.

c) Effets psychologiques, sociaux, moraux, culturels, politiques et économiques

407. Les éléments de la politique d'apartheid qui portent particulièrement atteinte à la vie de la famille en Namibie sont les lois sur les laissez-passer, le contrôle des migrations, la ségrégation dans les résidences, les lois sur les mœurs, les déplacements forcés de personnes, le système des "homelands". Si la documentation sur ces éléments est abondante, quand il s'agit des familles africaines vivant dans la République d'Afrique du Sud, elle est très maigre quand il s'agit de leurs effets en Namibie. Il faut donc se reporter aux renseignements dont on dispose en ce qui concerne la situation dans la République.

86/ Rauha Voipio, Kontrak soos die Ovambo dit sien (Christian Institute, South Africa, 1972), cité plusieurs fois dans Kane-Berman, op. cit.

87/ Morris, op. cit.

88/ E.g., E/5622, par. 118-130.

89/ Etudes officielles déjà citées : EP No 45, par. 140; EP No 44, par. 59; EP No 43, par. 157; EP No 42, par. 130; EP No 38, par. 62.

90/ Kane-Berman, op. cit.; Morris, op. cit.

408. Les lois sur les laissez-passer et les restrictions à la liberté de circulation et d'association des Africains tendent à disperser les familles dans différentes circonscriptions, homelands ou réserves, ce qui crée des problèmes économiques, sociaux, moraux et psychologiques. Ce processus a déjà été exposé dans des rapports précédents du Groupe spécial d'experts, en particulier ceux de 1974 et 1975 91/.

409. Il existe une ample documentation sur les fâcheux effets politiques et économiques de la politique de "bantoustanisation". Il s'agit là notamment de l'absence de droits politiques et de la détresse économique des familles africaines vivant dans les zones de "homelands". Ce point a également été exposé dans des rapports précédents du Groupe spécial d'experts 92/.

410. Comme exemple des effets exercés sur la vie de famille par la politique d'apartheid - en l'occurrence par les restrictions aux migrations - nous citerons le cas de Mlle Natalia Kanta qui remonte à mars 1974. Cette personne s'est pourvue en vain devant la Cour Suprême contre une décision du commissaire aux affaires bantoues à Windhoek exigeant son retour dans la réserve d'Otjinene. Mlle Kanta, mère célibataire de trois enfants, était venue à Windhoek après que son bétail était mort par suite d'un déplacement forcé de Tses; elle avait été d'abord autorisée à demeurer provisoirement à Windhoek, mais cette fois on lui refusait le droit de travailler 93/.

91/ Kane-Nerman, op. cit., p. 11-13; Morris, op. cit., p. 148; A Trust Betrayed : Namibia (New York, United Nations Office of Public Information, 1974), p. 11-12; W. Courtney, Namibia : US Corporate Involvement, p. 10-11; E/CN.4/1135, par. 211-232; E/CN.4/1159, par. 68-69.

92/ E/CN.4/1135, par. 244-272; E/CN.4/1159, par. 238-254; A Trust Betrayed : Namibia, p. 7-8; M. Scott, A Time to Speak (London, 1958); R. First, South West Africa (London, 1963); R. Vigne, A Dwelling Place of Our Own (London, International Defense and Aid Fund, 1973), p. 33-36.

93/ Windhoek Advertiser, 30 mars 1974.

D. CONFERENCE DE DAKAR

1. Organisation

a) Préparation

411. La Commission des droits de l'homme lors de sa trente et unième session a adopté la résolution 5 (XXXI) du 14 février 1975 dont le paragraphe 8 était ainsi conçu :

"Prie le Commissaire des Nations Unies pour la Namibie de tenir compte des recommandations du Groupe spécial d'experts et, en particulier, dénonce la flagellation publique d'opposants à l'apartheid, et organise un séminaire mondial consacré exclusivement aux violations massives des droits de l'homme qui se produisent chaque jour en Namibie."

412. A la suite de contacts entre le Commissaire des Nations Unies pour la Namibie, l'Institut international des droits de l'homme et le Président du Groupe spécial d'experts, le Gouvernement de la République du Sénégal a invité l'Institut à organiser sous le patronage du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie et en collaboration avec la Commission internationale des juristes et l'Association internationale des juristes démocrates, une conférence qui se tiendrait à Dakar sur le thème "la Namibie et les droits de l'homme".

b) Participation

413. La Conférence de Dakar s'est effectivement tenue du 5 au 8 janvier 1976. Elle a réuni d'éminentes personnalités venant du monde entier. Il y avait notamment des délégués désignés par leurs gouvernements, par des organisations intergouvernementales et par des organisations non-gouvernementales. Il y avait également des représentants de la SWAPO dirigés par leur président M. Sam Nujoma. Ont également pris part à la Conférence de Dakar des experts invités à titre individuel.

414. Le Groupe spécial d'experts en entier, conformément au vœu qu'il avait lui-même exprimé, a été invité à participer à la Conférence et y a pris effectivement part.

415. Il est important de signaler par ailleurs que le Conseil des Nations Unies pour la Namibie en entier, une représentation du Comité des Vingt-Quatre et une représentation du Comité spécial contre l'Apartheid étaient présents à Dakar.

416. M. Rupiah B. Banda, Ministre des affaires étrangères de la République de Zambie, M. Amadou Mahtar M'Bow, Directeur général de l'UNESCO et M. Issoufou Djermakoye, Secrétaire général adjoint des Nations Unies, étaient également présents à Dakar.

c) Activités annexes

417. Parallèlement à la Conférence de Dakar elle-même, des activités annexes tendant à attirer l'attention sur la discrimination raciale d'une façon générale et sur le problème de la Namibie en particulier ont été organisées.

418. Un festival international du film sur la discrimination raciale ouvert par une soirée de gala présidée par le Ministre de la Justice de la République du Sénégal a permis de présenter au public dans différentes salles de Dakar onze films consacrés à la discrimination raciale à l'égard des noirs.

419. Dans le hall de la Conférence, une exposition de documents relatifs à la Namibie a été organisée.

420. Un timbre commémorant la Conférence de Dakar sur la Namibie et les droits de l'homme a été émis en même temps qu'une flamme et un cachot qui ont été utilisés pendant tout le temps qu'a duré la Conférence.

2. Travaux

a) Documents de la Conférence

421. Les documents de la Conférence ont été préparés par l'Institut international des droits de l'homme, par un sous-comité juridique sénégalais et par les services du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie. Certains ont été reproduits pendant ou après la Conférence. La Division des droits de l'homme des Nations Unies a également soumis un document 94/.

422. Il convient d'attirer tout particulièrement l'attention sur un document de travail qui a une importance particulière du fait qu'il a réuni l'accord unanime des représentants des églises qui ont participé à la Conférence de Dakar et aussi sur le très important discours du Président Léopold S. Senghor, discours qui est présenté à la fois comme une monographie et un programme sur le problème de la Namibie. Le professeur Felix Ermacora, à la demande du Président du Groupe spécial d'experts, a préparé une étude sur la flagellation publique en Namibie.

b) Commissions

423. La Conférence a été ouverte par une séance inaugurale présidée par M. Léopold S. Senghor, Président de la République du Sénégal. Ont pris la parole au cours de cette séance, M. Amadou Makhthar M'Bow, Directeur général de l'UNESCO, M. Issoufou Djermakoye, Secrétaire général adjoint des Nations Unies, M. Sam Nujoma, Président de la SWAPO, M. Rupiah B. Banda, Ministre des affaires étrangères de la République de Zambie et M. Léopold S. Senghor, Président de la République du Sénégal lui-même.

424. Au cours d'une seconde séance plénière présidée par M. Kéba M'Baye, président du Groupe spécial d'experts et président de la Conférence, ont pris la parole : M. Duncan W. Kamana, président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, M. G.A. Allana, président de la Commission des droits de l'homme, un représentant du Comité des Vingt-Quatre, M. Franck Boaten, représentant du Comité spécial contre l'apartheid, Monseigneur Johannes Dyba, représentant du Saint-Siège, M. Hellberg, représentant de la Fédération luthérienne mondiale, M. Dwain Epps, représentant du Conseil oecuménique des églises, et M. Schreiber, directeur de la Division des droits de l'homme des Nations Unies.

425. Deux commissions de travaux ont été formées : chacune d'entre elles était dirigée par un bureau comprenant deux co-présidents, deux rapporteurs et un secrétaire.

94/ La liste des documents diffusés lors de la Conférence de Dakar sur la Namibie et les droits de l'homme figure à l'annexe II au présent chapitre.

426. Le travail de coordination concernant la Conférence était assuré par un Comité exécutif composé du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie, M. Scan McBride, du Président de la Conférence, M. Kéba M'Baye, du Président intérimaire de l'Institut international des droits de l'homme, M. Gansho van der Meersch, du Secrétaire général de la Commission internationale des juristes, M. Niall McDermot, et du Président de l'Association internationale des juristes démocrates, M. Jöe Nordmann.

427. La première commission avait pour rôle d'étudier le thème : "La Namibie et les droits de l'homme d'hier à aujourd'hui" autour de trois points ainsi conçus :

- "Les données historiques, politiques, économiques et sociales de la situation des droits de l'homme en Namibie";
- "La situation juridique des habitants de Namibie sous le régime illégal actuel";
- "Les aspects de la lutte antérieure et extérieure pour les droits de l'homme en Namibie".

428. La seconde commission avait pour thème "La Namibie et les droits de l'homme d'aujourd'hui à demain" autour de trois points :

- "L'activité présente et future des organisations gouvernementales et non gouvernementales pour la libération de la Namibie; mise en oeuvre du décret du Conseil des Nations Unies pour la Namibie sur les ressources naturelles";
- "Les commissions d'exercice du droit à l'autodétermination par les Namibiens";
- "La mise en oeuvre des droits de l'homme en Namibie indépendante".

429. Les travaux des différentes commissions ont fait l'objet d'un rapport général dont la rédaction a été confiée à M. Abdoulaye Dieye, Conseiller à la Cour suprême du Sénégal.

430. La Conférence s'est terminée par une séance plénière de clôture présidée par M. Abdou Diouf, premier ministre de la République du Sénégal, au cours de laquelle, après la soumission par M. Allana, président de la Commission des droits de l'homme, d'une motion de remerciements, le rapport général fait par M. A. Dieye, la Déclaration de Dakar ainsi que son annexe, le Programme d'action, présentés par M. Kéba M'Baye, président de la Conférence, ont été adoptés sans débats, par acclamation.

431. Au cours de la séance plénière de clôture, le Premier Ministre a pris la parole pour prononcer la clôture de la Conférence.

3. Résultats

a) Déclaration de Dakar et Programme d'action

432. Les conclusions et les recommandations de la Conférence ont été prises sous la forme de deux documents : la Déclaration de Dakar et le Programme d'action qui lui est annexé. Ces documents sont reproduits à l'annexe I au présent chapitre.

i) Déclaration de Dakar

433. La Déclaration de Dakar et le Programme d'action sont l'expression de l'opinion publique mondiale touchant la situation actuelle en Namibie, territoire illégalement occupé par la République sud-africaine alors même qu'il est légalement placé sous l'administration de l'Organisation des Nations Unies. Ils ne doivent pas être considérés comme exprimant les vues des gouvernements car les participants à la Conférence ont assisté à cette dernière, non pas en qualité de représentants des Etats, mais bien à titre individuel, en tant que représentants d'organisations gouvernementales ou non gouvernementales. Il convient toutefois d'ajouter qu'il a été spécialement tenu compte des décisions et résolutions que les divers organes des Nations Unies ont adoptées concernant la Namibie. La liste des participants fait ressortir la grande variété des milieux représentés et l'intérêt porté, dans le monde entier, au problème de la Namibie. La presse mondiale a fait une très large place aux travaux de la Conférence de Dakar et aux Conclusions qui y ont été dégagées.

434. La Déclaration a insisté sur le droit à l'autodétermination qu'elle considère comme le droit de l'homme qui devance tous les autres.

435. Elle constate que l'Afrique du Sud a violé son mandat et estime que l'extension du régime de l'apartheid à la Namibie était une menace contre la paix et la sécurité.

436. Elle dénonce le renforcement récent de la présence militaire de l'Afrique du Sud en Namibie et fustige la complicité active ou passive dont certains Etats se rendent coupables.

437. Après avoir dépeint les caractéristiques du régime de l'apartheid, la Déclaration se félicite des mesures prises par la communauté internationale et invite à la prudence en ce qui concerne la prétendue politique d'ouverture et de dialogue de l'Afrique du Sud.

438. La Déclaration invite les gouvernements à reconnaître la SWAPO comme l'authentique et unique représentant du peuple namibien.

439. Elle précise qu'à part l'utilisation de moyens coercitifs par la communauté internationale, seule la force y compris la lutte armée est capable de décider l'Afrique du Sud à respecter les décisions de l'Organisation des Nations Unies.

ii) Programme d'action

440. Le Programme d'action est proposé aux organisations internationales, aux Etats, aux organisations non gouvernementales et aux groupes socio-professionnels et d'information et constitue un ensemble de mesures à prendre pour assurer aux Namubiens l'exercice de leur droit à l'autodétermination. Il est annexé à la Déclaration avec laquelle il forme un tout.

441. Le Programme s'adresse d'abord au Conseil de sécurité auquel il est proposé de décider que l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud est une menace pour la paix et la sécurité internationales et d'en déduire un certain nombre de mesures, notamment l'embargo sur la vente, les dons et les transferts d'armes, l'intervention auprès de certaines organisations intergouvernementales pour arrêter les relations économiques et financières avec l'Afrique du Sud, et l'action auprès de la République fédérale d'Allemagne pour fermer son consulat à Windhock.

442. Il est également demandé au Conseil de déclarer la nécessité de procéder à des élections libres, d'exiger de l'Afrique du Sud qu'elle reconnaisse les droits du peuple namibien et prenne les mesures nécessaires pour opérer le retrait de son administration et en tout état de cause se conformer aux décisions de la communauté internationale, libérer les prisonniers politiques et abolir l'apartheid en Namibie.

443. L'Assemblée générale de son côté est invitée à suppléer le Conseil de sécurité dans le cas où celui-ci n'aurait pas exercé les pouvoirs qu'il tient de la Charte.

444. Il est prévu en outre qu'une semaine internationale de solidarité serait organisée chaque année le 27 octobre par des comités internationaux d'aide à la Namibie, que le Parlement et les organisations interparlementaires devraient discuter de cette question chaque année, que le décret numéro 1, relatif à la protection des ressources naturelles, doit recevoir application, que le Conseil des Nations Unies pour la Namibie devrait étudier l'adhésion pour le compte de la Namibie aux Pactes de 1966, que les syndicats devaient utiliser les moyens à leur disposition pour contrecarrer l'assistance que certains Etats apportent à l'Afrique du Sud.

445. Le Programme d'action prévoit également la libération effective des prisonniers politiques, l'aide à certaines églises, l'institution d'un système d'information efficace, la constitution d'un fichier pour prévoir et plus tard prévenir les crimes commis en Namibie et un certain nombre de mesures que devrait effectuer le Commissaire des Nations Unies pour la Namibie.

446. Le Programme d'action pour éviter de rester lettre morte a prévu que chaque année le Commissaire des Nations Unies pour la Namibie devrait procéder à l'inventaire des efforts déployés et des résultats obtenus dans le cadre des actions envisagées.

b) Recommandations du Groupe spécial d'experts

447. La Déclaration de Dakar et le Programme d'action ont été transmis immédiatement par le Président Léopold S. Senghor au Président en exercice de l'OUA. Il convient de souligner que la Conférence a exprimé le voeu que ces deux documents reçoivent la plus large diffusion possible.

C'est pourquoi à la suite de la lettre que le Président du Groupe spécial d'experts a envoyée le 16 janvier 1976 au Secrétaire général des Nations Unies pour lui demander de communiquer la Déclaration et le Programme d'action aux membres du Conseil de sécurité et si possible à tous les Etats Membres, le Groupe recommande que la Commission dans une résolution préconise que cette Déclaration et ce Programme d'action soient distribués à tous les Etats Membres comme documents officiels de l'Organisation.

448. Le Groupe recommande aussi que la Commission des droits de l'homme attire l'attention de tous les organes sur la nécessité de donner son plein effet au Programme d'action annexé à la Déclaration de Dakar.

449. Le Groupe recommande que la Commission des droits de l'homme exprime ses félicitations et sa reconnaissance au Gouvernement du Sénégal pour avoir pris l'initiative de convoquer la Conférence de Dakar.

Annexe I

DECLARATION DE DAKAR SUR LA NAMIBIE ET LES DROITS
DE L'HOMME ET PROGRAMME D'ACTION

Les participants à la Conférence internationale sur "La Namibie et les droits de l'homme" tenue à Dakar du 5 au 8 janvier 1976,

- CONSIDERANT que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est un droit inaliénable et imprescriptible,

- CONSIDERANT que la mise en oeuvre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est la condition sine qua non de la jouissance des droits et libertés fondamentales tels qu'ils résultent notamment des dispositions de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des Droits de l'homme et des pactes relatifs aux droits de l'homme,

- CONSIDERANT notamment la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux et la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

- CONSIDERANT que par sa résolution 2145 du 27 octobre 1966, l'Assemblée générale des Nations Unies a révoqué le mandat de l'Afrique du Sud sur le Sud-Ouest Africain,

- CONSIDERANT que la Cour internationale de Justice a affirmé que la présence de l'Afrique du Sud en Namibie était illégale,

- CONSIDERANT que le Conseil de sécurité a déclaré que cette présence était nuisible au maintien de la paix et de la sécurité dans la région,

- CONVAINCUS que la lutte armée du peuple namibien appuyée par les forces progressistes et démocratiques triomphera, inéluctablement,

- CONSTATANT que la SWAPO a été reconnue par l'Organisation des Nations Unies comme l'authentique et unique représentant du peuple namibien,

- NOTANT avec satisfaction la création par l'Assemblée générale des Nations Unies du Conseil des Nations Unies pour la Namibie,

- NOURRISSANT l'espoir que l'application des actes du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, en particulier le Décret No 1, hâtera le processus de la décolonisation de la Namibie,

- FERMEMENT DECIDES à appuyer par leurs actes, propos et études, la lutte pour la libération de la Namibie,

ADOPTENT LA DECLARATION SUIVANTE ET LE PROGRAMME D'ACTION QUI Y EST ANNEXE :

I

1. Comme tous les peuples, le peuple namibien a le droit de disposer de lui-même. En vertu de ce droit, il doit pouvoir déterminer librement son statut politique et assurer son développement économique, social et culturel.

2. L'exercice de ce droit par le peuple namibien est une condition préalable à la jouissance par lui des droits de l'homme. Il implique la libération du peuple namibien du joug du colonialisme de l'Afrique du Sud et la restauration de ses droits nationaux fondamentaux qui sont l'indépendance, la souveraineté, le droit de disposer de ses ressources naturelles, l'unité et l'intégrité territoriales.
3. Toute tentative visant à détruire l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la Namibie est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies. La politique de "bantoustanisation" est contraire à ces buts et à ces principes. Elle tend à priver le peuple namibien de l'exercice de son droit à l'autodétermination.
4. Il y a lieu de dénoncer et de condamner la prétendue conférence constitutionnelle convoquée par l'Afrique du Sud et dont la composition et l'objet sont illégalement fixés par le Gouvernement sud-africain.

II

5. L'Afrique du Sud a violé de façon délibérée les obligations découlant de son Mandat sur le Sud-Ouest Africain. Son refus de placer le Sud-Ouest Africain sous le régime de la tutelle, malgré plusieurs résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies l'y invitant, est révélateur de ses prétentions annexionnistes. La révocation du Mandat par l'Assemblée générale des Nations Unies le 27 octobre 1966 rend sa présence en Namibie illégale.
6. La présence de l'Afrique du Sud en Namibie est d'autant plus intolérable qu'elle soumet le peuple namibien au régime de l'apartheid, négation délibérée des droits de l'homme les plus élémentaires, et universellement condamné.
7. La Namibie a été scindée en zone de "réserve" aride et sans intérêt économique (homeland) où sont parquées dans un tiers du territoire la grande majorité des populations noires et en zone de "police" exclusivement réservée aux Blancs et qui s'étend sur la grande partie du plateau favorable à l'agriculture et riche en ressources minières, notamment en uranium. Les Noirs sont exclus du "Gouvernement territorial" dont la compétence est d'ailleurs très limitée. Ils sont privés de la liberté d'aller et de venir et ne peuvent quitter leur réserve sans "laissez-passer". Ils n'ont le droit de choisir ni leur emploi ni leur employeur. Contraints de travailler dans la zone de "police", ils sont tenus d'abandonner femmes et enfants et de vivre ainsi séparés de leurs familles. Ils n'ont ni droit syndical ni droit de grève.
8. Ce régime qui réduit tout un peuple à l'esclavage constitue un crime contre l'humanité.

III

9. Le maintien de l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud et du régime d'apartheid est une menace permanente contre la paix et la sécurité en Afrique australe, en Afrique tout entière et dans le monde. Dès lors, l'Afrique du Sud et sa politique colonialiste, raciste et agressive doivent être fermement dénoncées et vigoureusement combattues par la communauté internationale dans son ensemble.

10. Le renforcement récent de la présence militaire de l'Afrique du Sud en Namibie doit être condamné comme un moyen de consolider l'occupation illégale de ce pays et de réprimer la résistance légitime du peuple namibien. De surcroît, l'utilisation du territoire namibien comme base d'intervention dans les affaires intérieures de pays d'Afrique, comme c'est le cas actuellement en Angola, aggrave la menace contre la paix et la sécurité internationales et doit cesser immédiatement.

11. Il est regrettable que le triple veto des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France ait paralysé le Conseil de sécurité en l'empêchant de prendre des mesures efficaces et plus précisément d'appliquer les sanctions prévues par le chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Et c'est à juste titre que l'attitude de ces trois Etats a indigné et continue d'indigner les peuples africains et les autres peuples du monde.

12. L'assistance militaire et économique que certains Etats apportent à l'Afrique du Sud doit également être ouvertement dénoncée et nettement combattue par toutes les forces de progrès. Les ventes d'armes, les accords de coopération nucléaire et les activités économiques des sociétés multinationales en Afrique du Sud ou en Namibie constituent des actes de complicité caractérisée de la politique d'apartheid.

13. Il est temps que les Etats africains fassent clairement comprendre aux pays qui apportent ainsi leur soutien à l'Afrique du Sud qu'ils ne peuvent continuer à le faire tout en se réclamant de l'amitié des peuples africains.

IV

14. Assurément des efforts appréciables ont été déployés par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et d'autres institutions gouvernementales et non gouvernementales pour amener l'Afrique du Sud à la raison et obtenir des améliorations dans la vie du peuple namibien et son accession progressive à l'indépendance. Parmi les mesures nombreuses et variées qui ont été prises dans ce but, la révocation du Mandat de l'Afrique du Sud sur le Sud-Ouest Africain, et la création du Conseil des Nations Unies pour la Namibie marquent, sans aucun doute, une étape importante vers l'indépendance de la Namibie.

15. Le premier décret du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, légalement pris par cet organe dans le cadre de ses compétences telles qu'elles sont définies dans la résolution 2248 (S-V) de l'Assemblée générale des Nations Unies, doit pouvoir être judicieusement utilisé pour "protéger les ressources naturelles du peuple namibien et, (...) veiller à ce que ces ressources ne soient pas exploitées au détriment de la Namibie, de son peuple ou de son patrimoine naturel."

16. Il faut également saluer la ferme attitude de l'Organisation de l'Unité africaine face au problème namibien, attitude qui, conjuguée aux efforts des Nations Unies et à la lutte du peuple namibien ne manquera pas de produire son effet.

V

17. Il faut cependant se rendre à l'évidence, et constater que tous ces efforts ont été impuissants à modifier fondamentalement la politique sud-africaine en Namibie et à opérer un changement qualitatif dans la situation du peuple namibien.

18. Sans doute on assiste ces derniers temps à une offensive diplomatique de grande envergure de l'Afrique du Sud sous la forme d'une prétendue politique "d'ouverture" et de "dialogue" en direction des Etats africains, offensive puissamment appuyée par les "mass-media" contrôlées pour l'essentiel par l'impérialisme qui cherche à lui donner une portée considérable par la diffusion à l'échelle planétaire d'une "information" savamment orientée.

19. Mais cette politique sud-africaine est un leurre, parce qu'elle est étrangère aux véritables intérêts du peuple namibien et s'intègre dans une stratégie impérialiste militaire et politico-économique globale. En outre, les faits montrent que l'Afrique du Sud n'a renoncé ni en principe ni en pratique à sa politique d'annexion et de domination de la Namibie.

20. Dans ces conditions, comme l'a recommandé la réunion extraordinaire des Ministres des Affaires Etrangères des Etats membres de l'OUA, à Dar-es-Salaam, en avril 1975, doivent être "catégoriquement rejetées la politique de concertation et la prétendue détente avec les Etats africains" prônées par l'Afrique du Sud et visant "à jeter la confusion dans l'esprit de l'opinion publique internationale, et à saper l'unité africaine et la lutte pour l'élimination de l'apartheid en Afrique du Sud."

VI

21. Il faut, en effet, se convaincre que l'Afrique du Sud ne cessera jamais de plein gré son occupation illégale de la Namibie, et ne renoncera jamais de son propre chef à sa politique d'oppression et d'asservissement des peuples d'Afrique australe.

22. Il faut donc l'y contraindre par tous les moyens dont dispose la communauté internationale au sein de laquelle l'ONU, l'OUA, les organisations gouvernementales et non gouvernementales et les Etats africains ont chacun dans la mesure de ses moyens un rôle particulier à jouer.

23. Des mesures coercitives de nature économique ou autre devraient être prises pour obliger l'Afrique du Sud à respecter les décisions de la communauté internationale. A cet égard, l'action des syndicats et des groupements sociaux et d'information devrait renforcer et stimuler l'action des organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales.

24. Il est évident, toutefois, que tant que la communauté internationale n'utilise pas les moyens qu'elle s'est donnés ou qu'elle peut se donner pour mettre fin à l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud, tous les

moyens, y compris la lutte armée, sont justifiés pour libérer ce pays. Aussi l'effort de la communauté internationale et plus particulièrement celui des pays africains, doit-il s'inscrire dans ce cadre, en apportant à la SWAPO tout le soutien politique, moral et matériel dont elle a le plus grand besoin.

25. Il convient, en conséquence, que les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait reconnaissent la SWAPO comme l'authentique et unique représentant du peuple namibien.

*
* *

Programme d'action

adopté par la Conférence de Dakar sur la Namibie et les droits de l'homme et proposé aux organisations internationales, aux Etats, aux organisations non gouvernementales, aux groupements socio-professionnels et d'information comme un ensemble de mesures à prendre pour assurer aux Namibiens l'exercice de leur droit à l'autodétermination.

1. Le Conseil de Sécurité pourrait donner suite à sa résolution 366 (1974) en prenant les mesures suivantes :

- a) Décider, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, que l'occupation continue de la Namibie par l'Afrique du Sud, et notamment l'utilisation de ce territoire comme base militaire, constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales,
- b) Décider un embargo total sur la vente, les dons ou les transferts d'armes et de tous autres types de matériel militaire à destination de l'Afrique du Sud. Cet embargo s'appliquerait également aux accords conclus ou à conclure entre l'Afrique du Sud et tout autre pays ou alliance militaire au sujet de fourniture de matériel de radar et de télécommunications destiné à des fins stratégiques et militaires,
- c) Envisager les mesures à prendre pour empêcher les autorités sud-africaines de former et d'équiper des mercenaires portugais ou autres pour la lutte contre les mouvements de libération en Namibie ou ailleurs en Afrique,
- d) Faire obstacle à toute tentative de l'Afrique du Sud visant à modifier les frontières de la Namibie ou à morceler ou scinder une partie quelconque du territoire,
- e) Demander à la CEE et à l'AELE et à tous les Etats ayant des relations économiques et financières avec l'Afrique du Sud de les suspendre tant que cet Etat continuera à occuper illégalement la Namibie ou à pratiquer le régime d'apartheid.
- f) Demander au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne de former son consulat à Windhoek et d'entreprendre une campagne d'information en vue de modifier l'attitude des Allemands installés en Namibie, afin qu'ils puissent vivre dans une Namibie libre,

- g) Demander à tous les Etats de n'accorder aucune aide directe ou indirecte permettant à l'Afrique du Sud de produire de l'uranium, du plutonium et d'autres matières ou réacteurs nucléaires.

2. Le Conseil de sécurité pourrait encore prendre les mesures suivantes :

- a) Déclarer que pour permettre au peuple namibien de déterminer librement son avenir, il est indispensable que des élections libres soient organisées sous le contrôle de l'Organisation des Nations Unies pour l'ensemble de la Namibie considérée comme une seule et même entité politique; la date, le calendrier et les modalités de ces élections seraient fixées par les Nations Unies le plus tôt possible, étant entendu qu'une période de dix-huit mois au moins devra s'écouler entre le moment où la date des élections sera fixée et la date à laquelle elles auront effectivement lieu, afin que le peuple namibien puisse s'organiser politiquement en prévision de ces élections et que l'Organisation des Nations Unies dispose d'assez de temps pour mettre en place en Namibie le dispositif nécessaire pour assurer la surveillance et le contrôle de ces élections;
- b) Exiger que l'Afrique du Sud fasse maintenant une déclaration solennelle par laquelle elle accepte les dispositions susmentionnées concernant l'organisation d'élections libres en Namibie, sous le contrôle de l'Organisation des Nations Unies et à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en date du 21 juin 1971 concernant la Namibie, et reconnaisse l'intégrité territoriale et l'unité de la Namibie en tant que nation, ladite déclaration devant être adressée au Conseil de sécurité des Nations Unies;
- c) Exiger que l'Afrique du Sud prenne les mesures nécessaires pour opérer, conformément aux résolutions 264 (1969), 269 (1969) et 366 (1974), le retrait de l'administration illégale qu'elle maintient en Namibie et pour transférer le pouvoir au peuple de Namibie avec l'assistance de l'Organisation des Nations Unies;
- d) Exiger de nouveau que l'Afrique du Sud, en attendant le transfert de pouvoir prévu dans les paragraphes ci-dessus :
 - i) Se conforme entièrement, dans ses intentions et dans la pratique, aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme;
 - ii) Libère tous les prisonniers politiques namubiens, y compris ceux qui sont emprisonnés ou détenus au motif d'infractions aux prétendues lois sur la sécurité intérieure, que ces Namubiens aient été inculpés ou jugés ou soient détenus sans inculpation et qu'ils soient détenus en Namibie ou en Afrique du Sud;
 - iii) Abolisse l'application en Namibie de toutes les lois et pratiques entachées de discrimination raciale et politiquement répressives, en particulier les bantoustans et les foyers nationaux;

- iv) Accorde inconditionnellement à tous les Namibiens actuellement en exil pour des raisons politiques toutes les facilités pour rentrer dans leur pays sans risque d'arrestation, de détention, d'intimidation ou d'emprisonnement.

3. Pour le cas où le Conseil de sécurité ne prendrait pas les mesures effectives destinées à mettre fin à l'occupation illégale de la Namibie, l'Assemblée générale devrait exercer son autorité légale, conformément à la Charte des Nations Unies, pour mettre en oeuvre ses décisions précédentes contenues dans la résolution 2145 (XXI) (1966) mettant fin au Mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie.

4. A partir de 1976, une semaine internationale de solidarité avec le peuple namibien sera organisée pendant la semaine suivant le 27 octobre, date anniversaire de la fin du Mandat de l'Afrique du Sud en Namibie.

5. Pour assurer l'organisation de cette semaine internationale de solidarité avec le peuple namibien, il sera créé dans tous les pays des comités nationaux d'aide à la Namibie, s'il n'en existe pas déjà.

6. Les parlements et les organisations interparlementaires devraient chaque année inscrire à leur ordre du jour, pour en débattre, la question de la libération de la Namibie.

7. Les Etats Membres des Nations Unies doivent donner tous ses effets au Décret n° 1, pour la protection des ressources naturelles de la Namibie, du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, et notamment :

- a) prendre, là où elles se révèlent nécessaires, les mesures requises pour l'application du Décret par les autorités internes, interdire et frapper de sanctions pénales l'importation, sans l'autorisation du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie, de produits originaires de ce pays;
- b) donner au Commissaire des Nations Unies pour la Namibie toutes facilités pour exercer les actions judiciaires auxquelles il est habilité par le Décret n° 1;
- c) diffuser les informations relatives au caractère illicite de l'importation de produits originaires de Namibie en violation des dispositions du Décret n° 1 et donner toute publicité aux infractions commises par les entreprises relevant de leur juridiction.

8. Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie doit tout mettre en oeuvre pour que les droits de l'homme soient respectés en Namibie, et notamment envisager la possibilité d'adhérer au Pacte des Nations Unies relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et au Pacte des Nations Unies relatif aux droits civils et politiques.

9. La Commission des droits de l'homme des Nations Unies devrait charger un organisme d'enquête de rechercher les violations des droits de l'homme en Namibie et d'établir des dossiers en vue de poursuites judiciaires futures.

10. Les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales et l'opinion publique doivent accorder le maximum de soutien politique et matériel à la SWAPO, représentant authentique du peuple namibien dans sa lutte pour sa libération.
11. Les syndicats devraient s'organiser pour s'opposer par tous les moyens à leur disposition au maintien et au développement des relations économiques entre l'Afrique du Sud et les autres Etats.
12. Les organismes des Nations Unies et les organisations internationales doivent veiller à assurer la défense effective des prisonniers politiques et à accorder un soutien financier à leurs familles.
13. Les organisations et les organismes publics doivent accorder leur appui aux églises de Namibie qui résistent à l'administration coloniale raciste et soutiennent les victimes de l'oppression sud-africaine en Namibie, notamment les prisonniers et les personnes à leur charge.
14. Mettant en oeuvre l'initiative qu'il a prise, l'Institut international des droits de l'homme doit préparer et publier un recueil de tous les documents fondamentaux relatifs à la Namibie.
15. Un émetteur de radio des Nations Unies sera mis en place dans un pays libre d'Afrique afin de transmettre dans toutes les langues parlées en Namibie des émissions des Nations Unies sur le racisme, la décolonisation et la Namibie.
16. Toutes les nations doivent contribuer au Fonds des Nations Unies pour la Namibie et à l'Institut des Nations Unies pour la Namibie afin de promouvoir la formation et l'instruction de Namibiens de manière à les mettre en mesure de prendre en main l'administration de leur pays.
17. Le Commissaire des Nations Unies pour la Namibie doit faire établir et publier des études spéciales sur les questions suivantes :
 - a) La production et l'exploitation de l'uranium en Namibie;
 - b) La production et l'exportation de diamants de Namibie;
 - c) L'exportation de fourrures SWAKARA;
 - d) Le projet du barrage de CUNENE (destiné à alimenter en électricité des mines et des ouvrages hydrauliques);
 - e) Le renforcement de la puissance militaire de l'Afrique du Sud en Namibie et la provenance des armes et du matériel militaire utilisés par l'Afrique du Sud en Namibie;
 - f) L'utilisation actuelle de Walvis Bay.
18. Chaque année à la fin de la semaine internationale de solidarité avec le peuple namibien, le Commissaire des Nations Unies pour la Namibie doit faire l'inventaire des efforts déployés et des résultats obtenus dans le cadre du présent Programme d'action et présenter, à ce sujet, un rapport au Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

Annexe II

LISTE DES DOCUMENTS DE LA CONFERENCE DE DAKAR SUR LA NAMIBIE
ET LES DROITS DE L'HOMME

I. DOCUMENTS DE TRAVAIL

- Conf.Dakar(NDH76) I : Les droits de l'homme en Namibie
- par Mme Elizabeth S. LANDIS
- Conf.Dakar(NDH76) II : Quelques aspects des activités des Nations Unies
relatives à la Namibie et aux droits de l'homme
- par la Division des droits de l'homme de l'Organisation
des Nations Unies
- Conf.Dakar(NDH76) III : La flagellation en Namibie
- par Felix ERMACORA
- Conf.Dakar(NDH76) IV a : La Namibie et la primauté internationale du droit
- par la SWAPO (Namibie)
- Conf.Dakar(NDH76) IV b : Document de discussion relatif à la Constitution de la
Namibie indépendante
- par la SWAPO (Namibie)
- Conf.Dakar(NDH76) V : Constitution de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest
africain
- Conf.Dakar(NDH76) VI : L'autodétermination : les techniques de mise en oeuvre et
les Nations Unies (résumé)
- par un membre du Secrétariat de l'Institut international
des droits de l'homme
- Conf.Dakar(NDH76) VII : L'autodétermination : sa validité constante (résumé)
- par M. SORNARAJAH
- Conf.Dakar(NDH76) VIII : Independent Namibia : Survey of Methods Utilized to Ensure
the Protection of Minorities
- par un membre du Secrétariat de l'Institut international
des droits de l'homme
- Conf.Dakar(NDH76) IX : Les droits de la femme : normes internationales, programmes
de mise en oeuvre
- par Jean-Bernard MARIE
- Conf.Dakar(NDH76) X : Labour Regime and the Namibian Worker : Some Reflections
on Human Rights
- par Osita C. EZE

- Conf.Dakar(NDH76) XI : La Namibie et les parlements : diverses activités parlementaires relatives à la Namibie
- par un membre du Secrétariat de l'Institut international des droits de l'homme
- Conf.Dakar(NDH76) XII : La Namibie et les Conventions internationales des droits de l'homme
- Document préparé par un groupe de travail à Strasbourg (rapporteur : A.C. KISS)

Recueil de documents relatifs à l'histoire juridique de la Namibie (Institut international des droits de l'homme)

II. ALLOCUTIONS INAUGURALES

- M. Amadou Mahtar M'BOW, Directeur général de l'UNESCO
- M. Issoufou DJERMAKOYE, Secrétaire général adjoint des Nations Unies (Message du Secrétaire général, M. Kurt WALDHEIM)
- M. Sam NUJOMA, Président de la SWAPO
- S.E. M. Rupiah B. BANDA, Ministre des affaires étrangères de la République de Zambie
- S.E. M. Léopold Sédar SENGHOR, Président de la République du Sénégal
- S.E. M. l'Ambassadeur Duncan W. KAMANA, Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie
- M. ALLANA, Président de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies
- S.E. M. l'Ambassadeur Franck BOATEN, représentant du Comité contre l'apartheid
- M. HELLBERG, représentant de la Fédération luthérienne mondiale
- Textes non diffusés
- S.E. Mme JOKA-BANGURA, Présidente de la Quatrième Commission durant la trentième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et représentante du Comité des 24
- Mgr Johannes DYBA, Observateur du Saint-Siège à la Conférence
- M. Dwain EPPS, représentant du Conseil oecuménique des Eglises

III. AUTRES DOCUMENTS

- Règlement intérieur (A/F)
- Déclaration d'un Groupe de représentants des Eglises (A/F)
- Forces for Change in Namibia (par R. WOOD)
- Projet de déclaration tel que proposé par le Comité exécutif de la Conférence (A/F)
- Programme de mesures éventuelles : avant-projet susceptible d'être révisé par le Comité exécutif (A/F)
- Déclaration faite par S.E. l'Ambassadeur S. KARIM au nom du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, au cours de la visite officielle que les membres du Conseil ont rendue à S.E. M. Léopold Sédar SENGHOR, Président de la République du Sénégal, le 7 janvier 1976 (A/F)
- Liste de prisonniers namibiens (par Amnesty International) (A/F)
- Rapport sur la situation juridique des habitants de Namibie sous le régime illégal actuel (Sous-Comité juridique) (F)
- La situation sociale en Namibie (Sous-Comité juridique) (F)
- Le décret sur les ressources naturelles de la Namibie (par M. RIGAUD) (F)
- Déclaration faite par le représentant des Pays-Bas à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale de l'ONU (A/F)
- Case Histories from Namibia (SWAPO) (A)
- Esquisse d'une théorie juridique justificative de la guerre de libération nationale (par le doyen Ibrahim FALL) (F)
- La responsabilité chrétienne en Namibie (Fédération luthérienne mondiale) (A/F)
- Texte d'un article publié dans "The Review" de la CIJ, No 14, juin 1975 (A/F).
- Statement on behalf of the Okahandja summit (A)
- Communication de M. Mohamed FALL (République islamique de Mauritanie) (F)
- La population de la Namibie : les estimations trompeuses de l'Afrique du Sud (A/F)
- Résolution adoptée à l'unanimité par la 25ème Assemblée de la FMANU (A/F)
- Extrait du numéro du 24 novembre 1975 de Business Week (A/F)
- Exposé écrit de M. PEAY (Lawyers Committee for Civil Rights under Law) - présenté d'abord à la Commission politique spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU (NY, oct. 1975), puis à la Conférence de Dakar

- Fin de la course aux armements, réduction des armements, désarmement et détente (par un groupe de travail réuni à Varsovie) (A/F)
- Résolution adoptée à la 62ème Conférence interparlementaire, Londres, 4-12 septembre 1975 (Extraits relatifs à la Namibie déjà reproduits en Annexe III du document Dakar Conf/NDH/XI) (A/F)
- Reports of British House of Lords (20 octobre 1975) : Uranium purchases from Namibia (cité en page 11 et annexe I, par. 4, du document Dakar Conf/NDH/XI) (A)
- Letter from the SWAPO Chief Representative for West Africa, M. HISHONGWA
- Liste provisoire des participants, Rev.2

IV. DOCUMENTS FINAUX

- Rapport de la Commission I (F)
- Rapport de la Commission II (A/F)
- Rapport général (F)
- Résolution (présentée par M. ALLANA et adoptée à l'unanimité par la Conférence) (A/F)
- Déclaration de Dakar (adoptée à l'unanimité par la Conférence) (A/F)
- Programme d'action (adopté à l'unanimité par la Conférence) (A/F)
- Présentation de la Déclaration de Dakar par M. Kéba MBAYE, Président de la Conférence (F)

III. RHODESIE DU SUD

A. FAITS NOUVEAUX RELATIFS A LA POLITIQUE D'APARTHEID ET DE DISCRIMINATION RACIALE

Introduction

450. La procédure illégale par laquelle le régime rebelle de Rhodésie du Sud a proclamé unilatéralement son indépendance à l'égard de la puissance coloniale est exposée en détail dans les documents E/CN.4/AC.22/13, par. 1-11 et E/CN.4/1020/Add.1, par. 72-74. La "nouvelle constitution" qui a été adoptée par le Parlement de la Rhodésie du Sud et les diverses lois connexes sont analysées dans les précédents rapports du Groupe (E/CN.4/1020, par. 369-373 et E/CN.4/1020/Add.1, par. 73 et 74).

451. Comme le Groupe l'a indiqué dans son rapport de 1973 (E/CN.4/1111, par. 232), le régime illégal et le Gouvernement britannique ont négocié en 1972 des propositions de "règlement". Ces propositions, repoussées par la majorité écrasante du peuple de Rhodésie 1/, ont été maintenues jusqu'au 4 juillet 1974, date à laquelle le Gouvernement britannique a annulé toutes ses offres antérieures de règlement.

452. Comme le Groupe l'a souligné dans ses précédents rapports (E/CN.4/111, par. 231; E/CN.4/1135, par. 327), bien que le Royaume-Uni ait systématiquement refusé de prendre des mesures pour rétablir le gouvernement légal en Rhodésie du Sud, le territoire demeure en droit international, selon la législation britannique et en vertu des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, une colonie de la Couronne à laquelle s'appliquent toutes les conventions internationales signées et ratifiées par le Royaume-Uni.

453. Au cours de la période considérée, le régime rebelle, non seulement s'est systématiquement abstenu de présenter des propositions acceptables pour la majorité africaine, mais a même refusé des propositions raisonnables concernant le mode de négociation avec les dirigeants de cette majorité. Comme le Groupe l'a signalé dans son rapport de 1975 (E/CN.4/1159, par. 284), le régime rebelle a accepté un cessez-le-feu qui serait suivi d'une conférence. Cet accord, signé à Lusaka le 11 décembre 1974, contenait, selon un communiqué de presse publié par le Conseil national africain de Zimbabwe, les dispositions suivantes :

- "1) Le Gouvernement libérera immédiatement toutes les personnes détenues ou frappées d'interdictions pour des raisons politiques (ce qui comprend les habitants des villages protégés);
- 2) Le Gouvernement libérera tous les prisonniers politiques dès que possible;
- 3) Le Gouvernement annulera les condamnations à mort prononcées contre des prisonniers politiques et libérera ceux-ci;

1/ Rhodesia : Report of the Commission of Rhodesian Opinion under the Chairmanship of Lord Pearce, Cmnd 4964.

- 4) Le Gouvernement décrètera une amnistie générale pour tous ceux qui sont considérés comme ayant commis des délits politiques, y compris ceux qui se trouvent à l'étranger;
- 5) Le Gouvernement rapportera l'interdiction qui frappe le ZANU et le ZAPU;
- 6) Le Gouvernement créera des conditions assurant la liberté d'action et d'expression en matière politique dans le pays;
- 7) Le Gouvernement mettra fin aux procès politiques;
- 8) Le Gouvernement lèvera l'état d'urgence.

Il a été convenu que le cessez-le-feu aurait un caractère officieux, les deux parties en avisant leurs forces respectives sans faire de déclaration. Une fois annoncée la date d'une conférence constitutionnelle et commencées des discussions positives, le cessez-le-feu pourrait être officiellement proclamé et observé. 2/" Le régime rebelle a prétendu qu'aucun accord semblable n'avait été conclu et, le 9 janvier, le "Ministre de l'ordre public" a arrêté la libération des détenus (voir aussi par. 525). Plusieurs réunions ont eu lieu entre les représentants du Conseil national africain (ANC) et le régime rebelle, dirigé par le "Premier Ministre", M. I.D. Smith, en vue de déterminer où se tiendrait la conférence constitutionnelle, qui en serait le président et quel serait son ordre du jour. La principale pierre d'achoppement a été la fixation du lieu, le régime rebelle insistant pour que la conférence se tienne en Rhodésie du Sud, tandis que l'ANC était disposé à aller n'importe où sauf en Rhodésie du Sud. Bien que le régime rebelle ait promis de ne prendre aucune mesure contre les dirigeants de l'ANC au cas où la conférence n'aboutirait à aucun accord, il a refusé de donner une garantie de non-arrestation à tous les membres du Groupe des négociateurs de l'ANC. Cela signifiait que M. J.R.D. Chikerema et ultérieurement le Révérend Ndabaningi Sithole auraient été exclus du groupe des négociateurs de l'ANC. Une conférence plénière a eu lieu entre l'ANC et le régime rebelle à Livingstone/Victoria Falls, dans un train qui s'est arrêté au moment où il enjambait la frontière au-dessus du Zambèze, mais elle a échoué à cause du refus absolu du régime rebelle soit d'accorder ladite garantie, soit de poursuivre les négociations hors de la Rhodésie du Sud.

454. Durant ce moment de "détente", la guérilla continuait dans les zones septentrionale et orientale, et le régime renforçait son autorité par de nouvelles lois et de nouvelles mesures répressives.

455. Au cours de la période considérée, un changement est survenu dans les relations entre le régime rebelle et le Gouvernement sud-africain. La "détente" en Afrique australe a été officiellement proclamée par un discours de M. B.J. Vorster, premier ministre sud-africain, prononcé le 23 octobre 1974. M. Vorster a demandé instamment "à tous ceux qui le peuvent d'exercer leur influence sur toutes les parties pour qu'elles trouvent une solution durable, juste et honorable, permettant de normaliser les relations intérieures et extérieures". Le résultat de cet appel a été la libération des dirigeants nationalistes de Zimbabwe en décembre 1974. De octobre 1974 à septembre 1975, il y a eu entre le régime et le Gouvernement sud-africain les contacts officiels (et connus) suivants :

- 9 décembre 1974 : M. Vorster s'est rendu secrètement en Rhodésie du Sud ^{3/};
- 2 mars 1975 : M. P.K. van der Byl, "ministre des affaires étrangères et de la défense", s'est rendu auprès de M. Vorster pour lui parler de la détention du Révérend Ndabaningi Sithole ^{4/};
- 18 mars 1975 : M. Smith s'est entretenu à Capetown avec M. Vorster ^{5/};
- 3 avril 1975 : M. H. Muller, ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud, est allé à Salisbury. A la suite de cette visite, le Révérend Ndabaningi Sithole a été autorisé à quitter le pays ^{6/};
- 29 juin 1975 : M. Smith est allé voir M. Vorster à Pretoria ^{7/};
- 9-10 août 1975 : M. Smith s'est rendu auprès de M. Vorster à Pretoria ^{8/};
- 25 août 1975 : M. Vorster est allé à la conférence de Victoria Falls/Livingstone, (ainsi que le Président Kaunda de Zambie) ^{9/}.

Ces démarches tendaient à un règlement en Rhodésie du Sud qui permettrait de sauvegarder la situation intérieure de la République. Elles n'ont pas encore produit un réel effet. Cependant, les Blancs de Rhodésie du Sud continuaient à bénéficier essentiellement du soutien économique et politique de l'Afrique du Sud. C'est ainsi que M. H. Muller, ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud, a refusé "catégoriquement" d'appliquer des sanctions économiques contre la Rhodésie du Sud ^{10/}. A la question de savoir s'il serait possible de faire passer la totalité des marchandises de la Rhodésie du Sud par l'Afrique du Sud, celle-ci a répondu que les chemins de fer sud-africains auraient à faire face à un "problème insurmontable", mais apporteraient toute l'aide qu'on pouvait raisonnablement en attendre ^{11/}. L'intérêt économique ainsi manifesté résultait des investissements considérables de

^{3/} Communication de Robert Mugabe au Justice and Peace Executive, Catholic Commission for Justice and Peace in Rhodesia, en date du 17 décembre 1974.

^{4/} Rhodesia Herald, 7 mars 1975.

^{5/} Guardian, 19 mars 1975.

^{6/} Rhodesia Herald, 4 avril 1975.

^{7/} Sunday Mail, 29 juin 1975.

^{8/} Guardian, 11 août 1975.

^{9/} Guardian, 26 août 1975.

^{10/} Rhodesia Herald, 22 mai 1975.

^{11/} Rhodesia Herald, 11 juin 1975.

l'Afrique du Sud en Rhodésie du Sud 12/. Ces investissements, importants avant la déclaration unilatérale d'indépendance, ont beaucoup augmenté depuis lors 13/. En outre, la South African Chamber of Mines Labour Organisation a commencé à recruter de la main-d'oeuvre africaine en Rhodésie du Sud (voir par. 560).

456. L'évolution de la situation politique en Afrique australe, notamment la fin de la guérilla au Mozambique et l'accession de ce pays à l'indépendance, a également eu des répercussions sur le recrutement de travailleurs étrangers en Rhodésie du Sud. Selon le recensement de la population effectué en avril 1969, le nombre d'Africains "étrangers" présents dans le pays était le suivant :

<u>Origine</u>	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>
Mozambique	77 440	31 670
Malawi	123 310	40 130
Zambie	29 700	14 810

Les Africains d'autres pays (y compris les anciennes colonies portugaises) sont peu nombreux. Les chiffres relatifs aux migrations depuis 1969 ne concernent que les adultes masculins, mais dans tous les cas il y a eu émigration nette. Ces chiffres montrent que les hommes sont beaucoup plus nombreux que les femmes. Si l'on y inclut les jeunes à partir de 15 ans (pour tenir compte de l'ensemble des personnes économiquement actives), on voit s'accroître cette disproportion.

457. Certains de ces Africains sont des travailleurs volontaires (ceux qui viennent en Rhodésie du Sud pour chercher un emploi), les autres sont recrutés soit par des employeurs, soit par la Rhodesian African Labour Supply Commission (RALSC). Cette organisation, créée sur le modèle de la Witwatersrand Native Labour Association (WNLA) d'Afrique du Sud, fournissait, dans les années 50, une main-d'oeuvre abondante (provenant principalement du Nyasaland, mais aussi du Mozambique) aux exploitations agricoles et aux plantations. Dans les années 60, elle a eu moins de succès, parce que les salaires qu'elle offrait étaient très bas, beaucoup plus bas que ceux de la WNLA. Les tentatives de recrutement pour les exploitations agricoles et les plantations en Rhodésie ont à peu près complètement échoué. Depuis la déclaration unilatérale d'indépendance, le recrutement se fait surtout au Malawi. De 1965 à 1971, le nombre des travailleurs recrutés chaque année a été de 3669, la plupart venant du Malawi. Cependant, les salaires étant bas, le taux des abandons d'emploi était élevé 14/. En avril 1974, le Gouvernement du Malawi a arrêté les opérations de recrutement de la RALSC, dont le rapport annuel pour 1974 indique que "l'arrêt du recrutement a des

12/ En ce qui concerne le commerce extérieur avec la Rhodésie du Sud, voir également les rapports établis par la Commission du Conseil de sécurité conformément à la résolution 253 (1968) relative à la question de la Rhodésie du Sud; le dernier rapport a été publié sous la cote S/11594 et Add.1 et 2.

13/ Voir John Sprack, Rhodesia : South Africa's Sixth Province (International Defence and Aid Fund).

14/ D.G. Clarke, Contract Workers and Underdevelopment in Rhodesia (Mambo Press), chap. III.

répercussions graves sur nos exploitations de cultures marchandes". En fait, le revenu des travailleurs des exploitations agricoles et des plantations est très bas. Le système de la main-d'oeuvre contractuelle vise à affaiblir le pouvoir de négociation des travailleurs africains en Rhodésie du Sud pour maintenir les salaires à un niveau inférieur.

1. Peine capitale

a) Analyse des renseignements recueillis en la matière

458. Les lois qui, en Rhodésie du Sud, prévoient la peine capitale, ont été analysées en détail dans un précédent rapport du Groupe (E/CN.4/1020/Add.1, par. 75-77). La loi sur le maintien de l'ordre public (Law and Order (Maintenance) Act) et ses nombreux amendements prévoient la peine de mort (souvent à l'exclusion de toute autre peine) pour une série de crimes et délits et imposent à l'accusé la charge d'administrer la preuve de son innocence.

459. Aux termes d'un amendement à cette loi, promulgué en décembre 1974, la peine de mort est prononcée obligatoirement contre quiconque est convaincu d'avoir recruté une personne pour qu'elle reçoive une formation au "terrorisme". Antérieurement, les tribunaux pouvaient choisir entre la réclusion à perpétuité et la peine de mort 15/.

460. Un porte-parole du "ministre de la justice" a annoncé le 22 avril qu'il n'y aurait plus d'annonce publique après une pendaison, cette décision ayant été prise en raison de "l'émotion" que provoquait toujours une exécution. Il a ajouté qu'une fois la condamnation à mort prononcée et le pourvoi rejeté, il allait de soi que la sentence serait exécutée 16/. Il convient de noter qu'un certain nombre de procès ont lieu à huis clos, de sorte que certains accusés peuvent être exécutés dans le secret absolu (voir par. 566 et 567).

b) Peine capitale infligée par décision judiciaire

461. Les renseignements concernant la peine capitale - l'exécution de la sentence et la procédure judiciaire dont elle est l'aboutissement - tels qu'ils sont publiés par la presse sud-rhodésienne, émanent presque exclusivement du régime rebelle. Or il est très probable qu'un petit nombre seulement des procès aboutissant à une condamnation à mort (ou à toute autre condamnation) sont ainsi signalés. Beaucoup de procès se déroulent à huis clos (voir par. 566 et 567) ou passent à peu près inaperçus faute d'informations.

15/ Rhodesia Parliamentary Debates, House of Assembly (ci-après abrégé en Parl. Deb.), 14 novembre 1974, col. 913-918; Rhodesia Herald, 12 décembre 1974.

16/ Guardian, 23 avril 1975.

462. Dans son rapport de l'an dernier, le Groupe a noté que la plupart des Africains condamnés à mort étaient exécutés (E/CN.4/1159, par. 291). Les exécutions signalées au cours de la période considérée (c'est-à-dire seulement pendant six mois environ) semblent toutes se caractériser par le fait qu'elles ont eu lieu deux ou trois mois seulement après la condamnation ou le pourvoi. On peut en déduire qu'une condamnation à mort est presque automatiquement suivie d'une exécution. En août 1975, le "ministre de la justice" a refusé "dans l'intérêt national" de répondre à la question d'un membre du parlement qui le priait d'indiquer le nombre exact de condamnés à mort ayant été exécutés depuis la déclaration unilatérale d'indépendance, et depuis l'accord de Lusaka de décembre 1974 17/.

463. En se fondant sur la déclaration précitée du "ministre de la justice", on peut présumer que tous les condamnés à mort ont été exécutés. On trouve la preuve que les pendaisons continuent dans une déclaration du Secrétaire à l'information du Conseil national africain. Au milieu de juin 1975, M. Edson Sithole a dit : "Nous réprouvons de la façon la plus énergique la manière dont les exécutions ont lieu". Il a cité le cas récent de deux hommes qui ont été pendus à sept heures du soir au lieu de l'être à l'aube. "Auparavant, on annonçait à l'avance aux condamnés qu'ils allaient être exécutés pour leur permettre de voir une dernière fois leurs proches et leurs amis. Or le Gouvernement [sic] vient d'abolir cette pratique. Certains condamnés ne savent qu'une heure ou deux avant qu'ils vont être exécutés". Le régime rebelle n'a opposé aucun démenti à cette déclaration 18/.

464. Un sympathisant des combattants de la liberté (dont le nom n'est pas cité) a vu rejeter son appel contre sa condamnation à mort en novembre 1974. Il avait été convaincu d'avoir été le complice de deux combattants de la liberté qui avaient battu deux Africains à mort. Il n'avait pas participé lui-même à cet acte de brutalité 19/.

465. Deux combattants de la liberté ont vu leur appel contre leur condamnation à mort rejeté en mars 1975. L'un d'eux, Clever Mabonzo, avait été reconnu coupable d'avoir tué un membre du département vétérinaire du régime, d'avoir tiré sur un fermier blanc et d'être en possession d'armes de guerre. L'autre, Baya Tsauke, avait été convaincu d'avoir abattu quatre Africains, d'avoir tiré sur un Blanc dans les bureaux du Département des routes et d'être en possession d'armes de guerre. Il convient de noter que les partis nationalistes affirment que les seuls Africains qu'ils tuent sont des indicateurs et des partisans du régime rebelle 20/.

466. En février 1975, deux Africains (dont le nom n'est pas cité) ont été condamnés à mort pour actes de "terrorisme" et possession d'armes de guerre. Le procès a eu lieu à huis clos 21/.

17/ Parl. Deb., 29 août 1975, col. 1533.

18/ Rhodesia Herald, 17 juin 1975.

19/ Rhodesia Herald, 23 novembre 1974.

20/ Rhodesia Herald, 7 mars 1975.

21/ Rhodesia Herald, 28 février 1975.

467. En mars 1975, deux combattants de la liberté, Maxwell Nyamhandu et Chiwiye Mapfundi, ont été condamnés à mort pour complicité dans l'assassinat d'un fermier blanc survenu environ deux ans auparavant 22/.

468. En mars 1975, Elly Wandiawona, chef d'un groupe de combattants de la liberté, a été condamné à mort pour le meurtre d'un Africain, ainsi que pour avoir commis "un acte de terrorisme" en tirant sur les forces de sécurité 23/.

469. En mars 1975, un combattant de la liberté, Kariba Herbert Tobias, a vu son appel contre sa condamnation à mort rejeté. Il avait été condamné pour avoir provoqué la mort d'un indicateur africain, tendu une embuscade à un véhicule à moteur et avoir été trouvé en possession d'armes de guerre 24/.

470. En avril 1975, quatre hommes ont été arrêtés et accusés d'avoir recruté des jeunes gens comme combattants de la liberté. Ce sont : Maurice Nyagumbo 25/, un dirigeant de l'ANC, l'un de ceux qui ont participé pour le ZANU aux négociations avec le régime illégal à Lusaka; Moven Mahachi, gérant d'une coopérative agricole africaine à Inyanga, qui a fourni une aide considérable à la tribu Tangwena; John Mutasa, agriculteur précédemment attaché à la société Gold Comfort Farm; Percy M'kudu, ancien député africain et membre éminent de l'Eglise anglicane. Reconnus coupables, ces quatre hommes seront passibles de la peine de mort obligatoire 26/.

471. En août 1975, la condamnation à mort prononcée contre deux combattants de la liberté a été confirmée par la Cour d'appel. Ils avaient été jugés coupables d'un acte de "terrorisme", et on leur imputait la mort d'un travailleur agricole africain. Apparemment, une mine posée par eux avait explosé au passage d'un véhicule chargé de travailleurs agricoles, dont l'un, grièvement blessé, était mort du tétanos malgré une piqûre antitétanique 27/.

472. En août 1975, Benson Ncube et Robbie Nyambabu ont été condamnés à mort parce qu'ils avaient recruté six jeunes Africains pour un stage de formation au "terrorisme" ou les avaient encouragés à recevoir cette formation 28/.

22/ Rhodesia Herald, 11 mars 1975.

23/ Rhodesia Herald, 19 mars 1975.

24/ Rhodesia Herald, 22 mars 1975.

25/ Renseignements reçus le 27 mai 1975 de la section suédoise d'Amnesty International.

26/ Guardian, 5 mai, 7 mai et 25 juin 1975; Rhodesia Herald, 9 avril 1975.

27/ Rhodesia Herald, 5 avril et 7 août 1975.

28/ Rhodesia Herald, 16 août 1975.

2. Massacres et violations du droit à la vie

a) Non-combattants africains tués par les forces de sécurité

473. Au cours de la période considérée, selon les renseignements recueillis par le Groupe spécial d'experts, un grand nombre de non-combattants africains ont été tués par le régime, soit "par accident", soit pour non-observation du couvre-feu. La plupart de ces incidents ont été reconnus par le régime, mais certains n'ont été connus que grâce à des organisations officielles telles que la Roman Catholic Justice et Peace Commission.

474. Cette organisation a signalé que, le 19 avril 1974, cinq hélicoptères et un avion de combat ont attaqué un groupe de sept enfants qui gardaient du bétail. Deux d'entre eux ont été tués et les cinq autres blessés. Quatre ayant été transportés à l'hôpital, c'est par le cinquième que leurs parents ont appris l'incident. Aucune indemnité n'a été proposée aux parents 29/.

475. Une enquête judiciaire effectuée en octobre 1974 a établi qu'un Africain (Cosmos Kasana) avait été abattu et un autre homme blessé parce qu'ils se trouvaient près de la barrière de sécurité de l'aéroport de New Sarum. Les gardes avaient ouvert le feu et tué Kasana 30/.

476. Deux garçons ont été tués lors de troubles dans un village "protégé". Un porte-parole du régime a déclaré qu'un coup de feu était parti quand un agent de district avait "ramassé son arme". Selon lui, ces morts seraient imputables à une "agitation mineure" 31/. Mais selon la Catholic Commission for Justice and Peace, l'incident s'est produit parce que les enfants ont fait tomber l'arme de l'agent de district au moment où les hommes quittaient le village "protégé". Irrité, l'agent a tiré alors sur eux. Il semble bien qu'un homme ait comparu devant la Magistrate's Court à Salisbury, mais toutes les audiences ont eu lieu à huis clos 32/. (Voir par. 513-518 où figurent de plus amples renseignements sur les conditions qui règnent dans les villages "protégés".)

477. Un homme surpris dans la rue après le couvre-feu a été tué par les forces de sécurité le 20 mars 1975 33/.

29/ Man in the Middle : Torture, Resettlement and Eviction, rapport de la Catholic Commission for Justice and Peace in Rhodesia (Londres, Catholic Institute for International Relations, 1975), p.4.

30/ Rhodesia Herald, 18 octobre 1974.

31/ Rhodesia Herald, 24 décembre 1974.

32/ Man in the Middle, ..., p.4.

33/ Rhodesia Herald, 28 mars 1975.

478. Deux Africains ont été tués "accidentellement" par l'explosion d'une grenade au poste de police de Mtoko le 5 avril 1975. Le fait n'a été confirmé par le régime rebelle que quatre semaines plus tard, à la suite de démarches faites par la presse 34/.

479. La mort d'un homme tué par les forces de sécurité parce qu'il n'aurait pas observé le couvre-feu a été signalée en avril 1975 35/. Deux autres ont été tués le 18 avril 1975 pour le même motif et un Africain a été tué dans un "accident" non précisé 36/. Un homme a été tué pour non-observation du couvre-feu le 13 mai 37/ et deux autres l'auraient été le 20 mai 1975 38/.

480. Le 15 juin 1975, le Sunday Mail a signalé que 20 Africains étaient morts trois jours avant au cours d'un affrontement entre les forces de sécurité et des "terroristes" dans un "kraal" de la "zone opérationnelle". Selon le régime, une patrouille, alertée par les cris d'un homme qu'on battait, a essuyé des coups de feu, et "ces 20 hommes sont morts au cours du combat qui a suivi" 39/. Mais selon la Catholic Commission for Justice and Peace, neuf enfants et quatre femmes se trouvaient parmi ces 20 Africains, qui étaient tous des civils. Trois combattants de la liberté étaient arrivés au village et avaient frappé le chef du village avec un bâton en l'accusant d'être un "vendu". Au moment où ils s'en allaient, une grenade avait explosé et les forces de sécurité avaient ouvert le feu à une distance d'une dizaine de mètres. Il n'y avait pas eu de riposte. Les corps des 20 victimes avaient été enlevés et brûlés à quelques kilomètres de là. Il y avait eu en outre 15 blessés, dont 5 enfants et 8 femmes. La Commission a demandé que l'incident fasse l'objet d'une enquête indépendante et d'une enquête judiciaire. Prenant la parole au "Sénat" à la fin du mois d'août, le "Ministre de l'ordre public" a déclaré que, "d'une façon générale", les allégations de la Commission s'étaient, après enquête, révélées "fort éloignées de la vérité". Il a ajouté que ces incidents montraient à coup sûr que les civils de saurient se mêler aux "terroristes" sans risquer d'en pâtir 40/.

481. Trois Africains ont été tués et un autre blessé entre le 4 et le 12 juillet 1975 pour non-observation du couvre-feu 41/; le 2 juillet, un autre a été tué lors d'un

34/ Rhodesia Herald, 1er mai 1975.

35/ Rhodesia Herald, 17 avril 1975.

36/ Rhodesia Herald, 26 avril 1975.

37/ Rhodesia Herald, 17 mai 1975.

38/ Rhodesia Herald, 20 mai 1975.

39/ Sunday Mail, 15 juin 1975.

40/ Rhodesia Herald, 2 août 1975; Guardian, 2 août 1975; Rhodesia Herald, 22 août 1975.

41/ Radio Salisbury, 16 juillet 1975.

"échange de coups de feu" entre combattants de la liberté et forces de sécurité 42/. Quatre Africains ont été tués dans la zone soumise au couvre-feu le long de la frontière orientale avec le Mozambique. Deux d'entre eux auraient eu l'intention de rejoindre les combattants de la liberté au Mozambique 43/. Enfin, la mort de deux autres personnes tuées par les forces de sécurité pour non-observation du couvre-feu a été annoncée le 1er septembre 1975 44/.

482. Il convient de noter que c'est en mars 1975 seulement que l'on a commencé à signaler la mort des personnes tuées pour non-observation du couvre-feu. Il peut s'agir là soit d'une nouvelle politique d'information du public instaurée par le régime, soit d'une imposition plus rigoureuse du couvre-feu qui s'étendrait à de plus vastes régions du pays. D'autre part, on sait, comme le Groupe l'a indiqué dans son rapport précédent (E/CN.4/1159, par. 294), que les forces de sécurité du régime rebelle exécutent sommairement des combattants de la liberté, de sorte qu'il pourrait s'agir aussi d'un moyen de camoufler ces exécutions.

b) Mort au cours d'un interrogatoire

483. Selon une déclaration de la Catholic Commission for Justice and Peace, Alois Mutanda Fred Chimimba a été tué d'une balle dans la tête, le 2 janvier 1975, au cours d'un interrogatoire mené par les forces de sécurité dans la région de Mount Darwin. Un soldat aurait interrogé Chimimba en anglais, mais comme celui-ci ne répondait pas, il l'aurait "aiguillonné" avec un pistolet, et le coup serait parti. Bien que la police ait fait par la suite une enquête à ce sujet, aucune poursuite n'avait été engagée au moment où la déclaration susmentionnée a été publiée (mai 1975) 45/.

c) Persones tuées au cours d'incidents politiques

484. Un grave incident ayant entraîné la mort d'un grand nombre d'Africains s'est produit le 1er juin 1975. La montée des passions au cours d'une réunion du comité central de l'ANC dans le quartier de Highfield à Salisbury aurait provoqué un affrontement entre deux grands groupes d'Africains aux opinions politiques opposées. Le détachement de police qui est intervenu n'avait manifestement pas l'intention de disperser la foule mais de tirer purement et simplement sur elle. En effet, il ne comptait pas plus de 20 hommes et n'avait ni éléments d'appui, ni renforts, ni gaz lacrymogène ou autres moyens habituels de dispersion de foule. A la suite d'un incident auquel s'est trouvé mêlé un Blanc, éleveur de chiens, le chef de détachement a tiré deux balles en l'air et a donné l'ordre à ses hommes de tirer sur la foule. Cinq Africains ont été tués et huit blessés. Ensuite, bien que la foule se soit rapidement dispersée, une série d'incidents survenus dans les quartiers africains ont fait neuf morts et une douzaine de blessés (mais beaucoup d'autres n'ont probablement pas osé aller à l'hôpital pour y recevoir des soins).

42/ Rhodesia Herald, 4 juillet 1975.

43/ Rhodesia Herald, 5 août 1975.

44/ Radio Salisbury, 1er septembre 1975.

45/ Man in the Middle ..., p.4.

Piétiné par la foule prise de panique, l'un d'eux avait succombé 46/. Dans une déclaration publiée deux jours plus tard, la police a affirmé qu'il n'y avait eu que onze morts et non douze comme on l'avait annoncé d'abord 47/, mais l'enquête judiciaire effectuée par la suite a établi qu'il y en avait eu quatorze 48/.

485. Les renseignements dont dispose le Groupe spécial d'experts indiquent que les autorités ont fait preuve en l'occurrence d'un inquiétant mépris des vies africaines 49/. L'officier commandant la police de la zone sud de Salisbury a révélé au cours de l'enquête judiciaire que la police avait reçu l'ordre de tirer si elle jugeait des biens ou des vies en danger. Elle avait aussi pour instructions de tirer sur ceux qui lançaient des pierres.

486. La police a arrêté 68 personnes, mais 34 seulement ont été accusées d'avoir troublé l'ordre public 50/. Parmi ces dernières, se trouvaient trois hommes qui, selon un témoin cité par la police, avaient empêché une partie de la foule d'attaquer la police et de se battre contre d'autres Africains. Deux d'entre eux ont été reconnus coupables (le troisième s'était évadé de prison) : Lovemore Mapondera a été condamné à cinq ans de prison et Lancelot Biyanda à quatre ans de travaux forcés, l'un et l'autre avec sursis d'un an 51/.

487. L'African National Council a vainement réclamé une enquête judiciaire "pour vérifier les graves allégations selon lesquelles la police aurait agi précipitamment et sans faire de sommation" 52/.

3. Déplacements forcés de population

a) Introduction

488. Le Groupe spécial d'experts a fait l'historique des zones africaines dans son rapport de 1970 (E/CN.4/1020/Add.1) et il a donné dans ses rapports de 1970 et 1971 (E/CN.4/1020/Add.1 et E/CN.4/1050), un large aperçu des lois applicables aux Africains qui vivent dans ces zones. Aucun changement important n'a été apporté à cette législation au cours de la période considérée.

46/ Rand Daily Mail, Radio Salisbury et Guardian, 2 juin 1975.

47/ Rhodesia Herald, 4 juin 1975.

48/ Rhodesia Herald, 25 juillet 1975.

49/ Rhodesia Herald, 8, 11, 15 et 26 juillet 1975.

50/ Rhodesia Herald, 17 juin 1975.

51/ Rhodesia Herald, 11 juillet et 15 août 1975.

52/ Rhodesia Herald, 5 juin 1975.

489. Un examen détaillé de la répartition des populations africaine et européenne (au moment du recensement d'avril 1969) selon les catégories de terres, figure dans le rapport de 1974 (E/CN.4/1135, par. 357-362). Depuis lors, la population africaine de la Rhodésie du Sud (d'après les estimations officielles) a passé de 4 880 000 en juin 1969 à 5 900 000 en décembre 1974 53/. On n'a pas de renseignements sur sa répartition actuelle. Mais la répartition indiquée aux paragraphes 610 et 618 par catégorie de terres, par sexe et par âge (d'après le recensement d'avril 1969) montre qu'il y a trop de femmes et de jeunes enfants dans les terres tribales spéciales par rapport aux zones blanches urbaines et rurales.

490. Dans son rapport de 1975 (E/CN.4/1159, par. 330), le Groupe spécial d'experts a fourni des renseignements importants sur les nouveaux règlements draconiens applicables aux zones rurales (en particulier dans le Nord-Est).

b) Conditions des Africains dans les zones urbaines

491. Comme le Groupe l'a signalé dans ses précédents rapports, les travailleurs africains habitent un certain nombre de faubourgs à la périphérie des villes blanches. Ils sont logés dans de grands bâtiments ressemblant à des casernes, destinés aux célibataires, dans de petites maisons construites par la municipalité, souvent avec l'appui d'entreprises industrielles qui les réservent à leurs employés, et dans un nombre croissant de cités où ils peuvent posséder leur propre maison. Les domestiques sont généralement logés auprès des familles qu'ils servent, dans un "kia" situé au fond du jardin, bien que des arrêtés municipaux limitent leur présence dans les zones blanches.

492. Comme Salisbury est la plus grande ville et la plus développée, c'est son Conseil municipal qui a contribué le plus largement à faire progresser l'apartheid, dans les zones urbaines. Au cours de la période considérée, la déclaration de politique générale la plus importante a été marquée par l'"Urban Plan", établi par la section des affaires africaines du Conseil municipal de Salisbury et accepté par le Conseil en avril 1975, qui risque d'entraîner le déplacement d'un grand nombre d'Africains hors des quartiers de la ville où ils vivent actuellement; ce document de 200 pages, dont l'élaboration a demandé une année, vise avant tout à protéger Salisbury en tant que ville "où les intérêts européens sont prédominants". Il contient plusieurs propositions tendant à empêcher l'accroissement probable de la population africaine dans la ville au cours des 50 prochaines années; ces propositions portent sur les points suivants : création de villes satellites dans les terres tribales spéciales de Seki et de Chiota (l'une et l'autre à 20 kilomètres de Salisbury); expulsion des Africains "étrangers"; réduction de la taille des familles africaines (et par conséquent diminution du taux d'accroissement de la population africaine); enfin, déplacement des quartiers africains de Dzivareskwa, Tafara, Mabvuku et Harari.

493. Les cités satellites constitueraient une source de main-d'oeuvre pour Salisbury. Le document indique que l'administration de ces cités serait en partie africaine, mais ajoute : "Reste à savoir si les Africains se montreront capables d'atteindre et de maintenir les normes élevées de la technique et de la comptabilité propres aux pays dirigés par des Européens".

494. Selon ce plan, on se propose de radier les Africains étrangers des listes de logement, de fixer à plein tarif les loyers des maisons construites par la municipalité et (en général) de n'employer que des Africains originaires du pays. (Il faut noter qu'environ 10 % des Africains de Salisbury sont nés hors de la Rhodésie du Sud).

495. Entre autres propositions visant à réduire la population, le plan propose d'encourager la planification familiale "au moyen des barèmes des services sociaux" afin de faire mieux comprendre aux Africains la charge financière qu'imposent les enfants; il propose aussi d'accroître l'emploi des femmes pour les décourager de créer des familles "nombreuses et encombrantes".

496. Pour justifier le déplacement des quatre quartiers en question, le document affirme que Harari, quartier africain, constitue une menace pour la sécurité des Blancs, des Asiatiques et des Métis qui vivent dans les faubourgs voisins, ainsi que pour la sécurité du centre de Salisbury, et recommande d'affecter la zone qu'il occupe au commerce et à l'industrie 54/.

497. Selon les renseignements dont dispose le Groupe spécial d'experts, les Africains n'ont été consultés ni lors de l'élaboration de ce plan (les fonctionnaires municipaux qui s'en sont occupés étaient tous des Blancs), ni au cours des débats ultérieurs du Conseil municipal. M. E.M. Munetse, de Harari, s'en est plaint dans une lettre adressée au Rhodesia Herald le 16 janvier 1975 : "Les habitants de Harari sont comme des gens qui attendent de passer en jugement ... Les habitants des quartiers urbains sont plus que tracassés. Pendant combien de temps vont-ils vivre dans la crainte du sort réservé à leur quartier ?"

498. A propos de ce plan, un porte-parole du régime rebelle a précisé que les quartiers africains futurs devraient autant que possible être créés dans les terres tribales spéciales. L'autorisation d'en établir dans celles de Seki, Sansaguru, Fort Victoria et Chiweshe, aurait déjà été accordée ou sollicitée et d'autres autorisations suivraient 55/.

499. En novembre 1974, le "ministre de l'administration locale et du logement" a déclaré que la construction de maisons pour Africains à Seki commencerait en 1975. Les premiers Africains qui y seraient logés seraient employés à Salisbury et l'administration envisagerait la création de divers moyens de transport rapide entre Seki et Salisbury 56/. (Le manque de "consultations" sur ce projet, même avec les "dirigeants officiels reconnus par le régime," est mentionné au par. 367 du document E/CN.4/1135).

500. Selon d'autres renseignements en possession du Groupe, Salisbury a également entrepris la réalisation d'un grand projet comportant la construction de 5 000 maisons dans le faubourg de Zengeza, limitrophe de la terre tribale spéciale

54/ Rhodesia Herald, 30 avril 1975, ler, 5, 7, 12, 22 et 28 mai 1975.

55/ Rhodesia Herald, 17 mai 1975.

56/ Rhodesia Herald, 26 novembre 1974, 13 avril 1975.

de Seki. En juillet 1975, la construction de 2 402 maisons familiales était très avancée. D'autre part, on construit, près de la zone industrielle de Willowvale, des bâtiments bas pour y loger 1 868 célibataires 57/.

c) Déplacement d'Africains résidant "illégalement" dans des zones urbaines

501. Le Groupe a été informé qu'en application de la politique suivie par le régime rebelle visant à réduire la population africaine des zones urbaines au minimum, les quartiers africains et en particulier les grands foyers d'hébergement destinés aux hommes, ont été périodiquement l'objet l'année dernière de rafles policières et d'autres contraintes de la part des autorités qui visent à en éloigner tous ceux qui n'ont pas d'emploi, ou pas de "permis" spécial pour résider dans une zone urbaine :

a) Le 22 janvier 1975, la police a blessé par balle un Africain et appréhendé 61 autres aux premières heures de la matinée, alors qu'elle recherchait des "éléments criminels connus" dans le foyer Mbari où logent des hommes seuls, à Harari 58/.

b) Le 9 avril 1975, la police a, sur les instructions du département de l'administration africaine de la ville de Salisbury, fait une descente au foyer Nyenyere No 13 où elle a découvert 544 résidents "illégaux". Sur ce nombre, 409 avaient un emploi mais n'étaient pas autorisés à loger au foyer; les 135 autres étaient sans emploi et de ce fait susceptibles de poursuites judiciaires 59/.

c) Le 29 mai 1975, la police (là encore sur ordre du département de l'administration africaine) a opéré une rafle dans les deux plus grands foyers du complexe Mbari. Plus de 600 Africains ont été appréhendés; 471 d'entre eux, ayant un emploi, ont été relâchés après avoir été avertis de leur présence "illégal" au foyer; 44 adolescents ont été remis au département du service social; 75 ont été traduits en justice et 50 autres seraient encore détenus 60/.

502. A Salisbury, le conseil municipal dispose d'inspecteurs chargés de dépister, dans les logements de domestiques, les présences illégales - en vertu de la loi (en vigueur depuis 1971) dite Africans (Urban Areas) Accommodation and Registration Act. Durant le premier semestre de l'année, les habitants blancs de la zone de Borrowdale ont tenté en vain d'obtenir du conseil municipal des dérogations pour des îlots blancs de 1, 6 hectares ou plus. Actuellement, l'épouse et les enfants d'un employé africain peuvent être autorisés à séjourner dans la propriété pendant 14 jours au maximum; des permis spéciaux allant jusqu'à trois mois peuvent être délivrés si l'épouse a besoin d'un traitement médical ou exerce un emploi à plein temps à Salisbury; un enfant de moins de six ans peut aussi rester avec sa mère pendant trois mois si celle-ci est employée comme bonne d'enfants à plein temps dans une famille blanche 61/.

57/ Rhodesia Herald, 27 juillet 1975.

58/ Radio Salisbury, 22 janvier 1975.

59/ Rhodesia Herald, 10 avril 1975.

60/ Rhodesia Herald, 30 mai 1975.

61/ Rhodesia Herald, 19 mars 1975; 6, 11 et 28 juin 1975.

503. Le Groupe spécial d'experts note cependant que, s'il est vrai que de nombreux Africains ont été traduits en justice pour logement "illégal" soit dans les quartiers africains, soit dans les zones blanches, par contre la presse et la radio rhodésiennes n'ont signalé aucun procès ou condamnation.

d) La politique sud-rhodésienne de "bantoustanisation"

504. Le régime rebelle a vivement encouragé la politique de "développement communautaire" qui a été exposée de manière assez détaillée dans le rapport de 1974 du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1135, par. 368-371). En particulier, la politique de "provincialisation" évoquée dans ce rapport (par. 370), et légèrement modifiée depuis, commence à entrer en application. Selon cette conception, le pays sera divisé en huit "autorités régionales". Selon le "ministre", ces autorités régionales seront les organes exécutifs des assemblées provinciales de notables et leurs membres seront désignés par le président du conseil africain de la région 62/. Tout en reconnaissant que la plupart des présidents des conseils africains sont des Africains élus par leurs collègues, le Groupe note qu'ils sont placés sous la surveillance du commissaire de district "chargé de veiller à ce que les présidents s'acquittent de leurs fonctions comme il convient" 63/. Bien que les autorités régionales aient pour mandat de coordonner les activités des différents conseils africains de leur ressort, le "Gouvernement" central ne renonce en rien à son pouvoir et il n'est nullement question d'accorder une forme quelconque d'indépendance aux circonscriptions dépendant des autorités régionales ou des conseils africains. En fait, il est bien précisé que chaque organe sera "assisté" d'un commissaire de district 64/.

505. Selon les renseignements dont dispose le Groupe spécial d'experts le régime continue à exercer une pression sur les Africains pour qu'ils établissent des conseils africains et, à l'heure actuelle, 80 % environ de la population relèvent de ces conseils. L'un des points essentiels de cette politique est que les conseils africains sont chargés de l'enseignement primaire dans les zones rurales et c'est ce qui a eu le plus de poids dans la campagne pour la création des conseils africains. Répondant à un député africain, le "ministre de l'intérieur" a dit que le régime "étudiait la possibilité de charger provisoirement les autorités régionales si elles y consentaient de contribuer à assurer le fonctionnement des écoles". Il donnait à entendre que les écoles seraient fermées en cas de refus ou d'impossibilité 65/. Répondant à une autre question, le même "ministre" a déclaré que les deux tiers environ des conseils africains étaient composés de membres élus par les contribuables et, pour l'autre tiers, les membres étaient désignés par les commissaires provinciaux. Tout en prétendant qu'une certaine "forme d'élection" avait lieu pour cette dernière catégorie, il a reconnu que

62/ D.K. Davies, Race Relations in Rhodesia 1972-1973 (1975), pp. 275 et 276.

63/ C.G. Passmore, The national policy of Community development in Rhodesia (Université de Rhodésie, 1972), p. 231.

64/ Rhodesia Herald, 2 novembre et 21 novembre 1974; Radio Salisbury, 13 janvier 1975; Parliamentary Debates, 4 octobre 1974, cols. 277-278.

65/ Parliamentary Debates, 10 juillet 1975, cols. 734, 835.

"la désignation des membres du conseil" incombait aux chefs de la région 66/. Il convient de rappeler que les chefs sont en fait nommés par l'administration blanche (voir E/CN.4/1135, par. 363).

506. Le régime illégal a créé au "ministère du commerce et de l'industrie" un nouveau service chargé d'appliquer la politique de décentralisation industrielle conformément aux recommandations de la commission parlementaire d'enquête sur la décentralisation qui a proposé que les entreprises industrielles soient implantées à la périphérie des terres tribales spéciales, comme en Afrique du Sud. Dans un livre blanc, le régime rebelle a manifesté l'intention de décourager l'expansion industrielle à Salisbury et à Bulawayo et de l'encourager en d'autres points de croissance économique 67/. Cette politique de "bantoustanisation" doit être jugée en fonction de l'appauvrissement progressif des régions rurales d'Afrique et de la sous-exploitation de la plupart des terres arables appartenant aux blancs.

507. Dans une lettre adressée au Rhodesia Herald, publiée en octobre 1974, M. Harry Dunlop, chargé de cours d'économie agricole à l'Université de Rhodésie, indique que 70 % des terres tribales spéciales se trouvent dans une région de faibles pluies où le sol, dans l'ensemble, est impropre à la culture. Les autres (30 %), où les pluies sont abondantes, ont des sols légers et sablonneux qui s'épuisent par surexploitation. Or, un quart seulement des 2,4 millions d'hectares classés comme cultivables dans la zone réservée aux Blancs sont effectivement cultivés. M. Dunlop termine sa lettre en disant que seule l'abrogation de la loi sur la propriété foncière pourrait éviter une rupture du système écologique 68/.

508. Le rapport du Groupe spécial d'experts de 1974 (E/CN.1135, par. 373) indique que le revenu annuel dans les régions rurales qui était de 15 livres sterling par habitant en 1956 est tombé à environ 11 livres sterling en 1968. Un autre avertissement a été lancé par un membre du Conseil des ressources nationales en juin 1975 quand il a dit que "l'économie dite de subsistance des terres tribales détruit inexorablement par épuisement les ressources dont ce mode de vie est tributaire". Il a ajouté que si rien n'était fait pour y parer, "un effondrement écologique était inévitable" 69/. De même, le professeur Hans Holleman, auteur du rapport de la Commission Mangwende (1960), a signalé que, dans la partie du Mashonaland où il avait mené une enquête, la situation agraire était devenue presque "explosive". Il a critiqué la politique du "gouvernement" en ce qui concerne les terres tribales spéciales parce qu'elle méconnaissait les intérêts économiques interdépendants des secteurs blanc et africain de la communauté 70/.

66/ Parliamentary Debates, 13 novembre 1974, cols. 748-749.

67/ Rhodesia Herald, 30 décembre 1974.

68/ Rhodesia Herald, 10 octobre 1974.

69/ Rhodesia Herald, 6 juin 1975.

70/ Rhodesia Herald, 25 février 1975.

509. Dans un article paru dans le Rhodesian Journal of Economics, Mme A.K.H. Weinrich a analysé les "facteurs qui influencent le développement économique des régions rurales" en Rhodésie du Sud. Elle a montré que le régime rebelle n'encourageait l'agriculture africaine que dans la mesure où celle-ci ne menaçait pas l'agriculture blanche. Par exemple, elle a jugé rigides et inefficaces l'administration blanche des systèmes d'irrigation et les plans d'aide à l'agriculture sur les terres tribales spéciales. Elle a noté en outre que les titulaires d'une maîtrise d'agronomie faisaient les meilleurs agriculteurs, mais que dans certaines régions les études sanctionnées par ce diplôme avaient été supprimées 71/.

e) Déplacement forcé de ruraux africains : déplacements résultant de la politique foncière

510. Selon des rapports en la possession du Groupe spécial d'experts, le chef Mapunganwana et ses partisans devaient, au début de 1975, quitter Chipinga où ils étaient établis pour aller s'installer sur une terre affectée aux Africains. Le "ministère de l'intérieur" estimait qu'ils s'étaient installés "illégalement" sur des "terres européennes" désignées maintenant sous le nom de "Gungunyana Forest Land" - terres que leurs ancêtres, émigrés du Zouloulund, avaient occupées dès le XIXème siècle. L'United Church of Christ de Rhodésie a condamné ce déplacement dans une déclaration qu'elle avait soumise au préalable à des juristes pour être sûre de ne pas enfreindre le Law and Order (Maintenance) Act. Elle condamnait aussi le partage des terres appartenant à l'église dans les zones blanche et africaine 72/.

511. Vers la mi-mars 1975, il a été annoncé que les Africains établis dans la zone des terres tribales spéciales de Chiweshe (2 400 hectares) seraient expulsés à la fin du mois d'août (à la seule exception de ceux qui vivaient dans les deux "villages protégés"). Le "gouvernement" avait décidé de construire un nouveau quartier à Chiweshe parce que le quartier africain de Glendale était menacé de surpeuplement. Il a été annoncé que "les Africains expulsés trouveraient probablement place dans les kraals avoisinants à moins qu'ils ne fussent déjà installés dans les villages protégés". Aucune information n'indiquait qu'une indemnité leur serait ou non accordée 73/.

512. Les rapports de 1974 et de 1975 du Groupe ont montré que la population de Tangwena était toujours brimée et tenue éloignée de ses terres ancestrales de la région d'Inyanga (E/CN.4/1135, par. 383; et E/CN.4/1159, par. 339). Répondant à l'interpellation d'un député, le "ministre de l'intérieur" a déclaré qu'il ignorait où se trouvait le chef Rekayi Tangwena, mais supposait que lui et son peuple étaient "retournés au Mozambique d'où ils étaient venus plusieurs dizaines d'années auparavant". Mais le Groupe spécial d'experts a appris que les tribunaux rhodésiens avaient eux-mêmes établi que les Tangwena vivaient en Rhodésie depuis 1905, et probablement depuis plus longtemps. Le "ministre" a ajouté qu'une centaine d'enfants Tangwena se trouvaient encore sous le contrôle du "ministre des affaires sociales" 74/.

71/ Rhodesian Journal of Economics, 9 (No 1) (1975), p. 7-14.

72/ Rhodesia Herald, 16 octobre 1975 et 21 octobre 1975.

73/ Rhodesia Herald, 13 et 22 mars 1975.

74/ Parliamentary Debates, 14 février 1975, cols. 1414, 1415.

f) La situation dans les "villages protégés"

513. Le rapport de 1975 du Groupe spécial d'experts expose en détail le processus de la création de villages dits "protégés" (E/CN.4/1159, par. 341-352). Cette politique s'est poursuivie durant toute la période considérée. Les déplacements de population des terres tribales spéciales de Madziwa vers les "villages protégés", dont le début a été signalé l'an dernier, se sont terminés en octobre 1974. Le Groupe a appris en outre que le régime rebelle avait décidé de créer immédiatement quinze "villages protégés" dans les régions de Mtoko, de Mudzi et de Mrewa et qu'il se proposait d'en créer 40 autres 75/.

514. Le Groupe a reçu de nouveaux renseignements sur les conditions qui règnent dans ces villages. L'attitude du régime rebelle a été précisée en particulier par le "ministre de l'intérieur" qui, en décembre 1974, a déclaré qu'il n'était pas question de "choyer" les Africains qui avaient été réinstallés. "En plaçant les membres de tribus dans des villages protégés, nous leur sauvons la vie. On ne saurait exiger de nous que nous fassions plus que de les aider à se tirer d'affaire eux-mêmes". Il a ajouté que si les Africains n'avaient pas su se construire un habitat, c'était en raison de leur inertie 76/. En somme, ces paroles faisaient suite aux déclarations officielles démentant que les "villages protégés" fussent coupés de leurs terres arables traditionnelles - au contraire, ils étaient établis à proximité de ces terres, affirmait le ministre" 77/. Un porte-parole officiel a dit une semaine plus tard qu'il n'était pas question "de nourrir les habitants des villages de Chiweshe et de Madziwa" car ils devaient produire leurs aliments. Au sujet de l'interdiction qui aurait été faite aux habitants des villages d'emporter des vivres lorsqu'ils se rendaient à leur travail, le porte-parole a déclaré : "L'une des principales raisons qui ont motivé la création de villages protégés a été le souci d'isoler les terroristes [sic] de la population locale africaine, de les mettre dans l'impossibilité de vivre sans avoir à cultiver la terre, comme ils avaient réussi à le faire jadis, et aussi de les empêcher d'obtenir des renseignements nuisibles à la sécurité. Les villageois sont libres de cultiver leurs terres dans la journée, mais nous les surveillons pour nous assurer qu'ils n'emportent pas un supplément de nourriture et d'eau qui pourrait tomber aux mains des terroristes [sic] 78/". En juin 1975, le "ministre adjoint de l'intérieur" a exprimé l'avis que les villages "protégés" offraient une excellente occasion d'améliorer l'agriculture tribale 79/.

515. Dans un rapport de l'Association des résidents de Chiweshe multicopié par les soins de la Commission catholique pour la justice et la paix figure le tableau ci-après indiquant les distances que doivent parcourir les villageois pour se rendre à leurs champs :

75/ Man in the Middle, ...; p. 7.

76/ Sunday Mail, 1er décembre 1974.

77/ Rhodesia Herald, 21 novembre 1974.

78/ Rhodesia Herald, 28 novembre 1974.

79/ Rhodesia Herald, 26 juin 1976.

<u>Kraal</u>	<u>Distance des champs en miles (1,6 km)</u>	<u>Kraal</u>	<u>Distance des champs en miles (1,6 km)</u>
Goredoma		15	Rwanga		16
Mufuka		21	Jaji		10
Mushananga		5	Mashiri		5
Shambira		7	Masoka		5
Matsvororo		10	Mawodzwa		14
Nyariri		17	Chiwunda		16
Mubaira		1	Musakanyi		1
Goromokwa		1			

Dans ces conditions, la culture des terres devient très difficile surtout pour les personnes âgées. En outre, les villageois sont absolument incapables de protéger les cultures, la nuit, contre les animaux prédateurs 80/; il leur est difficile aussi de protéger leurs troupeaux, en particulier parce que le régime a pour pratique admise de s'emparer du bétail non gardé dans les régions où les combattants de la liberté sont censés opérer. Dans son rapport Man in the Middle, la Commission dit à ce sujet : "Cela frise la politique de la terre brûlée" 81/.

516. Selon la même source, l'état sanitaire des "villages protégés" est lamentable. En décembre 1974, on a annoncé la fermeture du centre hospitalier de Chiweshe que l'Université de Rhodésie avait fait construire deux ans plus tôt. Les autorités universitaires étaient en rapport étroit avec les autorités civiles et militaires dont "l'avis avait pesé lourd lorsqu'on avait décidé d'interrompre provisoirement ce service" 82/. La gravité de cette décision a été soulignée en février 1975 par le Principal de l'Institut Howard de l'Armée du salut qui, après avoir exprimé son inquiétude quant aux carences alimentaires et à la famine sévissant dans la région, a déclaré : "Chiweshe est une région où la fièvre typhoïde est endémique. Le médecin de notre mission redoute qu'une épidémie de fièvre typhoïde n'éclate vers la fin de la saison des pluies" 83/. L'Association des habitants de Chiweshe a manifesté les mêmes préoccupations dans son rapport (voir paragraphe 515), où il est dit que les installations sanitaires se réduisaient à un trou formé par un large tuyau enfoncé dans le sol. "Les grosses mouches vertes qui s'en échappent vont et viennent sur les aliments, même sur les récipients qui contiennent l'eau potable, sur les pots à lait, etc.". Les moustiques sont innombrables, car la plupart des villages sont situés sur des terres basses et humides; des cas de typhoïde, de diarrhée et de paludisme se sont déclarés en maints endroits. Le problème est d'autant plus grave qu'on parvient difficilement à faire transporter un malade à un centre médical; les chauffeurs hésitent en outre à entreprendre ce voyage dans l'après-midi car, après le couvre-feu, fixé à 18 heures, on tire à

80/ Catholic Commission for Justice and Peace, document multigraphié, 24 mars 1975.

81/ Man in the Middle,,p. 9.

82/ Rhodesia Herald, 6 décembre 1974.

83/ Rhodesia Herald, 28 février 1975.

vue sur ceux qui se trouvent hors d'un village (voir paragraphes 473, 477, 479, 481 et 482 ci-dessus) 84/. Certains faits relatés dans Man in the Middle donnent à penser que les défoliants chimiques utilisés par les forces de sécurité pour détruire toutes les cultures dans la vallée du Zambèze ont engendré une maladie qui chez les enfants se manifeste par des convulsions. Le régime rebelle le dément 85/. Selon le Rhodesia Herald, le régime rebelle a aussi "refusé de commenter l'allégation [de l'Association des résidents de Chiweshe] selon laquelle la maladie fait une victime par jour dans certains villages protégés des terres tribales spéciales de Chiweshe" 86/.

517. Cependant, ce sont les incidences sociales de la politique des "villages protégés" qui causent sans doute les plus grandes appréhensions. Dans Man in the Middle, on trouve un excellent exposé des bouleversements sociaux provoqués par cette politique. Il montre l'importance psychologique et spirituelle du village natal et la nécessité d'une très soigneuse préparation avant tout déplacement de population. Il indique les difficultés que rencontre une communauté habituée à vivre sur un grand espace lorsqu'elle se trouve soudain parquée dans une zone exiguë. Les liens sociaux entre vieux et jeunes et entre les deux sexes sont brusquement rompus. Les difficultés qu'éprouve une population rurale à s'adapter à un milieu urbain sont considérables en Afrique comme partout ailleurs, mais comme elles se produisent d'une manière sporadique, elles sont relativement faciles à résoudre. Ce qui est grave, c'est la soudaineté avec laquelle ce déplacement a été opéré. Les pratiques religieuses ont été profondément bouleversées 87/.

518. Selon le rapport de l'Association des habitants de Chiweshe 88/, ce bouleversement social a aussi des effets néfastes sur la moralité sexuelle.

4. Traitement infligé aux prisonniers politiques et aux combattants de la liberté capturés

a) Introduction

519. Le rapport de 1973 du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1111, par. 242-252) contient un historique détaillé de la législation en matière de sécurité et de détention sans jugement, où figurent notamment le Law and Order (Maintenance) Act et ses amendements.

520. D'autres textes législatifs ont été adoptés ou proposés durant la période considérée en ce qui concerne le traitement des prisonniers politiques et celui des combattants de la liberté et de leurs partisans qui sont capturés, à savoir : Le Law and Order (Maintenance) Amendment Act et l'Indemnity and Compensation Bill.

84/ Catholic Commission for Justice and Peace, document multigraphié, 24 mars 1975.

85/ Man in the Middle,, p. 9.

86/ Rhodesia Herald, 28 février 1975.

87/ Man in the Middle,, pp. 6-12.

88/ Catholic Commission for Justice and Peace, document multigraphié, 24 mars 1975.

521. Le Law and Order (Maintenance) Amendment Act, voté en décembre 1974, prévoit de nouveaux cas où devient obligatoire l'application de la peine de mort (voir paragraphe 458 ci-dessus). Un amendement antérieur à la loi principale énumérait huit types de propos considérés comme subversifs, mais en réservant les cas où l'accusé pourrait arguer de sa bonne foi et manifester l'intention de rectifier "par des voies légales" les erreurs qui lui étaient reprochées. Ce moyen de défense est maintenant supprimé. En présentant l'amendement, le "ministre de l'ordre public" a déclaré : "A cause de cette réserve, il est difficile d'engager des poursuites pour propos subversifs sauf dans les cas les plus flagrants". Selon la nouvelle loi est également considéré comme un délit le fait de nier faussement la connaissance de "terroristes" ou de donner de faux renseignements à leur sujet. Enfin, la loi contient deux autres dispositions, l'une interdisant à quiconque a été condamné pour propos subversifs d'assister à une réunion publique durant une période de un à trois ans, l'autre interdisant de citer par écrit ou oralement tout propos tenu par lui durant cette période 89/. Le Groupe spécial d'experts a noté particulièrement que lorsque le projet de loi est venu en discussion devant le Sénat, la Commission juridique a déclaré que ces deux dernières dispositions étaient incompatibles avec la Déclaration des droits de l'homme qui fait partie intégrante de la "Constitution" illégale de 1969. Néanmoins, le Sénat a voté le projet de loi sans opposition "dans l'intérêt national" 90/.

522. A la fin du mois d'août 1975, le régime rebelle a déposé devant le Parlement, l'Indemnity and Compensation Bill, projet de loi qui prévoit essentiellement la possibilité d'empêcher toutes poursuites au civil ou au criminel "engagées contre l'Etat, ses fonctionnaires ou ses agents pour des actes commis de bonne foi en vue de réprimer ou d'aider à réprimer le terrorisme [sic]". Il prévoit aussi le classement d'affaires déjà soumises aux tribunaux et le droit à indemnisation de toute personne ayant subi des dommages en raison des actes visés par la loi. Le débat parlementaire a montré clairement que les activités de la Commission catholique pour la justice et la paix en Rhodésie, ainsi que les procès intentés par la Commission mettaient le régime rebelle dans une situation très embarrassante. En présentant le projet de loi, le "ministre" a déclaré :

"Nous devons nous défendre non seulement contre la menace directe des terroristes [sic], mais aussi contre des gens plus ou moins sincères qui ne laissent passer aucune occasion d'embarrasser le gouvernement [sic] en aidant et même en amenant certaines personnes à intenter des procès contre le gouvernement [sic]. Bref, il y a une cinquième colonne active qui, en apparence, défend la justice, la paix, etc., mais dont les objectifs, en réalité, ont un caractère absolument criminel." 91/

Lorsque ce projet aura force de loi, on peut être sûr qu'il permettra aux autorités... de se montrer encore moins soucieuses que maintenant.

89/ Parliamentary Debates, 14 novembre 1974, colonnes 913-918.

90/ Rhodesia Herald, 5, 6, 7, 11 et 12 décembre 1974.

91/ Parliamentary Debates, 28 août 1975; colonnes 433-439.

b) Traitement des prisonniers politiques

i) Conditions de réclusion

523. Il convient de noter que la loi interdit de désigner les détenus par leur nom, de sorte qu'il est difficile à la presse rhodésienne de signaler effectivement les détentions. C'est ainsi que les noms de personnes connues sont indiqués dans la presse étrangère mais non dans les journaux du pays. Quant aux nombreux détenus qui ne sont pas connus hors de la Rhodésie du Sud, leur nom ne peut être indiqué par les journaux ni en Rhodésie, ni à l'étranger.

524. Dans une déclaration publiée en février 1975, l'ANC a indiqué que 60 détenus soumis au régime cellulaire à la prison centrale de Salisbury, faisaient la grève de la faim pour protester contre le régime rigoureux qui leur était appliqué à la suite de l'évasion de Kenneth McIntosh (l'espion qui révélait les fraudes aux sanctions économiques) de l'accusation de sévices portée par un détenu africain contre un gardien blanc, et aussi parce que la durée de la "promenade" avait été réduite de moitié 92/.

• ii) Détention

525. Comme suite à l'Accord de Lusaka du 11 décembre 1974, le régime rebelle a accepté de libérer tous les détenus, interdits et prisonniers politiques (voir paragraphe 453 ci-dessus). Cependant, selon les renseignements dont dispose le Groupe spécial d'experts, il n'a relaxé aucun prisonnier politique sous prétexte que ceux qui avaient été condamnés en vertu du Law and Order (Maintenance) Act ou de toute autre loi relative à la sécurité de l'Etat, avaient commis des infractions de droit commun et n'étaient pas en conséquence visés par cet accord. Pour ce qui est des détenus, 60 à 90 avaient été libérés avant que le "ministre de l'ordre public" ait suspendu toutes les libérations, exactement un mois après la signature de l'Accord de Lusaka 93/. Le Guardian a décrit les conditions inhumaines dans lesquelles ont été libérés les détenus 94/.

526. Amnesty International a eu connaissance, avec documents à l'appui, de huit cas de "prisonniers sur parole" dont six étaient des détenus et les deux autres officiellement relaxés. Dans une lettre, M. Malcolm Smart, du département de la recherche d'Amnesty International, s'exprime ainsi :

"Après leur sortie de prison au début de l'année [1975] un certain nombre de détenus politiques ont été astreints à résidence forcée dans l'un ou l'autre des "villages protégés". La plupart ont été envoyés à Sowe New Village dans la région de Centenary, mais d'autres l'ont été à Mzarabani, Hoya et Mzengedzi. D'après les lettres de certains d'entre eux, que nous avons vues, il leur serait interdit de franchir les limites du village où ils se trouvent, de sorte que leur situation est pire qu'en prison. Ils ne peuvent ni quitter le village pour chercher par exemple du travail"

92/ Times, 19 février 1975.

93/ Daily Telegraph, 10 janvier 1975.

94/ Guardian, 2 janvier 1975.

à Salisbury, ni guère se livrer à des travaux agricoles pour subvenir à leurs besoins. Ils considèrent les villages comme des "cages". 95/

527. Le dossier constitué par Amnesty International indique aussi qu'après l'Accord de Lusaka du 11 décembre 1974,

"plus de 250 détenus politiques n'ont pas été relaxés - ils sont actuellement encore en prison ... Amnesty International estime qu'il y a plus de 300 détenus politiques, dont certains n'ont pas quitté la prison depuis ... [la Déclaration unilatérale d'indépendance]. Amnesty International estime aussi que durant les dix années qui se sont écoulées depuis la Déclaration unilatérale d'indépendance, plus d'un millier de personnes ont été détenues sans inculpation ni jugement pendant de longues périodes dont la durée a varié."

528. Le Guardian a indiqué que, selon Soeur Mary Aquina, religieuse dominicaine, chargée de cours à l'Université de Rhodésie, le régime rebelle aurait préparé 2 000 mandats d'arrêt qu'il aurait l'intention de lancer assez prochainement. Ce renseignement provient d'une "source bien informée de Rhodésie" 96/.

529. Le "ministre de l'ordre public", s'adressant à la House of Assembly en juillet 1975, a réitéré son intention de ne plus libérer de détenus 97/.

iii) La réincarcération du Révérend Ndabaningi Sithole

530. Le 4 mars 1975, il a été annoncé que le Révérend Ndabaningi Sithole avait été incarcéré par le régime rebelle pour avoir tramé l'assassinat de certains opposants à sa tentative de prendre la tête du Conseil national africain (ANC). Il a été déclaré que son cas serait réexaminé par un tribunal spécial présidé par le "juge" MacDonald "Premier magistrat par intérim" 98/. Par la suite, le mandat d'arrêt a été considéré comme mal établi, la formule périmée qui avait été utilisée se référant à des sections inapplicables en l'espèce du règlement de 1974 dit Emergency Powers (Maintenance of Law and Order) Regulations 99/. Deux jours plus tard, il a été révélé que le "ministre des affaires étrangères et de la défense" s'était rendu en secret en Afrique du Sud pour informer le Premier Ministre de ce pays que l'arrestation était imminente 100/. Un journaliste du Times a écrit : "Chacun sait depuis longtemps à Salisbury que le gouvernement [sic] considère

95/ Lettre du Département de la recherche d'Amnesty International, en date du 3 octobre 1975.

96/ Guardian, 6 juin 1975.

97/ Parl. Debat, 9 juillet 1975, cols. 713, 714.

98/ Rhodesia Herald, 5 mars 1975.

99/ Sunday Mail, 9 mars 1975; Rhodesia Herald, 10 avril 1975.

100/ Rhodesia Herald, 7 mars 1975.

M. Sithole comme un obstacle à tout règlement" 101/. Le 7 mars, parlant devant l'Assemblée sud-africaine, le ministre sud-africain des affaires étrangères a exprimé l'espoir qu'il serait possible "de faire un procès criminel" au lieu de procéder à la simple révision pseudo-judiciaire qui avait été annoncée 102/; le 10 mars, le régime rebelle a déclaré que les règles de procédure seraient connues quelques jours plus tard et que, bien qu'on ait parlé précédemment de débats à huis-clos, le "Premier magistrat par intérim" tiendrait des audiences publiques dans toute la mesure du possible "sans perdre de vue la nécessité de protéger la sécurité de l'Etat et l'identité de certains témoins" 103/.

531. Lorsque la procédure du "tribunal" spécial a été connue, le 13 mars 1975, on s'est aperçu qu'elle s'écarterait sur bien des points des règles habituelles. Par exemple, le tribunal ne serait pas obligé de tenir compte des règles concernant les témoignages appliquées par le haut tribunal quand il juge au civil ou au criminel; il pourrait soustraire les dépositions (faites personnellement ou par écrit et sous serment) à la connaissance non seulement du public, mais aussi du détenu et de ses défenseurs; le président du tribunal aurait le pouvoir discrétionnaire de décider si les audiences seraient publiques ou non; le verdict du tribunal, non définitif, pourrait être modifié par le "Président de la Rhodésie"; enfin, bien que le "ministre de l'ordre public" fût tenu de faire connaître à l'inculpé les raisons de son arrestation, il pouvait faire état de nouvelles charges à tout moment avant le prononcé du jugement 104/. Par sa lettre en date du 14 mars 1975, le régime a aggravé les charges portées contre M. Sithole en prétendant qu'il était toujours, en fait, le dirigeant de l'Union nationale africaine Zimbabwe (ZANU) et le commandant en chef de l'armée nationale africaine de libération Zimbabwe (ZANLA), dont il n'avait pas répudié les objectifs. Il était également accusé d'avoir fait échouer "l'accord de cessez-le-feu" 105/. Néanmoins, le 16 mars, le régime rebelle, s'inclinant devant les critiques de l'opinion publique et peut-être sous la pression de l'Afrique du Sud, a décidé qu'il respecterait la décision du "tribunal spécial" 106/.

532. Le procès s'est ouvert le 24 mars 1975 et toutes les audiences ont été publiques. Toutefois, le "juge" MacDonald a annoncé le deuxième jour du procès qu'il n'insisterait pas sur le premier chef d'accusation (intention prêtée à M. Sithole d'assassiner certains de ses collègues) mais ne retiendrait que le second, sur quoi le Révérend Ndabaningi Sithole et son défenseur se sont retirés de la salle du tribunal. Le reste de l'audience a été consacré à un long exposé retraçant en détail le déroulement (selon l'opinion du régime) du conflit armé dans le Nord-Est du pays, avec des citations du programme politique de la ZANU

101/ Times, 7 mars 1975.

102/ Star, 8 mars 1975.

103/ Rhodesia Herald, 11 mars 1975.

104/ Rhodesia Herald, 14 mars 1975.

105/ Sunday Mail, 16 mars 1975.

106/ Rhodesia Herald, 17 mars 1975.

extraites du Mwenje No 2 et des Zimbabwe News. Ces citations faisaient ressortir les principes socialistes du programme de la ZANU 107/. Par sa décision, M. MacDonald a maintenu en détention le Révérend Ndabaningi Sithole. Il a très clairement montré que l'inculpation d'assassinat s'était fondée sur la déposition d'un seul témoin (Record No 24, avril 1974, Ministère de l'information, de l'immigration et du tourisme de Rhodésie).

533. M. E. Clinton Bamberger, doyen de l'Ecole de droit de la Catholic University of America, a été chargé par le Lawyers Committee for Civil Rights Under Law (Etats-Unis d'Amérique) et par Amnesty International d'assister au procès en qualité d'observateur. Dans son rapport, M. Bamberger s'exprime ainsi :

"On ne saurait voir dans cette révision judiciaire autre chose qu'un simulacre organisé par le gouvernement (sic) - une dégradation honteuse du rôle et de la fonction de la justice ... J'avais l'impression que les "débats" avaient pour seul objet de dépeindre la ZANU comme un mouvement de guérilla dont le peuple africain serait la première victime, qui ne représenterait pas les aspirations politiques du peuple africain, et comme une organisation indigne de participer à des négociations pour un règlement politique 108/."

c) Arrestations de membres d'organisations politiques

534. D'après des renseignements parvenus au Groupe spécial d'experts, la quasi-totalité des Africains arrêtés à qui l'on reproche d'avoir recruté des combattants de la liberté, de les avoir aidés, etc. sont membres du Conseil national africain et/ou d'une autre formation politique. Toutefois, il ne sera question dans la présente section que de ceux qui sont expressément désignés dans les journaux comme membres de l'ANC. D'autre part, on ne peut savoir si les personnes arrêtées sont, dans certains cas, détenues sans avoir encore été jugées, si elles ont été jugées séparément, ou si tout simplement leur procès n'a pas été signalé.

535. En octobre 1974, la police a annoncé qu'un "certain nombre" de personnes avaient été arrêtées dans la région de Gwanda pour être traduites ultérieurement devant les tribunaux. Selon l'ANC, il s'agirait de 20 personnes dont beaucoup exerçaient des fonctions dans l'organisation 109/.

d) Expulsion et séjour interdit

536. En octobre 1974, une blanche de 30 ans, Mme Barbara Harvey, a été expulsée en tant qu'"indésirable". Comme presque toujours dans ce cas, aucune explication n'a été donnée. L'intéressée a pensé que cette mesure avait été prise parce qu'elle était membre du Centre Party, (parti politique comprenant surtout des Blancs).

107/ Rhodesia Herald, 25, 26 et 27 mars 1975.

108/ Affaire Sithole : points essentiels de la déclaration faite au cours d'une conférence de presse par M. E. Clinton Bamberger, le 2 avril 1975.

109/ Rhodesia Herald, 16 octobre 1974.

et de tendance modérément réformiste), opposé au Rhodesian Front, et qu'elle avait des amis africains 110/.

537. En février 1975, deux journalistes norvégiens, Gunnar Selgaard, de l'Aftenpost, et Jan-Erik Smilden, du Dagbladet (deux quotidiens d'Oslo) ont été refoulés à l'aéroport de Salisbury et détenus sous la surveillance d'hommes armés avant d'être expulsés du pays 111/.

538. Le même mois, le Dr Morgan Johnson, missionnaire qui était au service de la United Methodist Church de Rhodésie depuis 23 ans, a dû quitter le pays après avoir été déclaré interdit d'immigration. Il était accusé d'infraction à la loi dite Law and Order (Maintenance) Act, parce qu'il était l'auteur d'un dessin satirique paru en 1974 dans le bulletin mensuel religieux, Umbowo, mais cette accusation avait été ensuite abandonnée 112/.

e) Restrictions aux voyages d'Africains hors de la Rhodésie du Sud

539. Le droit de quitter le pays avec un passeport a été refusé à nombre d'Africains. En outre, ceux qui ont, sans documents de voyage, quitté le pays "illégalement" risquent la prison s'ils y retournent.

540. Les dirigeants de l'ANC n'ont pas été autorisés à rencontrer M. Callaghan en janvier 1975. Le régime rebelle a refusé à tous les membres de la délégation les documents de voyage nécessaires 113/.

541. Quand l'ANC a tenté d'envoyer une délégation de dix membres aux fêtes de l'indépendance du Mozambique à la fin du mois de juin, le régime rebelle a refusé de délivrer des passeports à ceux qui n'en possédaient pas. Les autorités ont déclaré qu'elles examinaient leurs demandes, mais elles n'entendaient pas se presser. Seuls trois membres de l'ANC ont pu se rendre à ces cérémonies 114/. On a annoncé plus tard, en août, que les demandes de passeports de MM. Edson Sithole, de Enos Nkala et Morton Nalianga (tous trois membres du Comité central de l'ANC) avaient été rejetées.

110/ Rhodesia Herald, 15 octobre 1974.

111/ Rhodesia Herald, 15 février 1975.

112/ Sunday Mail, 16 février 1975.

113/ Guardian, 3 janvier 1975.

114/ Radio Lusaka, 25 juin 1975.

115/ Rhodesia Herald, 3 août 1975, 4 août 1975.

542. Un certain nombre d'ex-détenus ont eu des difficultés à obtenir des passeports. Amnesty International a reçu des informations à ce sujet : "Joel Ndlovu et Norman Mabena, en sortant de la maison d'arrêt et de détention préventive de Salisbury le 24 décembre 1974 se sont vu refuser des passeports. Ils avaient reçu l'un et l'autre des offres de bourses du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe et avaient leurs places réservées à la Middlesex Polytechnic (Royaume-Uni)". Ils ne peuvent donc pas en profiter à l'heure actuelle 116/. M. Mabena est connu pour appartenir à l'ANC 117/.

543. Le Révérend Canaan Banana a quitté la Rhodésie du Sud en 1973 afin de poursuivre ses études. Il est passé au Botswana sans passeport - on le lui avait retiré. Il a obtenu un passeport britannique, qui lui a permis de se rendre dans un collège universitaire des Etats-Unis d'Amérique. En mai 1975, de retour en Rhodésie du Sud, il a été immédiatement arrêté. Il n'a même pas été autorisé à voir sa famille. En juin, il a été condamné à trois mois de réclusion avec travail disciplinaire pour avoir quitté le pays "illégalement" en 1973. D'après le Daily Telegraph "on pense qu'il restera en prison après avoir purgé sa peine" 118/. Les informations reçues de Amnesty International signalent le cas analogue de Robert Bhebe, qui a été arrêté au début des années 1970 à son retour du Botswana. "Il avait quitté illégalement [sic] le pays auparavant, alors qu'il était sous le coup d'un arrêté d'interdiction 119/".

f) Traitement des combattants de la liberté et de ceux qui les soutiennent

544. Le fait que certains combattants de la liberté et ceux qui les soutiennent ont été condamnés à mort est mentionné aux paragraphes 462 à 472 ci-dessus. En outre, il est établi que, dans un certain nombre de cas, les membres des forces de sécurité se sont livrés à des actes de violence graves et injustifiés. Il en sera parlé aux paragraphes 568 à 574. Comme l'ont indiqué les rapports précédents du Groupe spécial d'experts (voir en particulier E/CN.4/1111, par. 242-252), le régime rebelle s'obstine à traiter les combattants de la liberté comme des criminels de droit commun. Ils ne jouissent d'aucun des droits que la Convention de Genève garantit aux prisonniers de guerre. Au cours de la période considérée, les autorités n'ont pas changé d'attitude.

545. Douze Africains, qui n'avaient pas signalé la présence de combattants pour la liberté, ont été condamnés à des peines de 3 à 4 ans de réclusion avec travail disciplinaire. L'un d'entre eux était Chef de kraal. Les "crimes" avaient été commis dans le nord-est du pays, entre février 1973 et septembre 1974 120/.

116/ Lettre émanant de Amnesty International, Research Department, International Secretariat, 2 octobre 1975.

117/ Rhodesia Herald, 29 août 1975.

118/ Sunday Mail, 25 mai 1975; Daily Telegraph, 21 juin 1975; Rhodesia Herald, 21 juin 1975.

119/ Lettre de Amnesty International (voir note 136).

120/ Rhodesia Herald, 17 décembre 1974.

546. A Mtoko, six chefs de kraal et 26 autres Africains ont été condamnés à des peines de prison allant de 5 à 10 ans. Ils ont tous été convaincus de n'avoir pas signalé la présence de combattants de la liberté, et trois ont été aussi reconnus coupables de complicité. Les noms des 32 intéressés ont été indiqués 121/.
547. Deux combattants de la liberté Kanan Matongo et Sani Takavarasha, ont été condamnés à 30 ans de prison pour avoir été mêlés à des actes de violence contre d'autres Africains accusés d'être progouvernementaux 122/.
548. Seize Africains ont été condamnés à des peines de 5 à 7 ans de prison pour n'avoir pas dénoncé des combattants de la liberté et leur avoir prêté assistance 123/.
549. Un combattant pour la liberté a été condamné à 18 ans de prison pour détention d'armes 124/.
550. Deux combattants de la liberté ont été condamnés à la prison à perpétuité après avoir été déclarés coupables d'"actes de terrorisme" et de détention d'armes de guerre 125/.
551. Un ancien détenu, que l'on dit appartenir à l'ANC, a été arrêté en avril 1975 pour l'assassinat du chef Makope, de Chiweshe. Le chef Makope était connu pour être un très chaud partisan du régime rebelle 126/.
552. Norbert Mushuma a été condamné à 9 ans de prison. On lui reprochait d'avoir tenté de quitter le pays afin de recevoir une formation de combattant de la liberté. Il a été arrêté au moment où il allait passer au Botswana 127/.
553. Brazio Chimungondoro a été condamné à la prison à perpétuité. On lui reprochait de n'avoir pas dénoncé des combattants de la liberté, leur avoir prêté assistance et avoir "assassiné" quatre policiers sud-africains 128/.

121/ Rhodesia Herald, 8 janvier 1975.

122/ Rhodesia Herald, 1er février 1975.

123/ Rhodesia Herald, 28 février 1975.

124/ Rhodesia Herald, 13 mars 1975.

125/ Rhodesia Herald, 21 mars 1975.

126/ Radio Salisbury, 16 avril 1975.

127/ Rhodesia Herald, 31 juillet 1975.

128/ Radio Salisbury, 6 août 1975.

5. Disparité des salaires entre travailleurs blancs et travailleurs noirs
et bas salaires des travailleurs noirs

a) Introduction

554. La disparité entre les salaires des Noirs et ceux des Blancs a été signalée dans les rapports précédents du Groupe spécial d'experts, notamment dans le rapport de 1974 (E/CN.4/11 5, par. 417-421) et le rapport de 1975 au Conseil économique et social (E/5622, par. 137-160).

555. Deux légères modifications ont été apportées en 1975 à la législation pertinente. Le Services Levy Amendment Bill, adopté en juillet 1975, supprime l'aide financière de l'industrie rhodésienne pour la construction de logements destinés aux Africains et situés dans certains quartiers de la zone "blanche". Il en résultera une hausse des loyers - mais le "Ministre du travail et des affaires sociales" aurait déclaré que les salaires seraient relevés au moins dans la même proportion 129/. Le Agricultural Industry (Employees' Pension Scheme) Bill a été adopté en août 1975. Il institue une caisse des pensions financée à parts égales par les salariés et les patrons. La mise en application de la loi dépend des recommandations du Rhodesian National Farmers' Union - qui nommera le conseil d'administration de la caisse où les travailleurs africains ne seront pas représentés 130/.

556. L'abrogation, par le Gouvernement sud-africain, en 1974, des dispositions pénales des lois dites Masters and Servants Laws a donné lieu à quelques débats sur la version rhodésienne de ces lois. D'après un porte-parole du "gouvernement", les poursuites engagées en vertu du "Masters and Servants Act" ont été "rares et espacées". Cependant, dans une audience de juin 1975, le "juge" Goldin a dit que cette loi rentrait dans la "catégorie des lois draconiennes, oppressives ou archaïques". Il semble bien que 10 % des poursuites engagées en 1974 à Karoi (lieu de l'affaire évoquée par M. Goldin) l'ont été en vertu de cette loi; 90 % des prévenus n'avaient jamais été condamnés et ont été mis en prison parce qu'ils ne pouvaient pas payer les amendes. Dans l'affaire en question, 15 Africains ont été reconnus coupables d'avoir "quitté le service de leurs maîtres illégalement et sans intention de retour". La condamnation a été annulée. En tout cas, il s'est trouvé que les amendes initialement infligées dépassaient celles que prévoyait la loi. Le "juge" a dit que, dans des affaires analogues, l'instruction avait souvent établi que le "domestique" était pleinement justifié à quitter son service, et qu'en l'espèce, le magistrat instructeur avait écrit au "juge" que l'un des chefs d'accusation avait été retiré parce que le plaignant, alors qu'il était en état d'ivresse, avait tiré sept coups d'une arme automatique à proximité de ses employés 131/.

129/ Parliamentary Debates, 18 juillet 1975, colonnes 1028-1036.

130/ Parliamentary Debates, 13 août 1975, colonnes 536-538 et 541-544.

131/ Rhodesia Herald, 9 novembre 1974 - 25 novembre 1974, 27 juin 1975.

b) Relations de travail; politiques des employeurs en matière d'emploi et de salaires

557. Le Groupe spécial d'experts a été saisi de certaines informations sur la manière dont l'emploi des Africains est limité en Rhodésie du Sud par les obstacles mis au développement des syndicats, en particulier des syndicats de travailleurs noirs, et par le maintien de travailleurs blancs aux postes qui exigent une main-d'oeuvre qualifiée et semi-qualifiée. Dans un article du South African Labour Bulletin, M. Peter Harris a exposé comment l'attribution de ces postes en Rhodésie du Sud sert la politique raciale, bien qu'il ne s'agisse pas là, en droit, d'une mesure raciale. Les syndicats soumis à l'influence européenne concluent avec les employeurs des accords ayant force de loi aux termes desquels certaines tâches ne peuvent être confiées qu'à des travailleurs qualifiés. Cependant, comme la formation professionnelle coûte cher et que le nombre des Blancs pouvant la recevoir est insuffisant, le régime encourage fortement l'immigration, en particulier celle d'artisans, pour occuper les postes vacants, et les employeurs n'ont besoin de former qu'un petit nombre d'apprentis, qui sont tous des Blancs. Il y a quelques métiers (dans l'industrie du bâtiment notamment) où la main-d'oeuvre africaine gagne du terrain, mais les salaires y sont plus bas que dans les professions entièrement aux mains des Blancs, et en tout cas, on n'emploie des Africains qualifiés que lorsqu'on en a absolument besoin 132/.

558. Les contraintes juridiques exercées sur les syndicats "agrés" sont indiquées dans les rapports précédents (notamment E/5622, par. 137 et 138). M. Duncan Clarke dans le South African Labour Bulletin, a montré les difficultés extrêmes qu'avait eues à s'organiser le plus important groupement de travailleurs africains. L'Agricultural and Plantation Workers' Union a dû lutter pour son existence, les employeurs refusant de la reconnaître. Bien que le Masters and Servants Act (qui régit le travail agricole) n'interdise pas les négociations, la Rhodesian National Farmers' Union a précisé par écrit qu'aucune aide ne devait être accordée au syndicalisme agricole. Cette position est appuyée par la société anglo-américaine Arbor Acres (Pty) Ltd. et d'autres grandes sociétés commerciales. Le régime s'est absolument refusé à accorder un statut quelconque à l'Agricultural and Plantation Workers' Union; les dirigeants syndicalistes se heurtent à des difficultés juridiques quand ils veulent rencontrer leurs adhérents dans les exploitations agricoles (presque toutes situées dans les zones blanches); les travailleurs eux-mêmes ne peuvent verser que des cotisations très modestes; les membres effectifs sont victimes de représailles; les responsables syndicaux sont harcelés (d'après des informations transmises par Amnesty International, M. Pollant Jabavu Mpofu, Secrétaire général, est en prison depuis juillet 1973 et est actuellement détenu à Gwelo). Cependant, le syndicat a réussi à obtenir quelques avantages pour les travailleurs après le déclenchement de grèves sauvages 133/.

559. Le Groupe spécial d'experts a eu beaucoup de difficulté à obtenir des informations sur les salaires respectifs des Noirs et des Blancs ayant le même emploi et le même rang. D'après M. Harris : "Les travaux de manoeuvres sont exécutés presque entièrement par des Noirs", et quand des Africains qualifiés sont promus, ils le sont de telle manière que les emplois des Blancs sont protégés - par exemple, on donne aux travailleurs noirs des grades différents - et qu'un Blanc ne se trouve jamais sous

132/ Peter Harris, South African Labour Bulletin, 1 (No 9) (mars 1975), 46-52.

133/ D.G. Clarke, in : South African Labour Bulletin, 1 (No 9) (mars 1975) 53-65.

les ordres d'un Noir. C'est ainsi que, dans les services sanitaires et éducatifs africains, les Noirs arrivent à occuper des postes importants, mais n'impliquant aucune concurrence avec des Blancs.

560. Pour tenter de résoudre le problème du chômage noir, le régime rebelle a conclu un accord avec la Mine Labour Organisation (Wenela) Ltd. autorisant celle-ci à recruter de la main-d'oeuvre en Rhodésie, mais 60 % des "hauts" salaires perçus par les travailleurs en Afrique du Sud seront réservés, c'est-à-dire versés sur un compte en Rhodésie du Sud. Selon le "ministre du travail et des affaires sociales", "ce système de paiement différé aura naturellement pour effet d'injecter un montant important en devises dans notre économie". Entre janvier et avril 1975, 1 667 travailleurs ainsi recrutés ont été envoyés en Afrique du Sud 134/. Le Directeur de la South African Chamber of Mines Labour Organisation a déclaré, en septembre 1975, qu'il recrutait 150 Rhodésiens noirs par semaine, ce qui porterait à 20 000 le nombre de ceux qui travailleraient en Afrique du Sud, à la fin de 1976 135/.

561. Le Groupe spécial d'experts note l'insuffisance des informations parues dans la presse rhodésienne - en particulier depuis l'interdiction frappant le Moto - au sujet des conditions d'emploi et de salaire des Noirs. Les rares informations qu'on y trouve montrent la manière dont les employeurs manipulent le marché du travail. En octobre 1974, par exemple, il y a eu une grève "illégale" à la houillère de Wankie après que les ouvriers eurent rejeté une offre d'augmentation de 10 cents par jour s'ajoutant au minimum de base de 65 cents par poste pour un mineur de fond. La mine a été fermée pendant deux jours et un certain nombre de Noirs ont été arrêtés, dont 18 ont été ensuite déclarés coupables d'affrontement avec la police et mis en prison pour 12 mois. Finalement le travail a repris, les travailleurs ayant accepté l'augmentation de 10 cents après l'intervention du représentant de l'Associated Mineworkers of Rhodesia, syndicat à majorité blanche. Prenant la parole quelques semaines plus tard, M. Ken New a attaqué le "gouvernement" pour le manque de réalisme de sa politique des revenus. Au sujet de la grève de Wankie, M. New a dit : "Il va sans dire que l'on a attribué la grève, au moins en partie, à l'action d'agitateurs; comme si cette action était nécessaire pour amener un mineur à protester contre un tarif de 65 cents pour huit heures de travail au fond" 136/. Si l'administration a réussi à obtenir un semblant d'acceptation de son offre, c'est uniquement parce que les Noirs qui constituent la majorité des travailleurs n'étaient pas représentés par un syndicat ou par des hommes leur inspirant confiance. Si tel avait été le cas et s'ils avaient eu la possibilité de faire grève "légalement", ils auraient certainement obtenu de meilleures conditions.

c) Pauvreté et bas salaires chez les Noirs

562. Dans son rapport de 1975 au Conseil économique et social (E/5622, par. 157-160); le Groupe spécial d'experts reprend certains points d'une étude entreprise par l'Université de Rhodésie sur le minimum vital en milieu urbain (Poverty Datum Line (PDL)) 137/, et indique la réponse négative reçue des "ministres" du travail et

134/ Débats parlementaires, 15 novembre 1974, colonne 1039; 11 avril 1975, colonnes 1837-1840.

135/ Radio Salisbury, 15 septembre 1975.

136/ Rhodesia Herald, 18, 19, 22 et 28 octobre 1974; Sunday Mail, 20 octobre 1974.

137/ V.S. Cubitt et R.C. Ridell, Université de Rhodésie, 1974.

des finances. Le Groupe a déjà fait état de la disparité des salaires entre travailleurs noirs et travailleurs blancs (E/CN.4/1135, par. 417-418; E/5622, par. 153-154).

563. Au cours de la période considérée, d'autres faits de pauvreté ont été signalés. Le Secrétaire "d'Etat" à la santé a déclaré en septembre 1974 : "Il y a encore des malades dans nos hôpitaux qui présentent le syndrome de kwashiorkor, et la situation dans nos terres tribales spéciales est telle que la fièvre typhoïde se répand et que des cas de choléra se manifestent encore 138/.

564. En avril 1975, le Dr Eric Gargett, haut fonctionnaire des services sociaux du Département du logement et du bien-être social de Bulawayo, a cité le cas de familles africaines qui, se trouvant au-dessous du PDL, parviennent encore à survivre, mais dont on ne peut dire qu'elles vivent. "Ces Africains économisent les biens de consommation, en particulier la nourriture et les vêtements; ils ne peuvent payer les droits de scolarité; ils parcourent de longues distances à pied parce qu'ils n'ont pas d'autre moyen de se déplacer; ils manquent même du nécessaire" 139/. Les paroles du Dr Gargett confirment un rapport de janvier 1975 selon lequel 70 % des travailleurs africains du quartier de Bulawayo se trouveraient au-dessous du minimum vital. La pauvreté est considérée comme le problème essentiel qui se pose aux familles 140/. En dépit de ce témoignage et du critère du PDL, le "Ministre des affaires sociales" a déclaré, en juillet, que 0,18 % seulement des Rhodésiens avaient besoin d'une assistance sociale, ajoutant que ce chiffre très bas témoignait du haut niveau de vie en Rhodésie. "Dans notre pays, les besoins des déshérités ne sont pas méconnus". Peut-être voulait-il parler de la seule population blanche 141/.

565. En octobre 1974, les travailleurs de l'industrie du vêtement ont obtenu une augmentation de 7,5 %. Les salaires minimaux sont ainsi passés de 8,20 à 8,80 dollars rhodésiens par semaine - ce qui reste bien en dessous du PDL pour la plupart des familles. Les hauts salaires sont passés de 132 à 136 dollars rhodésiens 142/. M. David Chimusoro, Secrétaire général de la Rhodesian Engineering and Metal Workers' Union, a déclaré en avril 1975 : "Les directeurs des compagnies et les principaux hommes d'affaires ont parlé de la nécessité d'augmenter les salaires, mais on n'a pas fait grand chose en ce sens" 143/. M. Phinias Sithole, Président de l'African Trade Union Congress, a exprimé le même avis en critiquant le "Ministre du travail et des affaires sociales" qui avait incité des patrons "éclairés" à suivre le

138/ Rhodesia Herald, 28 septembre 1974.

139/ Rhodesia Herald, 10 avril 1975.

140/ Rhodesia Herald, 23 janvier 1975.

141/ Rhodesia Herald, 24 juillet 1975.

142/ Rhodesia Herald, 17 octobre 1974.

143/ Rhodesia Herald, 17 avril 1975.

principe "à travail honnête, salaire honnête". M. Sithole a estimé que les employeurs auraient besoin "d'un gouvernement, de directives et de lois énergiques; mais certainement pas de persuasion". Il a ajouté que 99 % des travailleurs africains visés par les accords industriels ne recevaient que le salaire minimum 144/.

6. Autres violations graves des droits de l'homme

a) Procès menés en secret

566. En Rhodésie du Sud, le "Ministre de la justice" peut, aux termes de la section 403 A de la loi dite Criminal Procedure and Evidence Act, imposer des restrictions aussi larges qu'il l'entend à la publicité des procès. La plupart des débats judiciaires se déroulent devant les seuls représentants de la presse, tous Blancs - et sous condition que n'apparaissent dans les journaux que ce qu'ils sont autorisés à publier. Il résulte de ces restrictions que nombre de procès se déroulent virtuellement sinon complètement dans le secret.

567. En mars, avril et mai 1975, trois procès ont eu lieu dont on ne connaît rien, ni la nature de l'accusation, ni résultat des débats ni même la trace de l'accusé. Le "Ministre de la justice" a déclaré officiellement qu'il serait "contraire à l'intérêt public" de communiquer ces informations 145/. En juillet 1975, le procès de Julius Chimedza a eu lieu à huis clos; aucun renseignement n'a été fourni sur les débats 146/.

b) Autres cas de torture et d'actes de violence

568. Des rapports antérieurs ont déjà montré l'emploi généralisé de la violence par les agents du régime rebelle à l'encontre des Africains (voir par exemple E/CN.4/1159, par. 303-312). En particulier, des inculpés se plaignent souvent d'avoir été battus ou torturés par la police ou les forces de sécurité qui tentaient de leur arracher des informations.

569. En janvier 1975, les tribunaux ont été saisis de trois demandes en dommages-intérêts à l'encontre du "Ministre de l'ordre public" pour des actes de violence commis par des membres des forces de sécurité. Dans la première affaire, M. Tawandira et sa fille se plaignaient d'avoir été mis aux fers, d'avoir eu les yeux bandés et d'avoir été battus durant une longue période, en septembre 1974, par trois policiers, un blanc et deux noirs. L'incident a eu lieu dans la région du Mont Darwin. Dans la deuxième affaire, Mme Monica Deka et ses filles, originaires de la zone de Chesa dite, African Purchase Area, se sont plaintes d'avoir été frappées, notamment à coups de pied, d'avoir eu les yeux bandés et d'avoir été soumises à des décharges électriques par un policier blanc et un policier noir. Ces faits se sont produits en août 1974 dans la zone du Mont Darwin. Le troisième cas est celui de M. J.M. Jairoso, instituteur qui a été fouetté avec un martinet, frappé à coups de pied, jeté à terre, la tête étant cognée contre le sol et des coups lui ayant été portés sur la plante des pieds. Ces actes de violence auraient été commis

144/ Rhodesia Herald, 15 mars 1975.

145/ Rhodesia Herald, 18 mars 1975, 9 avril 1975, 21 mai 1975.

146/ Rhodesia Herald, 22 juillet 1975.

en janvier 1973, au commissariat de police de Centenary par deux policiers, un blanc et un noir. Aucune des personnes ci-dessus n'était accusée d'infraction grave 147/. Une autre plainte a été déposée en mars 1975 par un Africain de la zone de Mtoko, qui, en février 1975, aurait été passé à tabac par la police, après son arrestation 148/. Jusqu'ici aucune de ces affaires n'a été évoquée et on peut supposer qu'elles seront rayées du rôle quand l'Indemnity and Compensation Bill aura force de loi (voir ci-dessus paragraphe 522).

570. Dans les renseignements rassemblés par la Catholic Commission for Justice and Peace in Rhodesia, 12 cas d'actes de violence sont cités, dont les trois susmentionnés. Il s'agit toujours de violences physiques des plus dégradantes, souvent commises en présence d'autres villageois. Dans un cas, un village entier et ses récoltes ont été détruits parce que les villageois étaient soupçonnés d'avoir aidé des combattants de la liberté. Un soldat leur a dit qu'ils devraient se disperser dans d'autres villages - sans être autorisés à reconstruire leur maison. Il n'a été question d'aucune indemnisation, sauf pour la mort de deux enfants tués au cours d'un "accident" dans un "village protégé". Les parents ont reçu, pour chaque enfant, 100 dollars rhodésiens destinés "à les dédommager des frais d'enterrement et des inconvénients qu'ils avaient subis" 149/.

571. En mai 1975, un policier réserviste qui avait frappé un Noir de son revolver a été reconnu coupable de voies de fait, avec intention de causer des blessures graves. L'accusé a prétendu qu'il voulait simplement "faire circuler un tas de badauds" réunis devant sa maison. Il avait aussi tiré un coup de feu en l'air pour disperser un groupe de Noirs en leur faisant peur 150/.

572. Dans une affaire datant de juin 1975, deux frères de race blanche ont été accusés de voies de fait sur un chauffeur noir qu'ils soupçonnaient d'avoir volé un sac à main. Bien que la propriétaire du sac eût déclaré que le chauffeur n'y était pour rien, ils l'avaient "assomé en le cognant contre sa voiture" 151/.

573. L'arrêt d'une cour d'appel a remis en liberté un Noir (Mukotsa Ngirazi) qui avait été condamné pour plusieurs vols de bétail qu'il aurait avoués après avoir été sauvagement battu à coups de bâton par des policiers 152/.

147/ Man in the Middle ..., p. 21-22; Rhodesia Herald, 26 janvier 1975.

148/ Rhodesia Herald, 8 mars 1975.

149/ Man in the Middle ..., p. 3-6.

150/ Rhodesia Herald, 6 mai 1975.

151/ Rhodesia Herald, 4 juin 1975.

152/ Rhodesia Herald, 1er août 1975.

574. En août 1975, un policier de la Rhodésie du Sud a été reconnu coupable de voies de fait contre M. Francis Mutuma, de Hatfield. Deux autres policiers blancs ont été reconnus coupables du même délit en juillet. M. Mutuma a été emmené dans un bureau où il a été torturé. Il a ensuite reçu des coups de baton sur le dos qui lui ont causé cinq blessures telles qu'il a dû se faire soigner à l'hôpital. En résumant les débats, le magistrat a déclaré : "Ces voies de fait ont été commises en vue d'obtenir des renseignements" 153/.

c) Arrestations sans mandat

575. En octobre 1974, la Cour d'appel a annulé la condamnation de 48 noirs qui s'étaient reconnus coupables devant un tribunal de première instance d'avoir refusé d'obéir à un commissaire de district qui leur enjoignait de se présenter à son bureau, sans en donner la raison - ce que la loi l'autorisait d'ailleurs à faire 154/.

576. En mai 1975, on a annulé l'une des deux condamnations infligées à une femme pour le même délit. Elle avait plaidé coupable la deuxième fois comme la première - probablement parce qu'elle n'avait pas bien compris la procédure judiciaire. Aucune raison n'a été donnée pour expliquer la seconde citation 155/.

577. D'après un article du Sunday Mail de février 1974, la police de Salisbury arrêtaient quotidiennement 50 à 100 noirs, parce qu'ils n'étaient pas porteurs de leur certificat d'immatriculation. La cause en est souvent que les employeurs blancs gardent ces certificats après les avoir signés et omettent de les rendre à leurs travailleurs africains. Ces arrestations entraînent "toutes sortes d'inconvénients pour les travailleurs et les employeurs" 156/.

d) Comparaison des peines infligées aux blancs et aux noirs pour des faits criminels

578. Le Groupe spécial d'experts a des preuves certaines de la disparité des peines infligées aux blancs et aux noirs. C'est ainsi que deux noirs ont été condamnés. L'un à trois ans et demi (avec sursis de deux ans et demi) l'autre à deux ans et demi (avec sursis de 20 mois) pour vol avec effraction dans les magasins de deux communes africaines 157/. Un autre noir a été condamné à six ans et demi de prison (avec sursis d'un an) pour 12 vols avec effraction dans des écoles des environs de Salisbury 158/. Vers la même époque, un fermier blanc a été condamné à une amende de 50 dollars rhodésiens (ou dix jours de prison) pour avoir causé la mort d'une femme noire 159/. Un autre blanc, qui avait tué son domestique noir et blessé un autre noir en tirant quatre coups de feu sur le hangar où vivait ce domestique au fond du jardin, a été condamné, à titre préventif, à 3 ans de prison. Le blanc s'était mis en colère parce que son domestique avait brisé, en le faisant tomber, un objet auquel il tenait beaucoup 160/.

153/ Rhodesia Herald, 21 août 1975.

154/ Rhodesia Herald, 18 avril 1974.

155/ Rhodesia Herald, 27 mai 1975.

156/ Sunday Mail, 9 février 1975.

157/ Rhodesia Herald, 24 avril 1975.

158/ Rhodesia Herald, 26 avril 1975.

159/ Rhodesia Herald, 31 juillet 1975.

160/ Rhodesia Herald, 20 juin 1975.

e) L'éducation des noirs - inégalité d'accès à l'enseignement pour les noirs et pour les blancs

579. D'après les informations dont dispose le Groupe spécial d'experts, les dépenses totale pour l'éducation des noirs et pour celle des blancs en 1974/75, ont été estimées aux chiffres suivants :

	<u>Africains</u>	<u>Blancs</u>
Dépenses totales par an (en milliers de dollars rhodésiens)	30 662	25 830
Population (décembre 1974) (en milliers d'habitants)	5 900	274
Coût par habitant (en dollars rhodésiens)	5,2	94,5

Source : Digest of Statistics, tableaux 1 et 59 (août 1975).

Il en résulte en fait une diminution rapide du nombre des élèves, de la première à la dernière année de l'enseignement primaire et secondaire. C'est ce que montre le tableau ci-dessous (pour 1975) :

	<u>Africains</u>	<u>Blancs</u>
Première année du primaire	158 322	4 777
Dernière année du primaire	68 652	4 860
Première année du secondaire	12 652	5 101
Quatrième année du secondaire	4 863	4 980
Dernière année du secondaire	373	831

Source : Digest of Statistics, tableau 12, août 1975.

580. En 1970, le régime a décidé de réduire de moitié les subventions accordées aux écoles primaires administrées par les églises; en conséquence la plupart des églises ont dû céder leurs écoles au régime. En janvier 1975, le diocèse anglican du Mashonaland a décidé de céder au régime l'administration de ses écoles (plus de 200 établissements) en raison de difficultés financières. Il en résulte que l'enseignement primaire africain est maintenant presque entièrement sous le contrôle direct du régime 161/.

581. D'après une psychologue travaillant à la division africaine du "ministère de l'éducation", "les principales causes des abandons de la première à la septième année [marquant le début et la fin de l'enseignement primaire africain] sont des raisons financières, sociales et culturelles". Elle pensait en outre que beaucoup d'élèves intelligents n'étaient pas admis dans l'enseignement secondaire à cause d'études primaires insuffisantes 162/.

582. D'après le "ministre de l'éducation", on ne pouvait espérer aucune amélioration des conditions d'éducation des noirs en raison de l'augmentation très rapide de la population noire, et aussi des énormes dépenses qu'entraîne la lutte contre le "terrorisme". Dans son rapport annuel publié en juin 1975, le Secrétaire à l'éducation africaine a imputé aussi l'insuffisance des ressources dans ce domaine à l'augmentation de la population noire 163/.

583. Bien que les faubourgs noirs de Salisbury soient sous la juridiction du Conseil municipal, ils ne font pas partie de la municipalité. Selon un porte-parole du Conseil, les résidents de ces communes ne peuvent donc pas demander de bourses pour entrer à l'université 164/.

f) Violations de la liberté d'expression et d'association

i) Introduction

584. Le rapport de 1974 du Groupe spécial d'experts fait état des mesures prises par le régime illégal pour restreindre le nombre des réunions sur les terres tribales spéciales (E/CN.4/1135, par. 389). Des dispositions administratives permettent d'empêcher les réunions dans les zones urbaines (E/CN.4/1159, par. 356). Au cours de la période considérée, le "ministre de l'ordre public" a pris un arrêté interdisant toute réunion sur les terres tribales spéciales sauf dans certains cas. Mais ces dérogations sont telles qu'en fait toutes les réunions politiques ou syndicales sont interdites - celles-ci ne peuvent avoir lieu qu'avec l'autorisation accordée par un fonctionnaire du "ministère des affaires intérieures", c'est-à-dire que seuls des fonctionnaires blancs, mais non des chefs ou des notables africains, peuvent autoriser ces réunions. D'après le "ministre", la nouvelle mesure devait s'appliquer aux réunions de moins de douze personnes - qui sont très nombreuses car les réunions de plus de douze personnes étaient déjà interdites 165/. Il a été bien précisé, devant la House of Assembly, que cette interdiction s'appliquait aussi

162/ Rhodesia Herald, 29 mai 1975.

163/ Rhodesia Herald, 15 février 1975; Radio Salisbury, 6 juin 1975.

164/ Rhodesia Herald, 7 janvier 1975.

165/ Rhodesia Herald, 4 août 1975.

aux réunions dans lesquelles les députés africains rendaient compte de leur mandat, à leurs électeurs, à moins qu'elles ne soient autorisées 166/.

585. Dans le paragraphe 521 ci-dessus, il a été indiqué que le Law and Order (Maintenance) Amendment Bill a été adopté par le Sénat malgré le rapport défavorable de sa Commission juridique, qui avait considéré deux sections de ce projet de loi comme contraires à la Déclaration des droits de l'homme. L'une de ces sections interdisait aux personnes convaincues d'avoir fait des déclarations "subversives" d'en citer des passages ou d'assister à des réunions. Le Sénat a cependant amené le régime illégal à reconsidérer son projet de loi concernant l'édition, Printed Publications Bill. La Commission juridique s'était demandée s'il fallait rendre obligatoire le dépôt de tous les livres nouveaux aux archives nationales 167/.

ii) Exemples de violations du droit à la liberté d'expression

586. Dans son rapport de l'année dernière, le Groupe spécial d'experts a mentionné que l'hebdomadaire catholique romain Moto a été frappé d'une interdiction de trois mois en septembre 1974 (E/CN.4/1159, par. 362). Selon de nouveaux renseignements parvenus au Groupe, le "ministre de l'ordre public" a, en novembre 1974, rendu cette interdiction permanente. Il a justifié cette mesure en prétendant que cet hebdomadaire reflétait l'opposition d'une majorité africaine au régime, et avait en particulier longuement relaté la libération des ex-colonies portugaises d'Afrique, "en soulignant les succès des mouvements africains dits de libération" 168/.

587. Au cours de la période considérée, le Rhodesia Herald et le Sunday Mail ont été critiqués au sein de la House of Assembly, bien que ces deux journaux soutiennent fortement le régime et qu'ils s'imposent une autocensure rigoureuse. Un député appartenant au Front rhodésien a reproché en particulier au groupe de presse Herald d'avoir fait "bien peu pour créer et entretenir un sentiment de confiance dans le public". Cette opinion a été appuyée par le "ministre de l'information, de l'immigration et du tourisme" 169/.

588. En outre, le régime interdit rigoureusement l'entrée dans le pays de livres et autres publications qu'il estime contraires à la "morale sexuelle" ou politiquement dangereux. En avril, cinq publications de caractère politique ou semi-politique ont été interdites et, en mai, une autre publication politique a subi le même sort. Parmi ces ouvrages figuraient notamment Zimbabwe Exodus, publié par l'ANC aux Etats-Unis d'Amérique, Focus on Liberation, vol. 7, No 6, publié par le Conseil panafricain des églises 170/.

166/ Parliamentary Debates, 8 août 1975, colonne 289.

167/ Rhodesia Herald, 27 février 1975.

168/ Parliamentary Debates, 15 novembre 1974, colonnes 1075-1083.

169/ Parliamentary Debates, 11 avril 1975, colonnes 1871-1880.

170/ Rhodesia Herald, 14 avril 1975, 26 avril 1975, 10 mai 1975.

589. Les journaux européens sont censurés quand ils sont jugés trop critiques pour le régime. Dans le Rhodesia Herald du 22 août 1975, quatre jours avant la conférence de Livingstone/Victoria Falls, le parti rhodésien avait publié un communiqué sur la détente et le rôle que les voisins africains de la Rhodésie avaient joué pour contenir la "guérilla". Le "ministre de l'ordre public" demanda à l'Attorney General rhodésien de voir si ce communiqué contrevenait à la loi dite Law and Order (Maintenance) Act. Deux jours plus tard, le Sunday Mail refusait de publier, sur avis juridique, un second communiqué du parti rhodésien. Il convient de noter que le parti rhodésien ne comprend que des Blancs. 171/

iii) Exemples de violation du droit à la liberté d'association

590. Dans son rapport de l'année dernière (E/CN.4/1159, par. 356), le Groupe spécial d'experts a passé en revue les cas de violation par le régime du droit à la liberté d'association. Il est difficile de rassembler des renseignements sur ces violations, car la presse fait rarement état des réunions interdites. Mais, quelques exemples ont été signalés au Groupe.

591. En janvier 1975, les dirigeants de l'ANC récemment libérés, MM. Joshua Nkomo et Ndabaningi Sithole, ont été invités à un match de football amical qui devait avoir lieu en leur honneur à Highfields. Le "ministre de l'ordre public" a interdit le match sous prétexte que ce serait l'occasion d'un rassemblement pour l'ANC. 172/

592. Peu de temps après, l'ANC annonçait que les autorités lui avaient interdit d'organiser une réunion publique à Bulawayo, parce qu'il ne s'était pas conformé à "certaines conditions". Une autre réunion a dû être annulée, parce que l'orateur, M. Joshua Nkomo, n'avait pas obtenu l'autorisation d'y prendre la parole. L'ANC a aussi été informé qu'il ne pouvait organiser aucun cortège. 173/ Au mois de mars, à Sinoia, le commissaire de district a interdit la réunion annuelle de la section financière de l'ANC dans la province du Nord. 174/

593. En mars 1975, la police rhodésienne a dispersé la foule qui rendait un dernier hommage à M. Herbert Chitepo, dirigeant de la ZANU et de l'ANC, mort assassiné. Un certain nombre de personnes, dont M. Chidyausiku, député africain, s'étaient rassemblées chez des parents du défunt à New Highfields. Comme M. Chidyausiku refusait de partir, la police a lâché un chien contre lui. Il a été ensuite accusé de résistance à la police. 175/

171/ Rhodesia Herald, 23 août 1975; Sunday Mail, 24 août 1975.

172/ Daily Telegraph, 11 janvier 1975.

173/ Radio Blantyre, 15 janvier 1975; Radio Johannesburg, 15 janvier 1975; Rhodesia Herald, 15 janvier 1975.

174/ Rhodesia Herald, 14 mars 1975.

175/ Rhodesia Herald, 29 juillet 1975, 30 juillet 1975.

594. Quarante-huit personnes ont été arrêtées à Chiredzi pour avoir participé à une manifestation "illégal" de soutien à l'ANC. 176/

g) Violations diverses des droits de l'homme

595. Aux termes du Criminal Procedure and Evidence Amendment Bill, le régime a élargi l'action sommaire que peuvent exercer le pouvoir exécutif et les tribunaux inférieurs. Le "ministre de l'ordre public" a proposé que lui soit donné le pouvoir de délivrer un mandat empêchant les magistrats de relâcher sous caution une personne. La seconde modification proposée consisterait à étendre la juridiction des tribunaux inférieurs, qui, actuellement, ne peuvent infliger que de faibles amendes s'ils ne citent pas de témoins et si les accusés plaident coupable. Pour infliger des peines plus lourdes, le tribunal doit citer des témoins à l'appui de l'inculpation. Or, cette garantie serait supprimée et le tribunal pourrait désormais prononcer une condamnation au maximum de la peine, sans avoir à citer des témoins, sous la seule garantie, bien faible, que l'exposé détaillé de l'inculpation devrait figurer au plumeitif. 177/

596. Le régime illégal a refusé d'autoriser le transfert du corps de Herbert Chitepo, assassiné, qui n'a pu ainsi être enterré dans son pays natal. 178/ Comme l'indique le paragraphe 593 ci-dessus, le régime a aussi tenté d'empêcher toute manifestation de deuil publique.

597. Une femme enceinte de sept mois a été jetée en prison en avril parce qu'elle n'avait pas payé ses dettes. 179/

176/ Rhodesia Herald, 5 juin 1975.

177/ Parliamentary Debates, 29 juillet 1975, colonnes 1493 - 1498.

178/ Daily Telegraph, 22 mars 1975.

179/ Rhodesia Herald, 19 avril 1975.

B. L'APARTHEID ET LA FAMILLE AFRICAINE

1. La famille africaine et son rôle

a) Considérations ethnographiques

598. C'est la première fois que le Groupe spécial d'experts étudie cette question, bien qu'il ait mentionné dans des rapports précédents les bouleversements que les politiques inhumaines et racistes ont provoqués dans la vie familiale des Africains tant en Afrique du Sud qu'en Rhodésie du Sud.

599. Les Mashona et les Ndebele, les deux principaux peuples de la Rhodésie du Sud, ont des coutumes distinctes, mais de nombreux traits communs. Les Mashona vivaient dans le pays avant les Ndebele, arrivés du Zouloulund dans la première moitié du XIX^{ème} siècle. Les Ndebele avaient une structure tribale très centralisée; les hommes se consacraient à la guerre et à la chasse, les femmes cultivaient la terre. Les Mashona, dont le système tribal était beaucoup moins centralisé, n'étaient pas un peuple belliqueux. Les Ndebele comme les Mashona élevaient du bétail et cultivaient le millet et diverses plantes sarclées.

600. Chez les Mashona, la dignité du chef de clan était héréditaire et se transmettait en ligne collatérale par les hommes, d'où de multiples possibilités de querelles graves qui aboutissaient souvent à des scissions, l'une des factions se détachant du clan. Des difficultés analogues se produisaient au niveau du "dunhu" ou chef de tribu. Chez les Ndebele et les Mashona, la terre n'était pas propriété individuelle : c'était le chef de clan ou de tribu, qui la répartissait en fonction des besoins de la population. Normalement, les Mashona déplaçaient leurs kraals tous les huit ou dix ans, à mesure que le sol s'épuisait. Le chef de clan réglait les différends entre les dunhus et jugeait les crimes (tels que les meurtres), tandis que le chef de tribu réglait les litiges mineurs, en particulier les conflits entre kraals au sujet des terres. Les tribunaux africains traditionnels cherchaient à donner aux différends une solution satisfaisante, plutôt qu'à blâmer ou à chatier.

601. La vie des Mashona et des Ndebele reste axée sur la famille, sous son aspect typique de famille élargie. Dans les conditions rurales traditionnelles, les enfants étaient à la charge de tous, et dans une même famille, les riches s'occupaient des pauvres. Les enfants illégitimes et les orphelins ne posaient absolument aucun problème, les enfants étant toujours considérés comme autant de bienfaits; tout bébé (quel qu'en fût le père) était accepté dans la famille. Si les parents naturels venaient à mourir, c'est un autre membre de la famille qui prenait tout naturellement leur place. Les vieux, hommes ou femmes, étaient particulièrement honorés ^{180/}. La famille africaine était caractérisée par son unité et sa cohésion.

^{180/} Les communautés africaines traditionnelles de la Rhodésie du Sud sont décrites dans les ouvrages suivants : H. Kuper, A.J. B. Hughes et J. van Velsen, The Shona and Ndebele of Southern Rhodesia (1954), notamment p. 18-21, 63-93 et 94-100; C. Bullock, The Mashona and the Matabele (1950), en particulier chap. III, IV, V, VI et XXII; M. W. Murphree, Christianity and the Shona (1969), chap. 2; J.F. Holleman, Chief, Council and Commissioner (1968), p. 83-96; Edgar Moyo, Big Mother and Little Mother in Matabeleland (1973).

b) L'impact du colonialisme et de l'industrialisation

602. L'arrivée des colons blancs en Rhodésie du Sud a entraîné de grands bouleversements dans la structure sociale africaine. Agriculteurs blancs et chercheurs d'or considéraient les Africains avant tout comme une source possible de main-d'oeuvre; mais d'autre part, ils ne souhaitaient pas voir trop d'Africains et leurs familles s'installer sur "leurs" terres européennes. C'est ainsi qu'ils établirent le système des migrations de main-d'oeuvre déjà mis au point en Afrique du Sud (voir chapitre I, section E, "L'apartheid et la famille africaine"). Par ailleurs, ils cherchèrent à délimiter et à rétrécir les terres africaines, ce qui a rendu les migrations traditionnelles des kraals africains plus difficiles et, finalement impossibles. Ces mesures ont eu pour effet de forcer progressivement une partie des hommes à quitter la terre pour entrer dans le système de l'économie monétaire. En outre, les colons ont amoindri le pouvoir et l'indépendance des chefs de clan qui avaient organisé les soulèvements de 1896, en faisant d'eux de petits fonctionnaires chargés de faire appliquer les lois et de percevoir les taxes imposées par les dirigeants blancs. Cela aussi tendait à ébranler la hiérarchie sociale et la stabilité des structures familiales.

603. Le système des migrations de main-d'oeuvre est évidemment ce qui a contribué le plus à désorganiser la vie familiale africaine. Les hommes cherchent du travail dans le cadre de l'économie monétaire, mais les bas salaires, les difficultés de logement, le "système du laissez-passer" qui limite l'accès des Africains aux zones urbaines, tout cela les décourage d'emmener avec eux leur femme et leurs enfants. En fait, l'économie de subsistance rurale subventionne en quelque sorte l'économie urbaine en fournissant un autre lieu de résidence à la plupart des membres de la famille, en particulier aux très jeunes et aux très vieux. Il y a souvent entre la ville et la campagne, un mouvement régulier d'enfants qui séjournent tantôt dans l'une, tantôt dans l'autre.

604. Les conditions qui règnent dans les villes sont de nature à détruire certaines structures sociales établies, notamment celles qui concernent les fonctions économiques et domestiques traditionnelles. Les jeunes qui ne vivent que dans les villes petites ou grandes, perdent contact avec leur milieu d'origine et se trouvent séparés de leur famille, sauf de leurs ascendants directs. Les logements urbains des Africains (conçus par les Blancs) ne tiennent en effet aucun compte du mode de vie africain. "Ces quartiers ont été construits pour abriter de petites familles de type européen, et les écoles l'ont été sur les mêmes bases" 181/.

605. Les églises chrétiennes contribuent, elles aussi, à la modification profonde des coutumes et des valeurs sociales africaines. Les missionnaires européens se sont attaqués à certains aspects de la civilisation africaine considérée par eux comme "païenne" et antichrétienne, notamment aux coutumes concernant le mariage.

606. Les Shona, en particulier, avaient traditionnellement le sentiment d'un lien très étroit et quasi religieux avec leurs terres et leur bétail. L'obligation qui leur est parfois arbitrairement imposée de quitter leur terre les démoralise profondément,

181/ Edgar Moyo, op.cit., p. 45.

surtout s'ils ont peu de temps pour s'y préparer; selon leur croyance, leur éloignement de la terre est le signe du mécontentement de certains êtres spirituels supérieurs 182/.

2. Effets à court terme et à long terme de la politique d'apartheid sur la famille africaine

a) Contexte politique et économique

607. Les politiques de l'administration coloniale de la Rhodésie du Sud et de l'actuel régime illégal ont été exposées dans les précédents rapports du Groupe spécial d'experts. Celui de 1970 retrace l'historique des zones tribales africaines, et les rapports de 1970 et 1971 donnent un large aperçu des lois concernant les Africains dans ces zones, aperçu qui a été mis à jour dans des documents ultérieurs (E/CN.4/1020/Add.1 et E/CN.4/1050). Or le régime continue d'exploiter la main-d'oeuvre africaine grâce à un système qui force les hommes à travailler dans les zones urbaines pour être en mesure de payer leurs impôts, d'assurer l'éducation de leurs enfants et d'acheter les articles produits par l'économie industrielle. Cependant, le niveau de leurs salaires est tel que les travailleurs restent souvent tributaires des zones rurales pour faire vivre leur famille (voir par. 489, 610 et 618). La répartition des terres et de la population indiquée dans le rapport de 1974 (E/CN.4/1135, par. 357-362) montre la très forte densité de la population africaine dans les terres tribales spéciales. Le même rapport (par. 372-379) fait état des très mauvaises conditions économiques qui y règnent. Tous ces facteurs contribuent à donner une extrême insécurité à la vie sociale des Africains.

608. Le régime surveille de très près les déplacements des Africains, tous les hommes occupant un emploi devant être porteurs d'un certificat d'immatriculation (voir aussi par. 501). Dans son rapport de l'an dernier, le Groupe a indiqué que le régime avait ordonné à tous les Africains de 12 à 60 ans habitant certaines régions du Nord de la Rhodésie du Sud de demander un nouveau carnet d'immatriculation, qu'ils seront tenus de porter sur eux en tout temps (E/CN.4/1159, par. 330).

609. Une enquête sociale effectuée en 1967 dans un quartier africain situé à l'extérieur de Salisbury a révélé certaines des caractéristiques de la population africaine. Ce quartier a été construit pour servir de cité-dortoir aux domestiques travaillant dans les faubourgs blancs voisins. 60 % des chefs de famille gagnaient 10 à 20 dollars rhodésiens par mois. Un grand nombre de ces domestiques logeaient en fait chez leurs maîtres pendant la semaine et ne rentraient chez eux que pour le week-end. Il y avait disproportion numérique entre les sexes, autrement dit plus de jeunes filles et de femmes de moins de 30 ans que d'hommes, situation exceptionnelle qui montre la fonction particulière de ce quartier.

182/ Certaines des répercussions du colonialisme, de l'industrialisation et des activités missionnaires des Occidentaux sont examinées dans les ouvrages suivants : L. Vambe, An Ill-fated People (1972) (impressions personnelles); N. Partridge, Not Alone (1972) (exposé optimiste des effets de la vie urbaine, à Bulawayo, sur les Africains); E. Colson, Social Organisation of the Gwemba Tonga (1960), voir chap. III et IV; E. Colson, Marriage and Family among the Plateau Tonga (1958), voir chap. IV sur les migrations de main-d'oeuvre; J. A. Dachs, directeur de la publication, Christianity South of the Zambezi (1973), voir les articles intitulés "Traditional religion in Shona society" et "Shona marriage and the Christian Churches".

De nombreux enfants (au moins 24 %) étaient séparés de leurs parents, la plupart vivant dans les zones rurales. Quelques-uns, venus en visite, étaient pourtant autorisés à résider dans le quartier 183/.

b) Effets sur les rapports conjugaux

i) Manque de logements familiaux

610. Lors du dernier recensement (avril 1969), la distribution de la population africaine était la suivante :

Répartition de la population africaine par sexe et par zone

<u>Catégorie de terres</u>	<u>Total</u>	<u>Hommes</u>	<u>Pourcentage</u>	<u>Femmes</u>	<u>Pourcentage</u>
Population africaine	4 846 930	2 440 180	50,3	2 406 750	49,6
<u>Zone africaine</u>					
Terres tribales spéciales	2 921 840	1 326 710	45,6	1 584 330	54,4
Terres réservées aux acheteurs africains	135 610	64 500	48,6	68 310	51,4
<u>Zone blanche</u>					
<u>Grandes zones urbaines</u>					
Quartiers africains	453 840	266 880	58,8	186 960	41,2
Zones blanches	202 720	138 190	68,2	64 530	31,8
<u>Zones rurales</u>	919 940	517 710	56,3	402 230	43,7

Source : 1969 Population Census, volume II, The African Population, chiffres tirés des tableaux 4, 5, 8 et 9. La répartition des terres est celle du Land Apportionment Act, qui diffère très peu de celle du Land Tenure Act.

Ces chiffres montrent qu'il y a un fort excédent d'Africains du sexe masculin dans les zones blanches, en particulier dans les quartiers blancs des villes. Il en est ainsi même dans les exploitations agricoles blanches, où il y aurait assez de place pour des maisons d'Africains avec jardin. Cet excédent d'hommes, conséquence du système de migration de la main-d'oeuvre montre très clairement le degré qu'a atteint la dislocation de la famille africaine et la rupture des liens conjugaux qui en résulte.

183/ G.L. Chavunduka, "A Social Survey of Dzivaresekwa Township, Salisbury", Zambezia, vol. 2, No 2 (décembre 1972), pp. 67-72.

611. Au paragraphe 491, nous avons donné les chiffres de la population africaine (légale) de Salisbury. Le fort excédent d'hommes, dont beaucoup logent dans de grands foyers destinés aux "célibataires", apparaît clairement. La même situation existe dans d'autres zones urbaines. Les municipalités, comme celle de Salisbury, fournissaient des logements aux travailleurs "migrants" (tels que ces foyers), tandis que l'administration centrale fournissait des maisons familiales (du type visé au paragraphe 604), mais depuis que le logement africain en zone urbaine est passé sous l'autorité des municipalités 184/, les maisons familiales ne peuvent être habitées que par la famille au sens restreint du locataire, ou par des sous-locataires "légaux", c'est-à-dire qui ont un emploi en ville 185/.

612. D.G. Clarke a exposé dans une publication le cas personnel de plusieurs domestiques (en janvier 1973). Ce sont là des exemples des faibles revenus et des familles divisées dont on a parlé plus haut. Le domestique "C", qui travaille chez le même patron depuis 1951, a sa famille avec lui. Son salaire est de 24 dollars rhodésiens par mois. Il ne bénéficie d'aucun jour de congé hebdomadaire : il travaille simplement moins longtemps le samedi, le dimanche et les jours fériés. Il a trois semaines de vacances par an, non payées. "D" est une bonne qui habite chez son patron mais elle a une petite maison dans un quartier africain, où ses quatre enfants logent pendant les vacances. Elle gagne 12 dollars rhodésiens par mois, la nourriture et l'électricité lui étant en outre fournies. Elle travaille toute la semaine, sauf une demi-journée le jeudi et le dimanche. "I", âgé de 60 ans, concierge à Salisbury, reçoit 19 dollars rhodésiens par mois, est logé, mais non nourri; sa femme et ses quatre enfants vivent à Umtali. "K", jardinier et domestique à Salisbury, reçoit 18 dollars rhodésiens et habite chez son patron; mais sa femme et son enfant vivent à Mtoko et viennent simplement passer leurs vacances 186/ avec lui.

ii) La politique de "limitation de la population"

613. D.G. Clarke a aussi étudié les problèmes que pose la planification familiale chez les Africains de la Rhodésie du Sud. Le taux d'accroissement de la population africaine est très élevé, environ 3,6 % par an au début de la décennie 1970. Selon l'étude précitée, ce taux d'accroissement très élevé est dû à des raisons politiques et économiques : les très faibles revenus des Africains, en particulier la diminution de leur revenu moyen dans les terres tribales spéciales, ont fait apparaître l'intérêt financier que peut présenter pour une famille africaine le fait d'être nombreuse; et le régime dominé par les Blancs n'a rien fait pour rendre les conditions économiques plus favorables aux petites familles. En outre, il cherche ouvertement à augmenter la population blanche, comme le dit un rapport officiel de 1967 : "Dans l'intérêt de l'économie rhodésienne, et surtout des habitants africains, il est indispensable de renforcer la communauté européenne et d'empêcher le déséquilibre numérique de s'aggraver" 187/. Dans le même esprit, le régime rebelle et les partis politiques blancs jugent nécessaire de limiter la population africaine et ont essayé par plusieurs moyens d'y parvenir.

184/ E.H. Ashton, Rhodesian Journal of Economics 3, No 4 (décembre 1969).

185/ D.K. Davies, Race Relations in Rhodesia (1975), p. 295.

186/ D.G. Clarke, Domestic Workers in Rhodesia (1974), p. 79-88.

187/ D.G. Clarke, in Rh. J. of Econ., 6, No 2 (juin 1972), p. 35.

614. En avril 1973, la section des Midlands du Rhodesian Front a demandé que des mesures concrètes pour résoudre le problème de "l'explosion démographique" en Rhodésie du Sud soient élaborées "dans le cadre de la politique du Rhodesian Front" 188/. En octobre de la même année, le "ministre de la santé et de la protection sociale" a souligné l'importance qu'il attachait à la planification familiale 189/.

615. Au cours du débat public qui a eu lieu à ce sujet, un membre du département de zoologie de l'Université de Rhodésie a déclaré qu'une campagne visant à réduire le taux de natalité en Rhodésie du Sud ne réussirait que si elle s'accompagnait d'un développement massif des terres tribales spéciales 190/. L'un des principaux journalistes du Rhodesia Herald a formulé une autre proposition selon laquelle l'éducation des trois premiers enfants serait entièrement gratuite mais que celle des enfants suivants serait payée par les parents au plein tarif, et sans aucune aide financière 191/. Le "ministre de l'éducation africaine" a entrepris une vaste campagne d'initiation à la planification familiale en octobre 1974, en mettant l'accent sur le problème que constitue la surpopulation dans le monde et dans le pays 192/.

616. Au paragraphe 582, nous avons indiqué que le "ministre de l'éducation" avait déclaré que l'accroissement démographique n'entraînerait aucune augmentation du nombre des établissements d'enseignement pour les Africains. L'inspecteur de la santé de Gwelo a indiqué dans son rapport de 1974 que malgré les discours des hommes politiques africains hostiles à la contraception, les femmes fréquentaient les centres de planification familiale 193/.

617. En décembre 1973, le Conseil municipal de Salisbury a annoncé qu'il allait augmenter de 170 à 300 % les tarifs des maternités et des crèches. Bien qu'il ne s'agisse pas là nécessairement d'un moyen indirect de limiter les naissances, cette mesure a été violemment critiquée par les Africains, qui n'avaient pas été préalablement consultés 194/. En mars 1975, la municipalité étudiait une proposition tendant à la distribution gratuite de pilules anticonceptionnelles, actuellement vendues 10 cents le paquet 195/.

c) Effets sur les relations entre parents et enfants

618. Le système de migration de la main-d'oeuvre a entraîné la présence d'un nombre disproportionné d'enfants africains dans les zones rurales par rapport aux zones urbaines, comme le montre le tableau ci-dessous :

188/ Rhodesia Herald, 26 avril 1973.

189/ Rhodesia Herald, 29 octobre 1973.

190/ Rhodesia Herald, 1er décembre 1973.

191/ Rhodesia Herald, 19 avril 1973.

192/ Rhodesia Herald, 4 octobre 1974.

193/ Rhodesia Herald, 5 novembre 1974.

194/ Rhodesia Herald, 17 décembre 1973.

195/ Rhodesia Herald, 12 mars 1975.

Lieu de séjour des enfants africains

	<u>Moins de 14 ans</u>	<u>Moins de 9 ans</u>
	<u>4 mois</u> %	<u>4 mois</u> %
Population totale	47,7	34,2
Terres tribales spéciales	52,9	37,5
Terres réservées aux acheteurs africains	50,4	33,5
Zones blanches	38,6	28,6

Source : 1969 Population Census, volume II, The African Population, tableau 12.
La répartition des terres est celle du Land Apportionment Act.

Les enfants restent souvent avec leur mère (voir par. 612), parfois avec leurs grands-parents ou d'autres proches. On sait aussi que nombre d'enfants sont envoyés des zones rurales dans les zones urbaines pour y trouver de meilleures possibilités d'emploi et, parfois, d'éducation 196/.

619. Certains faits signalés au Groupe spécial d'experts montrent qu'il devient de plus en plus difficile de faire respecter les contraintes sociales aux enfants et aux adolescents qui vivent dans les villes. Cette difficulté est la conséquence du mode de vie conçu et appliqué par le régime. En décembre 1973, les autorités de Salisbury ont dû interrompre des séances "pop" de 12 heures, à cause des "troubles" qu'elles provoquaient. Selon un assistant social, nombre de parents africains ne surveillent pas suffisamment leurs enfants 197/.

620. En juillet 1974, on a signalé une vague de criminalité juvénile. Le nombre de jeunes impliqués dans des actes de brigandage et des viols avait considérablement augmenté. Ce fait était également imputé au manque de surveillance des parents 198/.

621. Dans un article publié par une revue anglicane, en juillet 1969, le rédacteur en chef de Moto, Paul Chidyausiku, expose en termes sévères les effets des bas revenus et du surpeuplement flagrant des quartiers africains. Il envisage trois cas : d'abord, celui de gens pauvres qui prennent un pensionnaire; si celui-ci les aide à se nourrir, pourront-ils l'empêcher de coucher avec leurs filles adultes ? C'est ensuite le cas d'un homme qui renvoie femme et enfants dans son pays d'origine : les deux époux seront alors tentés d'avoir chacun des relations extra-conjugales. Enfin, le troisième cas est celui d'une famille qui reste sur place, mais doit vivre dans des conditions de surpeuplement effrayantes, "avec deux, trois ou même quatre autres familles dans la même pièce"; les enfants (souvent des adolescents) dorment sous le lit des parents et ceux-ci "remplissent leur devoir conjugal en présence de leurs enfants" 199/.

d) Difficultés psychologiques, sociales, morales, culturelles, politiques et économiques de la famille

622. Dans une étude publiée en mars 1973, un chargé de cours de l'Université de Rhodésie parle des effets de l'urbanisation sur les Africains. Selon lui, les

196/ Edgar Moyo, op. cit., p. 43-52.

197/ Rhodesia Herald, 10 décembre 1973.

198/ Rhodesia Herald, 7 janvier 1974.

199/ Contact (revue du diocèse de Bulawayo), juillet 1969, p. 9.

Africains ne font pas que s'occidentaliser, ils apportent leurs propres traditions dans le cadre urbain et les y adaptent. Dans certains domaines de leur vie, il y a simplement conversion au mode de vie moderne. Comme exemple d'adaptation, l'auteur de cette étude cite le "lobola" traditionnel - terme traduit très approximativement par "prix de la mariée" ou dot renversée - qui, dans les villes, est remis maintenant en espèces et non plus en nature (bétail). Comme exemple de conversion, il cite la réduction progressive que subit la "famille élargie", d'après les résultats de ses recherches 200/.

623. Ces dernières années, un rédacteur du Rhodesia Herald a signalé plusieurs cas troublants de conflits de civilisations. En mars 1973, des jeunes filles avaient été molestées dans le quartier de Harari parce qu'elles portaient des perruques et des minijupes; on leur reprochait de singer les Blanches 201/. En septembre, ce rédacteur africain citait le cas d'un Ndebele qui avait fait ses études en Angleterre, où il avait épousé une Ndebele et qui n'employait plus que l'anglais chez lui, de sorte que ses enfants ne parlaient pas la langue de leur propre pays 202/. En novembre 1973, le même journaliste a rendu compte d'un débat au sujet des effets qu'exerçaient sur la vie africaine les idées des Blancs concernant le nombre d'enfants, l'organisation politique, l'hygiène, les méthodes de culture et la langue. D'une part, faisait-il remarquer, le régime rebelle demandait aux Africains de conserver leurs coutumes (pour se développer séparément dans leurs propres zones); d'autre part, les Blancs leur répétaient constamment que la civilisation de l'Europe était bien "supérieure" à la leur 203/.

624. Certains conflits de civilisations, probablement les plus graves, concernent les fréquentations entre garçons et filles et le mariage. Dans les zones rurales, la collectivité locale exerce une surveillance très stricte sur la conduite des jeunes. Dans les villes, cette surveillance est difficile, car la collectivité est beaucoup plus vaste et ses membres se connaissent moins bien. La surveillance dépend des familles elles-mêmes, les unes s'efforçant de la resserrer, les autres la relâchant, mais dans l'ensemble elle est beaucoup plus faible 204/. De toute manière, la vie urbaine (au foyer comme dans le travail) est entièrement sous l'influence des Blancs, qui n'ont généralement aucune idée des coutumes ou des besoins des Africains.

625. Deux articles parus dans le Rhodesia Herald en décembre 1973 montrent par un exemple frappant à quel point cette ignorance fait perdre aux Blancs le sens de leurs responsabilités. L'un disait que 30 % des buveurs africains de Harari étaient ivres chaque week-end, l'autre, qu'une entreprise de boissons alcoolisées de la ville de Salisbury avait réalisé dans l'exercice financier 1972/73 un bénéfice de 1 820 000 dollars rhodésiens. Grâce à ce bénéfice, le Conseil municipal pouvait "donner" aux quartiers africains divers services sociaux. En fait, une partie seulement de ce bénéfice a été utilisée à cette fin et près de 10 % en ont été reportés sur l'exercice suivant. Les Blancs ne dépensent rien eux-mêmes pour fournir des services sociaux aux quartiers africains, mais ce sont eux qui décident de l'emploi des fonds d'origine africaine 205/.

200/ Rhodesia Herald, 9 mars 1973.

201/ Rhodesia Herald, 21 mars 1973.

202/ Rhodesia Herald, 6 septembre 1973.

203/ Rhodesia Herald, 30 novembre 1973.

204/ Rhodesia Herald, 6 février et 14 mai 1975.

205/ Rhodesia Herald, 19 et 30 décembre 1973.

626. Les effets moraux et psychologiques du déplacement de nombreux Africains, retirés des zones rurales pour être regroupés dans des "villages protégés", sont décrits aux paragraphes 511-518. Ces "villages protégés", comme nous l'avons souligné, ont été créés sans qu'on ait tenu compte du mode de vie des Africains auxquels ils étaient destinés.

IV. ADOPTION DU RAPPORT

627. Le présent rapport a été approuvé et signé par les membres du Groupe spécial d'experts, à savoir :

M. Kéba M'Baye
Président-Rapporteur

M. Branimir Janković
Vice-Président

M. Amjad Ali^{1/}

M. Annan Arkyin Cato

M. Humberto Díaz Casanueva

M. Felix Ermacora

^{1/} Monsieur Amjad Ali, membre du Groupe spécial d'experts, était absent au moment de l'examen et de l'adoption du présent rapport.